



## INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 29 AVRIL 1999

**BALKANS** L'aviation de l'OTAN a poursuivi ses bombardements en Serbie, dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 avril. Dans les faubourgs de Belgrade, plusieurs cibles ont été

touchées. Selon des sources serbes, 20 civils ont été tués lors de frappes sur la ville de Surdušica. A Bruxelles, l'Alliance a reconnu qu'elle ne pouvait pas « exclure de telles erreurs ».

• **REXHEP MEJANI**, le président albanais, déclare dans un entretien au *Monde* que la partition du Kosovo ouvrirait la porte à une « guerre permanente » dans les Balkans et il est

time que le projet de « Grande Albanie » n'est qu'un « mythe » véhiculé par la propagande serbe. • A BELGRADE, l'opposition démocratique est désorganisée et les déclarations

disonnantes – par rapport au régime – du vice-premier ministre, Vuk Draskovic, continuent d'être accueillies avec prudence à l'étranger (lire aussi notre éditorial page 17).

## Serbie : l'introuvable opposition au régime de Belgrade

Les grandes manifestations étudiantes de l'hiver 1997 laissaient espérer l'émergence d'un front démocratique. Mais les dirigeants de la coalition Ensemble ont divorcé et seules, aujourd'hui, des individualités expriment leur désaccord avec les théories nationalistes

**LE GRAND BELGRADE** a été visé par l'aviation de l'Alliance atlantique, mercredi 28 avril à l'aube. Goran Matić, plus proche des cercles du pouvoir yougoslave que le vice-premier ministre Vuk Draskovic, a laissé entrevoir une possibilité de solution.

• **L'aviation alliée a bombardé**, mercredi, des objectifs dans les faubourgs belgradois de Topcider, Senjak, Resnik et Rakovica. La veille, les avions alliés avaient visé, entre autres, des cibles dans la ville de Surdušica, au sud. Les sources serbes ont affirmé que vingt civils au moins avaient été tués et trois cents habitations détruites. Un correspondant de la chaîne de télévision américaine CNN a vu seize morts, dont onze enfants, dans une morgue de la ville. Une équipe de télévision de Reuters a filmé des destructions. Un reporter de l'agence Associated Press a vu cinquante habitations détruites et plusieurs centaines endommagées. L'OTAN a affirmé avoir visé des « installations militaires » à Surdušica.

ca. « Mais nous ne pouvons malheureusement pas exclure entièrement que des civils ou des biens civils soient touchés. » a déclaré un porte-parole.

• « Je pense que cette semaine sera celle où les grandes lignes de base d'un règlement au Kosovo peuvent être raffermies », a déclaré, d'après le *New York Times*, Goran Matić, ministre et membre du Parti de la gauche unie de Mme Mirjana Marković, l'épouse du président Milosevic. Selon lui, un règlement pourra être trouvé dès que « les deux parties apporteront des éléments de rationalité » dans cette affaire. « Nous devrons alors à l'OTAN sa victoire. Ils doivent juste décider ce que cela signifie réellement », a-t-il ajouté. Belgrade, a-t-il souligné, voudrait voir la campagne aérienne prendre fin, mais pas à n'importe quel prix. « Il y a de l'intérêt national », et aussi « de l'intérêt de l'Amérique. A un moment donné, nos intérêts se recouperont ». • Le général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe, a estimé, mardi, à

Bruxelles, que « des dégâts significatifs » ont été causés à l'appareil militaire serbe. Mais il a ajouté que « plus reste à faire, et il n'y a aucun doute que plus sera fait ». L'OTAN, a-t-il laissé entendre, ne s'attend pas à un renversement de la situation militaire avant l'été. « Entre militaires et membres des forces spéciales, les effectifs yougoslaves au Kosovo, a

précisé le général Clark, sont de l'ordre de 40 000 hommes et ils ont été renforcés, ces jours derniers, par des réservistes récemment mobilisés et par des éléments de la 2<sup>e</sup> armée », basée au Monténégro. Il a indiqué qu'il soumettrait bientôt au Conseil de l'Atlantique nord un projet de contrôle des pétroliers en Adriatique. « Tout régime de visite et de

### Un accord interviendra « prochainement », mettant fin à la guerre, selon Igor Ivanov

Le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, estime qu'un accord interviendra prochainement pour mettre un terme à la guerre au Kosovo et avancer vers un règlement politique sous les auspices de l'ONU. « Je suis sûr qu'il y aura un processus de pacification avant l'été. Mon intuition me dit que, prochainement, nous parviendrons à un accord qui permettra de mettre un terme à l'intervention de l'OTAN et d'avancer vers un règlement politique sous les auspices du Conseil de sécurité de l'ONU et avec une participation internationale active », a-t-il affirmé dans un entretien recueilli lundi et publié mercredi 28 avril par le journal madrilène *El Mundo*. « La difficulté fondamentale est de savoir comment concrétiser une présence multinationale. C'est de cela qu'on a parlé (dimanche) Eltsine et Clinton. Mais tous acceptent que la présence internationale au Kosovo devra se faire sous le drapeau de l'ONU ». (APF)

contrôle naval doit avoir des règles appropriées d'engagement pour être en mesure d'utiliser la menace de la force », a-t-il encore précisé.

• Le président Bill Clinton a donné le feu vert, mardi, à la mobilisation de 33 000 réservistes pour appuyer l'intervention des forces de l'OTAN. Deux mille cent d'entre eux, hommes et femmes, vont être mobilisés immédiatement et le reste le sera en fonction des besoins. Le premier détachement aura pour tâche de répondre aux « besoins immédiats » engendrés par des appels de ravitaillement qui vont être déployés, a expliqué le général Michael Kudlacz, de l'armée de l'air américaine. Il n'a pas voulu préciser où ils seraient stationnés en Europe, se bornant à dire que leur répartition se ferait en fonction des nécessités.

• La faim menace quelque 820 000 personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo, dans des zones sans approvisionnement alimentaire, d'après le général Clark. Dans la province, a indiqué de son côté le

Programme alimentaire mondial (PAM), les chiens et les chats sont devenus rares : ils pourraient avoir été mangés par une population chassée de ses foyers par l'épuration ethnique et par la faim. Le PAM a commencé une enquête sur la situation alimentaire auprès des réfugiés du camp de transit de Blace, en Macédoine, où les nouveaux arrivés gardent les souvenirs les plus vivaces. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés estimait, mardi, à près de 585 000 le nombre d'Albanais du Kosovo réfugiés dans les pays limitrophes de la Yougoslavie.

• Les entretiens, mardi à Moscou, de Strobe Talbott, le secrétaire d'Etat adjoint américain, avec les principaux responsables russes n'ont pas donné de résultats tangibles. Le département d'Etat ne les en a pas moins qualifiés de « très constructifs ». Le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, a répété que la Russie ne respecterait pas l'embargo pétrolier décidé par les Occidentaux.

## Des partis trop désorganisés face au pouvoir de Slobodan Milosevic

EN ADMETTANT qu'il n'agisse pas pour le compte du pouvoir, le vice-premier ministre de la Yougoslavie, Vuk Draskovic, a rompu le silence étourdissant d'une opposition serbe désorganisée depuis des mois, victime de ses dissensions internes et du travail de sape de pré-sident Slobodan Milosevic. Il faudra plus que ces véhémentes critiques formulées ces derniers jours pour mettre à mal l'édifice du pouvoir.

Les déclarations de M. Draskovic pourraient renvoyer à l'hiver 1996-1997. Un trio d'opposants – Zoran Djindjic, Vesna Pesić et Vuk Draskovic – fait alors trembler Slobodan Milosevic, président de la Serbie à l'époque. Pendant près de quatre-vingt-dix jours, la coalition *Zajedno* (Ensemble) mobilise des centaines de milliers de manifestants dans les rues de la capitale jusqu'à récupérer son drapeau : sa victoire dans les grandes villes aux municipales de l'automne 1996 que M. Milosevic ne veut pas reconnaître.

Un an après la fin de la guerre en Bosnie, l'opposition démocratique espère alors pouvoir sortir du carcan nationaliste dans lequel elle s'était laissée sciemment enfermée par M. Milosevic : être dans le camp de la Serbie et donc du pouvoir ou du côté des « trahirs » – une rhétorique qui s'applique aujourd'hui à ceux qui ne soutiennent pas la politique au Kosovo. L'embellie fut de courte durée. Le fossé séparant, à la tête de la coalition, Zoran Djindjic, démocrate sincère mais peu charismatique, et Vuk Draskovic, l'ancien journaliste aux convictions à géométrie variable, s'élargit, servant le jeu de M. Milosevic.

La lutte au sein de *Zajedno* pour le contrôle de la mairie de Belgrade donne le ton. Quelques mois seulement après les élections, le SPO (Parti pour le renouveau serbe) de M. Draskovic, passé à Belgrade, dans le camp du pouvoir. Beaucoup se rappellent alors que Vuk Draskovic a rencontré Slobodan Milosevic au plus fort des manifestations. Les mêmes en concluent que « le coup » (Vuk en Serbe) a vendu son âme au diable. Sentiment confirmé lors des élections de l'automne 1997. Le SPO se désolidarise des autres partis d'opposition qui appellent au boycott du scrutin. Nouveau retour d'ascension : début 1998, Vuk Draskovic se voit gracier d'un poste de vice-premier ministre chargé des affaires étrangères au gouvernement fédéral, titre ronflant mais dénué de pouvoirs.

L'appel au boycottage reposait sur un pari démocratique : invalider des élections, après une campagne jugée impartiale, en ne permettant pas de dépasser le taux de participation de 50 %, nécessaire au re-

gard de la loi. Pari tenu. A ceci près que les urnes furent bousculées – au Kosovo – et que les chiffres de participation furent truqués pour finalement assurer la victoire du candidat du pouvoir, Milan Milutinovic, face à l'ultra-nationaliste Vojislav Seselj.

### LE LEVIER ÉCONOMIQUE

Plus récemment, Milan Panic a fait les frais de la démocratie à la « sauce Milosevic ». L'ancien premier ministre et homme d'affaires

sevituse du levier économique, mais pour s'assurer et récompenser les fidélités. Le premier ministre serbe, Mirko Marjanovic, dirige Tehnogas et Progres (importateur exclusif du gaz russe), le président du Parlement serbe, Dragan Tomic, conduit Jugopetrol (raffinerie et distribution de produits pétroliers), l'ancien ministre des privatisations, Milan Beko, a hérité de Zastava (construction automobile)...

• Placé hors du jeu politique, l'opposition ne peut pas, davantage,

crise économique, les journaux d'opposition ont reçu le coup de grâce, dès que les menaces de frappes de l'OTAN se sont précisées en octobre 1998. Une loi est alors expéditivement adoptée, infligeant des amendes farfelues à tout journal pris en flagrant délit de « défaillance ». Dernier symbole de la « révolution » de 1997, la radio B92 a été rétablie jusqu'au 2 avril, date à laquelle elle a été déclarée « propriété d'Etat » et reprise en main par une rédaction aux ordres. Neuf jours plus tard, le rédacteur en chef de *Dnevni telegraf*, Slavko Curuvija, tombait, devant son domicile, sous les balles de tueurs « anonymes ». Quelques jours auparavant, cet ancien proche de Mira Markovic qui en était arrivé à demander la démission du président yougoslave, était qualifié de « trahie » dans les colonnes du quotidien du pouvoir, *Politika*.

Selon le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon, le système Milosevic repose sur quatre piliers : « le premier, ce sont l'armée [réputée purgée] et les services de sécurité. Le second, c'est son emprise sur les partis politiques. Le troisième est sa mainmise sur les médias et les appareils de propagande. Enfin, le quatrième pilier est la corruption et les circuits parallèles qui lui permettent de contrôler tout le secteur économique ». Chacun de ces piliers a subi les assauts des avions de l'OTAN depuis le début de l'opération alliée le 24 mars. Mais rien ne dit que les coups aient été suffisamment appuyés pour déstabiliser un édifice que l'opposition, seule, est bien en mal de renverser.

Christophe Châtelot

### Prudence française après les propos de M. Draskovic

Le président français, Jacques Chirac, a émis des doutes, mardi 27 avril, après un entretien avec le président albano, Rexhep Mejdani, sur les déclarations du vice-premier ministre yougoslave, Vuk Draskovic, qui s'est publiquement démarqué de Slobodan Milosevic. « Je souhaite que les dirigeants de Belgrade se rendent compte qu'il est temps de revenir à la raison. Mais je n'en suis pas absolument certain », a déclaré M. Chirac à la presse. « Si ces propos reflètent la position des autorités de Belgrade, cela mérite considération », a déclaré de son côté Anne Gazeau-Secret, porte-parole du Quai d'Orsay. Le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, avait auparavant vu dans ces déclarations « un premier signe » tout en conseillant la prudence. D'après Mme Gazeau-Secret le soutien du vice-premier ministre yougoslave d'une intervention du conseil de sécurité est un aspect « intéressant ». « Nous travaillons avec nos partenaires à une résolution sur le Kosovo », a-t-elle souligné.

• a eu le tort, l'automne dernier, de commencer à fédérer l'opposition, déféquente, au sein de l'Alliance démocratique. Le pouvoir porte le coup là où on ne l'attend pas. Galešnik (entreprise pharmaceutique rachetée par l'américain ICN pharmaceutiques de Pasadena), dirigée par Milan Panic, fut tout bonnement nationalisé et l'ancien premier ministre s'est depuis replié sous d'autres cieux. Y compris dans son propre camp, Slobodan Milo-

sevic occupe le terrain des médias monopolisés par le pouvoir. La radio et la télévision nationales sont infestées au Parti socialiste (SPS) de Slobodan Milosevic. Trois autres chaînes privées Kosova, BK et Pink sont, la première, aux mains de la fille du président, les deux autres, détenues par des proches du SPS et de la Gauche yougoslave (JUL) de Mira Markovic, la femme du numéro un yougoslave. Restait la presse écrite. Moribonds en raison de la

prennent : il a été successivement communiste, nationaliste fervent, pacifiste résolu, opposant irréductible à Slobodan Milosevic, principal chef de file du mouvement contestataire à l'automne 1996, et, aujourd'hui, numéro 3 du même régime serbe. Au cours de cette trajectoire pour le moins sinuosa, cet écrivain de cinquante-deux ans, excellent tribun, populiste et charmeur, a connu des fortunes diverses. Il s'est tout d'abord fait connaître avec *Le Couteau*, un récit sur le malheur des Serbes publié en 1982. Huit ans plus tard, à la tête du Parti du renouveau serbe (SPO), il mène campagne pour des élections libres, et, échoue, en décembre 1990, une défaite au scrutin présidentiel contre... Slobodan Milosevic. Il est ensuite emprisonné quelques jours par le régime, après de violentes manifestations, et sa libération le transforme en héros de la contestation des autorités de Belgrade.

Mais cette opposition politique ne l'empêche pas, à la veille de la guerre en Bosnie, d'affirmer qu'il faut « se battre pour toutes les terres »

Cette prédominance de l'image sur le texte se retrouve dans la propagande de Milosevic. Celle-ci repose en grande partie sur le seul choc des images, alors que le texte ne vient souvent qu'à illustrer ou à colorer le message.

D'autre part, les journaux de la RTS ont de nouveau multiplié les clips patriotes et les images des bâtiments civils ayant souffert de « dégâts collatéraux », mais apparaissant, de fait, comme les véritables cibles. Plusieurs reportages ont aussi montré que la population est parfaitement approvisionnée et que les magasins offrent, sur des étales bien remplis, des montagnes d'orange, ou de cartons de lait, en provenance de Grèce. Le système de propagande serbe fonctionne, en fait, comme un simple feu de signalisation : vert, donc vu, c'est bon ; rouge, donc absent, c'est mauvais. Mauvaise était assurément la manifestation à laquelle a appelé Vuk Draskovic. On ne l'a pas vu, on n'en a encore moins parlé.

Hector Forest

## Vuk Draskovic, un caméléon populaire et ambigu

LE PARCOURS politique de Vuk Draskovic, actuel vice-premier ministre de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro), est de ceux qui sur-

### PORTRAIT

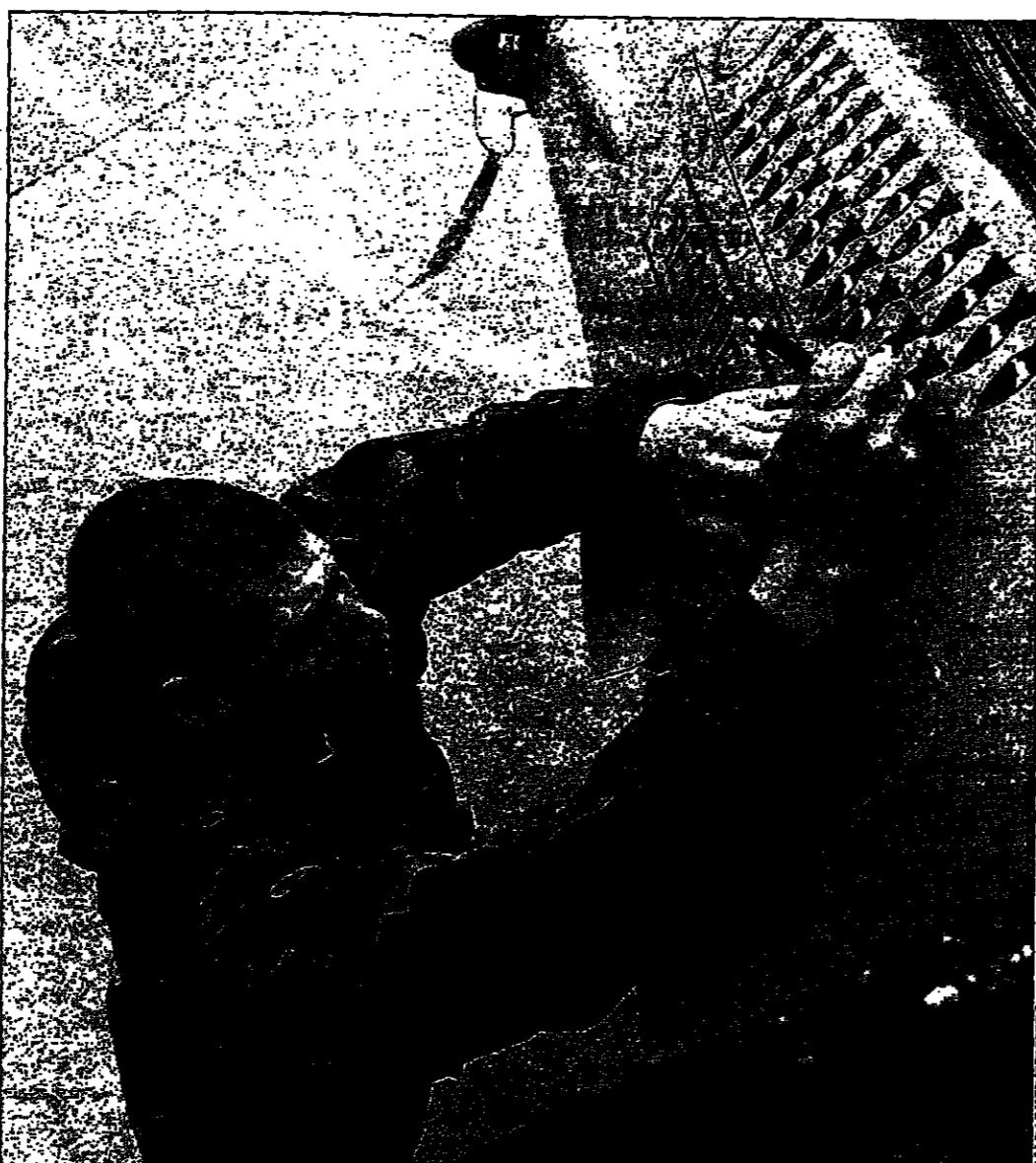
Vice-premier ministre, il veut aujourd'hui apparaître comme un « opposant de l'intérieur »

prendent : il a été successivement communiste, nationaliste fervent, pacifiste résolu, opposant irréductible à Slobodan Milosevic, principal chef de file du mouvement contestataire à l'automne 1996, et, aujourd'hui, numéro 3 du même régime serbe. Au cours de cette trajectoire pour le moins sinuosa, cet écrivain de cinquante-deux ans, excellent tribun, populiste et charmeur, a connu des fortunes diverses. Il s'est tout d'abord fait connaître avec *Le Couteau*, un récit sur le malheur des Serbes publié en 1982. Huit ans plus tard, à la tête du Parti du renouveau serbe (SPO), il mène campagne pour des élections libres, et, échoue, en décembre 1990, une défaite au scrutin présidentiel contre... Slobodan Milosevic. Il est ensuite emprisonné quelques jours par le régime, après de violentes manifestations, et sa libération le transforme en héros de la contestation des autorités de Belgrade.

Mais cette opposition politique ne l'empêche pas, à la veille de la guerre en Bosnie, d'affirmer qu'il faut « se battre pour toutes les terres »

Denis Hautin-Guiraud

## ■ PEINTURES DE GUERRE



L'OTAN a effectué plus de 10 500 sorties aériennes depuis le début de l'opération « Force alliée », le 24 mars. Un quart ont été des raids d'attaque, le reste consistant en des missions de soutien ou de surveillance. Sur la base d'Aviano, en Italie, un mécanicien peint une bombe sur un F-16 américain, indiquant que l'avion en est à sa vingt-quatrième opération de bombardement en territoire yougoslave.

## Moscou met en avant son rôle de « médiateur » pour une solution politique négociée

Les dirigeants russes se flattent d'être abondamment consultés par les Occidentaux. Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, est attendu jeudi 29 avril à Moscou

## MOSCOU

de notre correspondant  
A défaut d'avoir enregistré à ce jour le moindre succès diplomatique, les autorités russes affichent d'ores et déjà une satisfaction : celle d'être partie prenante aux débats sur une éventuelle solution diplomatique à la guerre du Kosovo. « Toutes les parties reconnaissent que la Russie joue un rôle important de médiateur », a déclaré, mardi 27 avril, le ministre des affaires étrangères, Igor Ivanov. Boris Eltsine a, pour sa part, fait savoir que le dossier yougoslave l'occupait jour et nuit. « Encore une fois, j'ai passé toute la nuit dernière à discuter de ce problème », a-t-il expliqué, mardi matin en recevant son ministre de l'intérieur.

Le ton n'est plus à la confrontation belliqueuse mais à une discussion « sérieuse ». « Il y a des chances de parvenir à un accord politique, ne les laissons pas passer », a souligné M. Ivanov, à l'issue d'une rencontre avec le secrétaire d'Etat adjoint américain, Strobe Talbott, mardi à Moscou. Le président Boris Eltsine a téléphoné à Bill Clinton puis à Jacques Chirac. Le ministre des affaires étrangères grec et le ministre de la défense allemand rencontraient les responsables russes ce mercredi. Et, jeudi, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, est attendu à Moscou. Le président Boris Eltsine a téléphoné à Bill Clinton puis à Jacques Chirac. Le ministre des affaires étrangères grec et le ministre de la défense allemand rencontraient les responsables russes ce mercredi. Et, jeudi, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, est attendu à Moscou.

Si la Russie se réinstalle de plain-pied sur la scène diplomatique, les désaccords demeurent et le rôle que peut jouer Moscou auprès de

Belgrade reste incertain. M. Ivanov et M. Tchemomyrdine, « représentant spécial » de Boris Eltsine, estiment que l'OTAN, comme le régime yougoslave, doivent « accepter des compromis ». Boris Eltsine a adressé, mardi matin, un télégramme à Slobodan Milošević, l'assurant de la « solidarité de la Russie avec le peuple yougoslave », mais ajoutant que la situation ne pourra changer que « si

### Pas de percée diplomatique, selon Washington

Les entretiens entre le secrétaire d'Etat adjoint américain, Strobe Talbott, et des responsables russes ont été « très constructifs » mais n'ont pas permis de réaliser de percée, a indiqué, mardi 27 avril, le département d'Etat. « Les Russes n'ont pas fait de changements importants dans leur position », a dit James Rubin, en rappelant que l'Alliance, de son côté, ne ferait pas de compromis sur ses objectifs. Le porte-parole a réaffirmé que les Etats-Unis espéraient toujours voir la Russie convaincre le président Slobodan Milošević de se plier à ces exigences. « Nous sommes toujours à la recherche de moyens diplomatiques de parvenir à ces objectifs mais, entre-temps, la destruction persistante, systématique et punitive de la machine de guerre serbe se poursuivra depuis les airs », a-t-il dit. — (AFP)

toutes les parties démontrent leur sagesse et leur bonne volonté. »

Les autorités russes ne cachent pas qu'elles doutent fortement de la « bonne volonté » de M. Milošević, lequel ne leur a jusqu'ici rien concédé. Aussi examinent-elles avec intérêt les déclarations du vice-président russe, Vuk Drasković, opposant au président Milošević et expliquant que Belgrade

génants de la République yougoslave n'adhèrent pas à cette position », a-t-il reconnu, « mais le plus important est que Belgrade accepte une présence internationale au Kosovo avec une participation russe ». M. Milošević n'est donc plus considéré par Moscou comme un interlocuteur exclusif.

Dans le même temps, les autorités russes considèrent que « l'échec de la stratégie de l'OTAN » doit amener ses pays membres à reconsiderer les conditions posées à l'arrêt des bombardements. M. Tchemomyrdine a donc répété qu'*« on ne peut négocier sous les bombes »* et que l'OTAN devait au préalable interrompre ses opérations. Le désaccord principal porte sur la mission et la composition d'une éventuelle force militaire au Kosovo. Moscou exige qu'elle soit sous autorité de l'ONU, avec un fort contingent russe et non sous commandement de l'OTAN. « Le travail sur cette question va prendre beaucoup de temps », a reconnu M. Tchemomyrdine.

Reste l'embargo pétrolier contre Belgrade décidé par l'OTAN et l'Union européenne : cette décision « n'a aucune force juridique pour la Russie, l'ONU étant seule habilitée à décréter un embargo », a répété, mardi, le ministre Igor Ivanov. Il semble que, sur ce point, assurance a été donnée aux Russes que l'OTAN ne les considérait pas comme liés par cette mesure.

Claire Tréan

François Bonnet

## La Croix-Rouge internationale essaie de faire lever l'« interdit humanitaire »

**LE COMITÉ** international de la Croix-Rouge (CICR) verra-t-il se réaliser bientôt l'espoir qui exprime depuis deux jours de retourner au Kosovo pour y porter assistance aux victimes du conflit ? Si tel était le cas, ça serait un tournant, et ça fin de ce statut de « zone interdite » que le régime yougoslave impose à la province depuis cinq semaines et face auquel l'OTAN se révèle dramatiquement impuissante.

L'objectif du CICR est de remplir le mandat dont l'ont donné, au lendemain de la seconde guerre mondiale, les conventions de Genève, c'est-à-dire la mission de secourir toutes les victimes, de visiter tous les prisonniers de guerre, de coordonner les recherches de disparus et de familles séparées. S'il y parvenait, un secours pourrait enfin être apporté aux centaines de milliers de personnes en détresse abandonnées à la solidaire serbe ; le CICR localiserait ces groupes de population, évaluerait leurs besoins et s'efforcerait sans doute, pour y répondre, d'ouvrir la voie à d'autres acteurs

humanitaires. Après la rencontre du président du CICR, Cornelio Sommaruga, avec Slobodan Milošević, lundi 26 avril à Belgrade, des responsables de l'organisation s'étaient montrés très optimistes, estimant que Belgrade autorisait les délégués à rebrousser chemin vers le Kosovo, où ils avaient été contraints de partir quelques jours après le début de l'intervention aérienne de l'OTAN. Mardi, dans une conférence de presse à Genève, M. Sommaruga a été plus nuancé.

**AUCUN MESSAGE.** Il a indiqué que Slobodan Milošević lui avait donné l'assurance que les forces de sécurité yougoslaves laisseraient les délégués du CICR se déplacer partout au Kosovo pour fournir une aide médicale et alimentaire aux victimes et accéder aux prisonniers. Il a précisé toutefois que les délégués devront d'abord négocier les modalités de leur intervention avec les responsables des forces de sécurité yougoslaves. La Croix-Rouge internationale devra parallèlement obtenir des

garanties de sécurité pour ses délégués des deux autres parties au conflit : l'OTAN et l'UCK. Le retour du CICR au Kosovo peut prendre « quelques jours ou quelques semaines », a déclaré M. Sommaruga, le temps que les décisions de Slobodan Milošević soient transmises « jusqu'en bas de l'échelle de commandement ». C'est à ces tractations, à la liberté de mouvement qui sera effectivement donnée à l'organisation humanitaire, que l'on appréciera la bonne foi des engagements pris par le président yougoslave. Le CICR a obtenu gain de cause sur le droit de visite aux trois militaires américains détenus par les forces serbes. Ses délégués, parmi lesquels un médecin, ont pu les rencontrer, mardi, dans les conditions de confidentialité qui prévoient les conventions de Genève. Mais, pour le reste, tout est encore à négocier.

Les promesses faites à M. Sommaruga pourraient s'interpréter comme l'amorce d'un changement de stratégie de Slobodan Milošević. Après s'être servi des civils

comme d'une masse sacrificielle et déportable à merci, le président yougoslave jouera sa carte « humanitaire » : il autorisera une organisation totalement neutre à leur porter secours, proclamerait de plus belle que les Kosovars, qui sont partis d'ont fini les frappes de l'OTAN et rien d'autre, et il pourra même avoir la grande idée de les inviter à revenir, pour peu, évidemment, qu'ils puissent prouver par leurs papiers d'identité qu'ils sont bien citoyens yougoslaves... Quand bien même il se confirmerait, un tel changement de la politique de Belgrade envers les civils kosovars ne serait pas de nature à stopper l'intervention occidentale. Mais, de toute façon, on n'est pas encore « Je suis porteur d'un message du président Milošević [sur le retour des réfugiés] », a indiqué mardi M. Sommaruga ; avant de s'interroger sur de tels signaux, il faut voir ce que nous pouvons faire concrètement sur place. »

Claire Tréan

## Les institutions internationales évaluent les conséquences économiques et financières du conflit

**LES** représentants de pays donateurs, des organisations internationales et des voisins de la Yougoslavie (Albanie, Macédoine, Bosnie, Croatie, Roumanie, Bulgarie) se sont retrouvés, mardi 27 avril, pour tenter d'évaluer les conséquences économiques du conflit du Kosovo et de coordonner leur aide. Ils ont confié à l'Union européenne et à la Banque mondiale - comme ce fut le cas pour la Bosnie - le soin de définir, « dans les semaines qui viennent, un cadre de fonctionnement » qui permettra de coordonner, sous leadership européen, l'aide aux pays les plus touchés par la crise.

L'effort de la communauté internationale devrait s'organiser en deux temps. Sur le court terme, avec l'aide humanitaire qui est déjà mise en place, le soutien économique d'urgence et le moratoire d'un renommable des intérêts de l'Albanie et de la Macédoine, décidé mardi à Washington. A plus long terme, il s'agit de voir comment organiser les économies de la région - y compris celle de la Yougoslavie - si les évolutions politiques font qu'elle réintègre la communauté internationale.

Pour les experts, les pays les plus affectés sont l'Albanie et la Macédoine, suivis par la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie et, « dans une moindre mesure », la

Roumanie. Premier scénario, pessimiste : le conflit militaire se prolonge et la crise des réfugiés dure au-delà de 1999. L'ensemble du commerce officiel avec la Yougoslavie est suspendu, bien qu'un commerce de transit vers des pays tiers reprenne au second semestre 1999. On considère que le nombre total des réfugiés aura atteint son point haut au deuxième trimestre de 1999, avec environ 750 000 personnes. Les besoins de base des réfugiés sont censés être pris en charge par l'aide humanitaire. Dans ce scénario, l'estimation préliminaire de l'assistance humanitaire nécessaire pour les six pays voisins est de plus de 300 millions de dollars (283 millions d'euros) pour 1999. A ce coût humanitaire, il faut ajouter le financement du déficit de la balance des paiements, évalué à 1,5 milliard de dollars (1,4 milliard d'euros) pour l'année en cours et un déficit budgétaire combiné de 650 millions de dollars (613 millions d'euros).

**PREMIÈRE ÉTAPE.** Second scénario, plus optimiste : au second semestre de 1999, le commerce officiel avec la Yougoslavie est rétabli à 75 % et le transit à 50 %. Les trois quarts des réfugiés resteront dans leur pays au troisième trimestre 1999, et tous sont rentrés à la fin de l'année. La fac-

ture humanitaire est dans ce cas limitée à 150 millions de dollars (141 millions d'euros), le financement de la balance des paiements des six pays les plus touchés est évalué à 650 millions de dollars et leur déficit budgétaire à 300 millions de dollars.

Les institutions internationales font également le point sur le nombre des réfugiés et des déplacés à la date du 21 avril et tentent d'estimer celui qui pourrait être atteint (entre parenthèses) : Albanie, 357 000 (500 000) ; Macédoine, 130 000 (200 000) ; Monténégro, 70 000 (125 000) ; Serbie, 50 000 (65 000) ; Bosnie, 32 000 (60 000). Aucun document ne mentionne pour l'instant l'hypothèse d'une réintégration de la Yougoslavie au sein de la communauté internationale, ce qui supposerait de prendre en compte le coût de sa reconstruction. Les experts se bousculent pour l'instant à rappeler le montant de l'aide consentie à la Bosnie-Herzégovine après le conflit de 1992-1995 : 5,1 milliards de dollars (4,8 milliards d'euros). La réunion prévue à la fin du mois de mai à l'initiative des Allemands dans le cadre d'un pacte de stabilité de l'Europe du Sud-Est devrait constituer une première étape du plan de reconstruction.

Babette Stern

## Le Chinois c'est Avirex



Avirex®

STANDARD US AIR CHINOS® SINCE 1942\*

Pour tout renseignement sur les revendeurs agréés:  
Tel. 01.42.21.02.09 - Fax 01.42.21.05.09

\*LE CHINOS\* PORTÉ PAR L'US AIR FORCE DEPUIS 1942

٥٦٣ من الأصل

مكذا من الأصل

## DÉPÈCHES

## COMMUNICATION

■ La Grande-Bretagne a annoncé, mercredi 28 avril, qu'elle avait détaché des spécialistes à l'OTAN pour participer à la communication de guerre de l'Alliance atlantique. Un porte-parole des services du premier ministre a indiqué que les Etats-Unis et d'autres pays membres de l'OTAN devraient faire de même. Le service de presse de l'OTAN fonctionne bien en temps de paix, mais doit être renforcé dans la situation actuelle d'un conflit prolongé, a-t-il expliqué. Selon le quotidien *The Independent*, Alastair Campbell, conseiller en communication de Tony Blair, a passé la journée de mardi à Bruxelles pour discuter de la constitution d'une unité spéciale chargée d'« alléger la pression qui s'exerce sur Jamie Shea, le porte-parole chargé de l'alliance, et [de] moderniser sa gestion de la communication ». (Reuters.)

## CICR/PRISONNIERS AMÉRICAINS

■ Le Pentagone s'est dit « encouragé » par la visite, mardi 27 avril, de représentants du Comité international de la Croix-Rouge aux trois soldats américains prisonniers en Yougoslavie. Un médecin et un délégué du CICR ont pu s'entretenir avec eux. Ils les ont trouvés dans une « condition satisfaisante », a déclaré un porte-parole à Genève. « Cela est déroulé en conformité avec les termes de la Convention de Genève. Il n'y avait aucun représentant serbe ou yougoslave présent » lors de l'entretien, a précisé le porte-parole du Pentagone. Capturés par les Serbes le 31 mars à la frontière macédonienne, les trois soldats sont accusés d'avoir illégalement pénétré au Kosovo depuis la Macédoine. (AFP)

ONU/BLOCAGE  
■ La Russie et la Chine se sont opposées, mardi 27 avril, à un projet de résolution humanitaire sur le Kosovo qui appelle à un retour rapide des réfugiés dans leurs foyers. Le représentant russe Andreï Granovsky a affirmé qu'il était « artificiel et pas juste » de séparer les problèmes humanitaires au Kosovo des attaques de l'OTAN contre la Yougoslavie, ont rapporté des diplomates. (AFP.)

ONU/ÉMISSAIRES  
■ Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a décidé de nommer le ministre slovaque des affaires étrangères, Eduard Kukan, comme l'un de ses deux représentants spéciaux pour le Kosovo, à-t-on appris mardi 27 avril de source diplomatique au siège des Nations unies. Le deuxième devait annoncer son choix après s'être entretenu mercredi à Moscou avec les dirigeants russes. (Reuters.)

RÉFUGIÉS  
■ La Finlande, dont le gouvernement a été critiqué pour son indifférence face au sort des Kosovars, a accueilli en début de semaine un premier groupe de quelque 160 réfugiés. Paavo Lipponen, le premier ministre social-démocrate, avait suscité de vives réactions lorsqu'il avait indiqué, dans un premier temps, que son pays pourrait accueillir seulement cinquante des réfugiés les plus nécessiteux. Le gouvernement a ensuite promis d'en prendre en charge un millier, éventuellement davantage. La proportion d'étrangers vivant en Finlande est l'une des plus faibles d'Europe. (Corresp.)

## Attentat à la grenade contre le contingent français en Macédoine

SKOPJE  
de notre envoyé spécial

Le poste de garde est paisible. La sentinelle, arc-boutée sur les consignes, ne pipe mot. A gauche de l'entrée du camp, un petit crâne noirci d'une vingtaine de centimètres constitue le seul signe apparent de l'attention perpétue, lundi soir 26 avril, contre un dépôt français situé à la sortie de Kumanovo. Deux grenades défensives de fabrication soviétique ont été lancées en direction des grilles entourées de fil barbelé. Les sentinelles ont eu le réflexe de s'abriter derrière les sacs de sable disposés à cette intention. Les deux explosions n'ont fait que des dégâts mineurs.

L'ambassadeur de France en Macédoine, Jacques Huntzinger, « prend au sérieux » cette attaque. « Une grenade défensive est faite pour tuer », précise le colonel Charles de Kersabec. Pour les forces françaises de l'OTAN, il s'agit d'autrefois du deusme incident de ce genre en l'espace de dix jours. Le 17 avril, une jeep P4 avait déjà été incendiée à une douzaine de kilo-

mètres au nord de Skopje. Le convoi de dépannage dont elle faisait partie avait été attaqué en plein jour à la sortie d'un village par ses habitants hostiles à l'OTAN.

Le nord de la Macédoine, où est stationnée la force de l'OTAN, est composé d'une mosaïque de communautés en majorité albanaises, macédoniennes ou serbes. Les convois de l'OTAN ont appris à distinguer les villages accusés à leur cause des localités hostiles. Soucieux d'éviter les provocations, ils ont même modifié certains de leurs trajets pour éviter les zones les plus difficiles – les villages serbes – où les cailloutages étaient devenus la règle. Au premier jour des bombardements, le véhicule blindé dans lequel se trouvait le chef des forces françaises, le général Marcel Valentin, avait déjà été la cible d'un cocktail Molotov. Depuis, les slogans hostiles à l'OTAN ont fleuri sur les murs de Kumanovo et même jusqu'à Skopje.

Les grenades lancées lundi témoignent d'une radicalisation. L'incendie de la jeep « était produit

dans le sief d'un parti pro-serbe. A Kumanovo, on est alors défié les forces françaises dans leur base. Cette radicalisation était redoutée. Trois types de menaces avaient été mises en évidence par l'OTAN dès le début du conflit : un bombardement par l'artillerie serbe des forces situées à une vingtaine de kilomètres, un raid de commandos en provenance de la Serbie, et des actes de terrorisme. C'est cette troisième hypothèse qui prend corps aujourd'hui.

POSITION AVANCÉE  
« Toute les mesures de sécurité ont été prises contre des actions de ce type », assure le commandant en chef des troupes alliées en Macédoine, le général Mike Jackson, qui reconnaît cependant qu'il n'existe pas de système de protection impératif. Depuis le début des bombardements, le véhicule blindé dans les conditions de savoir s'il s'agit de groupes téléguidés par Belgrade ou si ces attentats attestent d'une hostilité croissante aux bombardements de l'OTAN dans une proportion plus importante de la très complexe société macédonienne.

Rexhep Mejdani, président de la République d'Albanie

## « La partition du Kosovo ouvrirait la porte à une guerre permanente »

Elu président en juillet 1997 par le Parlement

après la victoire aux législatives anticipées du Parti socialiste, en remplacement de Sali Berisha, démissionnaire, M. Mejdani est un universitaire « modéré », proche du premier ministre socialiste Fatos Nano. Ce professeur de mathé-

matiques et de physique n'a jamais adhéré au Parti du travail albanaise du dictateur communiste Enver Hodja. Intelloctuel polyglotte entré

en politique un peu par hasard, cet homme de cinquante-deux ans a rapidement été élu secrétaire général du Parti socialiste.



REXHEP MEJDANI

aboutira peut-être à la création d'un nouvel Etat indépendant au Kosovo, il faut passer tout d'abord par une étape intermédiaire. Peut-être va-t-on aussi assister à la création d'un nouvel Etat au Monténégro ? Le plus important c'est d'encourager les sociétés multiethniques afin qu'un équilibre soit trouvé dans les Balkans. Je crois que la société balkanique est encore dans une phase, sinon de désintégration, du moins de transformation. Il est indispensable d'arrimer cette région à l'Europe. Or je constate que la région est perdue comme une Europe de troisième catégorie.

Que pensez-vous des dernières déclarations du vice-président ministre yougoslave Vuk Draskovic ?

– Ce n'est pas la première fois que M. Draskovic fait ce genre de déclarations.

– Ce qui me choque, c'est l'idée qui a circulé d'une partition du Kosovo. C'est une idée dangereuse pour la région où la plupart des Etats sont multiethniques. Réaliser cela signifie ouvrir la porte à une guerre permanente. Le développement économique une fois amorcé, la situation politique et sociale risque d'évoluer assez rapidement. C'est comme ça que le concept de démocratie multi-ethnique finira par s'imposer.

– On prête à l'Albanie le

projet de vouloir absorber le Kosovo dans une « Grande Albanie ».

– Est-ce fondé ?

– C'est une pure production de la propagande serbe. Non, pour trouver la solution politique finale qui

militaire serbe au Kosovo. Il faut aller vers une solution intermédiaire, un protectorat international géré, durant quelques années peut-être, par une autorité à deux composantes : l'une, militaire, internationale, dirigée par l'OTAN, l'instrument le plus puissant de la sécurité, l'autre civile. Une assistance humanitaire sera nécessaire pendant quelque temps. C'est seulement après qu'une solution politique finale pourra être élaborée.

– Que pensez-vous des dernières déclarations du vice-président ministre yougoslave Vuk Draskovic ?

– Ce n'est pas la première fois que M. Draskovic fait ce genre de déclarations. L'élément primordial dans cette crise, c'est le retrait du Kosovo des forces de l'armée et de la police serbe. Pendant que M. Draskovic tient ces propos, les massacres, l'épuration ethnique, les déportations continuent. Les paroles de M. Draskovic doivent plutôt être prises comme faisant partie d'une rhétorique démagogique de peu de valeur. Le plan « Podkova » (« fer à cheval ») qui programmait l'épuration ethnique du Kosovo a été approuvé à Belgrade et, si je ne me trompe pas, Vuk Draskovic était alors de ceux qui ont accepté ce plan.

Propos recueillis par Marie Légo

## Tirana compte sur l'OTAN pour assurer sa sécurité

TIRANA (Albanie)  
de notre envoyé spécial

Le drapeau est tire-bouchonné sur sa hampe, les volets sont clos. La grille fermée : les diplomates

### REPORTAGE

Solidaires des Kosovars, les Albanais ne sont toutefois pas prêts à faire la guerre

n'était pas en mesure d'assurer la sécurité de la population. Ils plaident les réfugiés mais expliquent volontiers qu'ils souffrent eux aussi de la situation. Les prix grimperont, rendant encore plus difficile une vie quotidienne acrobatique. Ils se montrent solidaires – quelque 100 000 réfugiés sont hébergés dans des familles albanaises –, mais ils ne sont pas disposés à faire la guerre, invoquant le manque de moyens du pays pour se battre contre les Serbes.

INQUIÉTUDE DE L'OPINION  
La presse locale fait régulièrement état d'infiltrations en territoire albanais et rapporte les nombreux accrochages à la frontière. L'opinion est inquiète mais ne croit pas que le gouvernement se laissera entraîner dans une aventure militaire. Les habitants de la capitale se réjouissent que le Parlement ait déclaré officiellement, la semaine dernière, que les circonstances n'imposaient pas de recourir à la mobilisation générale.

Les forces albanaises ne seraient pas, de toute façon, en mesure d'opposer à une offensive serbe. L'institut international d'études stratégiques de Londres estime leurs effectifs inférieurs à 10 000 hommes. Les dépenses militaires du pays n'atteignent pas 4 % du PIB. Elles dépassaient légèrement 12 % quand, dans les années 70, Enver Hodja parsemait le pays de quelque 600 000 bunkers de béton et d'acier, chargeant la jeunesse albanaise de hérisser le territoire national de piques métalliques sur lesquelles d'improbables parachutistes ennemis – de l'Est ou de l'Ouest – se seraient embrochés.

Pour leur sécurité, les Albanais s'en remettent aujourd'hui à l'OTAN dont le dispositif militaire continue de s'étoffer à Tirana. Les soldats de l'alliance sont extrêmement discrets en ville où les seuls hommes en armes sont les policiers et les militaires albanais chargés d'assurer la sécurité des bâtiments officiels et des lieux publics. Ils sont établis à l'aéroport où règne une intense activité. Depuis l'arrivée des hélicoptères Apache, les GI's ont étendu leur contrôle aux alentours du site où le ballet des gros porteurs militaires et des cargos, venant de l'enchaînement d'événements qu'ils ressentent comme une profonde injustice, même si certains reprochent maintenant à l'UCK d'avoir lancé une manière peu responsable des opérations armées, alors que celle-ci

Marion Van Renterghem

yougoslaves sont partis en oubliant l'emblème de la fédération, au moment où Belgrade et Tirana gelaien leurs relations. Les Albanais passent sans lever les yeux sur l'hôtel particulier qui se trouve avenue de Durres, l'une des artères les plus chic de Tirana. Les murs gris et tristes des rez-de-chaussée d'antan sont tombés avec la dictature au début de la déchéance, cédant la place aux belles vitrines des bijouteries et autres boutiques de mode.

En haut de l'avenue, le Musée d'histoire naturelle exhibe sa fresque violette. De l'autre côté d'une immense place, l'Opéra arbore, en calicot, un drapeau rouge-blanc aux dimensions gigantesques. A gauche, le rouge est frappé de l'aigle à deux têtes, symbole de l'Albanie et de l'UCK, l'armée de libération du Kosovo. A droite, le bleu porte le sigle de l'OTAN. Au cœur du blanc, pour ceux qui pourraient être égarés, la formule est explicite. Elle s'étend en lettres capitales, grasses et noires, sur plusieurs mètres carrés : « NATO NE KOSOVO » (= l'OTAN au Kosovo).

Les Albanais sont majoritairement favorables à l'indépendance du Kosovo, mais les opinions divergent sur les moyens d'y parvenir. Les uns pensent que l'UCK doit se battre pour la conquérir, les autres estiment que l'opération est désormais du ressort de l'Organisation atlantique. Les premiers trouvent légitime que l'UCK, au-delà d'un succès militaire, s'empare du pouvoir. Les seconds considèrent, que seule l'OTAN est en mesure de garantir l'organisation d'un processus démocratique au Kosovo.

Les deux attentats placent le gouvernement macédonien dans une position délicate. La profusion des armes dans la région et l'extrême banalité du matériel utilisé rendent en effet très compliquée, pour ne pas dire impossible, l'identification des auteurs. Difficile, dans ces conditions, de savoir s'il s'agit de groupes téléguidés par Belgrade ou si ces attentats attestent d'une hostilité croissante aux bombardements de l'OTAN dans une proportion plus importante de la très complexe société macédonienne.

Gilles Paris

Frédéric Fritsch

uit la porte  
e»

## Lionel Jospin justifie la position française devant les députés sans faire face à de véritables critiques

Paul Quilès (PS) émet, toutefois, des doutes sur la stratégie de l'OTAN

**En l'absence d'orateurs Verts ou MDC, le débat à l'Assemblée nationale, mardi 27 avril, sur la situation au Kosovo a été plutôt consensuel.**

Après que Lionel Jospin eut longuement justifié l'action de la France, Robert Hue a, certes, fait entendre sa différence, mais sur un ton modéré.

**Les critiques les plus vives sur la stratégie de l'OTAN sont venues du président (PS) de la commission de la défense, Paul Quilès.**

**SOULIGNANT** d'emblée qu'"il est légitime, face à une crise aussi dramatique, que des questions se posent", le premier ministre a choisi, mardi 27 avril, d'anticiper de façon, a-t-il dit, "à répondre aux interrogations qui existent dans notre peuple lui-même". Pour sa cinquième intervention à l'Assemblée nationale sur la situation au Kosovo depuis le début des frappes de l'OTAN, Lionel Jospin a formulé lui-même - avant d'y répondre - plusieurs de ces questions : « Fallait-il déclarer la guerre à la Serbie ? (...) Pouvoirs-nous faire usage d'autres moyens de pression ? (...) Fallait-il recourir à une intervention terrestre ? (...) La stratégie des frappes est-elle efficace ? (...) Comment faisons-nous face aux problèmes humanitaires ? (...) Peut-on avoir une défense européenne ? »

Pour le chef du gouvernement, c'était certes la une façon de couper l'herbe sous le pied des orateurs qui allaient lui succéder à la tribune. En indiquant notamment, dès son discours inaugural, qu'une intervention terrestre au Kosovo - hypothèse sur laquelle il a émis les plus sérieuses réserves - serait, le cas échéant, soumise à autorisation du Parlement (*lire ci-dessous*), M. Jospin a ainsi répondu par avance à une préoccupation manifestée sur de nombreux bancs de l'Assemblée. Mais il s'agissait peut-être aussi, dans l'esprit du premier ministre, d'atténuer l'effet soporifique que produit depuis un mois, dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, un pesant climat d'"union nationale". « Heureusement qu'il n'y a pas convergence sur tout, que des critiques sont émises, que des suggestions sont apportées », s'est même évidemment M. Jospin.

De ce point de vue, l'opposition ne lui aura guère donné satisfaction... L'obligation oblige, les trois orateurs de droite ont en effet affiché un soutien quasiment sans faille à l'action conduite par le président de la République et le gouvernement. Désignée dans la matinée comme orateur du groupe RPR, Michèle Alliot-Marie (Pyrénées-Atlantiques) a affirmé - en l'absence de l'ancien président du parti gaulliste, Philippe Séguin -



INTERVENTION TERRESTRE À L'ASSEMBLÉE.

que le RPR « se réjouit » de la « détermination et de la fermeté des élus à poursuivre leur stratégie jusqu'au succès », et « approuve totalement la stratégie d'isolement de la Serbie ». Au nom du groupe UDF, Hervé de Charette a également approuvé « le choix de la fermeté » face à Slobodan Milošević, soulignant que l'action engagée « doit être menée à son terme quelle qu'en soit la difficulté ou la durée ». Et le président du groupe DL, José Rossi, d'évoquer à son tour une « intervention à la fois légitime et nécessaire ».

### JOUEURS POLITICIENS

Manifestement épuisé de joutes politiciennes, M. Jospin s'est efforcé de dénicher dans l'intervention de Mme Alliot-Marie matière à polémique. Alors que la députée des Pyrénées-Atlantiques avait jugé « curieux » que « ceux qui ont cru le budget des armées sans objet (...) se plaignent aujourd'hui d'une intervention américaine à nos côtés », le premier ministre lui a véritablement rappelé que « la baisse la plus forte des crédits militaires s'est produite en 1995 », avant de regretter que,

que venait d'opposer, selon lui, M. Jospin, à tout engagement de la France dans des opérations terrestres. « Une telle décision, a-t-il d'ailleurs prévenu, ne manquerait pas d'avoir en France comme dans d'autres pays européens de très graves conséquences politiques. » Dans sa réponse, M. Jospin a réfuté l'expression d'"impasse" employée à plusieurs reprises par M. Hue. « Pour moi, ces frappes sont un moyen de frayer un chemin vers la paix et non pas une impasse militaire », a-t-il expliqué. Cela posé, le chef du gouvernement s'est dit « sensible » aux « évolutions de pensée qui s'accompagnent » au PCF.

Isolés dans l'hémicycle et contraints dans leur expression, les députés communistes ont chaleureusement applaudi l'intervention du président (PS) de la commission de la défense, Paul Quilès. Ce dernier, qui avait pour la première fois l'occasion d'intervenir en séance publique depuis le début des opérations de l'OTAN, a fait part en effet de ses fortes réserves sur la méthode employée. Se posant en ardent défenseur des droits du Parlement, le député du Tarn a souhaité qu'à l'avenir le gouvernement demande « l'autorisation » au Parlement avant d'engager des forces militaires françaises à l'extérieur. Puis, en guise de « premier bilan » de l'action menée depuis un mois, l'ancien ministre de la défense a laissé transparaître ses réserves sur les formes d'interrogations portant sur l'évolution des objectifs, la stratégie « L'action aérienne telle que nous la menons peut-elle suffire à faire flétrir Milošević ? », le temps nécessaire au retour des réfugiés, ou encore la poursuite des efforts diplomatiques. Faute de pouvoir répondre précisément à plusieurs d'entre elles, M. Jospin s'en est sorti par une pirouette. « Un « petite malice », de son propre aveu, consistant à suggérer que M. Quilès avait tendance à continuer de se prendre pour le ministre de la défense qu'il n'est plus. Les « questions » ont beau être « légères », en temps de guerre, elles restent - plus que jamais - l'apanage de l'exécutif.

Jean-Baptiste de Montvalon

## « Intervenir au sol dans l'urgence, c'était prendre des risques considérables »

**VOICI** des extraits de l'intervention du premier ministre, Lionel Jospin, prononcée mardi 27 avril, à l'Assemblée nationale, en ouverture du débat sur la situation au Kosovo :

« Pouvoirs-nous faire usage d'autres moyens de pression ? Pouvoit-on, en réalité, éviter les frappes ? Personne n'a été jusqu'ici en mesure de proposer une alternative convaincante. (...) Fallait-il, à l'inverse, recourir à une intervention terrestre ? Outre que notre intention n'était pas de faire la guerre à la Serbie, cela aurait été un pari à haut risque. Compte tenu des moyens mis en place par la Serbie, au Kosovo et ailleurs, en violation des accords d'octobre 1998, une telle décision nous aurait entraînés d'emblée dans des opérations de guerre de grande ampleur, aux conséquences imprévisibles. Cette option n'aurait pas permis d'épêcher des massacres. Les délais nécessaires aux préparatifs, le déroulement même des opérations aériennes seraient laissés trop longtemps le champ libre aux forces serbes. Les forces prépositionnées en Macédoine, destinées à garantir un accord de paix, auquel nous travaillions, n'étaient en effet ni prêtes, ni équipées pour une opération de cette nature.

« Intervenir au sol dans l'urgence, c'était donc prendre des risques considérables pour nos forces sans parvenir pour autant à sauver les réfugiés. Or nous ne pouvions pas attendre : nous savions que le dispositif militaire de M. Milošević allait entrer en ac-

tion, dès lors que l'échec des négociations serait acquis. (...) A l'occasion du sommet de l'Alliance atlantique, qui vient de se tenir à Washington, il a été clairement indiqué que cette question [d'une intervention terrestre] n'était pas à l'ordre du jour. Je veux dire devant vous toutes les réserves qu'inspirent à mon gouvernement, et aussi - je crois pouvoir le dire - au président de la République, les scénarios qui postulent l'échec des frappes aériennes et débouchent sur une offensive terrestre au Kosovo. Cette option reste, aujourd'hui comme il y a un mois, lourde de risques. Passer de la logique de coercition d'une campagne aérienne à un engagement militaire terrestre, c'est accepter le principe d'affrontements meurtriers pour les populations et pour nos soldats. C'est admettre la logique d'une guerre qui pourrait ne

s'arrêter à Pristina, mais à Belgrade. C'est risquer de voir s'emparer les Balkans. C'est compromettre nos relations avec la Russie, et mettre à l'écart un partenariat indispensable au règlement politique de cette crise. En tout état de cause, l'hypothèse d'un engagement militaire au sol de cette nature ne pourrait être envisagée sans que la question vous soit soumise. Vous seriez consultés de façon formelle pour autoriser (ou non) une telle intervention. (...) »

« TÉNACITÉ ET SANG-FROID »

« La stratégie des frappes est-elle efficace ? Les frappes n'ont certes pas empêché l'épuration ethnique de se poursuivre. Mais quelle autre stratégie était en mesure d'interdire ? L'épuration ethnique était programmée, décidée, et avait commencé. Aucune stratégie ne pouvait garantir

qu'elle soit arrêtée. Pas plus une intervention terrestre à haut risque, qui aurait vu s'étendre la pratique des boucliers humains ; pas plus le renoncement à toute action, qui aurait laissé libre cours à ces activités criminelles. A vouloir la paix, sans les frappes, on aurait en l'épuration ethnique, sans les bombes, c'est-à-dire sans que le régime serbe n'en paie le prix. L'efficacité de la stratégie arrêtée ne pourra s'apprécier qu'avec le temps. Vous savez que notre détermination est entière. M. Milošević devra céder. (...) Les effets recherchés sont d'une double nature : militaire - réduire le pouvoir de destruction des forces serbes - et politique - abattre les piliers sur lesquels repose ce régime. Il faut donc avoir la ténacité et le sang-froid d'appliquer cette stratégie jusqu'à faire plier ce régime, et reculer ses milices. (...) »

## De nouveaux réfugiés kosovars accueillis en France

**ENTRE 600 ET 700 KOSOVARS** étaient attendus, mercredi 28 avril, à l'aéroport de Marseille-Marignane, d'où ils seront acheminés vers différents départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Languedoc-Roussillon, a annoncé mardi la préfecture de région.

Dans les Bouches-du-Rhône et le Var, les réfugiés doivent pour la plupart être accueillis dans des foyers, type foyers Sonacota. Près de 200 d'entre eux seront hébergés dans les Alpes-Maritimes, dont d'abord au centre d'action sociale de Nice, avant d'être orientés vers un hôpital désaffecté, Cantaron, près de Nice, la Fondation Bedier, à l'est de la ville, et un ancien hôpital

de Grasse. Les autres seront conduits dans le Vaucluse, l'Hérault et le Gard.

Les conditions d'accueil des réfugiés varient considérablement d'un pays à l'autre de l'Union européenne, tant sur le nombre des personnes accueillies que sur leur statut et leurs droits légaux et sociaux. Ainsi, dans plusieurs pays, le droit au travail ou au regroupement familial n'est pas clairement défini, estime le Conseil européen sur les réfugiés et les exilés (CRE).

Plusieurs associations estiment

que la crise du Kosovo « souligne l'urgence d'une approche cohérente au niveau européen » pour gérer

les flux de réfugiés. Selon l'ECRE,

l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, le 1<sup>er</sup> mai, offre l'occasion d'harmoniser les différentes législations en matière d'asile et d'immigration. Le Conseil sur les réfugiés, ainsi que le Groupe pour une politique d'immigration (MPC) et le Réseau européen contre le racisme (ENAR) ont présenté mardi un projet de mise en œuvre du traité d'Amsterdam fondé sur les « valeurs et principes des droits de l'homme ». Ces associations entendent voir mis au premier rang les principes d'égalité de traitement et de non-discrimination pour les réfugiés et migrants. - (AFP)

## Le nouveau président algérien invite ses concitoyens à se remettre au travail

**ALGER.** Le nouveau président algérien, Abdelaziz Bouteflika, élu le 15 avril avec près de 74 % des suffrages, a prêté serment, mardi 27 avril à Alger en présence de deux mille personnes. Les six autres candidats à l'élection présidentielle, qui s'étaient retirés au dernier moment d'un scrutin dont ils dénoncent l'"illégitimité", ont boycotté la cérémonie. L'ancien président Liamine Zeroual, dans une brève allocution, a félicité son successeur pour « la confiance que le peuple lui a octroyée en toute transparence et liberté ».

Dans son premier discours en tant que président, M. Bouteflika a insisté sur la nécessité d'une réconciliation nationale, tout en invitant les Algériens à se remettre au travail. La situation économique de l'Algérie est « difficile », a-t-il estimé, mais les Algériens ne donnent plus d'importance « aux valeurs du travail et de l'effort », a-t-il précisé. - (AFP)

## Le Japon adopte une loi contre la pédophilie

**TOKYO.** Le Japon a adopté, mercredi 28 avril, une loi interdisant les rapports sexuels rémunérés avec des mineurs de 18 ans ainsi que la vente, la détention, l'importation et l'exportation de matériel pornographique pédophile. Jusqu'à présent, la législation valait, selon les préfectures et, en général, des poursuites ne pouvaient être entamées que si le mineur avait moins de 13 ans et portait plainte pour viol.

La nouvelle loi vise à enrayer le phénomène, marginal mais préoccupant, de la prostitution de collégiennes, baptisée par les médias de l'euphémisme *enjo koso* (soutien financier à la sociabilité), qui s'est développée depuis quelques années avec les clubs de rencontre par téléphone et le Web. - (Corresp.)

## Boris Eltsine limoge un vice-premier ministre

**MOSCOW.** Le président russe Boris Eltsine a limogé, mardi 27 avril, Vadim Goustov, premier vice-premier ministre du gouvernement d'Evgueni Primakov. Ancien gouverneur de la région de Léningrad, proche des communistes, M. Goustov est remplacé par un fidèle du président, Sergueï Stepachine qui, outre ses fonctions de ministre de l'intérieur, s'occupera désormais des relations avec les régions. Ce renvoi d'un ministre resté dans l'ombre depuis septembre 1998 « n'a rien de dramatique », a déclaré un porte-parole de M. Primakov. Le Kremlin comme le gouvernement ont tenté de minimiser la portée de ce limogeage. M. Stepachine devra « renforcer les liens » avec les gouverneurs, a expliqué un porte-parole du président. Ces derniers se sont opposés à deux reprises au renvoi du procureur général de Russie, Iouri Skouratov. A huit mois des élections législatives, ils pèsent dans les campagnes électorales locales. « L'objectif principal du président est d'assurer des élections honnêtes », a déclaré, mardi, le Kremlin. - (Corresp.)

### DÉPÉCHES

**■ ALLEMAGNE:** l'Union chrétienne-démocrate (CDU) a lancé mardi 27 avril à Erfurt (ex-RDA) sa campagne pour les élections européennes du 13 juin. Accusant le gouvernement social-démocrate (Gérald Schröder) tout à la fois de dilapider l'héritage européen de l'ex-chancelier Helmut Kohl et de vouloir se l'approprier, la CDU a mis l'accent sur sa volonté d'un élargissement rapide de l'Union européenne à l'est, dès 2002 en ce qui concerne la Pologne, la Hongrie et la République tchèque. - (AFP)

**■ GEORGIE:** la Géorgie est le premier pays du Caucase à rejoindre le Conseil de l'Europe, dont elle est devenue officiellement le 4<sup>th</sup> Etat membre en signant mardi 27 avril à Strasbourg les documents relatifs à son adhésion, en présence de son président Edouard Chevardnadze. Par ailleurs, haut-représentant en Bosnie-Herzégovine, Carlos Westendorp, a lancé un appel en faveur de l'adhésion de la Bosnie « vers la fin de l'année » au Conseil de l'Europe. - (AFP)

**■ FINLANDE:** le président finlandais Martti Ahtisaari a annoncé, mardi 27 avril, qu'il ne se présenterait pas aux élections primaires organisées par le parti social-démocrate pour déterminer quel serait son candidat au scrutin de 2000. Élu en 1994, il a indiqué qu'il voulait « se concentrer » sur ses fonctions, alors que la Finlande s'apprête à assurer la présidence tournante de l'Union européenne, à partir de juillet. - (Corresp.)

**■ IRAK/ETATS-UNIS:** quatre Irakiens ont été tués et plusieurs autres blessés lors de raids menés mardi 27 avril par des avions américains sur le nord de l'Irak, annoncé un porte-parole militaire à Bagdad. Cette information n'a pas été confirmée de source américaine. Les accrochages se sont multipliés dans les zones d'exclusion aérienne surveillées par l'aviation alliée dans le nord et le sud de l'Irak, depuis les bombardements menés en décembre 1998 par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. - (AFP)

**■ ISRAËL:** la Maison d'Orient, quartier général palestinien à Jérusalem-Est, a présenté mardi 27 avril un recours devant la police israélienne contre l'ordre de fermeture de trois de ses bureaux. L'avocat de la Maison d'Orient, Me Jawad Boulos, a réaffirmé à la presse qu'une fermeture serait totalement injustifiée, même aux yeux de la loi israélienne, « car les bureaux n'opèrent pas pour l'autorité palestinienne ». En cas de rejet de l'appel devant la police, la Maison d'Orient aura la possibilité de présenter un recours devant la Cour suprême. - (AFP)

**■ SOUDAN:** une épidémie de méningite qui a touché au moins 17 000 personnes au Soudan et déjà fait quelque 750 morts risque de s'étendre encore, a déclaré mardi 27 avril l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à Genève. La maladie, qui se propage d'est en est, risque de toucher les régions orientales, relativement épargnées. - (AFP)

## Allemagne : ouverture du procès des agresseurs de Daniel Nivel

**ESSEN.** Le procès de quatre hooligans soupçonnés d'avoir sauvagement agressé le gendarme français Daniel Nivel en juin 1998, à Lens (nord de la France) en marge d'un match du Mondial de football, s'ouvre vendredi 30 avril devant la Cour d'assises d'Essen, dans la Ruhr.

André Zawacki, 28 ans, Frank Renger, 31 ans, Tobias Arne Reischlaeger, 24 ans, et Christopher Rauch, 23 ans, ont à répondre de tentative de meurtre en réunion avec motif veule, coups et blessures volontaires graves et trouble aggravé à l'ordre public. Interpellés au cours des semaines qui ont suivi le drame, ils sont écroués depuis l'été 1998 et risquent la réclusion à perpétuité. D'importantes mesures de sécurité ont été prises avant l'ouverture du procès, qui doit s'étaler sur quatre mois et vingt-huit audiences. - (AFP)

الآن من

الآن من الأصل

6 / LE MONDE / JEUDI 29 AVRIL 1999

INTERNATIONAL

Iouri Skouratov, procureur général de Russie

## « Des membres de l'administration de Boris Eltsine ont été inculpés »

Iouri Skouratov, procureur général de Russie, a lancé plusieurs enquêtes sensibles, dont la principale vise la direction des affaires du président, vaste empire immobilier et financier du



IOURI SKOURATOV

MOSCOW  
de notre correspondant  
« Pouvez-vous rendre à votre bureau ? »  
— Non. Après le vote du Conseil de la Fédération [la Chambre haute du Parlement], le 21 avril, j'ai téléphoné, par l'intermédiaire de mes gardes du corps, pour savoir si on me laisserait entrer ou non au parquet général. On leur a répondu que l'oukase présidentiel était encore en vigueur.

— Que répondiez-vous à ceux qui vous accusent, depuis trois mois, de faire le jeu des communis ?

— Je fais tout mon possible pour exclure la surenchère et les jeux politiques. Si je voulais politiser la situation, j'aurais déjà cité des noms de famille ou révélé certaines informations explosives. Ce n'est pas le cas. Je n'ai aucun contact politique, aucun engagement du côté des communistes. Leur logique est de profiter de cette situation. Je le vois, et cela ne me réjouit pas.

— Mais il est simplement normal que je défende mes droits. J'ai toujours dit qu'il fallait une réelle volonté politique pour que la lutte contre la corruption commence dans les échelons les plus élevés du pouvoir. Or, aucune mesure n'a été prise pour rapatrier le capital qui a fui à l'étranger ou pour empêcher que des fonds budgétaires ne soient détournés.

— Le premier ministre, Evgeni Primakov, vous a-t-il donné un feu vert pour lutter contre la corruption et, par exemple, vous attaquer aux fonctionnaires du Kremlin ?

— Oui. Nous avons reçu une nouvelle impulsion. Avec l'arrivée d'Evgeni Maximovitch [Primakov], les organes de sécurité, et pas seulement le parquet, ont reçu un sérieux soutien. Cela s'est traduit par un meilleur financement. Quand nous disposons d'informations sur le comportement criminel d'un fonctionnaire, nous pouvons faire

Kremlin, et ses liens avec la société suisse Mabetex, soupçonnée d'avoir versé d'énormes pots-de-vin à de hauts fonctionnaires. Depuis le début du mois de février, le procureur est au

centre d'une grave crise politique, puisque le président Boris Eltsine demande sa démission au Parlement, qui l'a déjà refusée deux fois, dont la dernière le 21 avril.

éléments les plus importants dans ce chantage. Cette enquête vise de très hauts fonctionnaires, anciens et actuels.

— Pavel Borodine, le chef de la direction des affaires du président, a-t-il été inculpé dans cette affaire ?

— Je ne peux citer de nom. Si je le fais, je risque d'être arrêté. Disons que des inculpations ont eu lieu en octobre ou novembre de l'année dernière. Elles concernent des membres de l'administration présidentielle.

— Vous avez évoqué une douzaine de comptes en banque suisses de personnalités russes connues et alimentées par l'argent sale. S'agit-il des personnes inculpées dont vous venez de parler ?

— Pas seulement, il y en a d'autres... En un mot, cela concerne des personnes dont les activités sont liées à cette société Mabetex. Toutes ces personnes n'ont pas encore été inculpées.

— Dans le cadre de l'affaire Fimaco, y a-t-il eu des inculpations ?

— Nous nous apprêtons à lancer des inculpations. Mais, j'ai ensuite été écarté... La question principale de cette affaire est de savoir si les bénéfices que Fimaco a réalisés en faisant fructifier d'énormes sommes en devises, ont bien été reversés à l'Etat. Nous savons certaines choses, mais je préfère ne faire aucun commentaire. C'est une question très délicate pour la Russie qui est en pleine négociation financière avec le Fonds monétaire international (FMI).

— J'ai demandé à Iouri Tchakal, procureur par intérim, de rencontrer M. Bellanger, responsable de la mission du FMI en Russie. Le parquet général et le FMI ont intérêt à utiliser leurs forces pour vérifier comment sont utilisés les prêts. Il faut vérifier, par exemple, pourquoi une partie importante de ces crédits n'a pas servi à soutenir le cours

d'rouble mais a été reversé à plusieurs banques commerciales qui les ont immédiatement transférées sur leurs comptes à l'étranger sans même que l'argent passe par la Russie.

— Le député communiste Viktor Ilionkhine a affirmé que 350 millions de dollars, sur la dernière tranche du FMI de 4,8 milliards, avaient été versés sur le compte d'une société austroallemande, dont Tatiana Diatchenko, la fille cadette du président, serait en partie actionnaire...

— J'ai ordonné une vérification, je n'en connais pas les résultats. À l'époque, je ne disposais d'aucune information permettant d'affirmer que l'argent aurait pu être détourné par Anatoli Tchoubais et Viktor Tchernomyrdine, comme Ilionkhine l'écrivit dans sa lettre.

— Le financier Boris Berezovski s'estime victime d'un complot politique. Qu'en pensez-vous ?

— Je vous dis que le dossier Andava, portant sur une affaire de corruption au sein d'Aeroflot et mettant en cause Boris Berezovski et deux autres personnes, est un dossier très sérieux. Il contient les éléments nécessaires pour soutenir l'accusation.

— Pensez-vous que ces enquêtes vont aboutir alors que Sergueï Stepachine, ministre de l'Intérieur, vous accuse de bluff ?

— J'ai une autre opinion. Il s'agit d'éléments concrets et je n'accepte pas qu'on parle de bluff. Mais beaucoup va dépendre de la situation politique qui se développe autour du parquet général.

— Avez-vous reçu des menaces ?

— J'ai peur pour ma famille. Je connais suffisamment les réalités de ce pays pour savoir que je risque quelque chose. »

Propos recueillis par François Bonnet avec Agathe Duparc

## G 7 et FMI esquisSENT des solutions pour amortir les crises financières

WASHINGTON  
de notre envoyé spécial

Le chaos financier mondial, tant réduit à l'autome, au lendemain de la dévaluation du rouble et de la tourmente financière brésilienne, n'est pas arrivé. Si la Russie tarde à mettre en œuvre les réformes économiques nécessaires, la crise brésilienne n'a pas entraîné l'ensemble des pays émergents dans son sillage. Vingt mois après le début de la crise asiatique qui a pris naissance en Thaïlande en juillet 1997, l'évolution des pays touchés fait dire au directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus, que la crise semble en grande partie derrière nous. Un optimisme qui semblerait partager la plupart des leaders mondiaux présents à Washington pour une réunion du G 7 et l'assemblée du FMI les 26 et 27 avril.

Les responsables tentent depuis de tirer les leçons de ce qui s'est passé et, comme l'a déclaré le président Bill Clinton, d'« agir pour empêcher de nouvelles crises d'atteindre des niveaux catastrophiques dans l'avenir ». La crise asiatique, selon le diagnostic partagé grossièrement en Europe comme aux Etats-Unis : montré les effets pervers d'une ouverture trop précoce des économies émergentes aux marchés de capitaux ; mis en relief le manque de transparence de certaines institutions financières et leur respect insuffisant de règles de prudence ; rendu évidentes l'absence de bonne gestion et l'étendue des pratiques de corruption dans les pays émergents. Dans ces conditions, les responsables ont pris conscience qu'une mondialisation non maîtrisée, dominée par des mouvements de capitaux dont l'extrême volatilité accentue la contagion, peut être néfaste.

Depuis sept mois, les institutions multilatérales et les membres du G 7 tentent d'élaborer des solutions communes. Appelées pompeusement « réforme de l'architecture financière mondiale », ces réflexions

débouchent sur des progrès peu spectaculaires. Mais quelques avancées ont été faites ces dernières semaines sur ces sujets.

La réglementation des hedge-funds (fonds spéculatifs), qui se heurtait à la réticence des Américains, n'est plus un tabou. Mais ce renforcement de la gestion du risque ne doit pas se limiter aux banques et autres institutions financières nationales. Il doit concerner les centres financiers défiscalisés (installés dans des paradis fiscaux), a indiqué le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, la semaine dernière, visant ces hedge-funds, « qui échappent de ce fait aux réglementations nationales ». Selon les estimations de l'ONU, les centres offshore accueillent 8 000 milliards de dollars de dépôts. Un tiers des transactions financières dans le monde passe par ces « trous noirs » de l'économie mondiale, selon le ministre français Dominique Strauss-Kahn.

Les créanciers privés pourraient donc être sollicités à participer aux solutions de crise. Le Club de Paris (qui ne s'occupe que des dettes publiques) les a ainsi invités lors de la réstructuration du dette du Pakistan, en février, à examiner au cas par cas la réstructuration parallèle de la dette obligataire privée (eurobonds). De manière plus systématique, des clauses de négociation avec les créanciers privés pourraient désormais être incluses dans les contrats d'émission obligataires, comme l'ont suggéré, mardi 27 avril, les ministres des finances du G 7 (G 7 plus la Suisse, la Belgique et les Pays-Bas), de façon à faciliter une réstructuration en cas de crise.

Le FMI reste le socle de cette « nouvelle architecture », mais il doit aussi évoluer pour mieux intégrer sa mission de conseil, de surveillance et de prévention des crises. En octobre, le Congrès américain votait, enfin son augmentation du capital lui donnant les moyens de faire face à de nouvelles crises. Son conseil d'administration vient d'adopter la création d'une nouvelle ligne de crédit préventive. Pourront en bénéficier des pays qui appliquent des politiques économiques saines, mais dont la stabilité financière est menacée par des événements extérieurs. Cette ligne préventive pourrait être sollicitée pour éviter des soubresauts monétaires au moment d'un changement de régime de change, par exemple, ou soutenir une monnaie attaquée de façon spéculative. Cette aide d'urgence pourra atteindre jusqu'à 500 % du montant de leur participation (quote-part) au FMI. L'Argen-

tim ou le Chili sont les exemples cités de pays qui répondent aux critères d'accès et pourraient y faire appel le cas échéant.

« Des progrès significatifs ont été accomplis dans plusieurs domaines », se sont félicités les membres du G 7, à l'issue, lundi 26 avril, de leur réunion. Le chemin semble pourtant encore long avant que l'on soit sûr de maîtriser toutes les conséquences de la libération des mouvements de capitaux.

Babette Stern

LE CAIRE  
de notre correspondant

Plus de 1 000 islamistes, membres de la Djamaa Islamiya ou soupçonnés d'appartenir à cette formation, ont été libérés au cours des cinq derniers jours en Egypte. C'est la plus importante vague de libération d'islamistes radicaux depuis que ces derniers se sont lancés dans la violence armée, en mars 1992.

Ce nombre record de remises en liberté survient quelques jours après que 427 extrémistes musulmans d'une autre formation, le Djihad, eurent été condamnés à des peines allant de cinq ans de prison à la peine capitale (*Le Monde* du 21 avril). Le gouvernement, de toute évidence, a opté pour une politique sélective : les « durs » du Djihad sont punis, alors que les membres de la Djamaa Islamiya disposés à « coopérer » avec les autorités bénéficient d'une certaine clémence.

Depuis l'attentat sanglant de Luxor, qui avait fait 62 morts le 17 novembre 1997, la Djamaa Islamiya, responsable de la majorité des attentats contre des touristes, a de fait largement respecté la

## Les Palestiniens maintiennent le flou sur la proclamation d'un Etat

La période transitoire d'autonomie s'achève le 4 mai

JERUSALEM  
de notre correspondant

— Je n'ai rien décidé avant – au moins – le mois de juin, lorsque les élections israéliennes seront faites : le Conseil central de l'Organisation de libération de la Palestine qui s'est ouvert, mardi 27 avril à Gaza, semble avoir conclu qu'il n'y avait pas tâche plus urgente que de faire durer le plaisir d'une rencontre, à laquelle assiste jusqu'à cheikh Ahmad Yassine, dirigeant du Mouvement de la résistance islamique, Hamas, fermement opposé à toute normalisation avec M. Netanyahu.

Habillement, le chef de l'Autorité palestinienne a su monnayer ses promesses de modération par des soutiens publics. En mars, à Berlin, l'Union européenne appuyait « le droit imprescriptible et sans restriction des Palestiniens à l'autodétermination, y compris avec l'option de création d'un Etat ». Lundi, Bill Clinton, à son tour, a fait parvenir à M. Arafat une lettre, dans laquelle il réaffirme son engagement à agir pour que reprempt les pourparlers israélo-palestiniens et que soient appliquées toutes les décisions convenues en octobre 1998, à Wye River.

Le président américain se prononce également pour la reprise immédiate et rapide des négociations sur le statut définitif des territoires. Les discussions devront être achevées en douze mois, propose Bill Clinton. Et comme il l'avait déjà fait lors de sa visite à Gaza, en décembre 1998, le chef de la Maison Blanche réaffirme le « droit des Palestiniens à vivre librement sur leur propre terre » formulé par, curieusement, conformément d'un vers de l'hymne national israélien, proclamant le droit des Juifs à « être un peuple libre sur sa terre ».

Délibérée ou non, l'analogie ne pouvait pas déplaire à Yasser Arafat, pour qui la réussite de Bill Clinton est « plus que positive ». Benjamin Netanyahu, qui craignait pire, a publiquement trouvé la lettre acceptable, se félicitant que les Américains insistent sur le préalable de négociations avant toute décision.

En pleine campagne électorale, le premier ministre israélien aime à caresser l'idée que sa femme a fait reculer les Palestiniens sur le point de reporter la création de leur Etat. Mais la portée pratique de cet argument est vraisemblablement restée auprès des Israéliens. Un récent sondage révèle que 69 % d'entre eux estiment inévitable à terme un Etat palestinien. Le même sondage, fait par un institut de recherches universitaire, indique que 55 % des sondés trouvent la revendication tout à fait justifiée.

Georges Mairon

## Le gouvernement égyptien a libéré plus de 1 000 extrémistes musulmans

trive que ses dirigeants avaient décreté unilatéralement « pour se consacrer à la lutte contre les Juifs et les Américains crus ». Cet acte a permis au tourisme, nerf de l'économie égyptienne, de reprendre beaucoup plus vite que prévu. Un haut responsable égyptien de la sécurité interrogé par *Le Monde* a qualifié les récentes libérations de « geste de bonne volonté » de la part de l'Etat.

D'après ce responsable, toutes les personnes remises en liberté avaient été largement purgées de leur peine. Certains bénéficiaires, qui avaient été condamnés à des peines allant de dix ans à quinze ans de prison, après l'assassinat du président Anouar El Sadate en 1981, étaient toujours détenus en vertu de la loi de l'état d'urgence, qui permet au ministre de l'Intérieur d'ordonner le « placement en lieu sûr » de toute personne « qui pourra menacer la sécurité ». Un récent rapport de l'Organisation égyptienne des droits de l'homme (OEDH) établissait à 8 000 – sur les 17 000 prisonniers politiques (en majorité islamistes) – le nombre de détenus qui seraient dans ce cas.

Alexandre Buccianti

Sur des responsables de la sécurité, le ministre de l'Intérieur, le général Habib El Adil, aurait décidé de mettre un terme à cette situation, qui pouvait transformer la molude interpellation en détention à perpétuité. Ce geste a été salué par l'OEDH et par les islamistes, dont le principal avocat, Moustasser El Zayyat, voit dans les libérations « un signal positif apte à renforcer la tendance visant à mettre un terme à la violence ». A ses yeux, la détention à répétition était une des principales causes de la violence islamiste, pour « venger ceux qui sont injustement emprisonnés ».

Ces libérations massives devraient permettre aux services de sécurité de mieux surveiller les formations extrémistes, voire de les infiltrer par des islamistes « retournés ». En revanche, indique une source gouvernementale, ces remises en liberté ne doivent pas être interprétées comme le préambule à l'ouverture d'un dialogue avec les extrémistes islamistes. Le président Hosni Mubarak a toujours refusé un tel dialogue.

BLUE

Les Palestiniens  
tiennent le flou sur  
l'acclamation d'un Etat  
au sein de l'autorité palestinienne et

égyptien à libérer  
les musulmans

(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 29 AVRIL 1999 / 7

Jeudi 29 avril,  
A SAISIR CHEZ CARREFOUR

10 000 magnétoscopes, 4 têtes hifi  
et pas un de plus.

990 F



A ce prix, jusqu'à quelle heure  
y en aura-t-il ? On ne sait pas...

BLUEsky SR-6  
Pal/Secam.  
8 programmations sur 1 mois.  
Télécommande.  
Garantie : 2 ans.

Avec Carrefour  
je positive! ↗

A DEMAIN...

مكتبة من الأصل

هذا من الأصل

## FRANCE - SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 29 AVRIL 1999

**CORSE** La justice a réuni de nouveaux éléments mettant en cause les gendarmes du Groupe de pelotons de sécurité (GPS) mis en examen et incarcérés après l'incendie d'un res-

taurant de plage du golfe d'Ajaccio. Deux jérémis ont été découverts sur les lieux et un poignard généralement utilisé par les commandos de l'armée a été retrouvé près de la pall-

lote. ● LA HIÉRARCHIE policière critique depuis plusieurs mois les méthodes utilisées, en Corse, par la gendarmerie et les liens privilégiés entre le préfet Bonnet et Matignon.

● L'OPPOSITION a violemment critiqué l'attitude du gouvernement en Corse dont MM. Sarkozy et Madelin dénoncent les « mensonges et la duplicité ». Le premier ministre devait

répondre aux questions des députés, mercredi 28 avril, à l'Assemblée nationale. ● EN CORSE, les mouvements nationalistes s'en prennent à l'action du préfet.

## Les premiers éléments de l'enquête accablent les gendarmes

Des notes techniques sur la fabrication d'engins incendiaires ont été découverts au siège de la gendarmerie de Corse.

Les témoignages mettent en lumière le rôle central joué par le colonel Mazères. Le mobile et le donneur d'ordre de l'attentat restent inconnus

### ● Les progrès de l'enquête.

Après avoir mis en examen et écroué trois gendarmes pour « incendie volontaire », dont le colonel Mazères, commandant la Légion de gendarmerie en Corse, dans l'affaire de l'incendie criminel ayant visé, dans la nuit du 19 au 20 avril, un restaurant de plage au sud d'Ajaccio (Corse-du-Sud), la justice semble avoir réuni de nouveaux éléments mettant en cause le groupe de peloton de sécurité (GPS). Les gendarmes chargés des premières constatations ont découvert deux jérémis d'essence à proximité d'une cagoule ensanglantée appartenant au capitaine du GPS Norbert Ambrose, blessé dans l'opération et actuellement hospitalisé pour brûlure à Toulouse (Haute-Garonne). Les enquêteurs n'ont pas établi formellement que ces bidons d'essence avaient été déposés par le GPS, mais ils s'interrogent sur la fabrication de la cagoule et d'un talkie-wakie, propriété du GPS, aux côtés des jérémis. Un poignard de combat, généralement utilisé par les commandos de l'armée, également été retrouvé à proximité de la paillote. Lors d'une perquisition à la caserne où se trouvent le bureau et le domicile du colonel Henri Mazères, ont été saisis des documents décrivant le mode de confection d'une bombe incendiaire. Par ailleurs, l'enquête aurait démontré qu'un des membres du commando du GPS serait revenu sur les lieux afin de récupérer, en vain, les objets oubliés sur place. Les témoignages attestent enfin, que l'équipe du GPS serait parvenue aux abords du restaurant par la mer à bord d'un zodiac. -

### ● Le rôle central du colonel Mazères.

Les auditions du lieutenant,

de l'adjudant chef et du capitaine du GPS ont mis en évidence le

gérant de cette paillote fré-

quenté par des policiers et des nationalistes corse, Yves Féraud, a retrouvé sur place un tract sur lequel figure l'inscription « Féraud, balance des fils ». Avant l'intervention des élus auprès du préfet dans l'affaire des « paillotes », certains policiers avaient sollicité la mansuétude de la préfecture pour M. Féraud. Selon les propres déclarations de M. Féraud, un gendarme d'une brigade territoriale l'avait averti d'une menace qui pesait contre lui.

● Le GPS, l'unité du préfet. Crée par une simple circulaire du 27 juillet, le GPS a été constitué à la demande expresse du préfet Bertrand Bonnet. Dès sa nomination, M. Bonnet avait souhaité s'entourer de collaborateurs de confiance, sans dissimuler son souci d'une discrétion absolue dans la transmission des informations sensibles. Il avait été déclaré officiellement en permission le détachement, auprès de la préfecture, d'un officier de gendarmerie, le lieutenant-colonel Cavalier, qu'il avait connu dans les Pyrénées-Orientales. La création d'une unité spécifique, issue de la gendarmerie, figurait en conclusion d'un rapport de Bertrand Cavalier, mais elle avait - sans surprise - suscité l'opposition du ministère de l'intérieur : jusqu'alors, l'essentiel de ces missions, et singulièrement des missions de renseignement en combat aux policiers. Soumise à l'arbitrage de l'hôtel Matignon, la création du GPS avait été entérinée par le cabinet du premier ministre.

Conçue comme une sorte de « bras armé » dans le dispositif ima-

gné par M. Bonnet pour œuvrer au détriment de l'Etat de droit, le GPS - constitué de 95 officiers et sous-officiers - n'a pourtant pas de missions clairement définies. La circulaire divise l'unité en trois groupes, respectivement chargés du « maintien de l'ordre », de « l'intervention » et du « renseignement et

des conversations téléphoniques à partir de combinés mobiles fournis par ce catalogue très spécial. S'y ajoutent un contingent d'écoutes téléphoniques administratives accordé au GPS, lui aussi pris sur les « lignes » attribuées à la DGSE. Effectuées à partir du centre d'interceptions de Bonifacio (Corse-du-Sud), ces écoutes sont nécessaires au fonctionnement de la procédure légale - par le cabinet du ministre de la défense, et soumises à l'autorisation du cabinet du préfet. Selon nos informations, une partie au moins des transcription aurait été adressée à Matignon, de sorte que les services du premier ministre disposaient d'une capacité de contrôle sur les activités des gendarmes du GPS. Outre les deux conseillers de M. Jospin chargés des affaires intérieures et des dossiers politiques, le préfet Alain Christnacht et Clotilde Walter, le directeur du cabinet du premier ministre, Olivier Schrameck, exerçait une tutelle effective sur la gestion des affaires corse.

● Des moyens exceptionnels accordés par Matignon. A situation exceptionnelle, moyens exceptionnels. Telle était la doctrine proposée au gouvernement par le préfet, et à laquelle Lionel Jospin a clairement donné son aval. Lors de chacun de ses conflits avec les autorités politiques, M. Bonnet s'est ouvertement prévalu du soutien du premier ministre. C'est grâce à l'appui de Matignon que le GPS s'est trouvé doté de moyens importants et sophistiqués, dans une urgence qui évoque, pour nombre de responsables policiers, le souvenir de la très fameuse « cellule de l'Eté » sous le premier septennat de François Mitterrand. Sous couvert de « prévention » et de « renseignement », le GPS paraît, de fait, avoir fait un usage abondant de matériels d'espionnage, dont l'essentiel provient des propres stocks de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), les services secrets français. Cette coopération aurait été organisée par le directeur de cabinet de M. Bonnet à la préfecture, Gérard Pardini, ancien de la DGSE puis du cabinet de Roland Dumas au Quai d'Orsay. -

Balises de repérages destinés à la surveillance à distance de véhicules jugés « suspects » et valises électriques permettant l'interception de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), que les demandes d'écoutes émisses par les gendarmes « ne corroborait pas les informations récemment parues », la question reste ouverte d'autres écoutes éventuellement posées sur des « cibles » directement visées par les enquêtes judiciaires en cours. Mais mal ne sait sur quelles informations précises le premier ministre fonda alors sa conviction.

Ce démenti officiel n'avait toutefois pas suffi à rassurer la hiérarchie policière, dont les soupçons ont perduré à l'égard de M. Bonnet, dont l'entourage militaire - incarné par MM. Pardini et Cavalier - restait l'objet de nombreuses critiques. Le soutien une nouvelle fois consenti par Matignon au préfet de Corse, mardi 27 avril, suffira-t-il à les faire taire ? La progression de l'enquête sur l'incident rend cette hypothèse peu crédible. Car l'attentat dont les gendarmes semblent devoir porter la responsabilité pèse d'ores et déjà d'un autre poids que les suspicitions à l'égard de certains « réseaux policiers » qui avaient justifié, après la mort de Claude Erignac, les « pleins pouvoirs » accordés à son successeur. A Matignon, prévalait alors la défiance à l'égard des proches de Charles Pasqua, et notamment de certains hauts-fonctionnaires policiers présentés comme des « ennemis de l'intérieur ». C'est cette inquiétude persistante, davantage que des indices probants laissés, à supposer une infiltration des services enquêteurs qui a plusieurs fois conduit M. Jospin à arbitrer en fauves de M. Bonnet contre M. Chevénement. Les faits tuis en lumière ces derniers jours pourraient modifier la vision du dossier corse à Matignon.

Jacques Follorou  
et Hervé Guttegne

## La hiérarchie policière dénonce depuis plusieurs mois les méthodes du préfet Bonnet

DANS LES MILIEUX POLICIERS, on appelle cela « une patate chaude », avec le soulagement manifeste que cela soit arrivé aux autres. La mésaventure des gendarmes du groupe de pelotons de sécurité (GPS) a ranimé la mémoire de la hiérarchie policière. Depuis plusieurs semaines déjà, elle critiquait à mots a peine couverts les méthodes utilisées en Corse par la gendarmerie, prédisant une imminente catastrophe. Elle s'inquiétait également des relations difficiles - voire de l'absence de relations - avec le préfet de la région Corse, Bernard Bonnet, accusé d'être atteint d'un « syndrome de MacArthur » et d'avoir adopté un comportement de « proconsul ».

A quand remonte la rupture ? Quels furent les premiers signes de désaccord, de perte de confiance ? Les débuts avaient pourtant été encourageants, à la mesure des conseils de stricte collaboration avec le préfet Bonnet données aux services de police par le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevénement. La Direction centrale des renseignements généraux (DCRG) ap-

porta d'emblée son soutien à un haut fonctionnaire qu'elle tient en estime. A son arrivée dans le dossier corse, le contrôleur général Roger Marion, patron de la Division nationale antiterroriste (DNAT), rend régulièrement compte de ses investigations à Bernard Bonnet. Il le rencontre à Paris. Il s'entretenait avec lui au téléphone. Il lui rend visite à chacun de ses déplacements à Ajaccio (Corse-du-Sud).

Depuis le 18 novembre 1998, date de l'interpellation du militant nationaliste Jean Castella, les deux hommes n'ont cependant plus aucun contact. A cette date, le juge d'instruction chargé de l'enquête sur l'attaque de la gendarmerie de Pietrosella, Gilbert Thiel, dessaisit les gendarmes corse et confie le dossier aux policiers parisiens de la DNAT. Les policiers de Roger Marion récupèrent ainsi tous les dossiers qui concernent, de près ou de loin, l'assassinat du préfet Claude Erignac. Le travail policier antiterroriste s'effectue désormais grâce à l'éroite collaboration entre la DNAT, pour l'aspect police judiciaire, et la DCRG qui la

fait bénéficier de sa bonne connaissance du terrain, le tout en liaison étroite avec le ministère de l'intérieur.

Plusieurs éléments ont éveillé la méfiance jusqu'à provoquer la cassure. Il y a d'abord la décision du préfet de région de s'appuyer sur un petit groupe d'hommes de confiance, dont sont exclus les policiers. Le directeur de cabinet de Bernard Bonnet, Gérard Pardini, ancien de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), est au centre du dispositif.

### UN MYSTÈRE FRIC-FRAC

Le préfet fait également venir des Pyrénées-Orientales un gendarme, le lieutenant-colonel Bertrand Cavalier, chargé d'un audit sur le dispositif de sécurité en Corse (*Le Monde* du 11 mars), qui aboutit notamment à la création du Groupe de pelotons de sécurité (GPS). La longue absence de Jean-Pierre Chevénement, de septembre 1998 à janvier 1999, aggrave ensuite, au ministère de l'intérieur, le sentiment d'être systématiquement tenu à l'écart des dossiers au

profit de l'hôtel Matignon. Une série d'incidents contribuent à attiser encore la méfiance. Les policiers ont d'abord la mauvaise surprise de découvrir en plusieurs occasions les gendarmes sur les mêmes cibles que les leurs. Ils constatent aussi, à plusieurs reprises, que des écoutes téléphoniques administratives faites par les gendarmes doublent leurs écoutes judiciaires. Toutefois, ils ont l'impression que les informations sur l'enquête concernant l'assassinat du préfet Claude Erignac qu'ils transmettent à la préfecture ont une fâcheuse tendance à fuir de manière sélective, pour leur mettre des bâtons dans les roues. Ils soupçonnent ainsi le préfet Bonnet d'avoir contesté, auprès du procureur de Paris, l'opportunité de l'interpellation de Jean Castella effectuée par la DNAT.

Un mystérieux fric-frac accredité un peu plus le soupçon policier à l'encontre de la préfecture de région. Un dimanche de janvier, un homme s'introduit dans les salles d'archives du ministère de l'intérieur. Il cherche à s'emparer du dossier du dossier

administratif de Bernard Bonnet pour l'examiner. La patrouille, qui le surveille, découvre qu'il s'agit d'un sous-préfet. Le fonctionnaire a depuis fait l'objet d'une sanction administrative : il a été placé hors-cadre.

Bien que les gendarmes aient été dessaisis en décembre 1998 du dossier concernant l'attaque de la gendarmerie de Pietrosella, les policiers les soupçonnent de continuer leur enquête en sous-main, notamment par le biais d'écoutes téléphoniques. Conscient de l'inquiétude policière, Jean-Pierre Chevénement provoque une réunion à Paris, au cours de laquelle il demande instamment au préfet Bonnet de ne plus se mêler des enquêtes judiciaires, et de concentrer ses efforts sur le rétablissement de l'état de droit. Lorsque survient l'incident du restaurant de plage « chez Francis », le ministère de l'intérieur donne consigne à ses fonctionnaires de garder la plus grande discréction.

Pascal Ceaux

## Lionel Jospin souligne que la justice agit rapidement et librement

FACE AUX DÉPUTÉS, mercredi 28 avril, Lionel Jospin allait devoir s'expliquer sur ce qui est devenu l'affaire d'Etat d'Ajaccio. Le premier ministre ne pouvait pas ne pas reconnaître une « atteinte manifeste à l'Etat de droit », mais il entendait souligner, aussi, que l'action de la justice témoignait, en même temps, de la réalité de cet Etat de droit. L'hôtel Matignon se disait, mercredi matin, incapable de trancher entre diverses hypothèses pour expliquer le fait que des gendarmes soient aujourd'hui en prison sous le soupçon d'avoir mis le feu à un restaurant illégalement installé sur une plage proche d'Ajaccio : ont-ils « monté d'eux-mêmes un coup » ou bien ont-ils été conduits à agir, et par qui ?

M. Jospin, tout en s'en remettant à la justice du soin d'élucider cette affaire, ne s'intéressait pas, cependant, de prendre les mesures admi-

nistratives qui relèvent de la responsabilité du gouvernement. Lesquelles ? Matignon se montrait évasif. Parmi les hypothèses logiquement envisageables, figuraient la possible suspension du préfet de Corse, Bernard Bonnet, préfet de Corse-du-Sud, et du préfet adjoint à la sécurité, Francis Spitzer. Ceux-ci sont considérés, en effet, comme responsables du fonctionnement du Groupe de pelotons de sécurité (GPS), l'unité de gendarmerie spécialement créée en Corse en juillet 1998 et à laquelle appartiennent les gendarmes mis en cause.

Mardi matin, au cours de son petit déjeuner hebdomadaire avec les dirigeants socialistes, M. Jospin avait récusé par avance toute assimilation avec les secousses qu'avait connues le pouvoir mitterrandien, qu'il s'agisse du bateau de Greenpeace, coulé en 1985 dans le port d'Auckland, ou des armes déposées

en 1983 par les gendarmes de la cellule d'Yssingeaux, au domicile de Vincennes. « Il n'y a pas de comparaison possible », a-t-il martelé, en soulignant la rapidité de l'intervention de la justice.

Tout au long de la journée de mardi, le sort de M. Bonnet a été au centre des interrogations du préfet de région, de ses principaux ministres. Reçu à 10 h 30 place Beauvau, par Jean-Pierre Chevénement, le préfet a plaidé son innocence, assurant qu'il ne savait rien des agissements des gendarmes soupçonnés. Sitôt l'entretien terminé, l'hôtel Matignon manifeste son soulagement dans une dépêche Reuters, publiée à 12 h 02 : « En tout état de cause, l'on, le préfet Bonnet n'a été convaincu place Beauvau qu'en "consultation" et il n'est pas question de démission, affirme-t-on dans l'entourage de Lionel Jospin. »

Un peu plus tard dans l'après-midi, alors qu'il se trouve au Sénat pour défendre son projet de loi sur l'intercommunalité, M. Chevénement apporte lui aussi un soutien au préfet : « Rien ne permet (...) de demander la démission du préfet, M. Bernard Bonnet, qui s'est acquitté avec courage et détermination de la mission qui lui a été confiée par le gouvernement. » Dans l'intervalle, pourtant, le conseil est venu du sein du gouvernement de se séparer au plus vite de M. Bonnet, jugé incapable d'incarner encore l'intégrité de l'Etat républicain en Corse. M. Jospin s'y est refusé, assurant qu'il fallait attendre les résultats de l'enquête avant de prendre une décision.

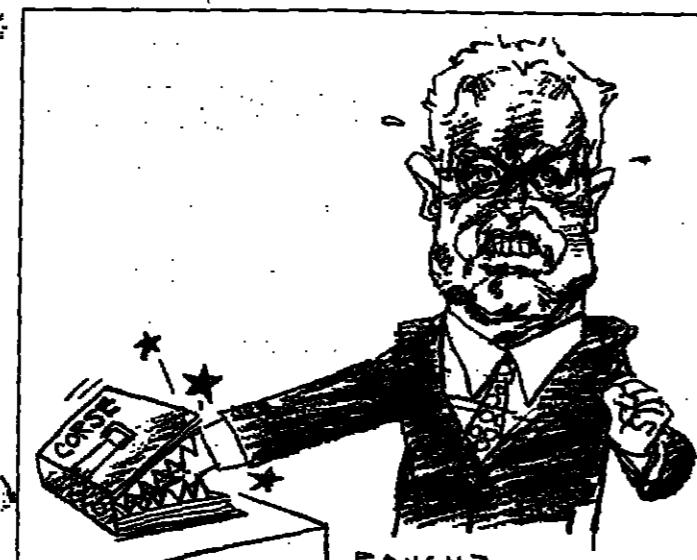
Une même tonalité prudente, enfin, a présidé à l'ultime réunion de ce mardi après-midi, à l'hôtel Matignon, vers 20 h 30. Elisabeth Guigou, ministre de la justice, Jean-Pierre Che-

vénement pour l'intérieur et Alain Richard pour la défense, se sont retrouvés tous trois dans le bureau du premier ministre. Le général Maurice Lallement, chef du service des opérations et des emplois à la direction générale de la gendarmerie, les a rejoints peu après. « Nous avons fait un point de la situation, a simplement indiqué M. Guigou à la sortie, peu avant 22 heures, faisant profiter les magistrats. » Spectaculaire en la circonstance, cette prise en main du dossier corsé par l'hôtel Matignon n'est pourtant pas une première. Elle remonte, en fait à l'assassinat du préfet Erignac, survenu en février 1998. Dès ce moment-là, le cabinet du premier ministre se montre très actif. Olivier Schrameck, directeur de cabinet de M. Jospin, possède quelques amitiés personnelles sur l'île qui l'aident à se constituer un réseau d'informations. Celui-ci passe no-

tamment par Pierre Chaubon, président de la communauté des communes du Cap Corse, avec lequel il a travaillé au cabinet de Roland Dumas, à la présidence du Conseil constitutionnel. M. Chaubon est lui-même proche de Gérard Pardini, autre ex-collaborateur de M. Dumas lorsque celui-ci était ministre des affaires étrangères, nommé chargé de mission, puis directeur de cabinet, auprès du préfet Bonnet en avril 1998.

De ce fait, l'hôtel Matignon a souvent pris le pas dans la gestion des affaires corse sur le ministère de l'intérieur. D'où parfois des rumeurs d'interférence sur le terrain entre la gendarmerie, outil privilégié du préfet soutenu l'équipe du premier ministre, et les policiers, un peu mis à l'écart d'informations sensibles.

Jean-Michel Aphatie



## Les « paillotes » ont prospéré dans le flou juridique

AJACCIO  
de notre correspondant

La réglementation du millier de kilomètres de littoral, et particulièrement des 200 kilomètres de plages, a toujours été une question épique en Corse. Si elle n'était jusqu'ici qu'une source de tensions, l'affaire des paillotes a pris une tout autre ampleur depuis l'incendie volontaire de Cala d'Orzu, une petite baie située entre les golets d'Ajaccio et de Valinco. Le problème est en fait soulevé depuis que la Corse a vu s'accroître fortement le nombre de ses visiteurs : plus de 2 millions en 1998, dont les deux tiers en été.

Progressivement, se sont élevées le long des plages les plus fréquentées ces « paillotes », sans doute appelées ainsi en raison de leur caractère provisoire et de leur aspect parfois polynésien, avec des toits de palme. Généralement construites sur une dalle en ciment, les paillotes ne sont souvent que l'évêque, pour la plupart.

On en a dénombré une centaine. Toutes ne sont pas construites sur le domaine public maritime (DPM) ; elles sont généralement élevées sur des terrains privés, et c'est leur terrasse qui déborde sur la plage.

Beaucoup ont été installées sans autorisation ni permis de construire, mais comme le DPM n'a pas encore été délimité, un long contentieux est devenu inévitable dès lors que ces actions pénales étaient engagées. Seuls une vingtaine de kilomètres du littoral ont en effet été délimités à ce jour.

En Corse-du-Sud, la direction de l'équipement a établi un programme quinquennal de délimitation portant sur 45 kilomètres de littoral côtier à partir de cette année, mais les crédits font encore défaut. Sur un linéaire de 67 kilomètres, 9 seulement sont délimités, alors que c'est dans cette région que la pression sur le littoral est la plus forte.

L'action répressive contre les constructions en tout genre avait été engagée dès 1998. Sous le mandat du préfet Alain Bidou, la justice avait ordonné en 1990 vingt démolitions, neuf remises en état et dix-sept mises en conformité.

M. Bidou avait été le premier à faire procéder à des démolitions par leurs propriétaires ou par le génie militaire. Toutefois, avait indiqué M. Bidou, « certains usent de moyens dilatoires, tel le propriétaire de ce chalet baladeur à usage de restaurant. Lorsque la procédure pénale est parvenue à son terme, le chalet a été démonté et réinstallé sur une parcelle voisine. Toute la procédure a été alors à recommencer ». En 1998, l'assassinat du préfet Claude Erignac a relancé les opérations de démolitions pour une application stricte de l'Etat de droit. Rien que le long des rivages du golfe d'Ajaccio, le préfet Bernard Bonnet a prescrit, au début de mars, neuf opérations de démolition d'installations en dur et celle de quatre paillotes de la rive sud, dont celle de Cala d'Orzu. Cinq autres démolitions ont été décidées à Porto-Vecchio, sur le domaine du Conservatoire du littoral.

## DÉCISIONS DE JUSTICE

Le 7 mars, la préfecture de Corse avait rappelé que les opérations entreprises résultent de décisions de justice remontant à 1990, 1993, 1994, 1995 et 1996 qui n'avaient pas été suivies d'effet. « Toutes ces démolitions ont été précédées de mises en demeure », ajoutait le préfet. L'exécution des décisions judiciaires concernant l'occupation illégale du domaine public maritime se poursuit régulièrement sur l'ensemble du littoral. S'en étonne est la mesure de la perte des repères les plus élémentaires que chacun déplore ou feint de déplorer dans l'île. »

Il n'y aura pas de nouvelles démolitions de paillotes avant octobre prochain. Au lendemain de l'intervention de l'Assemblée de Corse, un surse a en effet été accordé aux « plagiastes », sur la foi de leur engagement de procéder eux-mêmes aux démolitions prescrites par la justice. Quant à celle de Cala d'Orzu, M. Bonnet a déclaré, mardi 27 avril, à son retour de Paris, qu'il souhaitait qu'elle puisse être provisoirement reconstruite pour la saison estivale et qu'il n'hésiterait pas, dans ce cas, à aller y déjeuner.

Paul Silvani

## L'étrange communiqué du « corps préfectoral de Corse »

L'ENVOI à l'AFP, mardi 27 avril, d'un communiqué de soutien au préfet, présenté comme émanant du « corps préfectoral de Corse » et venant du bureau de l'un des collaborateurs de Bernard Bonnet, est considéré comme une « première » par les préfets que nous avons interrogés, dont plusieurs y voient, en privé, une énorme bourse, les fonctionnaires devant s'interdire de s'exprimer sur une affaire dont la justice est saisie.

Qui a rédigé ce texte, diffusé par l'Agence France-Presse, mardi, à 8 h 57 ? Difficile à dire. Titré vigoureusement « Trop c'est trop ! », le communiqué indique que « le corps préfectoral de Corse exprime sa solidarité avec le préfet de Corse, Bernard Bonnet, devant les attaques scandaleuses dont il est victime ». Il ajoute que « le combat est atteint par une déclaration d'un avocat d'ajaccio qui, au terme d'un raisonnement insinuant, croit pouvoir demander la démission du préfet » et que « cette initiative est odieuse et ridicule ».

Le bureau de l'AFP à Marseille indique avoir diffusé ce texte, mardi matin, après avoir constaté qu'il provenait du fax de Gérard Pardini,

directeur du cabinet du préfet de région, d'où il avait été envoyé dans la nuit, à 0 h 04 très exactement. Quelques minutes après la publication de la dépêche, selon l'AFP, M. Pardini appelle les journalistes pour savoir d'où ils tiennent ce communiqué. L'un d'eux lui répond qu'il provient de son propre télécopieur. Après un silence, M. Pardini explique qu'il est évidemment parce que Bernard Lemaire, préfet de Haute-Corse, n'a pas été consulté sur sa rédaction.

## PAS OPPORTUN

Or la formule « le corps préfectoral de Corse » désigne les préfets de Haute-Corse et de Corse-du-Sud (ce dernier étant aussi préfet de région) ainsi que leurs collaborateurs (directeurs de cabinet, secrétaires généraux et sous-préfets d'arrondissement) et le préfet adjoint pour la sécurité. M. Lemaire nous a précisé qu'il avait été « consulté » par M. Pardini vers 9 heures, mardi matin, c'est-à-dire après la publication du communiqué, dont il n'avait pas été averti. Le préfet de Haute-Corse indique que, « tout en étant solidaire de Bernard Bonnet », il ne jugeait « pas opportun de pu-

blier un tel communiqué », ainsi qu'il l'a fait savoir à M. Pardini.

Les collaborateurs de M. Lemaire, ainsi que les sous-préfets de Corte et de Calvi, soit quatre autres membres du corps préfectoral, ont eux aussi appris l'affaire indirectement. Ils jugent le texte inopportune sur le fond et maladroite dans sa forme, car « rédigé comme un tract ».

Il n'a pas été possible de joindre M. Pardini. Un stagiaire de l'ENA, affecté dans ses services, nous a affirmé que la formule litigieuse de « corps préfectoral de Corse » désigne les seuls responsables de la préfecture de région, ce qui est inexact. Les signalaires effectifs du communiqué seraient les plus proches collaborateurs de M. Bonnet : le directeur de son cabinet, Bruno Deloïl ; le secrétaire général, Bruno Spitzer ; et le sous-préfet de Sartène (Corse-du-Sud), Olivier André. Ont-ils agi en accord avec M. Bonnet, voire à sa demande, ou bien, au contraire, à son insu ? La question restait, mercredi matin, sans réponse.

Rafaela Rivais

## MM. Sarkozy et Madelin dénoncent « la duplicité » de la politique du gouvernement en Corse

L'opposition demande au premier ministre si les gendarmes ont agit sur ordre

Les responsables du RPR et de Démocratie libérale ont vivement mis en cause, mardi 27 et mercredi 28 avril, la politique du gouvernement en Corse.

Charles Pasqua et Philippe de Villiers ont refusé de tirer des conclusions définitives. « tant que nous ne connaissons pas les résultats », a-t-il déclaré.

Le bureau exécutif du Parti socialiste a souligné que des sanctions soient prises « si des responsables à quelque niveau que ce soit ont failli ».

avant de rendre hommage au préfet Bernard Bonnet, un « homme courageux » dont les « terroristes » corse voudraient « avoir le peau ».

A gauche, le bureau national du Parti socialiste a affirmé, dans un communiqué diffusé à l'issue de sa réunion, mardi, que la politique du gouvernement « ne saurait être remise en cause », et a demandé « que l'enquête judiciaire soit menée à son terme aussi rapidement que possible ».

Sur RTL, mercredi, Patrick Devigan, député (RPR) des Hauts-de-Seine et l'un des porte-parole de la liste RPR-DL, a été plus vif encore en accusant le gouvernement de dissimuler les faits et en rappelant l'affaire du Rainbow Warrior, celle des « écoutes de l'Elysée » et l'affaire des Irlandais de Vincennes. Jean-Louis Débré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale et ancien ministre de l'Intérieur, a de son côté pressé le gouvernement de s'expliquer sur la mise en cause de « gendarmes qui agissent sur ordre ». Bernard Pons, président de l'Association des amis de Jacques Chirac, a réclamé, sur LCI, une sanction « immédiate et impitoyable », et qui aille « le plus haut possible, c'est-à-dire là où l'ordre a été donné ».

Charles Pasqua, sénateur des Hauts-de-Seine et ancien ministre de l'Intérieur, s'est en revanche montré plus prudent. « C'est une affaire ubuesque », a-t-il déclaré sur RTL, mais « gardons-nous de tirer des conclusions tant que nous ne connaissons pas la réalité des choses ». « C'est une affaire préoccupante et ennuyeuse pour le gouvernement. A lui de faire la lumière grâce aux services qui ont la responsabilité de conduire l'enquête », a ajouté M. Pasqua. Son collègue, Philippe Villemin a observé la même réserve. « Toutes les hypothèses sont possibles », a indiqué le président du Mouvement pour la France. « Je n'ai pas envie de m'en prendre sur ce dossier au ministre de l'Intérieur, parce que je le sais rigoureux (...) et je ne crois pas une seconde que Jean-Pierre Chevènement soit capable de faire un coup tordu », a-t-il ajouté l'ancien ministre.

## La mère de François Léotard envisage de voter nationaliste !

DANS les couloirs de l'Assemblée nationale, les députés corsos sont désormais pris d'assaut. La presse va connaitre leur sentiment sur le préfet Bonnet ; leurs collègues veulent « savoir s'ils savent » ; les autres parlent de « République », « d'esprit insulaire », d'honneur et d'état de droit ». Ce ne sont pas seulement les élus de l'île qui sont sollicités, mais aussi ceux qui semblent avoir des origines « là-bas » : François Léotard (UDF), député du Var, issu d'une famille corse par sa mère, autant que José Rossi (DL), président de l'Assemblée de Corse et député de Corse-du-Sud.

Souvent, les « Corses de l'Assemblée » se sont solidement retrouvés pour défendre la spécificité de leur île. Lors de la suppression de l'avantage fiscal sur les successions en Corse (Le Monde du 18 décembre 1998), on avait même pu voir les députés de Corse, gauche et droite confondues, relayés au gouvernement par le ministre de la fonction publique et de Corse, Emile Zuccarelli, s'opposer aux députés du continent. Mardi, pourtant, conscients de la sensibilité du sujet, les élus corsos de gauche se sont fait discrets, et c'est la droite qui est venue raconter sa vision des meurs de l'île.

Ces paillotes, construites illégalement sur les plages corse, la plupart de ces élus les fréquentent. Les habitués, parmi lesquels de nombreuses personnalités corses, s'y rendent le plus souvent en bateau, mouillant dans de ravissantes criques aux eaux turquoises, ou, comme M. Léotard, à moto. « Chez Francis est un lieu de rendez-vous assez sympathique », raconte André Santini (UDF, Hauts-de-Seine), mais c'est loin d'être le seul du genre. Au début d'avril, on avait vu manifester, devant deux paillotes qui n'étaient pas celles de Chez Francis, M. Rossi lui-même, mais aussi des élus de Corsica Nazione et M. Léotard qui jugeait « scandaleuse » cette manière de procéder (Le Monde du 12 avril). « Il y avait sur la place une centaine de militaires et d'engins lourds pour deux plagiastes ! », affirme aujourd'hui l'ancien ministre de la défense.

**JACOBINISME EXCESSIF** – Les mêmes n'ont pas de mots assez sévères sur Bernard Bonnet. « Ses méthodes sont d'une brutalité inouïe, et même mes collègues de gauche en sont choqués », soupire M. Rossi. « Il braque une grande partie de la communauté insulaire contre l'Etat, affirme M. Léotard. Même ma mère, qui a quatre-vingt-huit ans et

est de droite traditionnelle, m'a affirmé que, la prochaine fois, elle voterait nationaliste. » Les uns et les autres ont donc fait passer au gouvernement des messages en ce sens. M. Santini a remis « des lettres de mes cousins, disant tous : "Le préfet ne va pas." » M. Léotard, qui retrouvait M. Chevènement dans un dîner officiel à l'Elysée, il y a un peu plus d'un mois, a longuement reproché au ministre de l'Intérieur le « jacobinisme excessif » de son préfet et la « culpabilisation systématique des Corsos ».

Mardi, il n'y avait plus que le député radical de gauche Roger Franzoni (Haute-Corse), pour dénoncer les « misérables tentatives de récupération politicienne » et souligner que « cette affaire ne saurait, de quelque façon que ce soit, remettre en cause la politique de l'Etat de droit en Corse, réclamée depuis vingt ans par les radicaux de gauche et conduite avec courage par le gouvernement de Lionel Jospin ». Sur le fond même de l'affaire, pourtant, chacun se montre on ne peut plus prudent. La plupart des élus corsos évoquent gendarmes, services secrets, terroristes et attentats comme s'il faisaient partie du quotidien.

Raphaëlle Bacqué

## Les élus corsos demandent à la justice de « faire toute la lumière »

BASTIA

de notre correspondant

Au lendemain de l'incarcération des trois gendarmes pour l'assassinat de Francis, le préfet de Corse, M. Bonnet, a déclaré, mardi 27 avril, à son retour de Paris, qu'il souhaitait qu'elle puisse être provisoirement reconstruite pour la saison estivale et qu'il n'hésiterait pas, dans ce cas, à aller y déjeuner.

Il a rappelé les propos échangés à l'Assemblée, à l'automne 1998, lors

de son apostrophe publique demandant la date du départ de Bernard Bonnet de Corse. « Il m'avait répondu qu'il portait lorsque mes amis cesseraient de plastiquer. Aujourd'hui, ce sont ses propres amis, sa garde rapprochée, la garde prétoire du Groupe de peloton de sécurité qui se font prendre la main dans le sac. Il y a des manipulations que nous dénonçons depuis longtemps. Il est du devoir impérial de l'Etat de faire toute la lumière sur cette affaire. » Nous avons demandé depuis des mois le départ de M. Bonnet », a ajouté Jean-Guy Talai-

moni, président du groupe Corsica Nazione à l'Assemblée de Corse. Pour François Alfonzi, secrétaire général de l'Union du peuple corsu (UPC), « ces actions sont suspectes d'exacerber les querelles et de provoquer des violences ».

Les autres élus de l'île se montrent plus prudent, à l'image de Laurent Croce, secrétaire fédéral du Parti socialiste. « Il faut laisser faire la justice en toute sérendipité », indique-t-il. Le député de Haute-Corse, Roger Franzoni (PRG), a dénoncé les « misérables tentatives de récupération politi-

cienne », dans un communiqué diffusé à Bastia. Eh divers gauche à l'Assemblée de Corse, Simon Renucci se montre plus critique et rappelle : « Nous avons déjà alerté M. Guigou sur les risques d'excès de certains services de police ou de gendarmerie, maintenant c'est chose faite. » De son côté, Jean Baggioni (RPR), président du conseil exécutif territorial, se dit « consterné par le discrédit que cette affaire lamentable occasionne à la Corse ».

Michel Codaccioni

**15 min de PARIS**  
**LE 1er SUPERMARCHÉ**  
**DE L'AUTOMOBILE**  
500 occasions reçues en stock permanent au meilleur prix

TOUR PEYREL 300 m  
STATION SERVICE  
SERVICE APRÈS VENTE  
PARKING VISITEURS 70 places  
BREAK MONOSPACE  
RETOUR SAISIE  
ACCUEIL COMMERCIAL  
VÉHICULES RÉCENTS MOINS DE 5000 Kms  
ARRIVAGE CEE  
ARRIVAGE DE PRÉPARATION  
MÉTRO Mairie de St Ouen à 300 m  
ARRIVAGE NOUVEAUTÉ TOUTES MARQUES  
ARRIVAGE CEE  
ARRIVAGE DE PRÉPARATION  
ACCUEIL COMMERCIAL  
VÉHICULES RÉCENTS MOINS DE 5000 Kms  
MÉTRO Mairie de St Ouen à 300 m

227, bd Anatole France 93200 ST DENIS 01 49 33 60 90  
De PARIS : Prt de St Ouen, allée de la Marne de St Ouen, 93200

الآن من الأصل

## Alain Juppé n'entend pas postuler à la présidence du RPR

Nicolas Sarkozy a défini les axes de sa campagne européenne devant les parlementaires du mouvement. Ceux-ci craignent les effets négatifs sur leur électorat des rivalités internes à la droite

**A**VANT de réunir, mercredi 28 avril, pour la troisième fois en moins de quinze jours, le bureau politique du RPR, Nicolas Sarkozy a présenté, mardi, les axes de sa campagne européenne aux députés puis aux sénateurs du mouvement. Il s'agit toujours, pour celui qui conduira la liste RPR-Démocrate libérale aux élections européennes du 13 juin, de veiller à associer toutes les sensibilités de la famille gaulliste. La réunion du groupe RPR de l'Assemblée nationale a ainsi rapproché à la tribune M. Sarkozy et Jean-Louis Debré, lequel apparaît déjà comme un rival potentiel pour l'élection, à l'automne, du nouveau président du RPR.

Mardi soir, en effet, devant les étudiants de l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), Alain Juppé s'est défendu d'avoir « rentré une « rentre » dans l'appareil du RPR à la faveur de la démission de Philippe Séguin. « Je suis candidat à la présidence du RPR. Je n'ai pas l'intention de me repousser au premier rang », a assuré l'ancien premier ministre, en expliquant qu'il entend se consacrer pleinement à sa mairie de Bordeaux et qu'il n'a pas acheté ce qu'il appelle en plaisantant sa « cure de désintoxication » ou son « examen de conscience ».

Devant le même auditoire, M. Juppé a démontré qu'il suit toujours avec beaucoup d'attention les problèmes européens. Il a expliqué que la politique exté-

rieure et de défense commune de l'Europe devrait principalement s'appuyer sur le triangle Berlin, Londres, Paris. Puis revenant sur les événements qui ont secoué l'opposition ces derniers jours, il a reconnu qu'il « y a trop de querelles de personnes ». « J'ai décidé depuis deux ans de ne dire de mal de personne dans la majorité », a-t-il répondu à un interlocuteur qui le poussait à se démarquer de Charles Pasqua. Sans citer *Le Monde* (daté 25-26 avril), qui faisait le récit de « Scènes de haine ordinaire à droite », M. Juppé a affirmé : « On me prête, ces temps-ci, des tas de déclarations, auxquelles j'ai peut-être pensé très fort, mais que je n'ai jamais dites », ajoutant que « [la haine] ce n'est pas un mot de saison ». Il existe des « divergences », des « rivalités », une « compétition », mais, s'est exclamé l'ancien premier ministre, « c'est quand même un coup fabuleux que de faire apparaître les divisions à droite, comme s'il n'y en avait pas à gauche, y compris au gouvernement, en pleine guerre du Kosovo ».

### CLIMAT PEU MOBILISATEUR

Le matin même, pourtant, Bernard Pons avait ajouté un petit épisode supplémentaire au roman noir de la droite : en se félicitant, sur LCI, que M. Séguin ait démissionné « suffisamment tôt ». L'ancien ministre, dont un entretien à  *Valeurs actuelles*  avait été le prétexte au départ, le 16 avril, de M. Séguin, a notamment affirmé : « Je déplore cette décision mais,

## Le gouvernement veut revaloriser la haute fonction publique

**L**E GOUVERNEMENT réussira-t-il enfin à introduire la gestion des ressources humaines dans la fonction publique, et notamment dans l'encadrement supérieur ? Cette mission, confiée, depuis un an, par le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, à son directeur général, Gilbert Santel, a donné lieu à un plan d'action, récemment approuvé par le cabinet du premier ministre et actuellement soumis aux organisations syndicales.

La CFDT, seule confédération représentative des administrateurs civils, avec 45 % des voix, l'apprécie, dans la mesure où il permet une meilleure déconcentration administrative et constitue un élément essentiel pour la réforme de l'Etat. Le « G16 », fédération de seize associations de hauts fonctionnaires, consulté après l'avis, trouve aussi que les orientations sont bonnes. Mais ce groupe de pression déplore le caractère « trop modeste » des mesures financières proposées. Le coût envisagé serait de 200 à 300 millions de francs (30 à 45 millions d'euros) en année pleine, selon le ministère de la fonction publique, 170 millions, selon les calculs du « G16 », qui en réclamait 600. Cette organisation regrette aussi que ces mesures ne concernent pas les grands corps techniques de l'Etat.

Pour mieux gérer les ressources humaines, le gouvernement se propose de faciliter la mobilité verticale, de l'administration centrale parisienne vers l'administration déconcentrée provinciale, et horizontale, d'un ministère à l'autre. Pour ce faire, il entend procéder à une cotation des

postes de responsabilité, afin de déterminer ceux qui relèvent de la même catégorie, qu'ils soient à Paris ou en province, aux finances ou aux affaires sociales. Cette cotation, préconisée en 1994 par le rapport de Jean Prada sur l'encadrement supérieur, et décidée par le gouvernement d'Edouard Balladur, n'a été menée bien qu'au ministère de l'Intérieur. Parallèlement, le gouvernement entend généraliser l'évaluation des hauts fonctionnaires, dans le but de les affecter aux emplois les mieux adaptés à leurs compétences.

### FACILITER LA MOBILITÉ

Le gouvernement veut faire en sorte que les postes de province cessent d'être systématiquement moins bien payés que ceux de la capitale. Il souhaite notamment que les directions départementales soient réunies au moins aussi bien que les sous-directions aussi bien que les sous-directions parisiennes. Pour ce faire, il prévoit d'accorder à leurs responsables des augmentations individuelles, de relever leurs régimes indemnitaire, et de doter certains emplois d'une prime particulière, comme l'avaient fait les accords Dufour de 1990, pour le reste de la fonction publique.

Pour faciliter la mobilité d'un ministère à l'autre, le gouvernement de M. Jospin se propose d'harmoniser les primes. Vaste programme, ébauché en 1996 par le gouvernement de M. Juppé avec la revalorisation des primes du ministère des affaires sociales, qui n'est pas accompagnée d'une meilleure transparence. Le gouvernement, qui entend imposer une gestion prévisionnelle des carrières, souhaite assurer une meilleure rotation des postes de responsabilité, récompenser l'expertise au même titre que l'encadrement, et mieux reconnaître les fonctions d'inspection. Il envisage d'augmenter le traitement de fin de carrière des administrateurs civils, qui pourrait passer de 26 000 à 29 000 francs brut, sur le modèle de ce qui s'est fait pour les membres des tribunaux administratifs, et ainsi que le préconise le rapport de M. Puybasset (*Le Monde* du 28 avril).

**DETAILLANT GROSSISTE**  
VEND AUX PARTICULIERS  
Réceptionniste PARIS par Client Pro Contacter...  
**MATELAS & SOMMIERS**  
Toutes dimensions. Fixes ou relevables  
SUNPLEX - TRECA - EPEDA - SIMONS  
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC...  
**CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC**  
Ouiris - Tissus - Alcantara  
Steiner - Coulon - Duvelier - Sutren - Etc...  
Vente par téléphone possible.  
Livraison gratuite sur toute la France

**MOBECO**  
137, rue de la République PARIS 18<sup>e</sup>. Téléphone  
50, avenue d'Italie PARIS 13<sup>e</sup>. Plu d'Italie  
01.42.08.71.00 - 73/7

## Le PS et le PCF rejettent la proposition de meeting unitaire des Verts

M. Cohn-Bendit adresse une lettre à M. Hollande et à M. Hue

Le Parti socialiste et le Parti communiste français ont décliné, mercredi 28 avril, la proposition de Daniel Cohn-Bendit d'organiser un meeting unitaire de la gauche « plurielle » avant les élections européennes du 13 juin. Les Verts avaient fait cette proposition pour radicaliser les divisions de la droite.

IL NE DEVRAIT PAS y avoir de meeting commun, réunissant les chefs de file des trois listes qui forment la majorité de gauche « plurielle », avant le soir du 13 juin. Lancé lundi à l'adresse de François Hollande et de Robert Hue, le 26 avril, à Corbeil-Essonnes, afin d'insister « une leçon de démocratie, à la droite », et accessoirement plonger « dans le ridicule » François Bayrou et Nicolas Sarkozy (*Le Monde* du 28 avril), l'idée a été tenue en plein vol dès le lendemain par le secrétaire national du Parti communiste français et par le PS.

Signde par leur tête de liste aux élections européennes et par Jean-Luc Bennahmias, secrétaire national du mouvement, et rédigée en termes identiques, une lettre a été adressée à François Hollande et à Robert Hue, mardi 27 avril, proposant l'organisation d'une ren-

contre commune et suggérant des dates de meeting déjà fixées par une des trois listes. Les Verts proposent ainsi les dates des 31 mai à Toulouse, du 2 juin à Marseille et du 4 juin à Lyon.

### CE VERT KAKI

Pour MM. Cohn-Bendit et Bennahmias, signataires de la lettre, il s'agit, « au moment où la droite républicaine se déchire, nous pas sur des bases idéologiques, ni même programmatiques, mais sur des personnes de personnes et de susceptibilité (...) de voir que la majorité plurielle est capable de proposer, dans sa diversité, un projet européen fondé sur la justice sociale, économique et écologique ». Il s'agit aussi de montrer que « la gauche européenne peut faire basculer la majorité au Parlement » de Strasbourg.

Devant quelque huit cents per-

sonnes réunies à Poitiers, pour le premier meeting régional de la liste « Bouge l'Europe ! », en Poitou-Charentes, M. Hue a séchement renvoyé dans ses files R. Cohn-Bendit d'un meeting unitaire de la gauche « plurielle » avant les élections européennes du 13 juin. Les Verts avaient fait cette proposition pour radicaliser les divisions de la droite.

Il y a deux heures à déjeuner avec Cohn-Bendit, ce Vert kaki et libéral et va-t-en-guerre. Il ne voit vraiment pas ce que nous pourrions mettre en commun dans un meeting », a-t-il estimé. « Nous sommes au gouvernement dans la limite de ce que nous représentons et nous ne sommes pas là pour faire de petites opérations pour observer, pour préparer l'avenir en ce qui nous concerne d'une manière partisane », a indiqué, de son côté, mercredi matin, sur LCI, Alain Bocquet, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale.

Mercredi matin, au siège du Parti socialiste, rue de Solferino, on indiquait, l'air amusé, que « Daniel Cohn-Bendit avait habité ses partenaires socialistes et de la gauche plurielle à pas mal de propositions de ce type ». « Il rythme sa campagne avec des propositions de ce genre », indique-t-on. Le PS répondra « rapidement », par écrit, à la lettre que les Verts ont adressée au premier secrétaire, en précisant toutefois que cette réponse écrite sera adressée... à Jean-Luc Bennahmias, secrétaire national des Verts, plutôt qu'à Daniel Cohn-Bendit.

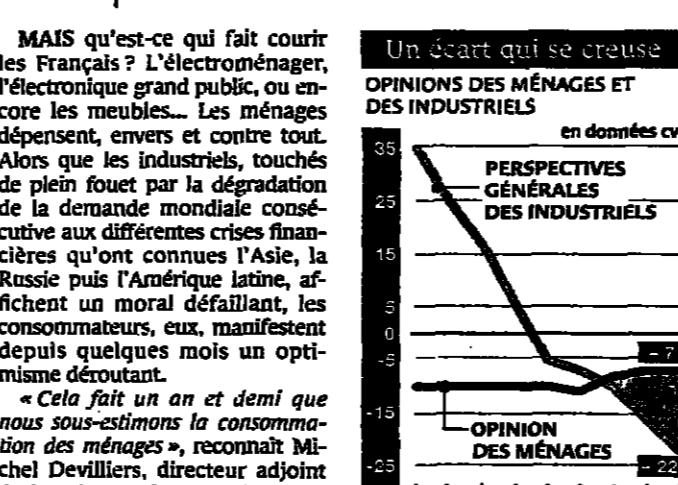
Alain Beuve-Mézy

## Georges Sarre et Didier Motchane rappelés à l'ordre

Jean-Pierre Chevènement n'a pas apprécié les critiques virulentes de Didier Motchane, conseiller à son cabinet, et Georges Sarre, porte-parole du Mouvement des citoyens (MDC), sur l'engagement de l'OTAN en ex-Yugoslavie et leur à personnallement fait savoir, vendredi 23 avril. Didier Motchane avait affirmé dans plusieurs tribunes et dans un entretien au *Parisien*, le 20 avril, que la coalition gouvernementale pourrait exploser « si on allait vers un engagement armé à terre ». Vendredi soir, sur France-Inter, Georges Sarre a rectifié le tir. Il a assuré, comme le lui avait suggéré Sami Nair à Monthyon, le 21 avril, que le ministre de l'Intérieur « ne possède pas aujourd'hui ». Le ministre de l'Intérieur est convaincu que l'on pale aujourd'hui l'éclatement de la Yougoslavie mais que Lionel Jospin est profondément opposé à toute intervention militaire des Alliés sur le sol du Kosovo.

## La consommation des ménages surprend par sa vigueur

L'optimisme de la demande intérieure contraste avec la morosité de l'activité industrielle



Un sondage d'opinion se calcule par différence entre les pourcentages de réponses positives et négatives.

Dans sa note de conjoncture, l'Insee prévoit que la consommation de produits manufacturés augmentera de 0,3 % au deuxième trimestre 1999. Les gains de pouvoir d'achat des ménages ont été moins importants au début de l'année que par le passé. La consommation doit donc normalement s'ajuster. Sans parler des incertitudes liées à la guerre contre la Serbie, qui pourraient, si elle s'enlise, affecter la confiance des Français.

longue, même. « s'il y a des accidents de parcours, comme au mois de février, où le taux d'inactifs a légèrement augmenté », considère M. Devilliers, partage également une humeur dépressive.

Dans sa note de conjoncture, l'Insee prévoit que la consommation de produits manufacturés augmentera de 0,3 % au deuxième trimestre 1999. Les gains de pouvoir d'achat des ménages ont été moins importants au début de l'année que par le passé. La consommation doit donc normalement s'ajuster. Sans parler des incertitudes liées à la guerre contre la Serbie, qui pourraient, si elle s'enlise, affecter la confiance des Français.

Dans sa note de conjoncture, l'Insee prévoit que la consommation de produits manufacturés augmentera de 0,3 % au deuxième trimestre 1999. Les gains de pouvoir d'achat des ménages ont été moins importants au début de l'année que par le passé. La consommation doit donc normalement s'ajuster. Sans parler des incertitudes liées à la guerre contre la Serbie, qui pourraient, si elle s'enlise, affecter la confiance des Français.

### CORRESPONDANCE

## Une lettre de Maud et Alain Gruber

A la suite de notre article sur « les circuits d'évaporation des sommes récoltées pour l'ARC » (*Le Monde* du 19 avril 1998), nous avons reçu de Maud Gruber et de son frère Alain Gruber la mise au point suivante :

Le propos de votre article consistait en la révélation du contenu des témoignages que nous avions donnés peu avant au juge d'instruction parisien Jean-Pierre Zanotto.

Nous avons vainement tenté d'obtenir que notre réputation ainsi gravement atteinte soit spontanément rétablie. Les limites légales de la réponse qu'il nous est permis de faire imprimer et le caractère secret de l'information dans laquelle nous avons témoigné, au point d'être la substance même

des « informations » qu'il serait de nature de publier.

En outre, sous le couvert d'une révélation de l'information judiciaire, votre article n'a pas reproduit la réalité de nos déclarations et a préféré les présenter comme un amas d'actes illégaux, en tant que tels beaucoup plus romanesques et sensationnels que la banale vérité.

Nous avons vainement tenté d'obtenir que notre réputation ainsi gravement atteinte soit spontanément rétablie. Les limites légales de la réponse qu'il nous est permis de faire imprimer et le caractère secret de l'information dans laquelle nous avons témoigné, au point d'être la substance même

risques pas à violer pour répondre à une précédente violation, nous interdisent d'énumérer en détail les contrevérités flagrantes qui émaillent la prétendue relation du contenu de nos déclarations.

Mais les lecteurs du *Monde* jugent d'eux-mêmes de la plausibilité de témoignages spontanés qui auraient consisté à nous accuser de maniements de fonds illégaux, de transferts effectués en espèces, ou encore d'activités relevant de la fausse facturation, pour ne citer que des exemples particulièrement frappants. Croit-on seulement que de telles « déclarations » n'auraient eu aucune conséquence judiciaire pour leurs auteurs ?

Chaque jeudi avec

Le Monde

DATÉ VENDREDI

retrouvez

LE MONDE  
DES LIVRES

Rafaela Rivais

(Publicité)

# Qui a envie d'attendre 2002 et l'euro pour payer moins cher ?



هذا من الأصل

مكذا من الأصل

## Ultime mise en garde syndicale sur les retraites avant l'annonce par M. Jospin de sa « méthode »

Pour la CGT, les créations d'emplois peuvent amortir le choc démographique

A la veille de la remise du rapport Charpin au premier ministre, la CGT, par la voix de Bernard Thibault, a précisé, mercredi 28 avril,

C'EST LA FIN D'UNE PREMIÈRE ÉTAPE POUR LE DOSSIER DES RETRAITES. JEUDI 29 AVRIL, APRÈS QUE LE COMMISSAIRE AU PLAN, JEAN-MICHEL CHARPIN, AURA OFFICIELLEMENT REMIS À LIONEL JOSPIN SON RAPPORT SUR L'AVENIR DES RETRAITES, LE PREMIER MINISTRE LANCERA UNE DEUXIÈME PHASE DE CONCERTATION. CETTE NOUVELLE PHASE DEVRAIT DÉBOUCHER SUR DES DISCUSSIONS DÉCENTRALISÉES, RÉGIME PAR RÉGIME, VOIRE ENTREPRISE PAR ENTREPRISE DANS LE CAS DES RÉGIMES SPÉCIAUX. UN COMMUNIQUÉ DU MATIGNON, QUI SERA DIFFUSÉ JEUDI EN FIN DE MATINÉE, DOIT CADRER LA MÉTHODE RETENUE.

PARALLÈLEMENT, LE PREMIER MINISTRE S'EXPRIMA SUR LE DOSSIER DANS UN ENTRETIEN PUBLIÉ PAR « LE PARISIEN » LE MATIN MÊME. LE GOUVERNEMENT ENTEND AINSI DONNER COUP D'ENVOL À UNE GRANDE CAMPAGNE D'INFORMATION. DÈS MERCRIDI, LES SERVICES DU PREMIER MINISTRE ONT DISTRIBUÉ UN DOSSIER DE QUARANTE PAGES DE VULGARISATION SUR LE DIAGNOSTIC CHARPIN, ASSORTI DE FICHES PEDAGOGIQUES SUR LES RETRAITES. LE RAPPORT DU COMMISSAIRE AU PLAN, DONT LE CONTENU A ÉTÉ TRANSMIS AUX PARTENAIRES SOCIAUX LE 25 MARS, PRÉCONISE, COMME MESURE PRINCIPALE, L'INCREMENTATION PROGRESSIVE À 42,5 ANS, D'ICI À 2019, DE LA DURÉE DE COTISATION EXIGÉE POUR BÉNÉFICIER D'UNE RETRAITE COMPLÈTE. CETTE AUGMENTATION CONCERNERAIT TOUS LES SA-

LIÉS, S'APPLIQUANT À CEUX DU SECTEUR PUBLIC COMME À CEUX DU PRIVÉ. MIS À PART LA CFDT, PLUS MESURÉE, LA PLUPART DES SYNDICATS ONT D'ORES ET DÉJÀ VIVEMENT PROTESTÉ CONTRE CETTE PROPOSITION.

### « Ni l'augmentation des cotisations ni la création d'un fonds de réserve ne constituent des réponses appropriées »

LA CGT, PAR LA VOIX DE SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, BERNARD THIBAUT, A DÉCIDÉ DE PRENDRE DATE DÈS MERCRIDI. LA CONFÉDÉRATION ESTIME QUE LE SYSTÈME ACTUEL DE RETRAITES « DOIT FAIRE FACE À TROIS PROBLÈMES BIEN IDENTIFIÉS ». D'ABORD, LE DÉPART EN RETRAITE DES GÉNÉRATIONS DU BABY-BOOM, D'ICI DIX ANS : « Face à un tel choc démographique, indique la CGT, ni l'augmentation des cotisations ni la création d'un fonds de réserve ne constituent des réponses appropriées. » L'ORGANISATION SYNDI-

CALE AJOUTE QUE « SEUL UN RYTHME DE CRÉATION NETTE DE PLUSIEURS CENTAINES DE MILLIERS D'EMPLOIS PAR AN SUR LA DÉCENNIE PEUT PERMETTRE D'AMORTIR LE CHOC DÉMOGRAPHIQUE ».

DEUXIÈME « PROBLÈME » : L'ALLONGEMENT DE LA DURÉE DE VIE, QUI ACCROIT LE NOMBRE DE RETRAITES. POUR LA CGT, « IL FAUT AUGMENTER LA DURÉE D'ACTIVITÉ MOYENNE DES FUTURS RETRAITÉS NON EN ALLONGEANT LA DURÉE DE COTISATION, MAIS EN CHERCHEANT À RELEVER LE TAUX PERMANENT D'ACTIVITÉ DANS LA POPULATION ACTIVE ». TROISIÈME PROBLÈME : LA QUESTION DES RETRAITES DANS LE PRIVÉ. POUR LA CONFÉDÉRATION, « UNE PETITE GRANDE SOLIDARITÉ ENTRE RÉGIMES SPÉCIAUX ET RÉGIMES SOLARISÉS DU SECTEUR PRIVÉ NE PEUT CONSISTER À ALIGNER LES PREMIERS SUR UNE SITUATION DÉGRADÉE ».

LA CGT « RÉCUSE » AINSI « TOUTE HARMONISATION PAR LE BAS » ET ESTIME QUE LA PRIORITÉ EST DE « STOPPER LA DÉGRADATION ENCLINÉE DANS LE SECTEUR PRIVÉ ». POUR LA CENTRALE DE MONTRÉAL, « IL FAUDRA BIEN AUGMENTER LA CONTRIBUTION DES ENTREPRISES ET DES BUDGETS PUBLICS AU FINANCIEMENT DES RETRAITES ».

LA CONFÉDÉRATION DE BERNARD THIBAUT AVANCE AINSI DIX PROPOSITIONS POUR « CONFORTER » ET « RENOUVELER » LE SYSTÈME PAR RÉPARTITION. AINSI, POUR LA CGT, DOIT ÊTRE PRÉVU « À LONG TERME » UN TAUX MOYEN DE RETRAITE PAR RAPPORT AU SALAIRE D'AC-

TIVITÉ. PAR AILLEURS, ELLE INDIQUE QUE « LA VARIABLE PRINCIPALE SUR LAQUELLE ON PEUT AGIR EST L'EFFECTIF DES COTISANTS ». « IL FAUT REDISCUSSER DE LA QUESTION DE L'EMPLOI », SOULIGNE LA CENTRALE. LA CGT SE DÉCLARE OPPOSÉE À L'IDEAUX D'UN TROISIÈME NIVEAU DE RETRAITE PAR CAPITALISATION. « IL FAUT DISSOCIER TOUTE REFLEXION SUR L'AVENIR DES RETRAITES DE L'ÉPARGNE SALARIALE », SOULIGNE-T-ELLE. ELLE ESTIME ENCORE QUE LE RECUL DE L'ÂGE DE LA RETRAITE « ACCROIT LES INÉGALITÉS ET N'A AUCUN SENS EN SITUATION DE SOUS-EMPLOI », ET RECLAME UNE REFORME DU MODE DE CALCUL DES COTISATIONS. LA COTISATION SALARIÉE DEVRAIT ÊTRE COMPLÉTÉE PAR UNE COTISATION PATRONALE « RÉFORMÉE » ET PAR UNE CONTRIBUTION SPÉCIFIQUE SUR LES REVENUS FINANCIERS.

DANS L'IMMÉDIAT, LA CGT PROPOSE D'AFFECTER LA SURTAXE ACTUELLE DE 10 % SUR LES BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS AINSI QU'UN PRÉLÈVEMENT SUR LES REVENUS FINANCIERS DES ENTREPRISES À HAUTEUR DE 7,5 POINTS AU FONDS DE RÉSERVE. ELLE DEMANDE LA MISE EN PLACE D'UN COMITÉ CONSULTATIF DU SYSTÈME DE RETRAITE, « PILOTÉ PAR LES SYNDICATS DE SALARIÉS ET PAR LES EMPLOYEURS », QUI SERA CHARGÉ DES TRAVAUX DE PROSPECTIVE ET DE RÉEXAMINER LES DIFFÉRENTS PARAMÈTRES EN MATIÈRE DE RETRAITE.

Caroline Monnot

## Martine Aubry répond aux critiques suscitées par la CMU

L'EXERCICE A ÉTÉ SUBTIL. TOUT EN RÉPONDANT AUX CRITIQUES DE LA DROITE, MARTINE AUBRY A BORDÉ LES EXIGENCES DE LA GAUCHE « PLUIE ». LA MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ N'A PAS SEULEMENT DÉVELOPPÉ LA PHILOSOPHIE DE SON PROJET DE LOI SUR LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE (CMU). ELLE A, D'EMBLOË, FAIT FACE AUX ATTAQUES ENTENDUES ICI ET LÀ.

MARDI 27 AVRIL, LA MINISTRE A DÉFENDU UN TEXTE QUI DOIT PERMETTRE À TOUTES LES FRANÇAIS D'ACCÉDER AU RÉGIME DE BASE DE LA « SÉCURITÉ SOCIALE ». ET, À 51 MILLIONS DE PERSONNES DÉMUNIES DE BÉNÉFICIER D'UNE COUVERTURE COMPLÉMENTAIRE GRATUITE. « IL S'AGIT AUJOURD'HUI DE VAIRE L'ABSURDE, VOIRE MÊME LA Honte (...), DE GARANTIR À CHACUN DE NOS CONCITAIENNES LE DROIT À RÉEL SELON JUSQU'ICI BÂTI », A LANCÉ MME AUBRY. TOUT EN ÉNUMÉRANT LES SITUATIONS DRAMATIQUES DE GENS QUI SE PRÉSENTENT TROP TARD À L'HÔPITAL, « SANS JAMAIS AVOIR CONSULTÉ UN MéDECIN », LA MINISTRE A PRIS SOIN DE SOULIGNER QUE LE DISPOSITIF « N'EST PAS SEULEMENT DESTINÉ AUX PLUS EXCLUS ». IL CONCERNÉ AUSSI « DES SALARIÉS, DES ARTISANS ET DES COMMERCANTS AUX FAIBLES REVENUS ».

### ■ APPRÉCIER CHAQUE SITUATION ■

TRÈS VITE, MME AUBRY A ENSUITE ANTICIPÉ LES CRITIQUES QUE LA DROITE COMPTEAUX LIER ADRESSER UN PEU PLUS TARD, DANS LA SOIRÉE. ELLE A AINSI JUSTIFIÉ LA DISPARITION DE L'AIDE MÉDICALE GRATUITE, EN DÉNONCANT LES « RUPTURES D'ÉGALITÉ » D'UN DÉPARTEMENT À L'AUTRE. BIEN QUE CERTAINS SOIENT ALLÉS AU-DÉLÀ DU MINIMUM REQUIS (LE RMII), D'AUTRES, CONFRONTEZ AUX PROBLÈMES DE LA PRÉCARITÉ, N'ONT PU GARANTIR « UNE Telle AVANCE ». LA RECENTRALISATION

SATION DE L'AIDE, DÉNONCÉE PAR L'OPPOSITION, EST DONC NÉCESSAIRE À SES YEUX.

TRÈS ATTENDUE, SA RÉPONSE SUR LE SEUIL DE REVENUS – FIXÉ À 3 500 FRANCS PAR MOIS – POUR BÉNÉFICIER DE LA CMU S'ADRESSAIT AUSSI BIEN À LA GAUCHE QU'À LA DROITE. LES DÉPUTÉS VERTS ET COMMUNISTES, EN COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES, AVAIENT VAINEMENT TENTÉ DE RELEVER LA BARRE À 3 800 FRANCS (LE MONDE DU 9 AVRIL). LA DROITE, ELLE, CONTESTE LE PRINCIPE DU SEUIL ET LUI OPPOSE UNE AIDE PERSONNALISÉE, DÉGRESSIVE, SELON LES REVENUS. « LES BÂTIMENTS ET LES SEUILS EXISTENT PARTOUT », A RÉPLIQUÉ LA MINISTRE. « DANS LE DÉPARTEMENT DE MON PRÉDÉCESEUR, JACQUES BOIRON, EN HAUTE-LOIRE, ON PEUT AVOIR ACCÈS À L'AIDE MÉDICALE SI ON A MOINS DE 3 592 FRANCS DE RESSOURCES. C'EST UN PEU INSUFFISANT, MOIS C'EST UN SEUIL ! », A-T-ELLE AJOUTÉ MALICIEUSEMENT.

LE GOUVERNEMENT S'EST TENU DONT AU BARÈME INITIAL ET AVANCE TROIS ARGUMENTS. « POUR CEUX QUI SONT JUSTE AU-DESSUS DE 3 500 FRANCS, IL FAUT FAIRE COMME AUJOURD'HUI AVEC LES SEUILS SOCIAUX, EN APPRÉCIANT CHAQUE SITUATION » ; ENSUITE, LES DÉPARTEMENTS POURTANT EUX-MÊMES DÉCIDER D'ALLER AU-DÉLÀ EN PIÉTONNANT DANS LES 5 % QUI VONT LEUR RESTER APRÈS LA RECENTRALISATION DES SOUTIENS JUSQU'ICI CONSACRÉS À L'AIDE MÉDICALE ; DE PLUS, UN AMENDEMENT DU RAPPORTEUR, JEAN-CLAUDE BOULARD (PS, SARTHE), PRÉVOIT LA CRÉATION D'UN FOND DE SOLIDARITÉ ALIMENTÉ PAR LES ORGANISMES COMPLÉMENTAIRES. AU PASSAGE, LA MINISTRE A RÉGLÉ UN CONTENTEUR : « JE PRÉFÈRE PERMETTRE À TOUS DE SE FAIRE SOIGNER GRATUITEMENT D'INCREMENTER LES MINIMA SOCIAUX ». A BON ENTEN-

DE LA MINISTRE DEVAIT CONTRER UN DERNIER ANGLE D'ATTaque DE LA DROITE : LE COÛT DU DISPOSITIF. « CONTRAIREMENT À CE QUI A PU ÊTRE ANNONcé ICI OU LÀ, LA CMU SERA INDOLORE POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE », A ASSURÉ MME AUBRY, EN RAPPELANT QUE LE FINANCIEMENT DU PROJET DEVAIT ÊTRE PRÉS EN CHARGE PAR UN FOND D'ÉTAT AUQUELS CONTRIBUENT LES ORGANISMES COMPLÉMENTAIRES.

### LOGIQUE D'ASSISTANCE ■

APRÈS UNE HEURE DE DISCOURS, DEVANT UNE TELLE AVAUCHE D'ARGUMENTS, LA DROITE A TEMPTÉ DE REPARTIR AU FRONT. AU RISQUE DE PARFAIRE SE RÉPÉTER ! BERNARD ACCoyer (RPR, Haute-Savoie), QUI DÉFENDAIT L'EXCEPTION D'IRRECEVABILITÉ, A CIBLÉ SON INTERVENTION SUR LE COÛT, TANDIS QUE JEAN-FRANÇOIS MATTÉI (DL, Bouches-du-Rhône), CHARGÉ DE PRÉSENTER LA QUESTION PRÉLABLE, A DÉNONCÉ NOTAMMENT LA LOGIQUE D'« ASSISTANCE » DU TEXTE. L'OPPOSITION A ÉTÉ JUSQU'À DÉNONCER LE RISQUE DE « DÉVELOPPER LE TRAVAIL AU NOIR ». LE TOUT DANS UNE ATMOSPHERE NOSTALGIQUE. LES ORATEURS DE LA DROITE ONT MULTIPLIÉ LES RÉFÉRENCES À LA RÉFORME AVORTÉE DE LA PROTECTION SOCIALE D'ALAIN JUPPÉ. « C'ÉTAIT AU TEMPS DE LA FRATURE SOCIALE, QUAND LES CHEVAL-LÉGERS PARTAIENT À L'ASSAUT », RAILLIT ALFRED RECCORS (PS, EURE). CES SUJETS ÉTAIENT TELLEMENT IMPORTANTS QUE LE PRÉSIDENT DE LA RéPUBLIQUE A DÉCIDÉ DE DISJOUDRE AVANT QU'ils NE SOIENT ADOPtés ! LES DEUX MOTIONS DE PROCÉDURE ONT été REJETÉES. LES DEBATS DEVAIENT SE POURSUIVRE MERCREDI 28 AVRIL.

Clarisse Fabre et Isabelle Mandraud

## La mairie de Saint-Denis appelle les jeunes à refuser la violence

DEPUIS près d'une semaine, la municipalité de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) est en ébullition. Les élus, le maire communiste Patrick Braouezec en tête,

**REPORTAGE**  
« C'est chaud encore, ça va durer », prévient une vendeuse du MacDo

lancée afin d'aider les parents, originaires du Mali, à rapatrier le corps de leur fils.

Karim Fadiga avait vingt-six ans, son meurtrier peut-être moins. Est-ce parce que le « grand frère » de la cité des Cosmonautes, étudiant en économie, fondateur d'une association de boxe et d'arts martiaux, décrit comme un héros par la plupart des jeunes de son quartier, a tenté d'empêcher les quatre dealers de « vendre leur came chez lui », comme l'affirme son entourage, qu'il a été tué ? La mairie de Saint-Denis en est persuadée. Les quatre dealers, « très rapidement identifiés » par des habitants du quartier, « sont des gars de la cité des Francs-Moisins », nous a déclaré, mardi 27 avril, l'un des adjoints au maire, Francis Langlade, chargé de la prévention et de la sécurité.

Deux jours après l'agression de Karim, vendredi 23 avril, la police a, selon le maire, repéré une voiture circulant aux abords de la Porte de Paris, et signalée comme celle utilisée habituellement par le meurtrier présumé du « grand frère ». L'interpellation se passe mal : le conducteur de la voiture, sommé de s'arrêter, fonce sur les

policiers et tente de s'enfuir. Un coup de feu est tiré, qui blesse le fuyard à la nuque. Le jeune blessé, immédiatement hospitalisé, n'a pas été grièvement atteint. Les médecins le déclarent hors de danger. Aux yeux des jeunes de la cité des Francs-Moisins, dont le victime est originaire, la bavure policière ne fait aucun doute. Le soir même, une mini-meute éclate aux Francs-Moisins, opposant jeunes et policiers.

### HUIT POLICIERS BLESSÉS

« C'est chaud encore, ça va durer », prédit une vendeuse du MacDo voisin. Sandrine a dix-huit ans. Jusqu'à quand croit-elle que les « rodéos » vont durer ? « Jusqu'à ce qu'ils soient calmés », répond simplement la jeune fille. « Ils », c'est-à-dire les quelques dizaines de jeunes des Francs-Moisins, adeptes de « la baston avec les fils », n'ont, pour la plupart,

pas plus de quinze ou seize ans. « Mais c'est des durs », ajoute Sandrine.

LUNDI SOIR, LES BAGARRES SE SONT SOLDÉES PAR HUIT BLESSÉS, COTÉ FORCES DE L'ORDRE. PERCHÉES SUR LE TOIT D'AU MOINS TROIS BÂTIMENTS DE LA CITÉ, LES JEUNES ÉTAIENT À L'ORIGINE, LA BUVARDÉE A ÉTÉ BRÛLÉE À TRAVERS LE COUPEUR. LES POLICIERS AÉRIENS, DÉPLACÉS PAR UN COCKTAIL MOLOTOV, D'AUTRES ONT ÉTÉ ATTAQUÉS PAR DES PIÈRES.

LA Mairie de Saint-Denis, on ne cache pas sa préoccupation. Souvent donnée comme une commune piétonnière en matière de gestion sociale, la municipalité refuse de s'avouer battue. « Si la police ne s'inscrit pas dans la dynamique mise en œuvre collectivement par les autres institutions, la municipalité, les acteurs sociaux, alors là, oui, on risque un échec », admet Francis Langlade. Mais on n'en est pas là. Des réunions informelles sont prévues « avec les jeunes, les élus, les représentants de la police », indique-t-on place Victor-Hugo. « On n'est pas découragés, insiste l'équipe municipale, même si on a conscience de marcher sur un fil. »

Catherine Simon

## Une deuxième démission à l'université de Lyon

RÉGIS LADOUS, le professeur d'université qui avait dirigé en 1990, à l'université Lyon-III, le mémoire de maîtrise d'un étudiant révisionniste poursuivi en justice, a donné sa démission, mardi 27 avril, de la direction du DEA d'histoire religieuse, qu'il devait prendre en charge à la rentrée 1999, a annoncé l'université. L'université Jean-Moulin - Lyon-III tient à rappeler, dans un communiqué, qu'il « condamne sans réserve le révisionnisme ».

Elle a ouvert, le 26 avril, une enquête administrative sur les conditions de la soutenance de ce mémoire de maîtrise consacrée à Paul Tassiner, fondateur du révisionnisme, obtenu avec la mention « très bien ». L'étudiant, Jean Plantin, avait également soutenu un diplôme d'études approfondies (DEA) en 1991, à Lyon-II, consacré aux épidémies de typhus dans les camps de concentration. Le directeur du DEA d'histoire moderne et contemporaine de l'université Lyon-III, Yves Lequin, avait donné sa démission le 23 avril (Le Monde daté 25-26 avril).

## Graves accusations de l'ex-patron du DPS contre M. Le Pen

BERNARD COURCELLE, ancien responsable du Département protection sécurité, le service d'ordre du Front national, déclare, dans un entretien au *Parisien* du 28 avril, qu'en janvier 1998, au plus fort de la crise avec Bruno Mégret, Jean-Marie Le Pen aurait demandé aux membres du DPS « ils étaient « prêts à tirer, avec [leurs] armes, sur des méprisés qui tenteraient de pénétrer dans la propriété », le siège du FN à Saint-Cloud. Ceux-ci ayant « refusé », ils auraient alors « été visés sur le champ par Carl Lang », nommé depuis peu délégué général en remplacement de M. Mégret, exclu du parti.

M. Courcelle affirme que des « ex-DPS fidèles à Le Pen manifestent, avec Ras (Front lors des meetings de Bruno Mégret) et déclare avoir « identifié un d'entre eux à Troyes ». « En déduis que des provocations sont à craindre pour les défilés parisiens du 1<sup>er</sup> mai, bien que le service d'ordre de Mégret ait consigne de ne pas répondre », ajoute M. Courcelle.

## Un mouvement préfectoral au conseil des ministres

LE CONSEIL DES MINISTRES du mercredi 28 avril devait procéder au mouvement préfectoral suivant : Bernard Hagelsteen, préfet de Maine-et-Loire, devient préfet de Seine-Saint-Denis, en remplacement de Bernard Boucquet, devenu préfet de Midi-Pyrénées (*Le Monde* du 23 avril). Pierre Bousquet de Florian, conseiller technique à l'Élysée, devient préfet de Mayenne, en remplacement de Janine Pichon. Anne-Marie Escouffier, inspectrice de l'administration, devient préfet de l'Aveyron, en remplacement de Jean-Christian Cady. Alain Walmetz, préfet des Hautes-Alpes, devrait être nommé hors cadre, en attendant de prendre d'autres fonctions. Deux sous-préfets, Janine Chassagne et André Delahaye, sont nommés préfets en mission de service public.

### DÉPÉCHES

■ ÉLYSÉE : le général de division de l'armée de terre Henri Bentzest a été nommé chef de l'état-major particulier du président de la République, par un arrêté publié au *Journal officiel* du mercredi 28 avril (lire aussi page 14). Il remplace l'amiral Jean-Luc Delaunay, nommé chef d'état-major de la marine (*Le Monde* du 10 avril).

■ ENA : le conseil d'administration de l'École nationale d'administration sera saisi, le 15 juin prochain, de propositions de réforme axées sur les concours d'entrée et sur le contenu de la scolarité, a fait savoir, mardi 27 avril, le ministère de la fonction publique, qui a indiqué qu'il « travaille sur la base des propositions de M. Puybasset » (*Le Monde* du 28 avril).

■ BACCA LAURÉAT : les candidats à l'épreuve de lettres des séries littéraires (L) et économique et sociale (ES) du bacca lauréat se verront proposer, lors de la session 1999, trois sujets sur trois œuvres au programme, au lieu de deux sujets l'an prochain. Cet aménagement de l'épreuve, publiée au *Bulletin officiel* du 22 avril, intervient en raison du passage en cours d'



هذا من الأصل

14 / LE MONDE / JEUDI 29 AVRIL 1999

CARNET

DISPARITION

## Lucien Scheler

### Libraire et homme de lettres

LUCIEN SCHELER, libraire et écrivain, est mort vendredi 23 avril à Paris dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Petit-fils du philologue Auguste Scheler, Lucien Scheler était né en 1902 à Cassel, en Allemagne, et s'était installé pendant la guerre à Paris comme libraire, expert en livres anciens rue de Tournon, près du Sénat. Surnommé d'ailleurs « Tournon » par ses amis du Comité national des écrivains, il avait mis au point une *Bibliographie de la France*, imitant à la perfection l'officielle, mais où étaient recommandés, au nez et à la barbe de l'occupant nazi, les livres que publiaient les éditions clandestines, en particulier les Editions de Minuit, dont il fut l'un des membres.

A ses risques et périls encore, il cacha dans sa librairie Paul Eluard, communiste comme lui et souvent aux abois, de 1942 à la Libération.

NOMINATION

**DÉFENSE**  
Le général Henri Bentegat a été nommé chef de l'état-major particulier de la présidence de la République, par arrêté de Jacques Chirac paru au *Journal officiel* du mercredi 28 avril. Il succède à l'amiral Jean-Luc Delaunay, nommé chef d'état-major de la marine nationale.

(Né le 27 mai 1946 à Toulouse (Gironde), ancien élève de Saint-Cyr, où il est sorti dans l'armée blindée, diplôme de l'Institut des études politiques de Paris, Henri Bentegat a notamment servi outre-mer, au Sénégal et à Djibouti, avant d'être affecté, en 1979, à l'état-major de l'armée de terre. Après être passé par l'école supérieure de guerre, il sera au régiment d'infanterie et chars de marins (RICM) à Vannes (Morbihan), qu'il sera amené, comme colonel, à commander en 1988-1990. Il devient ensuite attaché adjoint de défense auprès de l'ambassade de France aux Etats-Unis. En 1992, il est auditeur à l'institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et au Centre des hautes études militaires (CHEM). En 1993, il est l'adjoint « terre » du général Christian Quesnor, chef de l'état-major particulier de François Mitterrand à l'Elysée. Promu général de brigade en 1995, Henri Bentegat est nommé commandant supérieur des forces armées aux Antilles. En septembre 1996, avec le grade de général de division, il est directeur adjoint des affaires stratégiques (DAS) au ministère de la défense. Il y avait été chargé de suivre l'évolution de la crise dans l'ex-Yougoslavie.)

### Associations communiques vos

### Assemblées générales tous les jours dans le Carnet

Tarif à la ligne  
120 F TTC / 18,29 €

Tél : 01.42.17.39.80  
Fax : 01.42.17.21.36

AU CARNET DU « MONDE »

### Naissances

Hélène et André ORLÉAN,  
Mathieu et Quentin sont très heureux d'annoncer la naissance de leur fille et leur

Juliette,

le 26 avril 1999, à Paris.

— Le 26 avril 1999.

C'est déjà l'année de

Nine,

chez les

BOURGOIS.

Sandra, Nicolas, Nelson et Cassius.

Les croupiers des Casinos français

annoncent le 26 en plein la naissance de

Nine,

présentez les chevaux et les voisins.

Décès

— Le personnel de la Direction de l'eau du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, profondément attristé par la disparition accidentelle de

M. Pierre BELOUZ,

ingénieur du génie rural

des eaux et forêts.

survenu le 23 avril 1999, s'associe à la

peine de ses proches et leur exprime ses

très sincères condoléances.

— Mme Marcel BORDET,

son épouse.

Le docteur et Mme François Bordet

et leurs enfants.

M. et Mme Philippe Bordet

et leurs enfants,

survient le 27 avril 1999, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu à

Sauvessanges (Puy-de-Dôme), le

vendredi 30 avril, à 11 heures.

151 bis, rue Saint-Jacques,

75005 Paris.

— Antoine CASANOVA,

son épouse.

M. et Mme et Joseph Casanova,

son fils.

Ses frères, sœur, beau-frère, belles-

sœurs, neveux et nièces,

Et toute la famille,

font part du décès de

Benoit CASANOVA.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le vendredi 30 avril 1999, à 14 h 30, en

l'église Notre-Dame-des-Grêves de

Dieppe, suivie de l'inhumation au

cimetière de Dieppe.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Jean GOUEZEC,

survenu à Paris, le 24 avril 1999, à l'âge

de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans

l'intimité.

Une pensée affectueuse est demandée à

ceux qui l'ont connu et apprécié.

CARNET DU MONDE

Fax : 01.42.17.21.36

— Michel Charpentier,

son épouse,

Pascale Charpentier,

sa fille,

et Claude Treffin,

son gendre,

Vincent Charpentier,

son fils,

et Sophie Méry,

sa belle-fille,

Charlotte et Iris,

ses petites-filles,

Sa sœur, ses cousins,

Et toute la famille,

ont la tristesse d'annoncer le départ, le

grand voyage, de

Vincent CHARPENTIER,

né LE NOAËT,

décédé le 27 avril 1999, à Auvers-sur-

Oise.

Les obsèques seront célébrées

le vendredi 30 avril, à 16 heures, en

l'église d'Auvers-sur-Oise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

41, rue du Moncel,

95430 Auvers-sur-Oise.

On se réunira à 11 heures, à la porte

principale.

— Anne CHOUCHAN,

son épouse,

Jérôme et Olivia,

ses enfants,

Musako et Andrea,

sa belle-fille et son gendre,

Sangam et Nod,

ses petits-enfants,

Souchi et Gérard Ryckelynck,

sa sœur et son beau-frère,

Lionel,

son gendre,

Sa petite-fille,

Ses belles-sœurs, neveux, nièces,

cousins et amis,

ont la tristesse de faire-part du décès de

Jean-Louis CHOUCHAN,

artiste peintre,

survenu le 25 avril 1999, à l'âge de

soixante-douze ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi

30 avril, au cimetière parisien de

Bagneux.

On se réunira à 11 heures, à la porte

principale.

— Nisette LESPINASSE-DAUDEVILLE,

Ses enfants et petits-enfants,

Sa famille,

font part du décès de

René LESPINASSE,

pasteur.

Un culte d'action de grâces et de

reconnaissance sera célébré au temple

de Grenoble, samedi 1<sup>er</sup> mai, à 15 heures.

Des dons pourront être faits au profit de

Médecins du monde.

— Tu grise ma vie suffit. —

Il Cor. Ch. 12 V. 9.

Maison des Anciens,

38130 Echirolles.

Anniversaires de décès

— Le 29 avril 1995,

Michèle GERAUDIE

disparaissait brutalement.

Une affectueuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

SOUTENANCES DE THÈSE  
83F TTC - 12,65 € la ligne  
Tarif Etudiants 99

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les inscriptions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

survient le 25 avril 1999, à l'âge de

soixante-douze ans.

Les obsèques auront lieu vendredi

30 avril, à 11 heures, au cimetière

parisien de Bagneux.

On se réunira à 11 heures, à la porte

principale.

— Tu grise ma vie suffit. —

Il Cor. Ch. 12 V. 9.

Maison des Anciens,

38130 Echirolles.

— Tu grise ma vie suffit. —

Il Cor. Ch. 12 V. 9.

Maison des Anciens,

38130 Echirolles

## RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 29 AVRIL 1999

### Les inégalités territoriales en matière de santé se perpétuent

**Le Nord-Pas-de-Calais combine une mortalité record et un sous-équipement chronique. Elus et professionnels réclament une aide d'urgence de l'Etat. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, un collectif revendique une dotation supplémentaire pour pallier le manque de structures d'accueil des handicapés**

LILLE

**de notre correspondante**  
A force d'assener certaines vérités, la région Nord-Pas-de-Calais finira peut-être par être entendue. C'est ce que se répètent élus, professionnels de la santé, administratifs, experts, militants associatifs ou syndicalistes qui, depuis longtemps, se mobilisent sur les questions de santé et d'équipements hospitaliers : de rencontres en assises régionales, de conférences en forums, ils ne cessent de dénoncer « une situation particulièrement médiocre » et de revendiquer auprès de l'Etat « un meilleur traitement de la région au nom de l'équité ».

Les assises régionales de la santé impulsées, en 1997, par le conseil régional, alors présidé par Marie-Christine Blandin (Vert), avaient déjà témoigné d'une mobilisation croissante de l'ensemble des acteurs institutionnels et associatifs. Plus de mille personnes avaient participé à cinq journées thématiques qui s'étaient conclues, à Lille, par la venue de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, et première adjointe au maire de la ville. Une palette de

revendications y avaient été exposées. Mais, depuis peu de choses ont changé.

Le 5 mars, dans le cadre des Etats généraux de la santé, un nouveau forum était organisé par Michel Delebarre, Bernard Dericier et Roland Huguet, les trois présidents (PS) respectifs de la région et des départements du Nord et du Pas-de-Calais. Cette rencontre a marqué un changement de ton. Plus offensifs, plus vindicatifs, la région et les départements montent désormais ensemble au créneau pour exiger de l'Etat davantage de moyens, pour dire l'urgence d'agir, d'une manière d'autant plus déterminée qu'à l'approche de la négociation du prochain contrat de plan Etat-région les enjeux sont de taille.

« Rien ne saurait justifier que, dans une région où les indicateurs de santé sont les plus mauvais, les moyens publics mis en place ne soient pas au moins au niveau national ; nous ne demandons pas un traitement de faveur, mais la simple équité », insiste M. Delebarre. La bonne volonté ne suffit plus ; elle a ses limites. Il faut que l'Etat prenne enfin la mesure de la situation san-

titaire de notre région et dégage les moyens qui s'imposent pour y remédier. »

En Nord-Pas-de-Calais, les années passent et la situation reste alarmante. Ainsi la région est-elle toujours, depuis la seconde guerre mondiale, lanterne rouge en matière de mortalité. Une étude de l'Insee Nord-Pas-de-Calais, publiée en 1998, rappelait que l'espérance de vie des hommes n'est que de soixante et onze ans, soit trois années de moins que la moyenne nationale. Quant à celle des femmes, elle est inférieure de deux ans à la moyenne nationale.

Toujours selon l'Insee, on continue de mourir trop et trop tôt dans le Nord-Pas-de-Calais : « Depuis 1993, 36 500 habitants de la région meurent en moyenne chaque année. Si la mortalité régionale était au niveau de la mortalité française, le nombre annuel de décès serait de l'ordre de 30 000. Et la mortalité prémature est forte, puisque 10 000 décès ont lieu avant soixante-cinq ans, soit 27 % de l'ensemble des décès alors que la moyenne nationale est de 22 %. »

Cette sombre réalité s'explique aussi par d'autres statistiques : la

région cumule les records dans la quasi-totalité des pathologies : maladies cardiovasculaires, des appareils respiratoire ou digestif, ou alcoolisme. Avant soixante-cinq ans, l'alcool cause plus du double de décès qu'il n'y en aurait dans des conditions de mortalité moyenne. Entre trente-cinq et soixante-quatre ans, les cirrhoses alcooliques représentent même la première cause de décès féminin, devant les cancers du sein.

**Plus on est pauvre, moins on est informé et moins on est exigeant pour la santé »**

Pour expliquer cet état des lieux, statisticiens et professionnels de la santé évoquent les comportements individuels, le poids du passé industriel, sans oublier une situation socio-économique particulièrement difficile. « Les problèmes

familiaux et financiers ne permettent pas toujours de considérer la santé comme une priorité », indique laconiquement l'Insee. « Plus on est pauvre, moins on est informé et moins on est exigeant pour la santé », résume Umberto Battisti, chargé de mission à la santé au sein du cabinet de M. Delebarre après avoir été pendant six ans vice-président (PS) au conseil régional.

Celui qui fut un des principaux artisans de l'organisation des assises régionales de la santé refuse, comme beaucoup, la fatalité des chiffres. Car le Nord-Pas-de-Calais souffre aussi et surtout de déficits criants en matière d'équipements. Cas unique en France, cette région, qui compte plus de quatre millions d'habitants, ne dispose que d'un seul centre hospitalier universitaire, à Lille. Le Pas-de-Calais, cinquième département par la population, est le seul de cette taille qui ne possède pas de CHU.

Dans tous les domaines, les retards sont nombreux. En matière de lutte contre l'alcoolisme ou la toxicomanie, le département du Nord

est trois fois moins équipé que la

Nadia Lemaire

voir  
me...  
**LE MONDE**  
diplomatique

**De l'oppression à la parité**

**Les défis du deuxième sexe**

**LE DE JOURNAUX - 45 F - 14**

**Monde pour seulement 173 F par mois**

**DÉPÉCHES**

UNE QUARANTINE de rendez-vous, des dizaines de lettres aux élus, aux parlementaires et au gouvernement, deux questions scrites posées par les députés Guy Nermier (PCF, Bouches-du-Rhône) et Sylvie Andrieux (PS, Bouches-du-Rhône)... rien n'y fait. Depuis plus de deux ans, un collectif de parents de jeunes adultes handicapés mentaux dénonce « le sous-équipement chronique de la région PACA » et s'épuise de bureau en bureau à expliquer et à réexpliquer le problème.

A chaque nouvel entretien, Marie-José Maffeo, enseignante et porte-parole du collectif, remettra les notes de base à ses interlocuteurs : « Les personnes lourdement handicapées prises en charge en foyer occupationnel dépendent du conseil général, celles accueillies dans les foyers dès "double tarification" [FDT] relèvent à la fois du conseil général et de l'Etat, et les personnes les moins autonomes prises en charge dans les maisons d'accueil spécialisées [MAS] relèvent de l'Etat. »

Ce partage des responsabilités dans l'hébergement des handicapés, né avec les lois de décentralisation, est venu compliquer le dispositif déjà très complexe issu de la loi d'orientation du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales. « Nous avons été contraints de nous mobiliser face aux revois de responsabilités Etat-département », explique ainsi Mme Maffeo. Crée en 1997, le collectif compte actuellement une centaine de membres et bénéfice du soutien d'une demi-douzaine d'associations de la région. Il n'a, pour l'heure, obtenu que des réponses bienveillantes de quelques politiques, dont celle de Michel Vauzelle, président (PS) du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui s'est dit « très attentif aux questions concernant les handicapés ».

Si l'amendement voté à l'initiative de Michel Creton, en décembre 1988, a permis de prolonger la prise en charge des handi-

Laurence Follée

**DÉPÉCHES**

■ DRÔME : la Compagnie générale des eaux (groupe Vivendi) et le Syndicat intercommunal des eaux de Rochefort-Samson (Drôme), poursuivis par des habitants de la Drôme pour avoir distribué de l'eau trop chargée en nitrates, ont été condamnés, mardi 27 avril, par la cour d'appel de Grenoble, qui a confirmé le jugement de première instance. Les deux fournisseurs avaient été condamnés, en mars 1996, par le tribunal d'instance de Romans (Drôme), à verser 2 000 francs de dommages et intérêts à chacune des quarante-sept familles plaignantes, ainsi que 300 francs par foyer.

■ MONT-BLANC : durant la fermeture du tunnel du Mont-Blanc, la SNCF va mettre en place dix trains supplémentaires de transport combiné (train + route) dans chaque sens entre la France et l'Italie, réorganiser son exploitation à Lyon pour permettre une série de navettes avec Milan et, en liaison avec les chemins de fer italiens, offrir des promotions sur la liaison fret Lyon-Milan.



Nouveau coupé BMW Série 3

4m48, 1475 kilos.

les canons de la beauté

ont encore évolué.



A PARTIR DU 22 AVRIL CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE

دعا من الأصل

## HORIZONS

ENQUÊTE

**« Je vous écris de Serbie »**

JOCHEN GERSTER

**A**UX bombardements de l'OTAN, plusieurs milliers d'intellectuels répondent chaque jour par des messages sur Internet, témoignages, cris de colère ou de désespoir, prises de position. Les appels solennels à l'arrêt des bombardements se succèdent. La plupart de ces internautes expriment leurs sentiments personnels face à ce qu'ils considèrent comme une erreur ou une folie. Certains semblent gagnés par le nationalisme ambiant, d'autres restent fidèles à leur passé cosmopolite et humaniste. Beaucoup sont commus pour avoir lutté contre le régime de Milošević au nom de certaines valeurs démocratiques.

Dans ce climat d'inquiétude, on a vu apparaître dans les forums de discussion des « carnets de guerre » et des « journaux intimes », difficiles à dater précisément car sans cesse actualisés, écrits dans un anglais parfois rugueux, sur un ton personnel et subjectif qui crée une intimité entre l'auteur et le lecteur. Un des plus remarqués est l'œuvre d'une jeune femme qui signe « Insomnia » : « A l'aube, le plus vieux pont de Novi Sad a été détruit (...) ». Les gens viennent voir les ruines, ils versent des larmes de douleur et de désespoir, allument une bougie ou déposent une fleur sur les débris d'acier. J'ai emporté un morceau de béton, je le garderai en souvenir de ces temps heureux. (...) Le Musée de Vojvodina, qui abrite des expositions inestimables d'objets vieux de mille ans, a été endommagé, une école primaire également. »

« Insomnia » s'appelle en réalité Vladislava. Avant les bombardements, elle était assistante de littérature anglaise et américaine à l'université de Novi Sad. Très attirée par l'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis, où elle a souvent voyagé, elle utilisait Internet pour participer à des forums de discussion littéraires et rester en contact avec ses amis américains.

Les premières frappes la surprennent devant son ordinateur, occupée à lire ses messages. Après deux jours de dépression extrême, elle tente de se ressaisir et se tourne à nouveau vers Internet. Elle raconte d'abord la peur terrible, et la course pittoresque aux abris lugubres et sales : « A chaque explosion, ma respiration se bloque

et les papillons dans mon estomac ne arrivent pas... Pourtant, peu à peu, elle remarque que les autres s'installent dans cette nouvelle vie : « Dans mon abri, il n'y a plus de panique. Après la fin de l'alerte, les femmes courrent chez elles pour préparer un rapide repas et, le croirez-vous, pour se faire les ongles... Aujourd'hui, j'ai retrouvé ma crème de beauté dans un sac de ma mère. Dès demain, je me maquille de nouveau. »

Après une semaine de claustration, « Insomnia » ose enfin s'aventurer dans le centre-ville : « Je ne l'ai pas regretté. L'ambiance ressemble beaucoup aux jours de la révolution de velours étudiante de 1996 [contre Milošević] : des visages radieux et souriants, des gens arborant des cibles en papier ou des slogans denses et incisifs comme des poèmes haïkus. »

**T**RÈS vite, « Insomnia » cesse d'être un témoin, elle veut créer sa colère et son dégoût : « A présent, ce sont nos bords qui manquent de lait, toute la population qui souffre de la pénurie de nourriture et d'essence. Ce n'est pas comme ça qu'on répond la démocratie. » A ses correspondants qui lui reprochent de ne pas parler du Kosovo, elle réplique : « Excusez-moi de ne pas être aussi bien informée que vous, mais moi, je vis cette guerre terrée dans une cave, ou à faire la queue pour le pain. » Anecdotes ou politiques, les textes d'« Insomnia » sont pétris de références à la littérature et à la culture anglo-saxonnes. Elle cite Shakespeare, Emily Dickinson, Kate Bush, les Black Panthers...

Aleksandar Bogojević, professeur à l'Institut de physique de Belgrade et diplômé de l'université Columbia de New York, est encore plus explicite : « J'ai passé la moitié de ma vie aux Etats-Unis. J'y ai des amis très chers. Je me suis toujours senti à l'aise dans un avion au-dessus de l'Atlantique, à mi chemin entre mes deux patries, la Yougo-

slavie et les Etats-Unis (...). Ma femme, Natasa, est biochimiste ; nous avons deux petites filles. Nous sommes toujours dans notre appartement, nous ne sommes pas allés dans un abri. Pourquoi ? Tout d'abord, je ne peux pas croire que les Etats-Unis, un pays que j'aime et dont je respecte l'histoire, bombardent sciemment des civils. C'est ce qui est en train de se passer, mais je n'arrive toujours pas à y croire. L'autre raison est que nous ne sommes pas des souris, pour nous envoyer dans un trou dans le sol. Il y a des choses pires que la mort... En plus, si j'étais dans un abri, je ne serais pas sur Internet. On l'écrit sans arrêt à mes amis, et à mes anciens étudiants qui préparent aujourd'hui leur doctorat dans les meilleures universités américaines. Je leur dis de ne pas laisser leur colère et leur désespoir se transformer en amer et en haine. »

Pourtant, à mesure que les bombardements s'intensifient, Aleksandar entre en guerre à son tour :

« Les bombes changent votre façon de penser (...). La Yougoslavie est unie, car un pays lutrant pour sa survie est toujours uni. La Serbie et le Monténégro ne sont pas des proies faciles. (...) Nous avons mis des bandes adhésives sur les fenêtres, stocké de l'eau partout dans l'appartement, des bougies, de la nourriture... Je crois que ma génération serait la première à ne pas connaître la guerre. J'avais tort. Quand elle a commencé, j'ai cru que nous serions incapables de nous adapter, que nous penserions à nos maisons, à nos voitures... De nouveau, j'avais tort. En douze jours, je n'ai pas vu une seule crise de peur incontrôlée. Pour le moment, la stratégie de mes filles est simple : quand les sirènes se déclenchent, elles tirent la langue vers le ciel. »

Sur l'humour de la population, changeant à toute vitesse, même dans son bar préféré : « Le propriétaire prend un rouleau de papier rouge, et se met à recouvrir toutes les affiches Coca-Cola sur ses murs... aucun ordre officiel n'a été donné, il fait simplement ce qu'il croit devoir faire. Peut-être le fait-il par conviction, peut-être est-il poussé par la peur d'être différent. Quelle que soit la raison, on voit que la lobotomie est réassise. »

« A. G. » ne sait plus s'il doit tourner des reportages, aider ses amis, rester couché, trouver un passeport. Il fait tout à la fois, et n'arrive à rien. Or, peu à peu, l'état se resserre : « On de mes collègues, D., est appelé à l'armée. Il dit qu'il ne veut pas se cacher, et nous quitte. D. s'en va en guerre, le premier d'entre nous (...). La police est revenue dans les locaux de B92 pour prendre les noms des employés... Je lis mon courrier électronique, et j'y trouve cette phrase : Au

joint, je prends ma caméra et je traverse la ville. Le crépuscule est magnifique, la planète est magnifique, mais nom de Dieu ! qui est fou ici ? (...) Mon ami M. et moi décidons d'aller chercher de la bière. Nous marchons dans le quartier, mais les boutiques sont fermées. Un étrange éclair orange. Puis un autre, un troisième, et un bruit de tonnerre, et, soudain, un vrai tremblement de terre. Les gens courrent comme des fous, cherchant un abri. M. demande à la ronde où il peut acheter de la bière, personne ne répond. »

Kosovo, les gens ne surveillent pas le ciel, mais leur porte d'entrée. On dirait qu'à Belgrade aussi les gens vont commencer à surveiller leur porte d'entrée. » Une seule solution, la fuite, d'autant plus que dans son entourage plus personne ne travaille : « Les intellectuels de ce pays ont été efficacement réduits au silence et balayés par le premier Tomahawk. (...) Quelle que soit l'issu de cette guerre, la vie en Serbie sera d'une dureté inimaginable. Ce sera une terre déserte et isolée, manquant de tout, sauf d'amerume et de défaite. (...) Je vois le Kosovo et la Serbie comme un réacteur nucléaire, un Tchernobyl qui va exploser et irradier l'horreur à travers l'Europe. Après l'explosion, toute la région sera scellée sous un sarcophage en béton, et on l'oubliera... (...) Je prends mon atlas et je vais chez des amis. Nous nous asseyons autour de la carte du monde pour étudier le meilleur moyen de quitter le pays. Se cacher dans les wagons qui vont en Roumanie chercher du pétrole ? Traverser le Danube à la nage ? Et ensuite ? Vancouver ? Toronto ? New York ? Si la troisième guerre mondiale éclate, le plus sûr est d'atterrir en Australie. »

« A. G. » quitte son appartement, fait ses bagages, puis, devant les difficultés, renonce : « Je dois avouer que je suis content d'être obligé de rester, j'ai des amis très chers ici... En plus, essayer de survivre et de rester sain d'esprit est un vrai défi, une aventure périlleuse qui me plaît. » Il continue à menacer sa vie de bohème, refuse de fréquenter ceux et celles qui arborent la fameuse cible, devenue emblème des « patriotes », fait du discours subversifs dans les bars, le nez de la police... Mais peu à peu, l'anxiété et l'inaction rongent. Le 23 avril, après une éprouvante, il vacille pour la première fois : « Cette nuit, l'OTAN mène son attaque la plus violente depuis le début de la guerre et il a systématiquement les infrastructures et les communications... C'est peut-être le prélude à quelque chose d'encore plus terrible... L'immense radio-télévision serbe a bombardé, j'ai été profondément choqué par les images d'horreur. La nuit dernière, nous avons été admis que l'apocalypse probable. Les pires tentent de venir. Je ferai de mieux. »

Yves E. Dessin : Jochen Gerster



هذا من الأصل

# Belgrade ou la politique du mépris

par Sonja Biserko

**M**ÈME à ce stade avancé au Kosovo, le régime serbe - non seulement le président Milošević, mais aussi une partie non négligeable de l'establishment - pense qu'il a une chance de survivre à la campagne de frappes aériennes de l'OTAN, voire de sortir victorieux dans une nouvelle « Grande Serbie ».

Selon des plans étudiés avec attention, les officiels serbes prévoient que l'essoufflement du conflit et les désaccords au sein de l'Alliance atlantique ainsi que les craintes d'une extension de la guerre vont contraindre les pays membres de l'OTAN à convoquer une conférence et à négocier la paix. Cela serait un événement historique majeur, depuis le Congrès de Berlin de 1878, qui avait réuni tous les acteurs régionaux. Et, si les négociateurs serbes savaient s'y prendre, ce serait le moment, pensent-ils, de consentir à des échanges territoriaux et de redessiner la carte des Balkans. La défaite de ces négociations serait la partition du Kosovo, la Yougoslavie cédant le sud de ce territoire en échange d'une partie de la Bosnie.

Le régime de Belgrade, alors même qu'il est, en train de subir d'importants dommages économiques et militaires, sera capable de remporter cet affrontement avec la plus puissante alliance militaire au monde. Pour la plupart des observateurs, cela peut sembler stupéfiant. Mais une meilleure compréhension de la structure du pouvoir serbe permet de comprendre pourquoi cela est complètement logique du point de vue de Belgrade. Et cela fait apparaître clairement que l'Ouest doit adopter une stratégie globale et une approche régionale pour établir les conditions d'une paix et d'une stabilité à long terme.

Les destructions causées par les bombardements de l'OTAN vont coûter cher à la Serbie. Les efforts de plusieurs générations sont ruinés. Les institutions démocratiques, elles, sont vraiment rudimentaires, sont anciennes. Par conséquent, contrairement aux prévisions des Occidentaux, il est difficile d'imaginer un soulèvement contre Milošević. On peut entrevoir plusieurs scénarios pour l'avenir de la Serbie : survie de Milošević et poursuite de sa dictature personnelle, coup d'Etat et dictature militaire, rivalités entre les différents seigneurs de la guerre et chaos total. Aucune de ces hypothèses ne débouche sur une évolution politique favorable à Belgrade.

## Milošević n'a fait qu'exprimer la conscience collective d'une grande partie de l'élite serbe

Cette prise de position met en faveur le régime de Belgrade, qui a totalement dévoilé son objectif de guerre : le nettoyage complet des Kosovars. La partie possible du Kosovo par la Serbie avait été pour la première fois mentionnée par l'Institut mémorandum de l'Académie serbe, qui jeta les bases du projet de Grande Serbie en 1986. Dobrica Cosic, écrivain national et alors président de la Yougoslavie a prédit à plusieurs reprises que « le XX<sup>e</sup> siècle se terminera pour le peuple serbe par la perte du Kosovo et de la Metohia ». En déclenchant une

guerre totale contre les citoyens albaniens, le régime se révèle complètement inapte à s'adapter aux changements de politique de l'Occident. La défaite de Milošević a finalement contraint l'OTAN à définir la nature des conflits qui ont empoisonné l'Europe du Sud-Est pendant la dernière décennie. Pour la première fois, l'Ouest a qualifié ces conflits comme une série de guerres serbes d'agression et de conquête.

Le début de la campagne de frappes a été traité à Belgrade comme une nouvelle simulation de l'OTAN. Belgrade ne croyait pas que ces bombardements étaient réels. En conséquence, les premières réactions du régime et du public ont été le mépris et la dérision. Et cela reste le fondement de la position officielle, comme le prouve l'organisation [par le pouvoir] de concerts quotidiens dans l'ensemble de la région.

Pourtant, quelques jours de frappes aériennes ont été suffisants pour éroder le vernis mensonger qui recouvrait le paysage politique de la Serbie. Le nettoyage ethnique au Kosovo a démontré une fois de plus l'extrême cruauté et la barbarie de la machine de guerre serbe. Les concerts et autres manifestations sont révélateurs du refus de la population de faire face aux atrocités commises au Kosovo en son nom. Le peuple serbe est l'objet d'une dénégation à la mesure de la conscience collective d'une grande partie de l'élite serbe, particulièrement au sein des forces de sécurité.

La Serbie ne peut donc pas espérer s'intégrer aux structures européennes sans une aide massive de la communauté internationale. Cela signifie que la présence souhaitée des forces de l'OTAN au Kosovo ne sera pas suffisante. Un protectorat du Kosovo permettra aux déportés de rentrer en sécurité et évitera que les vagues de réfugiés ne s'éparpillent dans toute l'Europe.

Mais après une décennie de politiques d'échec dans les Balkans, il est essentiel que les Etats-Unis et les démocraties européennes expérimentent une vision à long terme pour l'ensemble de la région. Cela doit commencer par une « dé-nazification » de la Serbie. Un mini-plan Marshall pour la relance de l'économie sera indispensable. Et une structure de sécurité à long terme est la condition nécessaire d'une paix durable et de la stabilité dans la région. En réalité, à long terme, une force internationale sera également nécessaire en Serbie.

(Ce texte a été publié et traduit par « Le Courrier des Balkans », qui offre une sélection d'articles en français de la presse indépendante des Balkans. <http://book.net/balkans/>)

**Sonja Biserko** est directrice du Comité Helsinki pour les droits de l'homme en Serbie et actuellement en exil.

## Moi aussi je me sens albanais

*Suite de la première page*

vateur intelligent devait savoir qu'il finirait par se produire, que l'on en arriverait à cette explosion de violence. Il est inutile, maintenant, de rappeler que la Yougoslavie a été notre amie, en faisant passer la nouvelle Yougoslavie pour l'ancienne.

Sous le terme Yougoslavie, ces gens-là entendent la côte dalmate, où tous les Tchèques allaient en vacances ; mais il s'agit de la Croatie, depuis longtemps indépendante ; je rappelle que Dubrovnik, Split, des lieux qui nous sont chers, ont été bombardés par M. Milošević. Voilà qui n'a pas grand-chose à voir avec l'époque de 1968 où la Yougoslavie nous manifestait sa solidarité : s'agissait-il seulement des Serbes, alors ? Non, c'étaient aussi les Albanais du Kosovo, les Croates, les Slovènes, les Macédoniens.

J'ai reçu des lettres d'acteurs qui, depuis dix ans, montent mes pièces, et qui ont de l'affection pour moi : « Qu'avons-nous fait de mal pour qu'on nous bombarde ? », demandent-ils. A moi, ils n'ont rien fait, naturellement, mais leur régime emploie ses militaires à massacrer leurs concitoyens – un groupe important de leurs concitoyens. Et ce que le régime fait aux Albanais, c'est comme s'il le faisait à moi. En vertu de ce principe de base que, lorsqu'on maltraite une personne, quelle qu'elle soit, c'est comme si on nous maltraitait nous-mêmes. Un principe relevant d'une solidarité humaine qui dépasse les frontières des Etats, des régions. Je ne crois pas qu'avec Milošević, aujourd'hui, on puisse conclure la paix ou assurer à toutes les ethnies de cette région la possibilité de vivre ensemble.

Milošević a les mains trop ensanglantées pour qu'il soit encore un interlocuteur valable ; ceux qui prétendent que cette guerre a pu freiner la lente avancée de la démocratie en Serbie et au Monténégro se trompent. Le mal doit être affronté. Et si nous disons : attendons encore dix ans parce qu'ainsi, peut-être, la démocratie se développera, ce ne serait qu'une excuse, un prétexte fallacieux.

Certains rappellent que, parmi les pays de l'OTAN, la République tchèque occupe une position particulière, du fait des bonnes relations qui l'ont liée dans le passé à la Yougoslavie. Mais ce conflit mürissait depuis dix ans et tout obser-

Václav Havel  
© La Repubblica

(Traduit de l'italien par François Maspero)

## Nous fabriquons du sourire.

Accor offre ses services dans le monde entier :

- > Accor, Leader européen et groupe mondial dans l'univers du voyage, du tourisme et des services aux entreprises.
- > 2 700 hôtels, de l'économique au luxe, en affaires et loisirs,
- > le réseau international d'agences de voyages Carlson Wagonlit Travel,
- > 115 000 véhicules de location Europcar,
- > 11 millions d'utilisateurs quotidiens du Ticket Restaurant et d'autres services aux salariés, avec Accor Corporate Services dans 30 pays,

Accor, c'est aussi la restauration, les services à bord des trains et les casinos.

Chaque jour, dans 140 pays, les 120 000 collaborateurs du Groupe exercent leur savoir-faire dans l'univers du voyage, du tourisme et des services aux entreprises.

Tous partagent la même ambition : satisfaire leurs clients. Votre sourire est leur récompense.



<http://www.accor.com>

## Le silence face aux bombes

par Zlatko Dizdarevic

**L**ES ruines fumantes de la télévision serbe de Belgrade, touchée par les projectiles de l'OTAN, n'ont suscité en moi aucune satisfaction. Bien au contraire. Que ce soit à ce moment-là ou plusieurs semaines plus tôt, pendant ou après les bombardements et les missiles, à aucun moment donc je ne me suis senti le cœur léger. Or la cause ne tient ni aux bombes ni au pays sur lequel elles tombent. Non, je ne ressens ni les doutes ni les craintes qu'ils génèrent. La raison de mon malaise tient plutôt au vide que j'éprouve en suivant l'actualité. Vivre avec ce vide, voir avec la haine - sentiments qui ne nous habitent pas auparavant -, nous l'avons appris de ceux qui demandent à présent : « Pourquoi nous tire-t-on dessus alors que nous n'avons rien fait ? »

En réalité, le désespoir et le besoin me manquent d'expliquer les émotions contradictoires d'un Sarajevoien. Car, d'une part, naturellement, l'homme a tendance à se réfugier de la défaite de ceux qui furent ses bourreaux. D'autre part, les bombes et les destructions suscitent le dégoût, quel que soit le lieu où elles tombent. A Sarajevo, toute conversation rationnelle est exclue à ce sujet. Non seulement parce que la capitale bosniaque n'a pas encore pané ses plaies, mais parce que tout saccage est, en soi, irrational et dépasse l'individu

« normal ». Nous avons déjà commis de telles erreurs, aucune question simple ne trouve de réponse : aujourd'hui, c'est la même histoire qui se déroule devant nos yeux.

Je vois que nombre d'hommes respectables, en particulier parmi nos confrères étrangers, condamnent le piétonnage de la télévision serbe. Il y a eu des victimes civiles, des innocents ont péri, disent-ils. Elle est dramatique, l'image de la jambe de la malheureuse maquilleuse écrasée sous les décombres du bâtiment effondré. En essayant d'être « normal », ce que je ne suis plus depuis longtemps, j'ai condamné ce bombardement, par réflexe, en malheur qui a consacré trente années de sa vie à la lutte pour la liberté de parole, pour le droit de cette parole à la vie, quelles que soient les circonstances. Nous avons l'habitude d'appeler cet engagement « défense du journalisme ».

Puis, après ce premier réflexe, c'est la Sarajevo d'il y a quelques années qui est revenue dans ma mémoire. J'ai revu les jours - les nuits étaient pires - où nous aussi, « innocents » et « civils », enfoncions nos têtes dans le béton des fondations de notre immeuble que l'on pilonnait pendant des jours, des semaines, des mois. Il a fini par succomber. Notre bâtiment était plus beau et plus grand que celui de la télévision serbe. Les civils, pères et mères, qui y travaillaient étaient

plus nombreux que ceux de Belgrade. Je me suis également rappelé la course effrénée pour échapper aux balles des tireurs embusqués qui nous guettaient et nous visait froide dans nos bureaux. Leur seul objectif était de nous tuer. Parfois, ils y réussissent.

Je suis navré d'avoir conservé ces souvenirs, je suis désole de ne pas être suffisamment généreux pour oublier vite. Car je vois que d'autres ne les ont pas conservés dans leur mémoire : ni au nom du journalisme, ni au nom des nobles prin-

ceps ni au nom de ceux qu'une balle a fauchés. Ils sont certainement davantage attachés aux principes, en termes généraux. Tout comme j'ai été fidèle, généralement parlant, aux grands principes que l'on m'avait appris dans ma jeunesse. C'était les temps heureux.

Toujours est-il que, dans mon souvenir, je ne suis ni en colère, ni amer, ni revanchard. Jamais je ne revendiquai le droit à la vengeance. Mais ce qui est tout aussi vrai, c'est que je ne veux plus être un « surhomme ». Je ne crois plus que, dans nos contrées, le crime

peut être combattu avec des fleurs et des prières. Tout au plus peut-on s'attendre que l'on s'habitue à ce que nous arrivé d'ores et déjà aux vides et aux blancs dans nos émotions. La bonté d'âme et le pardon surviennent toujours après le crime. Trop tard pour la victime. Autrement, il n'y aurait pas de victimes. L'indifférence, nous l'avons apprise à Sarajevo contre notre gré. L'apprentissage a été long et douloureux, nous n'étions pas de bons élèves. Nous savons désormais qu'il vaut mieux se taire au sujet de la

savent-elles pas qui elles défendent. Mais l'ignorance n'exonère pas de la culpabilité. Rappelons-nous : au début de 1992, première victime de la guerre en Bosnie-Herzégovine était la personne chargée de garder l'émetteur du mont Vlasic, à proximité de Sarajevo. Cet homme n'a pas été tué par une bombe : il a été assassiné de sang-froid par des soldats serbes qui sont venus s'emparer de cette antenne de télévision pour l'orienter dans la direction voulu. Ce n'est qu'à partir de ce moment-là que la guerre a pu commencer. Elle n'a pas cessé depuis.

Si la télévision serbe avait, à un moment quelconque, d'une quelque manière et avec une quelque explication, informé d'une petite partie de ces faits, elle aurait acquis le droit de se prévaloir aujourd'hui de son statut journalistique. Elle aurait eu droit à une mobilisation générale en sa faveur. Cependant, si tel avait été le cas, les habitants de la Serbie auraient été dans une tout autre disposition aujourd'hui, ou, au moins, ils ne déclameraient pas : « Pourquoi nous tire-t-on dessus alors que nous n'avons rien fait ? » Bref, il ne nous reste que le silence en réponse embarrassée à une question déprimante : comment se fait-il que nous ne réagissions pas autrement ?

**Zlatko Dizdarevic** est rédacteur en chef de l'hebdomadaire bosniaque « Zivot ».

(Traduit du serbo-croate par Sasa Sirovec.)

Les bombes sur Belgrade ne suscitent en moi ni colère ni satisfaction, mais seulement le silence

## L'OTAN, plus efficace que l'ONU ?

par Thierry Tardy

**D**E 1992 à 1995, l'Occident a mis à place, via l'ONU, trois opérations de « maintien de la paix » en ex-Yugoslavie. Une opération d'interposition en Croatie, une opération de protection de l'assistance humanitaire en Bosnie-Herzégovine et une opération plus restreinte de déploiement préventif en Macédoine. Bien que répondant à des mandats assez différents, ces trois composantes de la Forpronu (Force de protection des Nations unies) découlaient toutes d'une logique consensuelle, c'est-à-dire non coercitive.

Le bilan de la Forpronu et de l'action de l'ONU en ex-Yugoslavie est généralement jugé négatif. L'ONU n'a jamais su ramener la paix en Bosnie, n'a pu empêcher la « purification ethnique » et a assisté, impuissante, à la chute des enclaves de Srebrenica et de Zepa (juillet 1995), pourtant décretées zones de sécurité par le Conseil en juin 1993. Bien plus, alors que la Forpronu devait symboliser le renouveau dont l'ONU jouissait au sortir de la guerre froide, elle la précipita dans le désordre. L'ONU se trouva donc logiquement écartée de la mise en œuvre de l'accord de Dayton, au profit de l'OTAN.

Après le renouveau omis des années 1990-1992, c'est au renouveau de l'OTAN qu'on assista, celle-ci démontant en Bosnie sa capacité à s'adapter au nouvel environnement stratégique. Quelques années après, la capacité de l'OTAN à gérer les nouveaux équilibres ne semble pas, à la lumière des opérations menées au Kosovo, aussi évidente. Et l'OTAN, lourde, jusqu'il y a peu, pour l'efficacité de sa structure militaire et la crédibilité politique que lui confère la présence américaine, est aujourd'hui ouvertement critiquée pour d'invisciables incohérences stratégiques, l'opération « Force alliée » ne parvenant ni à ramener la paix, ni à empêcher la « purification ethnique », ni à stopper l'exode de la population kosovare.

Et voilà que l'on repart de l'ONU, que l'on aurait, nécessairement, fait sans, trop rapidement écartée, et qui doit, aux yeux des Européens et des Russes notamment, rejouer le rôle qui aurait toujours été le sien, celui de garant des dispositions qui régissent le recours à la force dans les relations interétatiques. De cette évolution dans le choix des instruments de gestion des crises, l'on peut tirer

trois leçons. En premier lieu, s'il ne faut pas nier que l'action de l'ONU fut, en Bosnie, globalement un échec, la faute n'en incombe pas à l'organisation mondiale, qui n'a fait qu'appliquer un mandat dicté par les Etats. L'ONU a un rôle fondamental à jouer, non pas en tant que maître d'œuvre d'opérations multifonctionnelles et à caractère coercitif, mais en tant que seule organisation universelle de légitimation d'actions de force. A ce titre, la mise à l'écart de l'ONU par l'OTAN, c'est-à-dire par ses 19 Etats membres - et pas seulement par les Etats-Unis -, est une dérive qui doit rester une exception, non un précédent.

En second lieu, s'il est vrai que l'OTAN reste la seule organisation capable de mettre en œuvre des opérations de gestion de crise d'envergure, elle n'en sera pas moins confrontée aux deux grands problèmes qui furent à l'origine des difficultés rencontrées par l'ONU : l'absence de volonté politique des Etats à faire beaucoup plus que le médiatiquement nécessaire et leur manque de savoir-faire évident dans la gestion des crises de l'après-guerre froide.

D'où une troisième leçon, le constat que l'ensemble de la communauté internationale, c'est-à-dire les Etats, les organisations internationales, mais aussi les organisations non gouvernementales et autres acteurs privés, n'a pas encore pris la mesure des changements relatifs à la nature des conflits et aux réponses à y apporter. Au-delà de la volonté politique des Etats à définir et à mettre en œuvre une politique cohérente de gestion des conflits, il existe une véritable déficience des capacités, c'est-à-dire des méthodes et des compétences.

L'une des particularités des opérations de gestion de crises déployées dans les années 90 est leur caractère palliatif, celles-ci étant le plus souvent créées faute de volonté - ou pouvoir - faire plus ; elles ne constituent donc que rarement la réponse idoine au problème posé. L'opération « Force alliée » n'est pas très éloignée de cette logique, et il n'est donc pas surprenant que l'OTAN, quelques que soient par ailleurs ses capacités opérationnelles, montre également ses limites.

**Thierry Tardy** est chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique et maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.



PORTRAIT DE CLIENT

لـ ١٥٠ من الرسم

هذا من الأصل

## ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 29 AVRIL 1999

**FINANCE** Mondialisation financière oblige, les Bourses nationales sont contraintes de regrouper leurs forces pour attirer des opérateurs qui souhaitent disposer de marchés où se traitent le plus grand nombre de valeurs.

traitent le plus grand nombre de valeurs. Mais ces rapprochements ont mal à se traduire dans les faits.

● DERNIÈRE DÉCONVENUE en date, le mariage annoncé entre les mar-

chés d'actions de Zurich, Paris et Milan ne devrait pas être consommé avant le début de l'année 2000. ● EN DÉPIT DES DÉMENTIS, la Deutsche Börse et le London Stock Exchange,

qui avaient annoncé avec fracas leur alliance le 7 juillet 1998, ont beaucoup de mal à s'entendre. ● LES NÉGOCIATIONS buteraient sur le contrôle de la société commune. Les

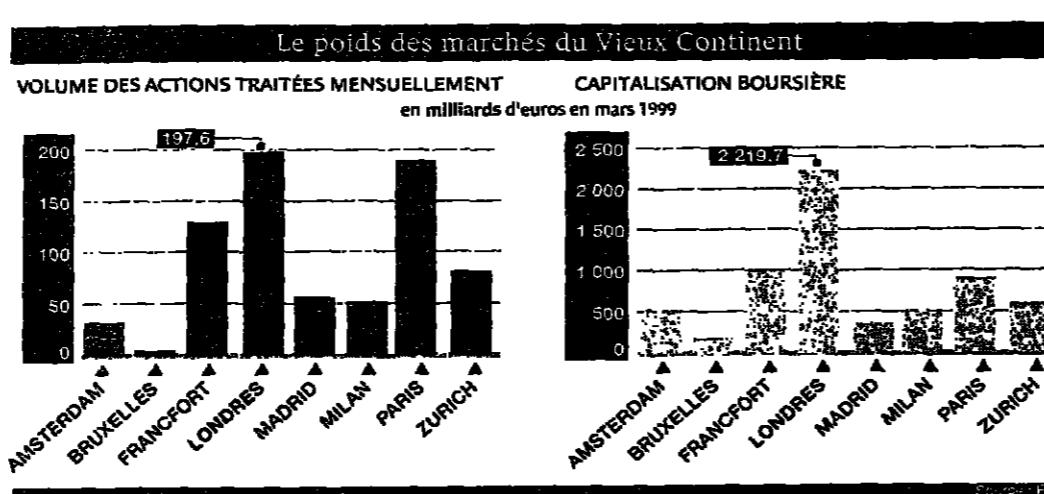
Britanniques souhaiteraient que le partage du capital soit proportionnel à la capitalisation boursière. Les Allemands préféreraient qu'il se fasse en fonction du volume des transactions.

## L'alliance entre les Bourses de Londres et de Francfort peine à se concrétiser

La mondialisation et la pression des investisseurs poussent les places financières à se regrouper, surtout en Europe.  
Mais en dépit d'annonces parfois théâtrales, les mariages se heurtent à des difficultés techniques et aux disputes de suprématie

IL N'Y A PAS que les entreprises qui fusionnent. Les places boursières se marient aussi. Mondialisation financière oblige, les Bourses nationales ou régionales sont contraintes de regrouper leurs forces pour attirer des opérateurs qui souhaitent disposer de marchés boursiers où se traitent le plus grand nombre de valeurs. Mais, comme pour les sociétés, ces rapprochements ont du mal à se concrétiser.

Dernière déconvenue en date, le mariage annoncé entre les marchés d'actions de Zurich, Paris et Milan, et dont les bans ont été publiés il y a quelques semaines, ne devrait pas être consommé avant le début de l'année 2000. « Nous sommes en retard à cause de la présence d'une tierce partie », a reconnu récemment Michael Staeheli, membre du conseil d'administration du Swiss Exchange, dans une interview à l'agence Reuters. A Paris comme à Zurich, on affirme étudier une solution pour que les membres des deux Bourses puissent intervenir sur les deux marchés avant l'été. Cependant, ce retard illustre les difficultés rencontrées pour la mise en place concrète d'accords



souvent annoncés dans les roulements de tambour.

Malgré les déments officiels, la Deutsche Börse et Stock Exchange de Londres, qui avaient théâtralement fait part de leur mariage le 7 juillet 1998, semblent avoir de la peine à mettre au point la plate-forme européenne pour les grandes valeurs, dont la naissance a été programmée pour l'an 2000. « Les mariés ne savent ni où habiter,

ni s'ils veulent vraiment habiter ensemble, ni sous quel régime matrimonial ils vont cohabiter », note, amusé, un des responsables de Footsie International. Outre les problèmes techniques qu'entraîne la mise en place d'une plate-forme boursière, les discussions buteraient sur la clé de répartition du capital de la société chargée de gérer. Les Britanniques souhaiteraient que leur poids dans la nou-

velle société soit proportionnel à celui de la capitalisation de la Bourse de Londres, la première par la taille en Europe. Les Allemands, quant à eux, chercheraient à obtenir un partage du capital en fonction du volume des transactions réalisées, un calcul qui leur est plus favorable.

Le poids des différentes Bourses européennes dans la société chargée de gérer la future plate-forme

boursière est crucial. En acceptant de voir coter leur plus belle société sur un système commun à l'ensemble des places, les Bourses vont perdre une grande partie des revenus que leur procure la cotation de ces valeurs vedettes, qui représentent l'essentiel des transactions.

### NOUVELLE DÉCLARATION

Les discussions avancent d'autant plus lentement que six autres places (Paris, Bruxelles, Amsterdam, Madrid, Milan et Zurich) se sont invitées aux noces pour la création de ce marché boursier pan-européen. Pour que les travaux avancent, des réunions regroupant au maximum les représentants de trois ou quatre Bourses ont été organisées régulièrement depuis plusieurs mois. Elles pourraient déboucher sur une nouvelle déclaration commune,

d'ici quelques semaines, qui jetterait enfin les bases d'une Bourse européenne, sans toutefois annoncer la naissance de la société en charge de la nouvelle plate-forme.

L'Europe boursière est cependant en marche dans certains domaines. Sur le marché des valeurs

de croissance, qui sont souvent spécialisées dans la haute technologie, plusieurs Bourses européennes ont entamé un mariage fructueux. Le réseau Euro NM regroupe les marchés spécialisés de Paris, Francfort, Amsterdam et Bruxelles et, désormais, Milan. Il devrait se renforcer avec la participation de la Bourse suisse puis des marchés danois et suédois. Il pourrait également rejoindre par les Norvégiens, les Finlandais et les Britanniques dans un avenir plus ou moins proche. « La coopération sur les valeurs de croissance est plus facile, car il s'agit de marchés récents, avec un nombre de titres limité. Le volume d'affaires généré par ces actions est encore marginal », observe-t-on à la Bourse de Paris pour expliquer ce succès.

Le mariage de marchés de petite taille apparaît plus aisés. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, les membres d'une des Bourses du Benelux (Bruxelles, Amsterdam et Luxembourg) peuvent automatiquement devenir membres d'un des autres marchés.

Déjà, un quart des opérateurs ont fait part de leur intention d'opérer sur les trois Bourses. Celles-ci étaient désormais les moyens pour que les intervenants puissent passer leurs ordres de Bourse sur un écran unique, avec les cotations de chacun des trois marchés. Toutefois, les représentants de la Bourse belge reconnaissent qu'il faudra du temps pour parvenir à ce résultat.

« Nos équipes informatiques ont d'autres projets en cours, notamment celui du passage à l'an 2000 », explique l'un d'entre eux. D'une manière générale, les différentes Bourses se sont engagées à ne pas lancer de nouvelles applications informatiques entre septembre 1999 et janvier 2000 pour éviter de compliquer la tâche des informaticiens.

En septembre 1998 et en mars 1999, certains investisseurs ont d'ailleurs déjà déboursé des fortunes pour acheter des obligations allemandes, qui étaient devenues très rares sur le marché. Ce phénomène, qui pourrait se renouveler au mois de juin, constitue un des espoirs secrets nourris par le Matif, qui espère ainsi pouvoir récupérer ses investisseurs. L'ensemble des armes du marché à terme français peuvent cependant paraître bien minces au vu de la distance qu'il lui reste à parcourir pour revenir dans la course, sachant qu'Eurex détient, depuis le mois de mars, la première place des marchés mondiaux en termes de volume, devant le célèbre marché à terme de Chicago, le CBOT.

Cécile Prudhomme

Joël Morio

## Le Matif n'a pas réussi à profiter de l'arrivée de l'euro

CEUX QUI annonçaient il y a encore quelques mois la mort prochaine de l'activité sur les produits de taux d'intérêt du marché à terme français - le marché à terme international de France (Matif) - en sont pour leurs frais. Près de quatre mois après la mise en place de l'euro, les échanges existent toujours. Pour autant, on ne peut pas dire que l'introduction de l'euro a été particulièrement bénéfique à l'activité des contrats à terme et des options qui sont négociés sur Matif. Sur l'ensemble des produits de taux et actions, le volume du marché à terme français a atteint en mars 16,4 millions de contrats. Un chiffre sans comparaison avec celui de son concurrent direct, Eurex, la plate-forme de négociation germano-suisse, qui affiche un volume d'activité record avec 33,8 millions de contrats échangés.

« Un écart aussi important me paraît anormal », estime Pascal Samaran, directeur général du Matif-Monep, qui met en partie le retard pris par le marché français sur le compte de la mise en place tardive du système de négociation électronique. Cela fait seulement un an que le marché à terme français se négocie par le biais de l'électronique et non plus à la criée, alors que le marché allemand possède une dizaine d'années d'expérience dans ce domaine. De fait, les écrans informatiques qui permettent d'effectuer des transactions sur les contrats d'Eurex sont bien plus largement implantés

autrès des salles de marchés : on les évalue entre 2 000 et 3 000 pour Eurex, contre 700 actuellement pour le marché français. « Notre objectif est d'avoir 1 500 postes d'ici à la fin de l'année », déclare, optimiste, M. Samaran. Une pénétration sur laquelle compte d'ailleurs le Matif pour devancer le marché à terme londonien, qui n'a débuté ses transactions électroniques que le 12 avril 1999.

Mais le problème le plus difficile à résoudre pour la place française reste celui de sa position, toujours aussi délicate, de son emblématique contrat à terme français référencé sur les taux à 10 ans, l'euro-notionnel, face à son équivalent allemand, le Bund. En mars, il ne s'est échangé que 847 890 lots pour le contrat français contre 14 millions pour le Bund. L'euro-notionnel paît de l'intérêt porté par les opérateurs à la dette française, très organisée, alors que sur le marché allemand les investisseurs préfèrent utiliser le marché à terme comme substitut aux obligations d'Etat. La liquidité attirant la liquidité, selon l'adage, les investisseurs maintiennent donc structurellement le contrat Bund à un fort niveau d'activité. A cet obstacle aucune parade n'est véritablement possible, ni envisagée par le Matif, qui tisse tous ses espoirs sur sa stratégie de distribution.

Pour remonter la pente face à Eurex et attirer davantage d'investisseurs, le Matif a ainsi modifié, au mois de février, les caracté-

ristiques de son contrat euro-notionnel, et il a noué différents accords de partenariat ou de distribution avec les marchés à terme étrangers afin de diffuser plus largement ses produits ; avec le MEFF espagnol et le MIF italien pour l'Europe, et, à l'international, avec le CME aux Etats-Unis et le Sinos de Singapour. Mais les fruits de cette stratégie n'ont pas encore été récoltés, car la mise en place de certains de ces accords a pris du retard.

### RAPPEL À L'ORDRE

La position du Matif est d'autant plus délicate que le soutien des opérateurs français qui passent leurs ordres sur les marchés à terme est de moins en moins évident. Déjà, il y a un an, certains intervenants français avaient affiché leur préférence pour le contrat allemand avant de faire rappeler à l'ordre par Bercy, qui les incitait à défendre leur place financière. Si les discours sont devenus nettement plus « patriotes », dans les faits la majorité des banques françaises continuent à travailler indifféremment sur les deux contrats. « Nous avons tout intérêt à promouvoir la place de Paris et à soutenir le Matif, considère un opérateur. Mais en pratique nous sommes obligés d'utiliser les deux marchés, allemand et français, car les volumes que nous négocions sont trop importants pour être exécutés rapidement sur le seul marché français. »

## Le Brésil paie au prix fort son retour sur les marchés

SAO PAULO  
correspondance

Pour le financier George Soros, le succès de l'émission, jeudi 22 avril, de bons du Trésor brésilien à cinq ans sur le marché international pour un montant de 2 milliards de dollars (1,9 milliard d'euros) signale rien de moins que « la fin de la crise globale ». En soulignant que les offres de souscription avaient dépassé 6 milliards de dollars, le président de la banque centrale brésilienne, Arminio Fraga, n'a pas manqué de pavoyer à son tour. Après la brutale dévaluation de près de 30 % du real intervenue depuis la mi-janvier, le Brésil retrouve - en y mettant le prix - la confiance des investisseurs. Mais, depuis son accession à l'indépendance, en 1822, l'ancienne colonie portugaise n'avait jamais consenti des taux d'intérêt aussi élevés (11,88 %) par rapport au rendement des bons du Trésor américain de même échéance.

Jugé « encourageant » par M. Fraga, le retour du Brésil sur le marché mondial des capitaux traduit surtout l'évolution globalement positive des indicateurs économiques. Selon les instituts de recherches,

unanimes, l'inflation devrait être contenue sous la barre des 10 %. Avec l'expansion escomptée des exportations liée à la dévaluation, le déficit courant, qui servit de détonateur à l'attaque spéculative contre le réal, sera vraisemblablement réduit, comme l'espère le gouvernement, de 35 milliards de dollars (33,3 milliards d'euros) en 1998 à quelque 20 milliards de dollars (19 milliards d'euros) cette année. D'autant que les touristes brésiliens, autrefois grises par le réal fort, commencent à se faire rares à Miami, Londres ou Paris, alors que les visiteurs étrangers redécouvrent Rio, les plages du Nord-Est et les cataractes d'Iguazu.

Impulsé par la substitution des produits importés devenus trop chers, le redémarrage perceptible dans certains secteurs-clés de l'industrie laisse espérer d'ores et déjà une récession bien moins forte cette année que celle initialement prévue (- 3,8 % du PIB) par le FMI. « C'est le genre d'erreur que nous aimons commettre », a déclaré Michel Camdessus, directeur général de l'organisation

jean-Jacques Séville

RIEN NE SEMBLE en mesure d'entamer l'optimisme des opérateurs de marché : la guerre en République fédérale de Yougoslavie, les incertitudes sur la croissance en Europe et au Japon, les menaces de bulle spéculative à Wall Street, tous ces éléments n'empêchent pas les Bourses d'atteindre de nouveaux records. C'est le cas à New York, où le Dow Jones a progressé, mardi 27 avril, de 1,06 %, pour s'inscrire à 10 831,71 points en clôture. Depuis le début de l'année, il a gagné 17,97 %.

L'euphorie boursière américaine se diffuse en Europe, et ce en dépit de la remontée de l'euro (à 1.069,00 dollar) observée après les déclarations de plusieurs dirigeants européens mettant en garde contre une dépréciation supplémentaire de la monnaie unique. La Bourse de Francfort a progressé de 1,82 %, mardi, et celle de Londres de 1,38 %. L'indice Footsie finissant à un sommet historique. L'indice CAC 40 de la Bourse de Paris a, pour sa part, terminé la séance de mardi en hausse de 2,49 %, à 4 590,92 points, battant son record de clôture établi le 17 juillet 1998. Quelques jours plus tard, on s'en souvient, la crise financière en Russie avait stoppé net l'ascension des places boursières occidentales. Mais, aujourd'hui, la dévaluation du rouble, la déstabilisation du système financier mondial, à l'automne 1998, après la déroute du fonds spéculatif Long Term Capital Management (LTCM), la chute du real brésilien de janvier 1999 ne sont plus, pour les opérateurs, que de lointains souvenirs.

### OPTIMISME AU G 7

C'est aussi la conviction des autorités monétaires internationales. Le directeur général du FMI, Michel Camdessus, vient d'affirmer que « la crise financière semble terminée ». Et le sommet du G 7 des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales qui s'est déroulé, lundi 26 avril, à Washington, s'est conclu sur une note optimiste. Rien à voir avec le catastrophisme qui avait prévalu, en octobre 1998, dans la capitale américaine, lors d'une précédente réunion des grands argentiers internationaux. En dépit d'un certain nombre de problèmes qui démeurent et qui « mettront du temps à se résoudre », « plusieurs signes d'amélioration » de l'économie mondiale « sont apparus », selon le communiqué publié à l'issue du G 7.

Les statistiques publiées mardi ont confirmé cette analyse et renforcé l'optimisme des opérateurs. Aux Etats-Unis, l'indice de confiance des consommateurs établi par le Conference Board a augmenté à 134,9 points en avril, contre 134 points le mois précédent. « Les consommateurs ne montrent pas de signes de pessimisme et aucun signe de volonté d'échapper à leurs habitudes de dépenses », a estimé Lynn Franco, directeur de l'institut. En France, la consommation des ménages français en produits manufacturés est restée ferme en mars (+ 1,6 %, + 3 % au premier trimestre). Même au Japon, la situation semble s'améliorer, avec une hausse inattendue de 2,2 % de la production industrielle en mars.

Cette euphorie boursière n'est toutefois pas sans inquiéter certains analystes. Ils soulignent, d'une part, la situation toujours très délicate des systèmes bancaires dans les pays émergents et la fragilité économique persistante de l'Europe et du Japon. En Allemagne, première puissance de l'Euroland, la croissance devrait être limitée à 1,5 % en 1999, de l'avis même du ministère des finances. D'autre part, plusieurs experts estiment que les performances exceptionnelles

des Bourses se nourrissent avant tout des conditions monétaires extrêmement favorables proposées dans le monde. Au Japon, le taux d'escompte se situe à 0,5 %. Aux Etats-Unis, le niveau des fonds fédéraux a été abaissé à trois reprises au cours des sept derniers mois. Enfin, la Banque centrale européenne vient de réduire d'un demi-point, de 3 % à 2,5 %, son principal taux directeur. « On ne s'y prendrait pas autrement pour gonfler des bulles financières », estime Pascal Blanqué, économiste à la banque Paribas. Wall Street est, selon lui, une matière particulièrement inflammable, en raison « de l'orgie de crédit et d'empilement de la dette qui sont la maladie honteuse de « nouvelle économie ».

Cette euphorie boursière n'est toutefois pas sans inquiéter certains analystes. Ils soulignent, d'une part, la situation toujours très délicate des systèmes bancaires dans les pays émergents et la fragilité économique persistante de l'Europe et du Japon. En Allemagne, première puissance de l'Euroland, la croissance devrait être limitée à 1,5 % en 1999, de l'avis même du ministère des finances. D'autre part, plusieurs experts estiment que les performances exceptionnelles

des Bourses se nourrissent avant tout des conditions monétaires extrêmement favorables proposées dans le monde. Au Japon, le taux d'escompte se situe à 0,5 %. Aux Etats-Unis, le niveau des fonds fédéraux a été abaissé à trois reprises au cours des sept derniers mois. Enfin, la Banque centrale européenne vient de réduire d'un demi-point, de 3 % à 2,5 %, son principal taux directeur. « On ne s'y prendrait pas autrement pour gonfler des bulles financières », estime Pascal Blanqué, économiste à la banque Paribas. Wall Street est, selon lui, une matière particulièrement inflammable, en raison « de l'orgie de crédit et d'empilement de la dette qui sont la maladie honteuse de « nouvelle économie ».

Cette euphorie boursière n'est toutefois pas sans inquiéter certains analystes. Ils soulignent, d'une part, la situation toujours très délicate des systèmes bancaires dans les pays émergents et la fragilité économique persistante de l'Europe et du Japon. En Allemagne, première puissance de l'Euroland, la croissance devrait être limitée à 1,5 % en 1999, de l'avis même du ministère des finances. D'autre part, plusieurs experts estiment que les performances exceptionnelles

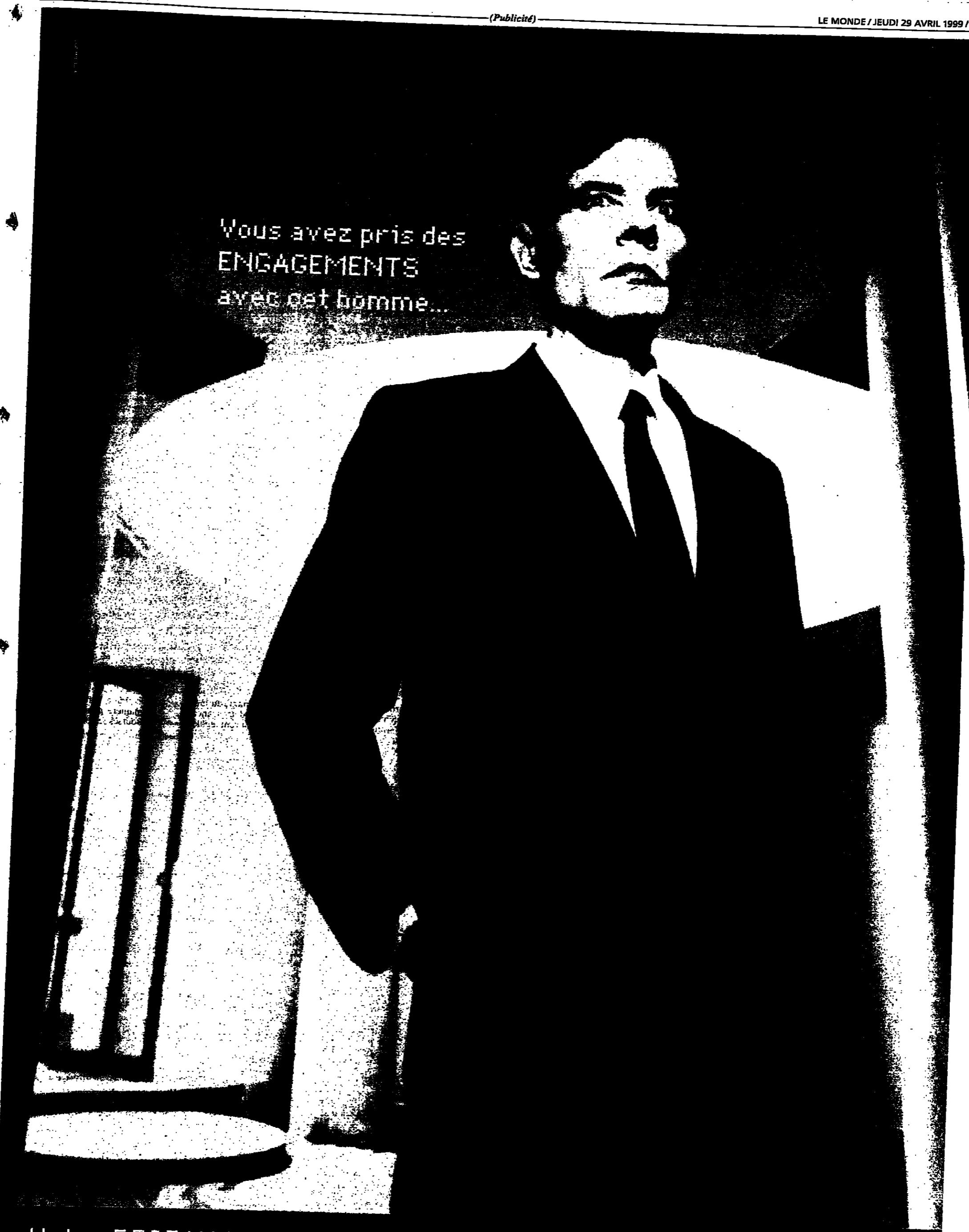
des Bourses se nourrissent avant tout des conditions monétaires extrêmement favorables proposées dans le monde. Au Japon, le taux d'escompte se situe à 0,5 %. Aux Etats-Unis, le niveau des fonds fédéraux a été abaissé à trois reprises au cours des sept derniers mois. Enfin,

incréter

(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 29 AVRIL 1999 / 21

Vous avez pris des  
ENGAGEMENTS  
avec cet homme...



Votre RESEAU informatique les tiendra-t-il ? Acquisitions, fusions, partenariats, compétition, la vie d'une entreprise est faite de mouvements et de soubresac. Plus que jamais, la capacité d'adaptation des réseaux informatiques est vitale pour sa réussite. Que Bull mette tout en œuvre pour faire dialoguer des systèmes d'origines différentes, ou d'enrichir son savoir-faire sur de grands projets d'intégration, ou prenne en charge la gestion de votre information, c'est toujours pour vous garantir que vous tiendrez vos engagements. [www.bull.com](http://www.bull.com)

NETWORKS OF CONFIDENCE

Bull

مدى من الأصل

## La Banque d'Italie oblige San Paolo IMI à renoncer à son offre publique sur la Banca di Roma

Le rapprochement Unicredit-Comit est aussi menacé

**Le groupe bancaire San Paolo IMI a officiellement renoncé, mardi 27 avril, à son offre publique d'échange (OPE) sur Banca di Roma. San Paolo IMI**

**LE COUP de tonnerre qui a bouleversé la finance italienne il y a plus d'un mois ne sera-t-il qu'un coup d'épée dans l'eau ?** Après le lancement de deux offres, dites « amicales », sur Banca di Roma et la Comit (Banca Commerciale Italiana), respectivement par San Paolo IMI et Unicredit, le dimanche 21 mars, l'adage selon lequel « rien ne se fera sans laval des autorités de tutelle » pourrait se vérifier. La Banque d'Italie, qui avait déjà marqué son opposition aux projets considérés en fait comme hostiles à plusieurs reprises, a officiellement, mardi 27 avril, fait part de son opposition au lancement par le groupe bancaire turinois San Paolo IMI d'une offre publique d'échange (OPE) sur la Banca di Roma.

Cette dernière avait rejeté l'offre de la banque turinoise à l'issue d'un conseil le 22 avril, la qualifiant d'« objectivement hostile » et d'« absolument insuffisante ». Le gouverneur de la

n'avait pas d'autre choix après la décision de la Banque d'Italie de mettre son veto à l'opération.

Le rapprochement entre Unicredit et Comit, semble aussi menacé par un refus des actionnaires de Comit qui se prononcent mercredi.

### JEUX OUVERTS

Souhaitant garder la tête haute, San Paolo IMI a donc officiellement renoncé à son offre, mardi 27 avril. « Le comité exécutif a pris acte de l'opposition de la Banque d'Italie (...) et a constaté l'absence d'une condition essentielle prévue par la loi », pour procéder à l'OPE, a annoncé la banque dans un communiqué syllabique.

La Banque d'Italie a mis son veto à l'opération en l'absence d'une adhésion au projet d'alliance de la part de la banque romaine, et sachant que le caractère consensuel du secteur bancaire italien n'en est qu'à ses débuts. Mais elle s'annonce particulièrement délicate. L'offre

banque centrale italienne, Antonio Fazio, n'a jamais caché son opposition à ces initiatives. De façon plus anecdotique, un observateur remarquait : « Une banque romaine n'acceptera jamais d'être contrôlée par un établissement turinois ! »

**COMIT DÉBOUT**

Le Comit devait tenir une assemblée générale mercredi 28 avril, qui s'annonce houleuse. Les administrateurs sont divisés sur la suite à donner à cette proposition de mariage. Quoi qu'il en soit, la législation boursière italienne oblige la société cible à prendre position rapidement.

Un éventuel rejet par la Comit rouvrirait le jeu des fusions bancaires car la concentration du secteur bancaire italien n'en est qu'à ses débuts. Mais elle s'annonce particulièrement délicate. L'offre

de l'autre grande opération dans la banque italienne, à l'initiative d'Unicredit, qui a lancé, également le 21 mars, une offre publique d'échange sur la Comit. En cas de réussite, le nouvel ensemble, baptisé Eurobanka, deviendrait la première banque italienne et se placerait au sixième rang européen en termes de chiffre d'affaires et au cinquième pour les fonds propres.

Mais rien n'est moins sûr. La Comit devait tenir une assemblée générale mercredi 28 avril, qui s'annonce houleuse. Les administrateurs sont divisés sur la suite à donner à cette proposition de mariage. Quoi qu'il en soit, la législation boursière italienne oblige la société cible à prendre position rapidement.

Derrrière ces enjeux se profile un autre débat, le conflit entre la Banque d'Italie et la Consob, le gendarme des marchés boursiers italiens. Son président Luigi Spaventa a en effet répliqué à M. Fazio en souhaitant que les marchés aient plus de pouvoir. Il préconise de revoir la législation sur les OPA

Pascal Santini

## La BNP précise son projet de fusion avec la Société générale et Paribas

**MICHEL PÉBEREAU, le PDG de la Banque nationale de Paris (BNP), a tenté de marquer des points, mardi 27 avril, devant les analystes financiers réunis le matin à Paris, l'après-midi à Londres, et devant la presse. Il en a profité pour préciser certains points de son projet SBP, mariage de la Société générale (SG), BNP Paribas, et pour répondre aux critiques de SG Paribas.**

Il a notamment donné des détails sur l'organisation envisagée de la banque dite « de gros » (marchés et grandes entreprises). SBP reposera sur deux pôles : la banque commerciale, issue d'une fusion des activités de SG et BNP, et la banque d'investissement, davantage tournée vers les marchés financiers, concentrée dans Paribas, où seraient regroupées les équipes des trois banques. Ce choix, M. Pébereau le justifie en citant... André Lévy-Lang, le président du directoire de Paribas, qui a souvent souligné la difficulté de fusionner les cultures d'une banque d'affaires et d'une banque commerciale.

« Cette organisation est plus risquée, plus ambi-

tueuse, mais elle a plus de sens que l'idée de maintenir deux banques concurrentes au sein même du groupe, comme on avait pu le comprendre précédemment. C'est une amélioration », estime John Leonard. L'analyste de Salomon Smith Barney observe que toutes les banques du monde ont du mal à combiner idéalement leurs activités vis-à-vis des grandes entreprises, écartées entre deux métiers culturellement différents : le crédit et l'appel aux marchés financiers, mais de plus en plus substituables.

### SI JE PASSE DEMAIN SOUS UN BUS...

M. Pébereau est aussi revenu sur la banque de particuliers. Caractères géographiques à l'appui, il continue à soutenir qu'il n'y a pas de divergences de fond avec les dirigeants de la SG. Celle-ci était candidate au rachat du CIC, qui a, comme la BNP, de fortes parts de marché là où la SG est déjà bien implantée. Il a réaffirmé que les pertes de revenus seraient minimales. Il a enfin démontré que, sur l'ensemble de son projet, ses

estimations de réductions de coûts étaient au moins aussi réalisables que celles de SG Paribas.

A l'issue de la présentation, les analystes sont restés dubitatifs au moins sur un point. Si M. Pébereau a renouvelé ses appels au dialogue vis-à-vis de SG et de Paribas, les rôches qu'il a décrites « marquent une étape dans le durcissement du bras de fer », estime Robert Brubak, analyste de la société de Boston Wragg : « Il devient de plus en plus difficile d'imaginer un management composé d'une association des dirigeants des trois banques. » A Londres, M. Leonard estime que « la fusion sera plus difficile à mettre en œuvre dans le projet SBP que dans le projet SG Paribas ». A mots couverts, M. Pébereau a minimisé les questions de personnes. « Si je passe demain sous un bus, la BNP poursuivra sa stratégie », soulignant la qualité des équipes dans les banques françaises et surtout le fait qu'aucun patron n'est indispensable.

Sophie Fay

## La grève des conducteurs SNCF plus suivie que prévu

**LA GRÈVE de conducteurs SNCF à l'appel de la FGAC (Fédération générale autonome des agents de conduite) perturbait le trafic, mercredi 28 avril dans la matinée, plus que prévu. Non seulement la banlieue parisienne était touchée, mais aussi le TGV dans le Nord et vers la Belgique.**

Au départ de la gare du Nord, les trois premiers trains (un Thalys et deux TGV-Nord) ont dû être annulés tandis que les suivants ont pu partir normalement, a précisé peu avant 8 heures la SNCF. En banlieue parisienne, circulaient seulement 1 train sur 3 pour le RER B, 1 sur 2 pour le RER C, 2 sur 5 pour le RER D, au départ de la gare du Nord et de la gare de Lyon, 1 sur 3 sur la banlieue Paris-Est, Paris-Nord et Paris-Saint-Lazare. Dans les autres régions, le trafic TGV était assuré normalement, ainsi que l'essentiel du trafic grandes lignes, avec toutefois de « légères perturbations » sur la Picardie, Champagne-Ardenne, l'Alsace et la Lorraine. Le préavis, déposé par la FGAC pour dénoncer l'actuel projet d'accord sur le pas-

sage aux 35 heures, qui selon la fédération « remet en cause les spécificités du métier d'agent de conduite », court jusqu'au lundi 3 mai à 8 heures.

L'équilibre proposé entre le nombre de jours travaillés et la durée journalière du travail en partie à l'origine du conflit. En 1984, les conducteurs sont passés aux 35 heures en travaillant 7 h 30 par jour en moyenne avec 119 jours de repos par an, toujours en moyenne. Aujourd'hui, les positions de réduction du temps

de travail prévoient 126 jours de repos (contre 119), mais 7 h 46 de travail quotidien. La FGAC estime donc qu'on ne peut parler de réduction du temps de travail en augmentant la durée quotidienne de 16 minutes.

### EQUILIBRE

La direction reconnaît que cet équilibre a été long à construire : au cours des différentes négociations, une formule prévoyant 132 jours de repos pour 8 heures de travail journalier (en moyenne)

avait souvent été évoqué, et le statu quo avait même été envisagé. La direction a prévu d'appliquer le nouveau dispositif jusqu'à la fin de 2002. Dès lors, des rencontres avec les syndicats sont prévues pour évaluer ses résultats. A la direction de la SNCF, on pense que le mouvement de grève déclenché par la FGAC est « un mauvais coup porté au dialogue social ». L'équilibre retenu provoque aussi le mécontentement de certaines sections CGT à Paris-Nord et à Paris-Est, tandis que la SNCF met l'accent sur l'importance de la « clause de revoyure » d'ici à trois ans.

Certains observateurs notent que la FGAC n'a pas tout fait pour favoriser une action unitaire : la fédération SUD-Rail déplore qu'elle ait lancé son mot d'ordre de grève sans répondre à « sa propre proposition d'action unitaire globale ». FO, très critique sur le texte, pourrait ne rendre son avis définitif que le 4 mai, le lendemain de l'échéance du préavis de grève.

François Bostravarov

## Les négociations entre la direction d'Elf et les syndicats sont au point mort

### PAU

**de notre correspondante**  
Entamée la semaine du 19 avril et reprise dès lundi, à Pau, les négociations entre direction et organisations syndicales d'Elf Exploration Production sont bloquées. Les délégués de l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-CGC-CFTC refusent de poursuivre des discussions qu'ils estiment vaines, et contestent le choix du négociateur. Directeur délégué d'Elf EP, André Thébaud est également en charge du plan « performance » prévoyant la suppression de 1 320 postes en équivalents temps plein. Mardi, les syndicats ont écrit à leur PDG, Jean-Luc Vernerien, pour lui demander d'intervenir.

En préalable à des négociations, les syndicats imposent le retrait de tout projet d'externalisation de tâches jusqu'à présent assumées au sein de l'entreprise et qui seraient désormais confiées à des prestataires extérieurs. La direction prévoit de transférer quelque 500 salariés (de Pau mais également de Paris) dans deux nouvelles sociétés qui seraient implantées à Pau par de grands groupes internationaux. L'une prendrait en charge, pour le compte d'Elf, les services informatiques, et l'autre les tâches de gestion. La direction assure que des engagements seront pris pour que les salariés dont Elf se séparera continuent à bénéficier de garanties d'emploi et du

maintien de leurs statuts et de leurs salaires actuels.

Les salariés ne croyaient déjà pas à ces promesses faites par Elf au nom d'autres sociétés dont on ignore toujours le nom. Et lundi, à la suite d'une réunion entre les syndicats et la direction, ils ont appris que la moitié des employés en question ne continueraient à travailler pour Elf que pendant deux ans environ. Selon la direction, les 250 salariés concernés ne perdraient pas leur emploi dans la mesure où leurs nouveaux employeurs ont des perspectives de développement avec d'autres clients qu'Elf. Pour les syndicats et les grévistes, ces externalisations ne sont que des licenciements à effacer.

En outre, avant de reprendre le dialogue avec la direction, l'intersyndicale préfère attendre la décision du tribunal de Nanterre, devant lequel le comité d'entreprise a déposé en référé un recours pour déclarer l'entrée à l'encontre de la direction.

Dans le cadre de la procédure du droit d'alerte déclenchée en février, les syndicats estiment que la direction ne leur a pas donné en temps voulu les pièces réclamées. Cela fait dix-sept jours que la grève se poursuit au centre Jean-Roger de Pau, et le bâtiment abritant les réseaux informatiques est toujours occupé.

Marie-Claude Aristegui

## Le suisse Novartis prêt à se déployer dans les « alicaments »

Il se désengage de la nutrition grand public

**NOVARTIS, qui a cédé ses activités alimentaires Wasa et Eden (Le Monde du 28 avril), a fini de mettre en place sa nouvelle division Consumer Health (santé du consommateur). Ce pôle stratégique, pesant 5,3 milliards de francs suisses (8,48 milliards d'euros), est né à l'automne 1998 de la fusion des activités automédication et nutrition du groupe. Avec un chiffre d'affaires de 31,7 milliards de francs suisses (50,72 milliards d'euros), Novartis est le premier groupe mondial des sciences de la vie, dont près de la moitié de l'activité est consacrée à la pharmacie.**

Les jeux restent très ouverts. Le groupe bancaire italien Banca Intesa (détenu à 23 % par le Crédit agricole), convoite également la Comit, même si Banca Intesa affirme qu'elle ne fera aucun compromis avec l'accord de la Comit, et sans doute de la Banque d'Italie.

Derrière ces enjeux se profile un autre débat, le conflit entre la Banque d'Italie et la Consob, le gendarme des marchés boursiers italiens. Son président Luigi Spaventa a en effet répliqué à M. Fazio en souhaitant que les marchés aient plus de pouvoir. Il préconise de revoir la législation sur les OPA

marque dans certaines catégories thérapeutiques et une forte présence dans les circuits de distribution sont des atouts pour ces nouveaux produits que le consommateur ira chercher à sa guise chez les détaillants et dans les supermarchés. Plus encore, le groupe helvétique ne cache pas qu'il entretient des rapports étroits avec le corps médical, qui seront une puissante plate-forme pour stimuler la croissance des alicaments, compte tenu des recommandations de plus en plus pressantes des médecins en faveur d'une alimentation moins dommageable pour la santé.

### TOUDE DE TÊTE

En huit mois, la société Novartis a cédé six sociétés, parmi lesquelles les pains et snacks Roland Muriel AG, plusieurs marques italiennes de produits sans sucre et les chips et snacks OLW. Les pains croustillants Wasa ont été repris par l'italien Barrilla pour 475 millions de francs suisses (760 millions d'euros) et Eden, une marque d'aliments diététiques, par l'allemand De-Vau-Ge Gesundheitswerk. Ce faisant, Novartis s'est débarrassé d'activités annexes générant 1,3 milliard de francs suisses de recettes. A l'inverse, il a racheté au français Danone, fin janvier, Jacquemart Santé, un spécialiste de la nutrition clinique (produits administrés par voie orale ou sous forme de complément de l'alimentation).

La nouvelle division Consumer Health, ainsi configurée, doit dégager 70 millions de francs suisses d'économies par an (112 millions d'euros). Elle doit permettre à Novartis de se positionner parmi les trois leaders mondiaux du marché des médicaments sans ordonnance et de la nutrition spécialisée.

Véronique Lorette

## Remaniement

### à la direction de la MGM

**LE STUDIO Metro Goldwyn Mayer (MGM), acquis pour la troisième fois, en 1996, par le financier Kirk Kerkorian, a annoncé le départ de son PDG, Frank Mancuso, placé à la tête de la MGM par le Crédit lyonnais en 1993. C'est Alex Yemendjian, quarante-trois ans, bras droit et homme de confiance de M. Kerkorian, qui le remplace « dans le cadre d'une stratégie de croissance aggressive et à long terme destinée à mieux exploiter son catalogue unique tout en relançant la production cinéma et télévision », selon le communiqué officiel. M. Yemendjian, comme président de Tracinda Corporation, avait orchestré le succès réussi de l'hôtel-casino MGM Grand à Las Vegas.**

Après les premiers succès du régime Mancuso (*GoldenEye, The Birdcage*), les films récents de la MGM ont connu un tel échec que la part de marché du studio est tombée à 3 %. Au premier trimestre 1999, la MGM a annoncé une perte nette de plus de 300 millions de dollars. (Corresp.)

**La justice néerlandaise tranchera l'affaire Gucci le 27 mai**  
LA CHAMBRE DE COMMERCE de la Cour d'appel d'Amsterdam a annoncé, mercredi 27 avril, qu'elle rendrait son jugement sur le différend opposant LVMP et Pinault Printemps Redoute (PPR) pour le contrôle du groupe de luxe italien Gucci, le 27 mai et non le 3 juin comme annoncé initialement. Dans l'attente, et sans préjuger de leur décision finale, les juges ont décidé de maintenir en vigueur les mesures conservatoires prises dès la première audience, en mars. Ils ont notamment « gelé » les 3 milliards de dollars touchés de PPR par Gucci, actuellement placés par ce dernier, et les droits de vote de l'ESOP, le fonds d'actionnariat salarié créé par Gucci.

Les accords de partenariat envisagés entre Gucci et le groupe Pinault — nomination de trois administrateurs au profit du français, création d'un comité stratégique et financier, rachat par Gucci de Saint Laurent... — sont également toujours suspendus.

**GDF et EDF baissent les tarifs du gaz et de l'électricité**

LES TARIFS du gaz à usage domestique et pour la moyenne industrielle vont baisser de 5 % à partir du 1<sup>er</sup> mai, a annoncé Gaz de France (GDF) mardi 27 avril. GDF explique cette baisse spectaculaire, la plus forte depuis dix ans, pour moitié par une diminution de ses coûts d'approvisionnement en gaz importé, et pour moitié par une amélioration de sa productivité. De son côté, le secrétaire d'Etat à l'industrie, Christian Pierret, a annoncé qu'EDF baissait de 2 % le prix de vente de l'électricité aux particuliers, de 2,5 % pour les PME et de 1,7 % à 2,3 % pour les grandes entreprises, à compter de la même date. Cette nouvelle baisse s'ajoute à celle de 7 % enregistrée au cours des deux dernières années.

الجامعة

## COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 29 AVRIL 1999

### Les journaux ivoiriens peinent à conquérir leur indépendance financière et politique

Malgré une prolifération des titres, les lecteurs continuent de bouder les quotidiens, qui commencent à peine à sentir les effets de la reprise économique. Les revenus de la publicité profitent davantage à la télévision

**ABIDJAN**  
de notre correspondant  
en Afrique de l'Ouest

Dans les locaux de *Fraternité Matin*, on peut voir une photo de Félix Houphouët-Boigny en train de lire le quotidien. Le fondateur de la Côte d'Ivoire contemple la « une », qui proclame en énormes caractères : « Demain dimanche, messes et cultes dans tout le pays ».

C'était au temps du parti unique, du quotidien unique. Aujourd'hui, Félix Houphouët-Boigny est mort, la Côte d'Ivoire se prépare à sa troisième élection présidentielle pluraliste - prévue en octobre 2000 - et quarze quotidiens se disputent les fa-

veurs des Ivoiriens. Mais cette multiplication des titres ne s'est pas accompagnée d'une prolifération de lecteurs.

« Au début des années 80, se souvient Michel Konamé, le directeur du groupe de presse gouvernemental, *Frat'Matin* tirait à 80 000 en semaine, 110 000 le dimanche. Aujourd'hui, l'ensemble des quotidiens ivoiriens fait à peine mieux. » C'est vrai, la presse quotidienne ivoirienne peine à décoller. Sur les quarante quotidiens recensés à la mi-avril, sept parviennent se prévaloir d'une longévité de plus d'un an. Mais l'un d'eux, *La Nouvelle République*, proche de l'ancien parti unique, ne vend quotidiennement que 10 % des 10 000 exemplaires

imprimés. Les chiffres de vente restent faibles pour un pays d'environ 15 millions d'habitants, où la moitié de la population est alphabétisée. *Fraternité Matin* n'en finit pas de dégringoler pour ne plus vendre que 25 000 exemplaires chaque jour. Le quotidien a gardé un parfum désuet des années 60, consacrant régulièrement sa « une » aux communiqués du conseil des ministres ou aux déplacements en région du chef de l'Etat, Henri Konan Bédié.

Une bonne partie de la presse privée applique à sa manière les recettes du titre gouvernemental. *Notre voie*, le journal proche du Front populaire ivoirien (FPI, social-démocrate), est tout aussi mi-

nutieux dans la relation des faits et gestes de Laurent Gbagbo, le président du parti. Or *Notre voie* rencontre un succès certain avec plus vendre que 25 000 exemplaires chaque jour. Le quotidien a gardé un parfum désuet des années 60, consacrant régulièrement sa « une » aux communiqués du conseil des ministres ou aux déplacements en région du chef de l'Etat, Henri Konan Bédié.

Le *Jour*, quotidien indépendant lancé par des journalistes qui avaient quitté la presse gouvernementale, plafonne autour de 8 000 exemplaires. Diego Baïly, l'un de ses fondateurs, explique ainsi relativement à la presse ivoirienne dans les années qui ont suivi la démocratisation : « Les journaux sont trop abidjanais pour intéresser les lecteurs. Il faut profiter du mouvement de décentralisation, dépolitisier la presse. »

L'un des seuls titres à ne pas

magnétoscope restent souvent des rêves hors d'atteinte.

L'irruption du téléphone cellulaire dans la vie quotidienne des populations urbaines a fait augmenter la part de la publicité dans les recettes des quotidiens, mais les chiffres restent faibles. D'autant que la Côte d'Ivoire a pris du retard en matière de libéralisation de l'audiovisuel.

**« Les journaux sont trop abidjanais pour intéresser les lecteurs. Il faut profiter du mouvement de décentralisation, dépolitisier la presse »**

Pour l'instant, seules les FM internationales (Radio-France Internationale, BBC, Africa N°1, Nostalgia) et les radios confessionnelles ont obtenu le droit d'émettre. Les opérateurs ivoiriens rongent toujours leur frein, et la constitution de groupes de communication, comme il en existe au Sénégal, se fait attendre.

Cette fragilité est d'autant plus inquiétante que la Côte d'Ivoire aborde, avec la préparation de l'élection présidentielle, une période de turbulences, sans qu'une presse indépendante du pouvoir ou des partis ait réussi à s'affirmer.

Thomas Sotinel

### Le retour de la presse poubelle

**ABIDJAN**  
de notre correspondant  
en Afrique de l'Ouest

*Le National* est né en août 1998. Il se distingue de ses confrères par la couleur marron de ses titres et par la substance ordurière de ses articles.

Ce quotidien ivoirien vient de consacrer deux pages à l'épouse de l'un des principaux dirigeants de l'opposition ivoirienne, accomplissant chacune des figures imposées de la presse de caniveau, un article « pornographique » de l'aveu même du directeur adjoint de la publication, Assé Alaré. Les très jeunes collaborateurs du *National* se justifient ainsi : « Nous ripostons aux attaques contre les hauts personnage de l'Etat. Notre article était une riposte. » Si on leur fait observer que les secrets d'alcôve ou de cabinets médical ne font pas partie du débat public, ils font valoir qu'il faut « faire mousser » l'article.

Apparu deux ans avant le scrutin présidentiel de l'an 2000, *Le National* est un nouvel avatare de la presse ultrapartisane et parfaite-

ment dépourvue de déontologie qui fleurt en Côte d'Ivoire à l'approche des échéances électorales. Déjà, lors de l'élection présidentielle de 1995, on avait assisté à une bataille d'insultes entre presse gouvernementale et d'opposition, qui s'était conclue, une fois le président Henri Konan Bédié réélu, par l'emprisonnement pour insulte au chef de l'Etat de deux journalistes militants au Front populaire ivoirien (FPI, social-démocrate).

#### STRATÉGIE DE TENSION

Pour éviter le recours à la répression, les journalistes ivoiriens tentent d'instaurer un minimum d'autodiscipline. Ils ont fondé l'Observatoire pour la liberté de la presse, l'éthique et la déontologie (Olped), un organisme qui publie régulièrement une recension des atteintes au code de bonne conduite adopté par l'ensemble des publications ivoiriennes. A ce tableau de déshonneur, *Le National* est largement premier, suivi de loin par *Le Libéral*, le quotidien qui défend les couleurs de l'ancien premier ministre et adversaire du

président Bédié, Alassane Dramane Ouattara. Mais l'Olped ne dispose que d'un pouvoir de dénonciation, et désespère d'obtenir le soutien actif des formations ou des hommes politiques qui commanditent les journaux incriminés. Les responsables du *National* reconnaissent que des « amis » règlent leurs factures d'imprimerie, le *Libéral* est clairement l'organe du parti de M. Ouattara.

Les journalistes professionnels tentent de se consoler en pensant à la disparition inéluctable de cette presse une fois passées les échéances électorales. Mais en attendant, la stratégie de tension mise en œuvre par les responsables de titres comme *Le National*, qui n'hésite pas à jeter sur la corde anti-musulmane de certains secteurs de la société ivoirienne, est lourde de conséquences. D'abord parce qu'elle fait supporter la paix civile, ensuite parce qu'elle fait supporter la réprobation de la classe politique et de la population à l'ensemble de la presse ivoirienne.

T.S.

### Rupert Murdoch veut acquérir 35 % de Stream en Italie

**ROME**  
de notre correspondant

Un peu plus de deux mois après avoir été contraint de renoncer à l'Italie, le magnat australo-américain Rupert Murdoch fait de nouveau son apparition sur le marché de la télévision numérique transalpine en prenant 35 % du capital de Stream, filiale à 100 % de Telecom Italia. Un protocole d'intention a été signé, mardi 27 avril, sur la répartition du capital de la plate-forme numérique. Outre les 35 % de News Corp. Europe, filiale européenne de Rupert Murdoch, le producteur de films et patron des deux chaînes de télévision Télé Monte-Carlo (TMC), Vittorio Cecchi Gori, s'adjuge 18 %, et quatre clubs de football, Lazio, AS Roma, Fiorentina (Florence) et Parma, regroupés sous le nom de SDS (Sociétés des sports), achètent 12 % de Telecom Italia garde 35 %.

Cet accord devrait être définitivement signé le 15 mai et donner naissance à un concurrent direct de l'autre plate-forme numérique, Teleplus, contrôlée à 90 % par Canal Plus. Le président sera désigné par Telecom Italia tandis que l'administrateur délégué et le directeur général le seront par News Corp. Stream disposera des droits de retransmission des quatre clubs pour une période de six ans ainsi que des films et des produits audiovisuels Cecchi Gori. Un investissement de 2 000 milliards de

lires (1 milliard d'euros) est également prévu dans le protocole. Ainsi semble aboutir la longue bataille de Rupert Murdoch pour s'implanter sur le sol italien. Le pourcentage est beaucoup plus modeste que les 80 % envisagés lors de l'accord de principe du 26 décembre avec Telecom Italia et les droits de retransmission des matches du championnat ne sont pas ceux espérés. À l'époque, il voulait les droits des deux divisions A et B pour 2 milliards d'euros et une durée de six ans. Les négociations avaient finalement échoué à la suite de la décision du gouvernement de limiter à 60 % pour un seul opérateur les droits du Calcio.

**160 000 ABONNÉS**  
Aujourd'hui, l'entrée dans la péninsule de Rupert Murdoch est beaucoup plus modeste. Il n'est plus question de marcher sur les pieds de Teleplus, qui possède déjà les droits de sept clubs de Serie A et de deux autres de Serie B. Comme l'a fait remarquer Vincenzo Vita, secrétaire d'Etat à la communication, Rupert Murdoch « fait encore un peu peur », et il est donc préférable de le voir à parti avec Telecom Italia dans cette nouvelle aventure car, pour le gouvernement italien, la majorité de Stream doit rester italienne.

Avec 160 000 abonnés seulement et 700 milliards de lires (350 mil-

liards d'euros) de pertes en cinq ans d'existence, Stream est encore loin d'être menaçant pour les 620 000 abonnés de Di Più, la chaîne cryptée de Teleplus. Mais une concurrence plus sévère pourrait s'instaurer, les quatre clubs qui sont souscrits au protocole sont des acteurs importants du championnat. La Lazio est en tête, et la Fiorentina, Parma et AS Roma sont, pour le moment, respectivement en troisième, quatrième et cinquième position.

Franco Sensi, de l'AS Roma, et Elisabetta Cragnotti, pour la Lazio, ont confirmé que des nouveaux partenaires pourraient faire leur entrée dans le capital, mais à une hauteur ne dépassant pas 10 %. Il existe donc encore une possibilité pour TF1, qui, à l'origine des discussions entre Telecom Italia et News Corp., devait prendre 10 % de Stream (*lire ci-dessous*). Après la signature définitive de l'accord, cette cession de 65 % des parts de Stream devra encore être approuvée par l'assemblée générale de Telecom Italia.

Michel Böle-Richard

■ Le directeur général de BSkyB, Mark Booth, quitte ses fonctions, a annoncé le bouquet de télévision par satellite contrôlé par Rupert Murdoch, mardi 27 avril. Il va lancer une nouvelle filiale de News Corp. - (AFP)

### TF1 en embuscade, Canal Plus serein

**OFFICIELLEMENT** absente des actuelles tractations en cours entre Murdoch et Telecom Italia, TF1 devrait prochainement s'inviter au tour de table de Stream. La chaîne privée présidée par Patrick Le Lay « pourrait prendre 10 % à 15 % dans le partenariat final » de la plate-forme numérique, aux côtés de MM. Murdoch et Cecchi Gori, explique un proche du dossier. Cette proportion est similaire à celle prévue lors du rapprochement, entamé en novembre 1998, entre TF1 et News Corp. Europe. Depuis cette date, la Une n'a jamais démenti son attrait pour la Péninsule. Preuve de cet intérêt, elle a procédé, il y a quelques semaines, à un

audit approfondi de Stream. L'annonce de la signature du protocole d'accord entre Rupert Murdoch et Telecom Italia n'inquiète pas Michel Tholouze, directeur général chargé de l'intermédiation de Canal Plus et patron de Teleplus : « C'est un mémorandum de plus signé par Murdoch avec des alliés de plus en plus fiables, affirme-t-il. Je suis prêt à parier que cela n'ira pas à son terme. »

**OBSTACLES**  
Sa thèse est époyée par les multiples obstacles qui balisent la route vers la finalisation de l'accord. Selon des observateurs italiens, François Bernabe, administrateur délégué

de Telecom Italia, ne devrait pas conserver son poste à l'issue de l'OPA menée par Olivetti sur l'opérateur des télécommunications. De plus, avant d'être ratifié, l'accord devra être entériné au cours d'une assemblée générale des actionnaires de Telecom Italia qui aura lieu après l'OPA. Nombre de professionnels parlent qu'à cette époque l'opérateur de téléphone sera entré dans le giron d'Olivetti. Enfin, l'article 104 de la loi sur les OPA en Italie interdira à l'entreprise soumise à une OPA de modifier son périmètre en cédant des actifs.

Guy Dutheil

### Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

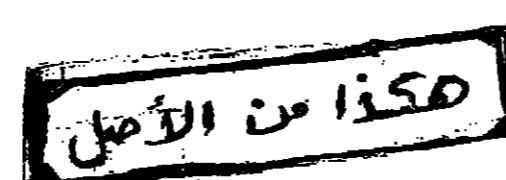
### Dernier état du monde et de la France

Michel Böle-Richard

■ Le directeur général de BSkyB, Mark Booth, quitte ses fonctions, a annoncé le bouquet de télévision par satellite contrôlé par Rupert Murdoch, mardi 27 avril. Il va lancer une nouvelle filiale de News Corp. - (AFP)

SPÉCIAL RÉVISIONS - MAI - 12 F

vient de paraître



## TABLEAU DE BORD

## AFFAIRES

## INDUSTRIE

● BAE/GEC : les groupes britanniques British Aerospace (BAE) et General Electric (GEC) ont annoncé, mardi 27 avril, la signature d'un accord définitif sur la cession par GEC de sa filiale d'électronique de défense Marconi Electronic Systems à BAE, pour 7,7 milliards de livres (11,7 milliards d'euros), sous réserve de l'accord des autorités chargées de la concurrence.

● AÉRONAUTIQUE : les équipements aéronautiques français ont réalisé une année 1998 record tant pour le chiffre d'affaires (en hausse de 28,5 %, à 6,52 milliards d'euros) que pour les commandes nouvelles (+4,9 %, à 6 milliards d'euros).

● DIAGEO : le groupe britannique de spiritueux a annoncé, mardi, qu'il voulait vendre quatre de ses marques d'alcool, dont le vermouth italien Cinzano, à la suite d'une étude de son portefeuille de marques européennes.

● COCA-COLA : le Conseil de la concurrence belge a interdit la concentration entre l'américain Coca-Cola et le britannique Cadbury Schweppes sur le marché belge. Coca-Cola a prévu de racheter les marques de Cadbury Schweppes en Europe, sauf en France, pour les boissons Schweppes, Canada Dry, Gini, Oasis et Dr Pepper.

● GENZYME TRANSGENICS : la société de biotechnologies américaine a réussi à fabriquer une substance que l'on trouve dans le sang humain, l'antithrombine, qui permet de lutter contre la formation de caillots de sang, dans le lait de trois chèvres transgéniques, selon la revue américaine Nature-biotechnologies.

● SERVICES

● AMAZON.COM : le site Internet spécialisé dans la vente de livres et de musique en ligne a annoncé, mardi, le rachat de trois sociétés spécialisées dans les livres rares (Exchange.com), la navigation sur le web (Alexa Internet) et les transactions (Accept.com), pour environ 645 millions de dollars (602,8 millions d'euros).

● ACCOR : le groupe français spécialisé dans l'hôtellerie et les services aux entreprises a

annoncé, mardi, la création d'une joint-venture en Australie avec la société britannique de restauration collective Compass Group (65 % du capital), Eurest Australia.

● STARWOOD : le septième groupe hôtelier mondial, qui possède notamment la chaîne Sheraton, a annoncé, mardi, la vente des casinos Caesars pour 3 milliards de dollars. L'acquéreur, Park Place Entertainment, est issu de la séparation des activités jeux de l'autre groupe hôtelier américain Hilton et de sa fusion avec le groupe Grand Casinos.

● IKEA : la chaîne suédoise de distribution de meubles a signé un accord sur la réduction du temps de travail. Le passage à 32 h 20 hebdomadaires (35 heures pour les agents de maîtrise) devrait créer 155 emplois (sur 1 750).

● ESPAGNE : 25 % du capital de Canal Satélite Digital pourrait être introduit en Bourse au mois de juillet, a annoncé, mardi, Sogecable, opérateur du bouquet numérique espagnol. Sogecable, contrôlée par Canal Plus (25 %) et le groupe de presse Prisa (25 %), a été évaluée à 400 milliards de pesetas (50,5 milliards d'euros).

● FINANCE

● AXA : l'assureur français, l'américain Metropolitan Life et LG Group ont fait une offre de reprise de Korea Life, troisième assureur coréen, ont indiqué, mardi, les autorités coréennes.

● AVOIRS JUIFS : le contrôleur de la Ville de New York, Alan Hevesi, a apporté son soutien mardi, à l'action en justice intentée par des survivants de l'Holocauste à l'encontre de banques françaises.

● UBS : une équipe de six spécialistes de Warburg Dillon Read, la division banque d'affaires du groupe bancaire suisse UBS, va passer en bloc chez la société de conseil Arthur Andersen.

● RÉSULTATS

● SONY : le groupe japonais a annoncé, mercredi, un bénéfice net annuel, à fin mars, de 179,0 milliards de yens (1,4 milliard d'euros), en retrait de 19,4 %. Pour l'année en cours, Sony se prépare à une nouvelle baisse de sa profitabilité, avant le lancement de sa nouvelle console.

## VALEUR DU JOUR

## AT &amp; T rassure Wall Street

L'ACTIVISME de Michael Armstrong, président d'AT & T, inquiétait les milieux financiers. Depuis le début de l'année, l'action AT & T a stagné, alors que le marché américain gagnait 17,9 %. L'annonce, le 23 avril, du lancement d'une OPA hostile de 54 milliards de dollars (50,5 milliards d'euros) sur Media One (câble-opérateur américain également convoité par Comcast) avait avivé les craintes.

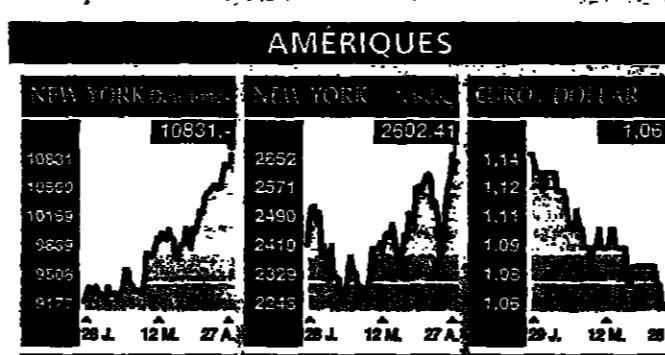
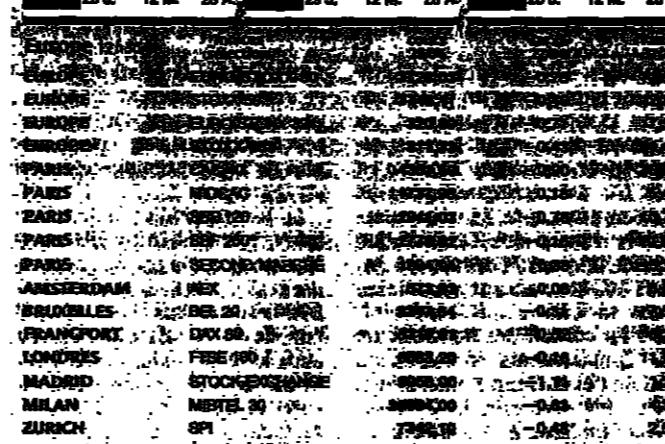
Heureusement, mardi 27 avril, les financiers ont été rassurés par la publication du résultat du premier trimestre 1999. Le titre a gagné 1,1 %. Le bénéfice du groupe, supérieur aux attentes des analystes, a progressé de 42 %, à 1,78 milliard de dollars. Porté par les succès de la téléphonie mobile, d'Internet et de la transmission de données, le chiffre d'affaires de l'opérateur téléphonique américain a grimpé de 6,1 %, à 13,61 milliards de dollars. Daniel Somers, directeur financier du groupe, a estimé que, sur l'ensemble de l'exercice, le bénéfice par action devrait se situer dans le haut d'une fourchette s'étendant de 2,13 dollars à 2,20 dollars.

Les résultats du premier trimestre ne prenaient pas encore en compte ceux de Tele-Communications Inc. (TCI), le deuxième câble-opérateur américain, accusé en mars 1999 pour 59,4 milliards de dollars, d'IBM Global Network.

Japan Telecom, dont AT & T a acquis, le 26 avril, 15 % du capital aux côtés de son allié British Telecom. Le marché des télécommunications japonais, deuxième marché mondial, estimé à 108 milliards de dollars, retient actuellement l'attention d'AT & T. Le lendemain de la prise de participation dans Japan Telecom, il a dévoilé une alliance avec son rival, l'opérateur historique Nippon Telegraph & Telephone (NTT). Cet accord est destiné à proposer aux grandes entreprises japonaises la prise en charge complète de leurs réseaux téléphoniques. Une activité dans laquelle s'est lancée AT & T depuis le rachat, en novembre 1998, pour 5 milliards de dollars, d'IBM Global Network.

Enguérard Renault

## FINANCES ET MARCHÉS



## ÉCONOMIE

## Le FMI propose des mesures pour éviter les crises financières

LE COMITÉ intérimaire du FMI (Fonds monétaire international) a vigoureusement appelé les créanciers privés à participer davantage aux efforts pour résoudre les crises financières et a dressé une liste de mesures pour éviter leur répétition.

Les emprunts émis par les Etats devraient contenir des clauses permettant en cas de crise, de rééchelonner les dettes contractées sur les marchés internationaux des capitaux, selon le communiqué publié, mardi 27 avril, à l'issue de la réunion du comité intérimaire du Fonds monétaire international.

Michel Camdessus, le directeur général du FMI, a déclaré qu'il ne fallait pas « faire preuve de trop de compassion pour les détenteurs d'obligations ayant touché des primes de risques (sur leurs investissements) de 500, 600, voire 700 % et qui veulent après cela échapper à des solutions concertées de la crise » (lire page 6).

Michel Camdessus a indiqué, par ailleurs, lundi, que la participation du FMI à l'allégement de la dette des pays les plus pauvres demanderait « certainement la vente d'une certaine quantité d'or » et qu'il y avait « pratiquement un consensus » sur le sujet entre pays membres.

Le directeur général du Fonds monétaire international a estimé, mardi, que les partés entre l'euro, le dollar et le yen étaient

pour le moment utiles au soutien de l'activité, mais devraient s'inverser à moyen terme pour corriger les déséquilibres extérieurs.

JAPON : les mises en chantier de logements sont restées inchangées en mars, par rapport à leur niveau du même mois de 1998, alors qu'elles étaient encore en recul de 9,4 % en février, a annoncé, mercredi, le ministère japonais de la construction. Ce résultat est très nettement supérieur aux attentes des marchés financiers, qui tablaient sur un recul allant de 3,0 % à 7,0 %. C'est la première fois en 27 mois que cet indicateur ne s'inscrit pas en baisse.

La production industrielle japonaise a fait preuve d'une robustesse inattendue en mars, avec une progression de 2,2 % par rapport à son niveau du mois de février, selon une estimation provisoire du MITI. Ce chiffre est nettement supérieur aux attentes des marchés financiers qui étaient centrées sur une augmentation de l'ordre de 0,3 % à 0,6 %.

ITALIE : le solde global de la balance commerciale a affiché en février un excédent de 1 098 milliards de lires (environ 563,79 millions d'euros), contre 1 782 milliards de lires en février 1998, a indiqué, mardi, l'Institut national des statistiques.

LES ventes au détail ont augmenté de 2,1 % en février 1999 en Italie, par rapport au même mois de 1998, a annoncé, mercredi, l'Institut national des statistiques.

ALLEMAGNE : la croissance a atteint 2,3 % en 1998, selon des chiffres révisés et adaptés à la méthode de calcul harmonisée pour toute l'Europe, diffusés, mercredi, par l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden. Selon la méthode alternante traditionnelle et jusqu'ici en vigueur, la croissance a été de 2,8 % en 1998.

ETATS-UNIS : l'indice de confiance des consommateurs

est établi par le Conference Board a augmenté à 134,9 points en avril contre 134 le mois précédent, a annoncé, mardi, l'Institut de conjoncture privée de New York. « Les consommateurs ne montrent pas de signes de pessimisme et aucun signe de vouloir inféliciter leurs habitudes de dépenses », a estimé Lynn Franco, responsable du centre de recherche sur les consommateurs de l'institut.

FRANCE : les chiffres de la consommation des ménages en produits manufacturés publiés, mardi, par l'Insee (+1,6 % en mars, +3 % au premier trimestre) « confirment la solidité de la demande intérieure », a commenté le même jour le ministère des finances. La prévision de croissance de l'Insee de 0,3 % en France au premier trimestre est « assez sûre », a-t-on ajouté dans l'entourage de Dominique Strauss-Kahn (lire page 10).

ROYAUME-UNI : la confiance dans le secteur manufacturier se reprend et a atteint son niveau « le moins négatif » depuis le début de 1998, a affirmé, mardi, la Confédération de l'industrie britannique dans sa dernière enquête trimestrielle de conjoncture. L'organisation patronale britannique a toutefois renouvelé son appel à une nouvelle réduction d'un quart de point des taux d'intérêt, en soulignant que les premiers mois de 1999 avaient enregistré le plus grand nombre de suppressions d'emplois depuis six ans dans le secteur manufacturier.

Le déficit commercial du Royaume-Uni a légèrement diminué en février pour atteindre 2,61 milliards de livres (3,96 milliards d'euros) contre 2,734 milliards en janvier, a annoncé mardi l'Office des statistiques nationales.

ITALIE : le solde global de la balance commerciale a affiché en février un excédent de 1 098 milliards de lires (environ 563,79 millions d'euros), contre 1 782 milliards de lires en février 1998, a indiqué, mardi, l'Institut national des statistiques.

LES ventes au détail ont augmenté de 2,1 % en février 1999 en Italie, par rapport au même mois de 1998, a annoncé, mercredi, l'Institut national des statistiques.

ALLEMAGNE : la croissance a atteint 2,3 % en 1998, selon des chiffres révisés et adaptés à la méthode de calcul harmonisée pour toute l'Europe, diffusés, mercredi, par l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden. Selon la méthode alternante traditionnelle et jusqu'ici en vigueur, la croissance a été de 2,8 % en 1998.

## SUR LES MARCHÉS

## PARIS

APRÈS son record enregistré mardi, la Bourse subissait des prises de bénéfice mercredi 28 avril, à la mi-séance. Vers 12 heures, l'indice CAC 40 reculait de 1,09 %, à 4 343,06 points. Mardi, il avait enfin battu son record de clôture, inscrit le 17 juillet dernier. L'indice CAC 40 avait fini à 4 390,92 points, en progression de 2,49 %.

## FRANCFORT

LA BOURSE s'inscrivait en baisse mercredi 28 avril vers 12 heures, l'indice DAX perdant 0,93 %, à 5 314,89 points. Mardi, l'indice Nasdaq avait terminé en forte hausse de 1,82 %, à 5 364,81 points, entraînée par les places boursières européennes et les places boursières américaines.

## LONDRES

DEUX HEURES après l'ouverture de la séance, l'indice Footsie 100 affichait une légère baisse de 0,16 %, à 5 583,20 points. Mardi, l'indice des valeurs vedettes avait fini sur un gain de 1,38 %, à 5 593,6 points, soit son record en clôture.

## TOKYO

MERCREDI 28 AVRIL, la Bourse japonaise n'est une nouvelle fois pas parvenue à franchir la barre des 17 000 points. Elle n'a pas même réussi à conserver jusqu'à la clôture les gains enregistrés en matinée dans le sillage du nouveau record inscrit la veille par Wall Street. L'indice Nikkei a cédé 0,1 % pour revenir à 16 942,2 points.

## NEW YORK

L'INDICE VEDETTE de la Bourse de New York, le Dow Jones, a terminé la séance, mardi 27 avril, sur un nouveau record, à 10 831,71 points, en progression de 1,06 %. Son précédent record avait été établi jeudi 22 avril, à 10 727,18 points. En cours de séance, le Dow Jones s'est hissé jusqu'à 10 847,74 points. L'indice Standard and Poor's 500 a également franchi un seuil historique, à 1 362,80 points, en hausse de 0,20 %. L'indice composite Nasdaq s'est, de son côté, replié de 1,67 %, à 2 602,41 points.

## TAUX

LES MARCHÉS OBLIGATORIAIRES européens étaient orientés à la baisse, mercredi en début de matinée, le contrat à terme sur les emprunts d'Etat allemands s'établissant à 115,66, en perte de 10 centimes.

## MONNAIES

LORS DES PREMIERS échanges, mercredi, l'euro poursuivait sa légère remontée contre le dollar, s'échangeant à 1,0678 dollar. Ce mouvement avait été encadré la veille, à la suite des propos tenus par le gouverneur de la Banque de France et le président de la Bundesbank sur l'évaluation de la monnaie européenne. Face au yen, le dollar s'affaiblissait en début de matinée sous l'effet des anticipations d'un nouveau plan de relance au Japon.

## En dollars

En dollars

En euros

En francs

En livre

En yen

En zloty



مكذا من الأصل

26 / LE MONDE / JEUDI 29 AVRIL 1999

## FINANCES ET MARCHÉS

### VALEURS FRANÇAISES

- L'action BNP s'échangeait, mercredi 28 avril, en baisse de 0,87 %, à 73,6 euros, le titre SG en recul de 0,12 %, à 163 euros et Paribas en hausse de 0,10 %, à 96,3 euros. A ces cours, les parités proposées par la BNP dans le cadre de sa double OPE valorisent l'action SC à 157,7 euros et l'action Paribas à 101,2 euros. L'OPE de SG sur Paribas valorise, elle, le titre Paribas à 101,87 euros.
- Le titre PSA Peugeot Citroën perdait 2,71 %, à 161,5 euros, à l'ouverture mercredi. Les investisseurs ont été déçus par le chiffre d'affaires du constructeur automobile au premier trimestre 1999, qui s'est amélioré de seulement 3,9 %, à 9,2 milliards d'euros.
- L'action Lafarge cédait 1,16 %, à 97,25 euros, lors des premiers échanges, mercredi, après l'annonce d'une augmentation de 3,7 %, à 2,02 milliards d'euros de son chiffre d'affaires au premier trimestre 1999.
- La valeur Imetal s'appréciait de 0,5 %, à 120,5 euros, mercredi. La Commission européenne a donné, mardi, son feu vert sous certaines conditions à l'acquisition du britannique English China Clay (ECC).
- Le titre Rhodia chutait de 1,19 %, à 156 euros, mercredi. Malgré une stabilité de son résultat net au premier trimestre 1999, la filiale chimique de Rhône-Poulenc a maintenu son objectif d'accroître ses profits de 75 % sur l'ensemble de l'année.

### RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 28 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 21 mai

	Priétaire en euros	Cours en francs	Cours en francs	% Var.	Paiement dernier coupon (1)
B.N.P. (T.P.)	149	180	982,84	+ 0,67	11/04
CELYNIA (BTP)	145,20	220,99	932,77	- 1,21	22/10
RENAULT (T.P.)	410	410	2889,42	- 0,07	22/10
SAINTE GOAINT (T.P.)	184,40	183,30	1202,37	- 0,55	22/10
THOMSON SA (T.P.)	149	150	1504,14	- 0,20	15/04
ACCOR	4,05	4,05	320,50	- 0,38	12/06
AIR FRANCE C.P.E.N.	16,56	16,65	105,22	+ 0,54	06/07
AIR LIQUIDE	152	152	999,61	- 0,25	20/08
ALCATEL	121,50	120,30	789,12	- 0,25	12/06
ALSTOM	34,50	34,50	195,26	- 3,48	12/06
ALTRAN TECHNO. *	14,50	14,50	1515,27	- 1,66	28/09
ANAF	81	81	537,08	+ 1,23	12/06
ANA	121,70	120,70	791,74	- 0,82	12/06
BALI INVESTIS.	126,40	126,40	623,23	- 3,39	17/07
BAZAR HOT. VILLE	103,10	112,60	732,00	- 0,09	17/07
BERTRAND FAURE	53,50	53,50	333,23	- 0,09	20/04

### NOUVEAU

### MARCHÉ

MERCREDI 28 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Cours en euros	Cours en francs	% Var.	JOLIEZ-REGOL. *	JOLIEZ-REGOL. *
ADLPARTNER *	18,60	121,26	- 2,63	MEDIEPAC *	17,05
AGENCE DE PRESSE	24	31,83	- 0,20	MILLE AMIS *	5,45
ALPHAMEDIA	22,90	150,21	- 0,39	MONDIAL PECH. *	6,85
ALPHA MOS	27,55	6,66	- 0,66	NATUREX *	5,35
ALTAMIR & C.I.	12,10	91,78	- 0,79	PAULINER *	81
APPLICEN ON	2	13,00	- 0,20	PARADIMONIC	159
ASTRA	2,05	5,49	- 4,49	QANTEL *	1,50
ATHENA	13,50	88,55	- 2,17	QATIS INT'L RC. *	1,50
AVENIR TELEC.	44,65	292,95	- 0,75	PERFECT TECH	21
BELVEDERE	81,00	535,35	- 0,97	PICTO-GAM	11
BIODOME	14,95	90,97	+ 0,88	PROLOGUE SOF.	22,50
BVRP EX DT S.	45,10	295,00	- 0,20	PROLOGUE SOF.	22,50
CAC SYSTEMES	10,50	58,98	- 2,68	QUANTEL	4,27
CERFA	7	4,52	- 3,44	RCI SANTE	39,51
CHEMUXEX	0,90	5,95	- 1,09	RECOUPAGE	10,17
COH	47	308,40	- 1,05	RECOUPAGE	10,17
CRYO INTERAC.	18,20	120,00	- 2,23	RECOUPAGE	10,17
CYBER PRES P.	44,10	268,00	- 2,55	RECOUPAGE	10,17
CYRANO	58,55	384,50	- 0,58	RECOUPAGE	10,17
DESIR	28	170,75	+ 5,11	RECOUPAGE	10,17
DHS BS 92	2,20	14,45	- 0,20	RECOUPAGE	10,17
DMS *	7	13,83	- 0,33	RECOUPAGE	10,17
DURAND ALLIEZ	6,85	45,00	- 0,33	RECOUPAGE	10,17
EPIFON	19	124,63	- 2,08	RECOUPAGE	10,17
ESKER	21,50	141,36	- 0,94	RECOUPAGE	10,17
EUPORFIN S.CI.	38	249,26	- 0,77	RECOUPAGE	10,17
EURO CARGO S.	11,40	74,70	- 0,20	RECOUPAGE	10,17
EUPORT S.A.T.	11,76	77,14	- 10,09	TRANSCENE	22,00
FABRICANT	28	133,67	- 0,22	TR SERVICES	10,80
FSYSTEM *	28	133,67	- 0,22	TR SERVICES	10,80
FLCREAN MED.	7,80	49,85	- 0,65	VALORISATION	1,00
GENEPY *	51,50	328,00	- 0,97	VALORISATION	1,00
GENESIS *	11,00	81,00	- 0,54	VALORISATION	1,00
GIC	48	314,00	- 1,05	WESTERN TELE	4,00
GIC D'	20,10	131,85	- 0,93	WESTERN TELE	4,00

### SICAV

### FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 27 avril

Émetteurs ► Valeurs unitaires \* Date cours

\* euro / franc \* cours

AGIP AVIATION AAA 25,61 167,33 27/04

AGIP CTG-QPS 17,00 172,00 27/04

315 BNP 142,00 955,00 27/04

ARTICHEM 147,51 1147,51 27/04

ARTOCARTE 50,21 320,50 27/04

ARTOCARTE TERMEZ 319,00 2570,00 27/04

ARTOCARTE TERMEZ 357,92 2216,61 27/04

**SCIENCES** Les tensions s'exascent entre le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, Claude Allègre, et les responsables du CNRS. ● LE MINIS-

TÈRE reproche à la direction de cet organisme de faire preuve de « mauvaise volonté » dans l'application de sa politique, tandis que les chercheurs déploient la « marge de manœuvre

réduite » laissée aux établissements. ● LA PRÉPARATION de la prochaine loi de finances, dans laquelle la recherche n'apparaît pas comme une priorité, inquiète les scientifiques.

● LES SYNDICATS se mobilisent également contre la tenue, selon eux prémature, d'un comité interministériel de la recherche. ● LES DÉPUTÉS socialistes Pierre Cohen et Jean-Yves Le

Déaut, chargés par Lionel Jospin d'une mission sur l'avenir de ce secteur, entament des consultations qui s'achèveront, le 26 juin, par un colloque national.

## Le conflit entre la direction du CNRS et Claude Allègre se durcit

Alors que la mission parlementaire sur la recherche commence ses travaux, les relations entre le ministère et l'organisme s'enveniment. Des perspectives budgétaires décevantes et de prochaines décisions interministérielles risquent de relancer la fronde des chercheurs

**INCOMPRÉHENSION** mutuelle », selon certains observateurs. « Guérilla permanente », pour les autres. Les relations entre la direction du CNRS et le ministre de la recherche, Claude Allègre, n'ont jamais été aussi tendues. « Le ministre cherche l'affrontement. Il fait de la provocation pour pousser Catherine Bréchignac [directrice générale du CNRS] à la démission, afin de la remplacer par quelqu'un de plus docile », accuse un syndicaliste. « A la différence de la plupart des autres organismes, avec lesquels nous n'avons pas de problèmes, le CNRS fait preuve de mauvaise volonté », rétorque l'entourage du ministre.

Le paysage scientifique national semblait pourtant pacifié, après la vigoureuse mobilisation qui avait accueilli, à l'automne et au début de l'hiver 1998, les projets de réforme de Claude Allègre. Les textes les plus controversés ont été pour partie retirés. Le nouveau directeur de la recherche au ministère, Vincent Courillot, a défini un calendrier de négociations. Enfin, le premier ministre, pressé par les socialistes de trouver « une sortie par

le haut » à la crise, a confié à deux députés, Jean-Yves Le Déaut (PS, Meurthe-et-Moselle) et Pierre Cohen (PS, Haute-Garonne), une mission parlementaire qui doit s'achever, le 26 juin, par un colloque national.

**Le ministre « soulève un vrai problème, mais il refuse la discussion et donne une fausse solution »**

En coulisses se livre une véritable guerre de tranchées. Le CNRS a ainsi rendu publics, voilà un mois, les résultats d'une étude bibliométrique montrant qu'en termes de publications, il constitue « un acteur de tout premier plan sur la scène mondiale », avec un impact (nombre de citations) des articles signés par ses chercheurs « de même niveau que celui des Etats-Unis » et même en légère progres-

sion depuis dix ans. Une manière de couper l'herbe sous le pied du ministre, qui critique volontiers « la productivité insuffisante » de la science française. La réponse a été séche. Il y a quelques jours, Vincent Courillot a adressé à Catherine Bréchignac une lettre de rappel à l'ordre. Cette étude, a-t-il souligné, est entachée de « très nombreux erreurs », ajoutant, surpris, que le ministère et le CNRS étaient convenus de réaliser en commun une telle enquête.

Le directeur de la recherche « s'étonne » aussi de l'ouverture, par le comité directeur de l'établissement, d'un vaste chantier de réflexion interne, « CNRS-Avenir », qui doit s'étaler jusqu'à l'été 2000. « Je trouve très surprenant que cette initiative soit lancée sans la moindre référence à la mission parlementaire nommée par le premier ministre et à son calendrier », s'irrite Vincent Courillot. « C'est une mauvaise querelle », répond un directeur de département. N'est-il pas normal que le premier établissement de recherche français réfléchisse à son évolution et que ses responsables aient leurs idées sur la science de de-

main ? » Au demandeur, le CNRS se défend d'être le mauvais élève de la classe. Claude Allègre demande-t-il davantage de responsabilités pour les jeunes chercheurs ? Le CNRS dégagé 39 millions de francs (5,95 millions d'euros) pour soutenir, en 1999, de jeunes équipes. Une plus grande ouverture sur le monde industriel ? Les communiqués à la presse tombent en cascade, sur la signature d'un accord de coopération avec la Sncma, ou la création d'un laboratoire commun avec le groupe Suez-Lyonnais des eaux. Une valorisation plus active des travaux des laboratoires ? La mise en place de six incubateurs d'entreprises innovantes est annoncée, le jour même de l'appel des programmes ministériels. Rien n'y fait. « Toute initiative est systématiquement contrefaite », observe un proche de l'équipe de direction.

Beaucoup d'analystes de la politique scientifique ont le sentiment que « le ministère veut faire le travail des organismes de recherche, en leur laissant qu'une marge de manœuvre réduite ». Or, commente le SGEN-CFDT, « autant le gouvernement est dans son rôle quand il fixe des priorités pour la recherche, autant il sort de ses compétences quand il mène des programmes, des sous-programmes et du choix de leurs responsables ».

Cette situation ne va pas sans créer des blocages. Ainsi, l'un des sept départements du CNRS, l'institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3), vit sans directeur depuis octobre. Ses personnels réclament en vain la nomination d'un remplaçant. Mais le ministère, qui juge trop important le poids actuel de la physique au sein du CNRS, comparé à celui des sciences de la vie notamment, verra en profiter pour regrouper deux des trois départements scientifiques dirigés par un physicien.

« Une fois de plus, peste un chercheur, Allègre soulève un vrai problème, mais il refuse la discussion et donne une fausse solution. »

La perspective, dans le cadre de la prochaine loi de finances, d'un budget de la recherche au mieux étalé n'est pas faite pour calmer les esprits. Déjà, en 1999, le CNRS a été l'un des organismes scientifiques les moins bien dotés, le ministre reprochant à sa direction générale son peu d'empressement à appliquer ses directives. « Je crois que le prochain budget du CNRS ne soit utilisé comme moyen de rétorsion, redoute un directeur de laboratoire. Cela, au moment où le double mouvement des départs croissants en retraite et de la désaffection des jeunes pour les carrières scientifiques exigerait un effort de récrutement continu. »

Ce contexte n'apporte pas les meilleures garanties de sérenté à la mission parlementaire sur la recherche mise en place par Lionel Jospin. D'autant que, selon un proche du ministre, ce dernier, bâti au principe d'un grand débat national, « soutient cette démarche comme la corde soutient le pendu ». Les chercheurs, à commencer par les élus du Comité national de la recherche scientifique, placent pourtant leurs espoirs dans cette mission. « La communauté scientifique est prête à des réformes et dé-

Pierre Le Hir

## Le « modèle » de l'Institut de physique du globe de Paris

**LORS** des dernières rencontres de l'Union européenne des géosciences, du 28 mars au 1<sup>er</sup> avril à Strasbourg, onze communications portent la consigne de Claude-Jean Allègre, directeur du Laboratoire de géochimie et cosmochimie de l'Institut de physique du globe de Paris (IPGP). « Une activité scientifique réellement remarquable pour un ministre », ironise un chercheur, qui voit dans cette profondeur « un signe que le monarcat n'est pas tout à fait mort ».

Le raileur ignore-t-il que le ministre-chercheur - ses collègues l'attestent - continue de consigner une partie de ses vendredis à son équipe et de suivre les travaux de ses théâtres ? Les dix années passées par Claude Allègre à la direction de l'IPGP, de 1976 à 1986, lui semblent en tout cas une sorte d'anti-modèle des valeurs et des pratiques que protège aujourd'hui le ministre de la recherche. Son « comportement de chef de clan » ne serait guère allé dans le sens de l'autonomie actuellement souhaitée pour les jeunes chercheurs,

et son « attitude hégémonique » aurait étouffé les initiatives concurrentes. Au point, disent certains, que « tous ses contradicteurs aient été écartés » à l'image du volcanologue Haroun Tazieff, démis de ses fonctions à la suite de la polémique sur l'évacuation des riverains de la Soufrière.

« La référence à l'institut de physique du globe donne effectivement quelques indices de la politique de Claude Allègre », pense Vincent Courillot, qui a lui-même dirigé l'IPGP pendant quelques mois, avant de rejoindre le ministère en qualité de conseiller spécial, puis de directeur de la recherche. Mais le module qu'il dépeint est bien différent du précédent. « A l'IPGP, Claude Allègre a toujours eu le souci de donner très tôt des responsabilités aux chercheurs. La moitié des membres de son comité de direction avaient moins de trente ans, et je n'étais moi-même qu'un jeune assistant quand il m'a fait venir de Stanford, relate-t-il. C'est aussi lui qui a ouvert l'institut à des disciplines nouvelles, comme l'étude des géomatiques.

riaux, en croisant des domaines qui s'ignoraient. »

Jean-Louis Cheminée, responsable des observatoires volcanologiques de l'IPGP, voit également dans la marque imprimée par Claude Allègre à cet organisme - doté, depuis 1991, du statut de grand établissement -, une forme d'esquisse de son action au ministère. « A l'époque déjà, il s'est inspiré du modèle américain des grands instituts pour bâtir, dans le domaine des géosciences, une structure d'excellence. » Une démarche qui préfigurait le souhait actuel de faire émerger, à travers le schéma des universités du troisième millénaire, quelques grands pôles universitaires et scientifiques. Jean-Louis Cheminée croit pouvoir tirer une autre leçon de ces années où le ministre s'adonnait à temps plein à la géochimie : « Claude Allègre a toujours aimé provoquer pour forcer à réfléchir. Mais il apprécie qu'on lui tienne tête. »

P. L. H.

## La Russie inaugure un élément-clé de la station spatiale internationale

LE QUARTIER d'habitation des futurs équipages de la station spatiale internationale (ISS), le module de service, construit par la Russie, est enfin terminé. Lundi 26 avril, sa sortie d'usine a été célébrée à Kourou, dans la banlieue de Moscou, en présence de Youi Kotov, directeur de l'Agence spatiale russe (RKA). Cet élément crucial - et attendu - de la station devrait rejoindre d'ici deux semaines les installations du cosmodrome de Baikonour (Kazakhstan) pour y subir toute une série d'essais.

« Tous les tests effectués jusqu'ici l'ont été avec succès », se félicite Sergueï Gorbounov, porte-parole de la société RKK Energia, chargée de l'assemblage de ce module. Mais la nouvelle batterie d'examens que doit passer cet élément vital de l'ISS doit durer quatre à cinq mois. Ce n'est qu'au terme de cette revue de détail que la date de son envoi dans l'espace sera fixée. Aujourd'hui, on évoque une possible mise en orbite pour novembre ou décembre. Malgré ce retard sur le programme initial et malgré le conflit en Yougoslavie, Youi Kotov a tenté à préciser que les différentes diplomatiques entre Américains et Russes ne peseraient en rien sur l'assemblage de la station.

Ses déclarations n'ont sans doute qu'à moitié rassuré les officiels de la NASA. Le module de service est un peu l'Artélierme de l'ISS. Les Russes, faute de crédits, ont reporté à plusieurs reprises sa livraison, si bien qu'il a fallu retarder de six mois le lancement des deux premiers éléments, Zarya et Unity, finalement assemblés automatique-

ment en orbite le 7 décembre 1998. Tous ces contretemps ont déjà fait prendre un an et demi de retard au programme d'assemblage de la station, dont le premier embryon, Zarya-Unity, ne dispose que de cinq cents jours d'autonomie.

### AMBANCE INVITABLE À BORD

Il est impératif que le module de service s'accouple, car c'est lui qui doit contrôler l'altitude et l'attitude de ce petit ensemble avant la date fatidique. Prise en otage, la NASA a même envisagé un temps le recours à un module de service « intérimaire » américain détenu d'un missile des années 80, et à qui se résoudra une nouvelle fois à demander au Congrès de mettre la main dans la poche. Début avril, l'agence américaine a cru devoir préciser que le départ vers le secteur privé de deux des principaux responsables du programme, à Houston (Texas) et Washington (district of Columbia) n'était en rien lié aux difficultés de déploiement de l'ISS.

Ces atermoiements ont mis en fureur nombre de responsables américains hostiles aux voisins habitées. Dans un récent discours à la United Space Foundation, le directeur du comité à la science, James Sensenbrenner, a vivement critiqué la NASA pour sa mauvaise gestion du projet, « qui coûtera au moins 7 milliards de dollars (7 milliards d'euros) de plus et sera achevé au moins deux ans plus tard que ce que l'administration avait promis en 1993 ».

La solution ? Faire de la Russie non plus un partenaire mais un simple fournisseur, en négociant les prestations directement avec les sociétés du secteur spatial russe.

Peut-être faudra-t-il encore augmenter l'addition. Selon l'hebdomadaire britannique *New Scientist* du 17 avril, l'ambiance à bord de l'ISS pourrait vite devenir invivable

en raison du romprement incessant des équipements de bord. Dès septembre 1997, le centre de recherches de Khrounichiev avait donné l'alerte : le bout générant par les filtres à air, les ventilateurs, les collecteurs et autres pompes aura pour conséquence « une détérioration probable de la santé des cosmonautes et des communications vocales intérieures » à bord de la station.

Dans Zarya, le niveau sonore atteindrait 72,5 décibels, quelque chose entre la circulation dans une rue et le bruit d'une machine à laver à l'essorage. Un niveau très supérieur aux 50 à 55 dB prévus correspondant à une conversation. Les Russes préconisaient de ne pas séjourner plus de quatre heures par jour dans Zarya, une restriction jugée « inacceptable » par le centre spatial de Houston.

Des documents internes de la NASA cités par *New Scientist* indiquent pourtant que les alarmes seraient « difficilement audibles ». Les différents capots qui pourraient couvrir les équipements bruyants risquent d'être d'une efficacité toute relative, admet-on d'ailleurs à la NASA. Sur la station Mir, « un nombre significatif d'astronautes a perdu des capacités d'audition », rappelle Jerry Goodman, qui travaille sur l'acoustique à l'intérieur de la station, et insiste sur la nécessité d'offrir des havres de silence aux équipages. Mauvaise nouvelle pour eux, car *New Scientist* affirme que le niveau sonore du module de service atteindra, selon les officiels russes, les 74 dB.

Hervé Morin

DEUX DINOSAURES, appartenant à des espèces jusque-là inconnues et datant de quelque 100 millions d'années, viennent d'être mis au jour dans l'Utah (Etats-Unis), ont annoncé, lundi 26 avril, les paléontologues américains à l'origine de la découverte. Ces deux spécimens, de la famille des ankylosaures, pourraient être les plus grands exemplaires jamais exhumés de ces dinosaures à curasse. L'un de ces herbivores atteindrait 10 mètres de long.

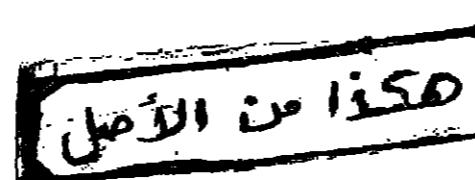
Un des aspects les plus surprenants de ces deux fossiles est la carapace recouvrant le crâne, qui semble être une excroissance de l'os crânien lui-même, et non pas un ensemble de plaques rattachées au crâne. - (AP)

### DÉPÉCHES

■ RECHERCHE : le CNRS et France-Télévision ont signé récemment un accord de coopération et d'échanges dans les domaines de l'information et dans celui des magazines. Pour les deux organismes, « la responsabilité sociale et culturelle des scientifiques les oblige à davantage communiquer » et à satisfaire un public « demandeur d'informations et de réflexions sur les rapports entre la science et la société ». Un comité de pilotage d'une dizaine de personnes appartenant au monde de la science et de la télévision a été constitué à cet effet.

■ ALIMENTATION : tous les amateurs de salade vont bientôt être régaliés. La station de génétique et d'amélioration des plantes (INRA-Versailles Grignon), le Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes (CTIFL) et la Fédération nationale des producteurs d'endives viennent, après dix ans de recherches, de créer une nouvelle salade rouge à côtes blanches, légèrement amère, fruit d'un croisement entre trois variétés de chicorée : l'endive blanche (chicorée witloof) et deux chicorées rouges à larges feuilles (chicorées de Vérone et de Chioggia). La nouvelle venue, baptisée initialement endigia, devrait être commercialisée en 2000 sous le nom de carmine. Elle fait actuellement l'objet de tests auprès des consommateurs en province et en région parisienne.

■ ESPACE : l'Inde doit procéder le 25 mai à son premier lancement commercial de satellites, a indiqué, mardi 27 avril, l'agence spatiale indienne (ISRO). Déjà tiré à quatre reprises depuis 1993, le lanceur PSLV (Polar Satellite Launch Vehicle), capable de placer à 820 km d'altitude une charge totale de 1,2 tonne, doit emporter un satellite indien d'étude des océans IRS-P4, accompagné par deux petits engins allemand (Tubsat) et sud-coréen (Kitsat).



الراصد من المدى

## Des moutons et des hommes

Du mont Snowdon à l'Arm's Park de Cardiff, des plages aux terrils, le pays de Galles adore se raconter des histoires

CARDIFF  
de notre envoyé spécial

On dit qu'au pays de Galles on aime plus qu'ailleurs les veillées et les histoires. Ici, on soupe tôt, on a du temps pour de longues soirées. Certes, la télé offre une chaîne publique en gallois, mais on trouve toujours un moment pour prendre des nouvelles de Perceval ou d'Henry Tudor, voire pour pousser une chanson à boire ou un bon vieux cantique. Allez ! Encore une blèse ! Une dernière bonne blague anglophobe ou gallophile ! Quand on est arrivé à l'Angleterre et qu'on se peaufine une personnalité, entre Irlande et Ecosse, on ne craint pas, bien au contraire, ponctifs et caricaturés. Le but, c'est de parler, encore et encore, pour que jamais le gallois ne meure.

On dit qu'il faut découvrir le pays de Galles par le nord. Enfin, ce sont les Gallois du Nord qui le disent, ceux qui se moquent des filles des valleys et du Sud, là où les maisons se collent et où l'accent traînasse. Passé l'estuaire de la Dee, on entre dans Snowdonia et ses villages aux noms imprononçables. L'automne, les collines sont rouges comme les feuilles. Au printemps, l'horizon est vert chou. Au gré des saisons et des nuages, le nuancier s'enrichit : en gallois, il existe sept mots pour décrire le vent, de celui des pâles vasières à celui de la bouteille de whisky.

Que se lève ensuite, sur la route désercie, cette tenace purée de pois, que souffre sur les murs de pierres sèches un « vent à plumer les oies » (ainsi nomme-t-on celui qui vient de la mer), et voilà, soudain, des moutons par millions. Douze dans tout le pays de Galles, « quatre moutons par habitant », précise le fermier à l'étranger qui s'aventure dans ces contrées. Ces bêtes-là ont la laine longue et l'air doux des peluches dans lesquelles les enfants rangent leur pyjama.

On chuchote que les Gallois ont toujours eu des problèmes avec leurs montagnes. « Les Gallois sont des Irlandais qui ne savent pas nager », plaisantent, dans les pubs, les habitants de Betws-y-Coed. Les Gallois,

qu'on se le dise, sont un peuple de montagnards, quand les Anglais, eux, doivent se contenter de momes plaines. Il y a ici une faute de goût à ne pas commettre : parler des collines galloises quand il s'agit, bien sûr, de sommets immenses parfois enneigés.

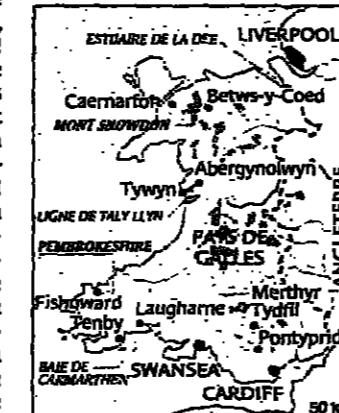
Le sujet est sérieux. Un film s'en est même inspiré. L'Anglais qui gravit une colline et descendit une montagne raconte l'histoire du petit bout de Flynn Garw et de sa « colline », à laquelle il manquait 5 mètres pour mériter l'appellation de « montagne ». Qu'à cela ne tienne : les habitants feront le nécessaire et l'horneur du village sera sauve.

### FAIRE UNE MONTAGNE

L'été dernier, une affaire d'une tout autre ampleur a défrayé la chronique. Un richissime Gallois, Alun Griffith, s'était, pour 3 millions de livres (environ 4,6 millions de francs), porté acquéreur du mont Snowdon ! Imaginez ! La plus haute montagne du pays de Galles avec ses 1 085 mètres ! La fierté de ce petit pays grand comme la moitié de la Suisse et qui nomme « edelweiss gallois » le lys de Snowdon. Songez ! C'est au pied de cette montagne, à Hafod-y-Lian, que le roi Arthur a livré son ultime et fatal combat. Finalement, grâce à l'action conjuguée de l'acteur Anthony Hopkins et du National Trust, le scandale a été évité. Sans oublier l'intervention du prince de Galles, couronné non loin de là, en 1969, à Caernarfon, comme le rappelle sur place un diaporama.

Dans les montagnes, les Gallois râchent les petits trains à crémaillère qui transportaient naguère les ardoises extraites des carrières voisines. Les mineurs à la retraite guident les randonneurs là où les routes ne vont pas, entre saules et noisetiers. Sur la moleskine rouge des petits wagons qui s'enveloppe, l'hiver, dans de chaudes couvertures. La ligne de Talyllyn longe la « vallée heureuse », celle où le roi Arthur a grandi. A la gare d'Abergynolwyn, son terminus, la salle d'attente fait

DAVID JURIN/MAGNUM



office de tea-room. On y tartine des welsh cakes avec du beurre salé.

Sur la côte du Pembrokeshire, les fermiers affirment qu'on se déplace aussi bien à pied qu'à dos de goéland. A partir de Fishguard s'étendent 200 kilomètres de littoral et de landes épargnés par les routes et les constructions. Un phare en bois de baignoire signale un fish and chips. On y parle le gallois avec la même obsession que celle des écoles du pays : faire vivre la langue des ancêtres. Tenby, la reine des stations balnéaires, a des airs surannés de Dianard au temps des premiers congés payés. Sur la plage, des familles se serrent à l'ombre d'un parasol. Sur un banc, face à la mer, trois vieilles dames aux cheveux maries et fleurant bon la violette attendent le tea time.

Les poètes et les marin assurent que la maison flottante du plus grand écrivain gallois, Dylan Thomas, « the boathouse » à Laugharne, est, avec ses rosiers et ses bow-windows, la plus jolie du monde. Elle semble montée sur des échasses, prête à prendre le vent de la baie de

Carmarthen. A ses pieds, dans les vasières de l'estuaire du Taf, des hérons, des oies sauvages et des grues blanches s'envolent, l'air grisé. Dylan Thomas racontait tout cela à la radio avant de mourir, bardé « gonflé d'alcool », en 1953. Il avait trente-neuf ans. « Primo, confiait-il, je suis gallois. Secundo, je suis breveté Terzo, je suis amoureux de la race humaine, en particulier des femmes. » Les jours de tempête ou d'ivresse, des « corrompus parisiens » tournoient autour de sa maison « trempée de mer ».

LE « SAIBATH DAY »

Comme répète Géraint Owen, un ancien bardie croisé à Llanddeiloen, « les Gallois croient tout ce qu'en leur dit ». Ainsi, « quand la Bible arrive au pays de Galles, tout le monde se met à

la lire, ou plutôt chacun y lit ce qu'il veut. D'où toutes ces Églises non conformistes : méthodiste, apostolique, calviniste, baptiste... »

Ici, le dimanche est encore « Sabath day ». Dans les églises en bois, les femmes se couvrent la tête d'un foulard ou d'un chapeau et certains villages se croient missionnaires en « Terre sainte ». Bethesda, Bethléem, Salem... Des noms qui « sonnent frivolement comme des canillons dans les ténèbres », disait Dylan Thomas, qui pusait autant son inspiration dans les chants des bardes que dans l'Ancien Testament. Géraint Owen et ses amis préfèrent les conseils que Merlin l'Enchanteur prodiguait aux chevaliers de la Table ronde aux sermons des pasteurs gallois. Voilà Cardiff. « On dit "la jura galloise" », observait déjà Antoine Blondin, grand amateur de rugby. Les légendes se fabriquent ainsi. Dans les puits, sur les docks, là où les Gallois ont appris à s'entraider. A l'Arm's Park, dans les mottes, ils continuent. Sans jamais cesser de créer et de chanter. En octobre prochain, pour la Coupe du monde de rugby, les tribunes reprendront encore en chœur des hymnes et des psaumes du XVII<sup>e</sup> siècle. On raconte que, là-bas, de l'autre côté de la mer, quand les Diablotins envoient l'hymne national gallois, les Bretons, reconnaissant leur cher Bro gaw ma zadau (« vieux pays de mes ancêtres »), se lèvent et fissoient devant leur poste de télé.

Ariane Chemin

**Vol + 1 semaine en Grèce**  
**2290F**  
au club Olympien Cap d'Or en pension complète, vin inclus.  
**HELIADES**  
N° INDIGO 0803 803 113 - 3615 HELIADES - www.heliaades.fr

**3615 DREAMS Voyages**  
propose séjours de qualité et vols des meilleures compagnies aux prix les plus bas.

**PERIGORD**  
**AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS**  
\*\*NN LOGIS DE FRANCE  
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE  
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD  
tél. 05 53 28 95 54 - Fax : 05 53 28 42 98  
www.cle-des-champs.com

**NOUVEAU**  
05350 MOLINES-EN-OUCYERAS  
SATION VILLAGE - ÉTÉ - HIVER  
Soleil - Neige - Tous Sidi - Raquettes  
**HÔTEL LE CHAMOIS\*\***  
LOGIS FRANCE 2 chemins  
1/2 pension 280 F - 310 F  
tél : 04 92 45 83 71 - Fax : 04 92 45 80 58

**OLEIL DÉTÉ**  
TERRES D'AVENTURE  
16490F  
19990F  
25390F

### Un nouveau temple pour les Diables rouges

C'est à domicile, face à l'Argentine que, le 1<sup>er</sup> octobre, le pays de Galles donnera le coup d'envoi de la Coupe du monde de rugby. Et c'est également à Cardiff, le 6 novembre, qu'aura lieu la finale et la cérémonie de clôture. Ce n'est pas le légendaire Arm's Park qui sera le théâtre de ces grands rendez-vous, mais le nouveau Millennium Stadium, actuellement en construction. Destiné à accueillir 75 000 spectateurs ainsi qu'un musée du rugby, ce stade à toit rétractable entend marquer l'entrée du sport national gallois « dans le XXI<sup>e</sup> siècle ». Après un déclin long de deux décennies, les Diables rouges, en battant les favoris anglais, le 11 avril au stade de Wembley, ont privé l'« ennemi héréditaire » du Grand Chelem dans le dernier Tournoi des cinq nations de l'histoire. Par cette victoire, ils ont redoublé espoir au pays tout entier.

**Prix sacrifiés pour plus de 2000 VOYAGES DE DERNIÈRE MINUTE !!!**  
**0836 68 38 00**

**3617 airévasion**  
**3617 écovoyage**  
**3617 infomer**

**ANY WAY**  
Vols A/R\*  
Promos Printemps  
NEW YORK 1550F  
POINTE-A-PITRE 2730F  
LA HAVANE 2760F  
SINGAPOUR 2800F  
RIO 2700F

**Retrouvez les chemins d'une France oubliée même des Français.**

Le catalogue Terres d'Aventure 99 vous attend. 320 pages de voyages à pied en France et dans le monde entier. Pour le recevoir gratuitement renvoyez ce bon à découper à Terres d'Aventure, 6 rue Saint-Victor 75005 Paris. Tel. 01 53 73 77 67. Minitel : 3615 TERDAV. Email : terdav@terdav.com

**Directours.**  
**THAILANDE AUTHENTIQUE**  
Vols réguliers + séjour hotel 3\* dans un Gîte de Saison, plage privée, 20 km Sud Bangkok. Long des stations à la mode. Petit déjeuner inclus. Prix base : personne, en 1 chambre double réduc jusqu'au 15/11/99  
4 010 F  
10% sur place, vol inclus  
Centre de plage semi-maison. Nuit en possible. Transport à partir de 100 F  
Bricolage gratuite 01 45 62 62 62  
ou de province au 08 01 62 75 47  
Minitel 3615 Directours 1222 F  
Internet : www.directours.fr  
90, av. des Champs-Elysées, PARIS 8e  
Aéroport : SNAV - Garantie APRS

**Prix sacrifiés pour plus de 2000 VOYAGES DE DERNIÈRE MINUTE !!!**  
**0836 68 38 00**

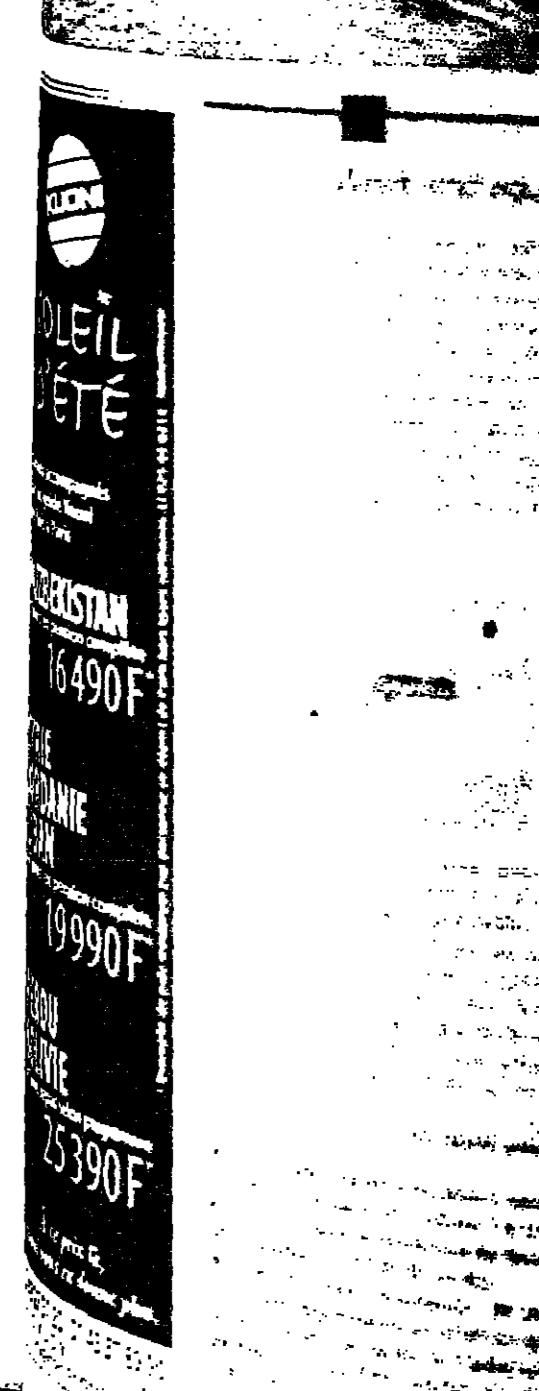
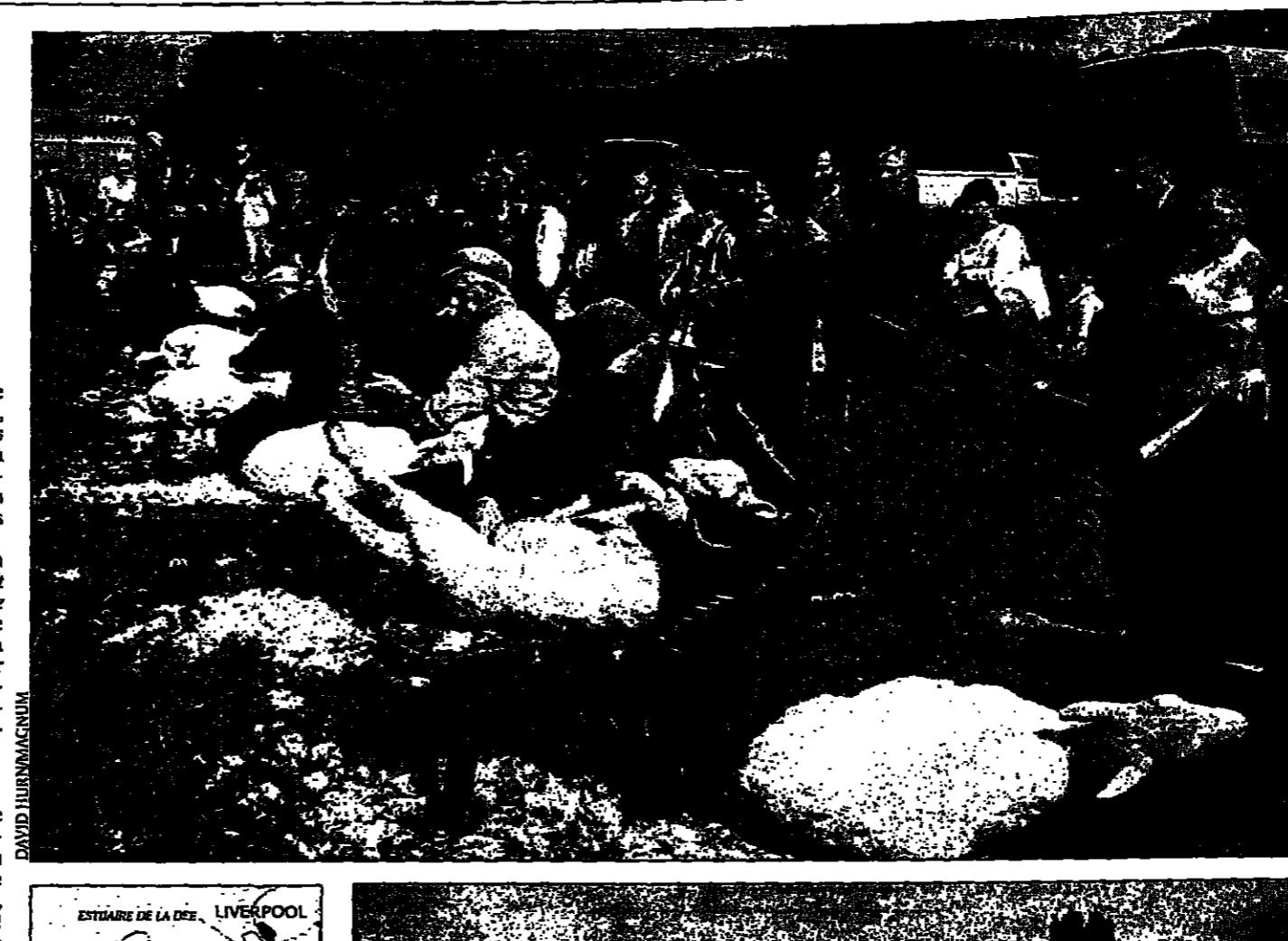
Spécial départs immédiats !  
Prix exceptionnels à saisir !  
• de 10 000 départs !  
Vols, séjours, circuits, croisières à prix discount !  
+ de 10 000 locations en France, Dom-Tom, et à l'Etranger.

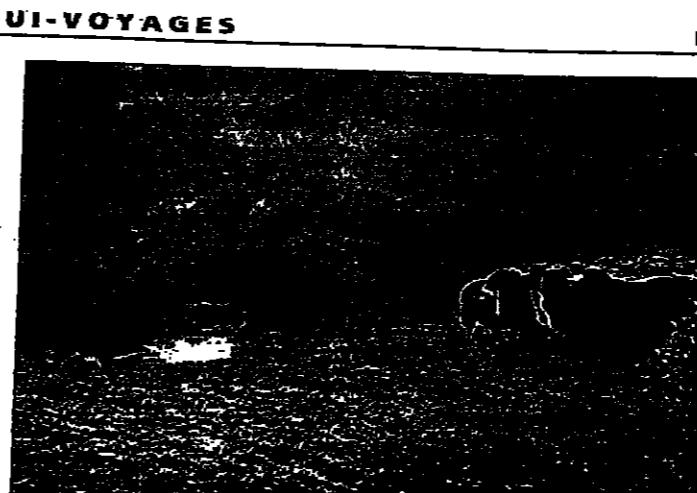
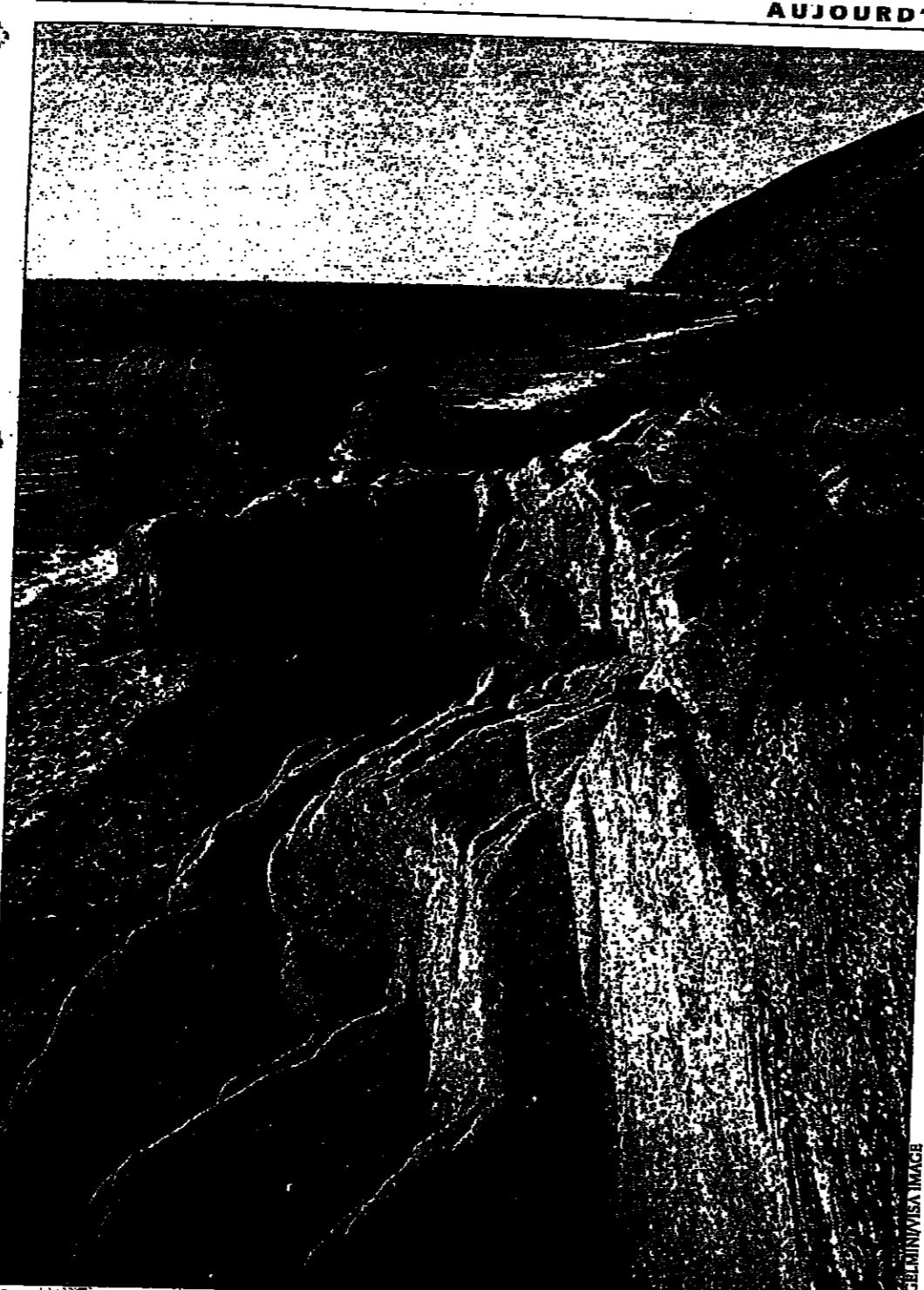
**0 803 008 008**  
NOUVEAU !  
Réservez et achetez vos billets d'avion en ligne sur  
<http://www.anyway.fr>  
et 3615 ANYWAY™  
Cliquez, vous décolliez !

**Terres d'aventure**  
LE VOYAGE A PIED

**TERRES D'AVENTURE**  
16490F  
19990F  
25390F

**PROFESSIONNELS DU TOURISME, POUR COMMUNIQUER**  
**DANS CETTE RUBRIQUE APPELEZ LE : 01.42.17.39.40**





LE MONDE / JEUDI 29 AVRIL 1999 / 29

**Carnet de route**

● Vols. Avec British Airways (tel : 0802-302-902), vol Paris-Cardiff, pour le sud du Pays de Galles, Paris-Manchester pour le nord, Paris-Birmingham si l'on priviliege les « Mid-Wales ». Tarif « week-end » à 1 669 F (254 €) A/R pour Birmingham, 1 612 F (246 €) pour Manchester, 2 019 F (307 €) pour Cardiff. Louer ensuite une voiture.

● Séjourn. Renseignements sur les différents types d'hébergement (hôtels, manoirs, fermes, chambres d'hôtes) auprès de la Maison de la Grande-Bretagne (19, rue des Matignon, 75009 Paris, tél : 01-44-51-56-20, site Internet : [www.visitbritain.com](http://www.visitbritain.com)), qui diffuse une brochure illustrée et très complète. Sur place, auprès du Wales Tourist Board (Brunel House, 2, Sizalan Road, Cardiff CF1 2LY, tél : 00-44-12-22-47-52-95, Internet [www.visitwales.com](http://www.visitwales.com)).

● Lectures. Charbons ardents, de Jean-Michel Carré (Arte/Le Serpent à plumes), récit du racket, en 1994, par les mineurs gallois de la Mine Tower, à Aberdare, et de leurs efforts pour renouer avec l'utopie socialiste. Arte propose un documentaire de Jean-Michel Carré sur le même sujet vendredi 30 avril, à 22 h 20 (Le Monde-Télévision daté 25 et 26 avril). Les jumeaux de Blackhill, roman de Bruce Chatwin (Grasset). Vision et prière, poèmes de Dylan Thomas, présentation et traduction d'Alain Sniad (Poésie Gallimard). Portrait de l'artiste en jeune chien (Points Seuil). Perceval ou le roman du Graal, de Chrétien de Troyes, adapté en prose et en français moderne pour les enfants (« Folio junior »).

● Films. Qu'elle était verte ma vallée, de John Ford (1940), un film-culte avec le petit Huw Morgan, son père, sa sœur, ses cinq frères mineurs, la Bible et le pasteur. Perceval le Gallois, d'Eric Rohmer (1978), pour les chevaliers de la Table ronde. L'Anglais qui gravit une colline et descendit une montagne, de Christopher Monger, avec Hugh Grant (1996). Le livre est édité aux éditions Pocket.

*Quand la laine des moutons est trop longue, les bergers de Snowdonia la tondent au petit matin (page de gauche, en haut). A Caernafon, en 1969, le roi Charles fut sacré prince of Wales (page de gauche, en bas). Les mineurs ont racheté les petits trains à crémaillère des mines, qui emmènent aujourd'hui les « montagnards » anglais (ci-contre).*

DAVID HURN/MAGNUM

# hoverspeed

calais - douvres  
boulogne - folkestone  
dieppe - newhaven

aller-retour 5 jours avec achat anticipé

voiture et 5 passagers à partir de

**951,14 FF\***

Réservez avant le 31 mai 1999 et faites des économies

appelez dès maintenant au

**0800 90 17 77**en rappelant la référence DT/PXT  
ou contactez votre agence de voyages

fastcarferrries  
hovercraft seacat superseacat

\* Tarif applicable à la ligne Boulogne/Folkestone pour un aller-retour 5 jours. Les réservations doivent être faites 14 jours à l'avance au moins pour les traversées effectuées avant le 30/6/99. Tarif soumis aux conditions APEX "Exclusivité avec achat anticipé" de la compagnie HoverSpeed.

Retrouvez dans chaque  
d'une France  
même des lieux

**KUONI**

**SOLEIL D'ÉTÉ**  
Circuits accompagnés par un guide Kuoni de Paris à Paris

**OUZBEKISTAN**  
9 jours en pension complète  
16 490 F

**SYRIE JORDANIE LIBAN**  
17 jours en pension complète  
19 990 F

**PEROU BOLIVIE**  
14 jours repas selon programme  
25 390 F

A ce prix là,  
Kuoni vous en donne plus.  
01 43 27 01 20 / 01 43 37 89 90  
36 15 KUONI (2,23 F/mn)  
et agences de voyages

**Week-end équestre à Saumur**

Pour l'amateur d'équitation, le Cadre noir reste inimitable de l'image de Saumur. Même si le « temple » n'est plus dans les murs : depuis des années, le Cadre a quitté le site historique de l'école de cavalerie pour la moderne et civile - Ecole nationale d'équitation (ENE), située sur le plateau de Tiffauges, à 5 km de B. Avec 300 hectares, 400 chevaux, 5 manèges olympiques, elle constitue un ensemble unique en Europe. Lieu de dressage des chevaux et de formation des professionnels français ou étrangers, elle a naturellement accueilli les écuries du Cadre, dont la première maison d'ene était précisément l'enseignement de l'art équestre à la française. C'est dans l'un des manèges de l'ENE que, d'aujourd'hui à septembre, ils proposent la « reprise des sauteurs » (avec la trilogie immuable des sauts d'école : « courbettes », « croupades » et « cabrioles ») et la « reprise de manège » avec enchaînement d'appuyers, de passages et de galops sur des airs de musique classique, installé dans le bel hôtel de commandement du XVIII<sup>e</sup>, le Musée de la cavalerie s'enorgueillit de pièces remarquables, dont les souvenirs de la charge, glorieuse, sanglante et héroïque, des cosaques de Reichshofen, en 1870. Il est question de créer ici un ensemble plus vaste afin d'y accueillir les collections du Petit Musée du cheval, aujourd'hui un peu essentielle dans le château des ducs d'Anjou, sur les hauteurs d'une ville qui offre également au cavalier fortuné, et féliciste, la possibilité de s'offrir sur mesure, pour 12 000 F (1 830 €), les mêmes bottes que les cavaliers civils du Cadre. Plus accessible, un seiller propose des séances (également sur mesure) au prix unique de 7 850 F (1 197 €). On trouve aussi des foulards chics, des cravates, des casquettes ou des tee-shirts qui, proposés par l'ENE et l'Association des amis du Cadre noir, célèbrent chacun à leur façon, la légende des hommes du blanc noir et celle des chevaux à l'oreille enflammée de rouge et d'or.

de notre envoyé spécial Jean-Louis Andrevon

\* En TGV, Saumur est à environ 2 heures (direct ou non selon les horaires) de Paris-Montparnasse. En voiture, l'A 11 puis l'A 82. Sur place, pas de transport en commun pour se rendre sur les lieux. Office du tourisme, tél. : 02-41-40-20-60 ; château tél. : 02-41-40-24-40.

\* Ecole nationale d'équitation : BP 202, 49411 Saumur Cedex, tél. : 02-41-53-50-66 pour les spectacles du Cadre noir les 22 et 23 mai, 5 juin, 10 et 25 septembre, à 10 h 30. Prix : adultes, 65 F (10 €), moins de 16 ans, 55 F (8 €), famille (2 adultes et 2 enfants), 220 F (33 €). Carrousel, du 21 au 25 juillet au 02-41-63-92-10.

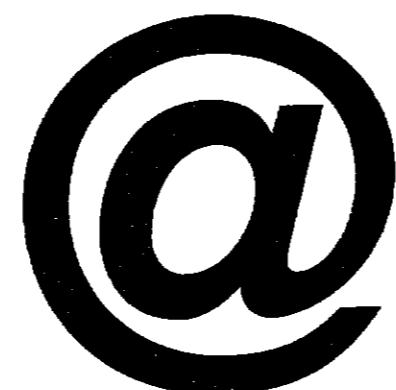
\* Le Cadre noir sera à Paris-Bercy les 7, 8 et 9 mai (tél. : 0-803-030-031).

٥٥٠ من الأصل

٥٦٣ من الأصل

0<sup>F\*</sup>

**l'abonnement**



**Internet**

**Liberty**



**On n'a rien mis dans le prix, on a tout mis dans le service**

Dès aujourd'hui, vous pouvez profiter de l'accès gratuit à Internet.

Il suffit de vous rendre dans votre magasin Darty et de réserver votre abonnement Liberty Surf pour bénéficier d'un accès gratuit et illimité à Internet dans les 15 jours.

\*hors coût des communications au tout local

Le Darty

**Liberty**

**un nouveau service**

**DARTY**

**CROISÉS**

**les campanules bleu**

## Pluies orageuses

**JEUDI** Un épisode de pluies orageuses remonte depuis le Sud-Ouest en direction de la Bretagne, du Massif Central et du Sud-Est. Au nord et à l'est, le temps est plus clément, avec un soleil généraux au nord de la Loire.

**Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie.** - En Basse-Normandie, le soleil est généralement le matin, puis le ciel se voile par le sud. Dans les autres régions, les images donnent de la pluie. Il fera de 16 à 20 degrés.

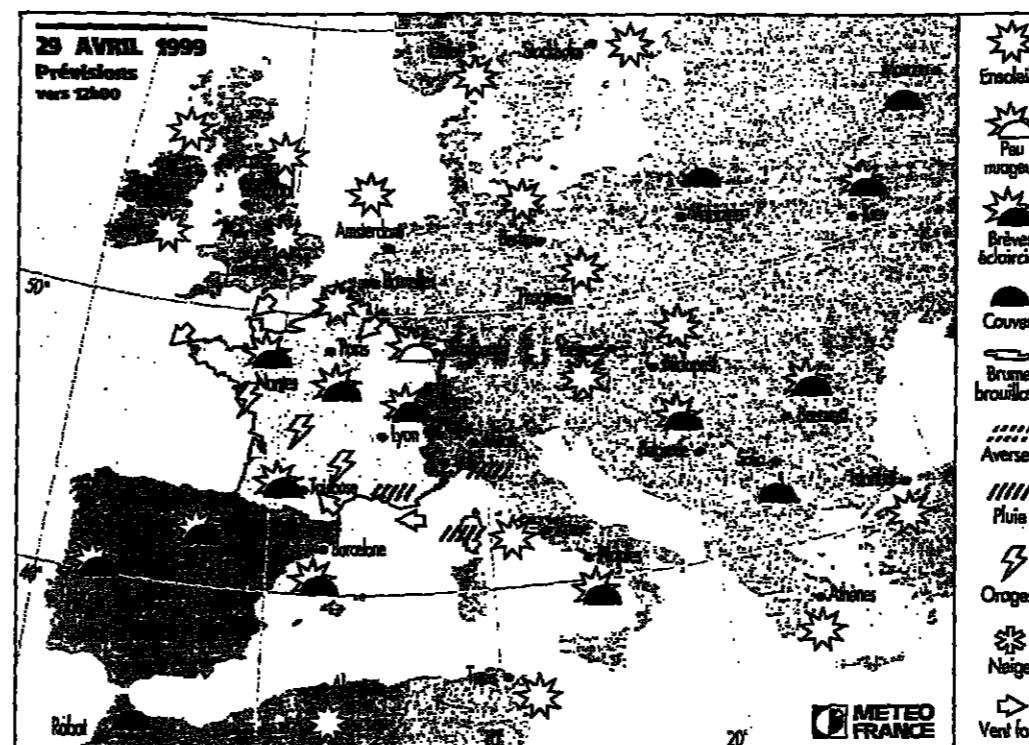
**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - Au nord de la Seine, la journée est ensoleillée. Au sud, le ciel se voile dans la matinée. Il pleuvra au sud de la Loire. Il fera de 19 à 22 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Le Languedoc-Roussillon est touché par des pluies orageuses jusqu'en début d'après-midi, puis une amélioration se produit. En Provence, Côte d'Azur et Corse, le ciel est voilé. Le vent d'est souffle sur l'ensemble des côtes jusqu'à 100 ou 110 km/h dans les rafales. Il fera de 18 à 22 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** - En Champagne, Ardennes et Alsace, le soleil s'impose. En Bourgogne et Franche-Comté, le voile nuageux présent dès le matin s'épaissit progressivement. Il fera de 21 à 24 degrés.

**PRÉVISIONS POUR LE 29 AVRIL 1999**  
Ville par ville, les minimas/maxima de température et l'état du ciel : S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; + : neige.

VILLE	POINTE-A-PIT.	25/21 N	KIEV	12/21 N	VIENNE	13/18 S	LE CAIRE	16/20 S	MARRAKECH
ST-DENIS-RE	23/29 P	LISBONNE	2/17 S	AMERIQUE	10/20 S	NAIROBI	16/25 C		
EUROPE	22/29 P	LIVERPOOL	6/14 S	BRASILIA	16/27 N	PRETORIA	10/21 C		
AMERIQUE	13/21 S	LONDRES	8/19 S	BUENOS AIRES	12/19 N	RABAT	12/20 C		
ALACCIO	12/22 P	BARCELLONE	9/17 S	MOSCOW	12/23 S	CARACAS	12/22 C		
BIARRITZ	10/19 N	BELFAST	9/17 S	MIAMI	12/23 P	CAGAGO	12/23 S		
BORDEAUX	13/20 N	PARIS	11/21 S	MUNICH	6/20 S	LIMA	15/25 S		
BOURGES	10/21 C	BELGRADE	7/19 N	LOS ANGELES	12/23 S	BANGKOK	24/33 N		
BREST	11/17 N	BERLIN	7/19 N	NAPLES	12/28 S	DIJAKARTA	26/31 C		
CASABLANCA	11/19 N	BERNE	6/19 N	OSLO	2/12 S	MONTREAL	2/13 S	DUBAI	27/39
CHERBOURG	10/15 S	BRUXELLES	12/21 S	PARISADE M.	9/21 S	NEW YORK	9/17 S	HANOI	21/28 N
CLERMONT-F.	12/21 P	ST-ETIENNE	9/21 C	PRAGUE	9/21 S	PARIS	11/17 S	HONGKONG	24/33 C
DIJON	9/22 N	STRASBOURG	8/24 S	ROME	14/23 S	SANTIAGO	5/22 S	JERUSALEM	13/25 S
GRENOBLE	9/24 C	TOULOUSE	12/19 N	COPENHAGUE	6/13 S	TORONTO	5/13 S	NEW DELHI	23/44 S
LILLE	12/21 N	DUBLIN	8/17 S	SEVILLE	9/18 C	WASHINGTON	8/18 N	PEKIN	12/23 S
LIMOGES	9/19 S	TOURS	9/19 S	SOFIA	3/12 C	AFRINQUE	3/12 C	SYDNEY	13/21 S
LYON	13/19 P	CAYENNE	23/30 S	FRANCO	2/10 S	ALGER	9/22 S	SINGAPOUR	2/31 C
MAISBIE	14/22 C	FOURMEYER	23/23 N	ST-PETERSB.	14/20 S	DAKAR	18/23 S	TOKYO	14/18 P
		NOUMEA	23/28 N	STOCKHOLM	6/15 C	KINSHASA	22/31 N		10/17 N

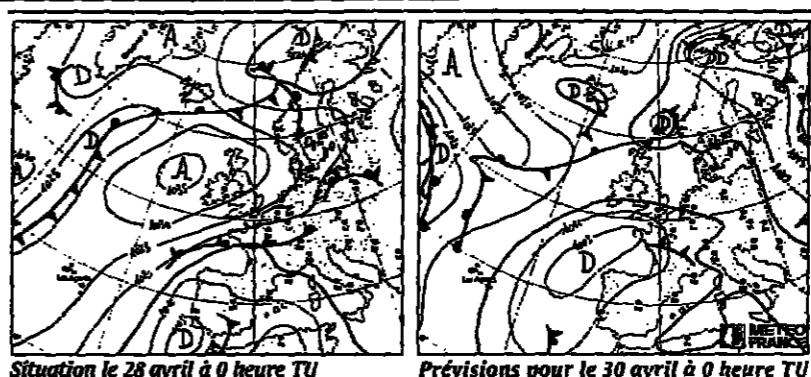


## LE CARNET DU VOYAGEUR

**MADAGASCAR.** Le premier ministre malgache a annoncé la possibilité de voler un village du Club Méditerranée s'implante à la fin de l'année à Nosy Be, l'une des destinations les plus prisées des visiteurs de la « grande île ».

**BRÉSIL.** La compagnie russe Aeroflot a décidé de reprendre ses vols entre Moscou et São Paulo, à raison de deux par semaine. La liaison avait été interrompue en octobre 1998. Des correspondances sont prévues à destination de Rio, Buenos Aires, Santiago, Montevideo et La Paz.

**TCHÉCOSLOVAQUIE.** Ouverture, au mois de mai, à Prague, d'un hôtel Mariott (240 chambres). Il sera suivi par un Kempinski (80 chambres). Deux ouvertures qui devraient atténuer la sous-capacité hôtelière (23 000 chambres seulement) d'une ville qui, en 1998, a accueilli plus de 20 millions de touristes.



## JARDINAGE

### Des campanules bleues, blanches, roses pour égayer le printemps

**GRANDES CLASSIQUES** des jardins sans soucis, les campanules sont pour la plupart des plantes vivaces ou bisannuelles que l'on a pris l'habitude de regarder d'un peu loin, auxquelles on ne prête pas suffisamment d'attention, vraisemblablement parce qu'elles sont très faciles à cultiver, qu'elles le sont bien souvent pour l'effet de masse qu'elles produisent davantage que pour la beauté de chacune de leurs fleurs. Il arrive même à ces dévergondées d'aller se nicher là où on ne l'a pas prévu et d'être alors traînées comme des mauvaises herbes.

Un sens naturel de campanule des murs... sur un mur quoi de plus naturel ? Mais une campanule pyramidale qui gagne entre deux pierres disjointes à un mètre de hauteur, c'est plus curieux. La première porte un nom qui dit tout : elle épandoit ses fleurs sur un petit coussin de feuilles ne dépassant pas dix centimètres de hauteur ; celui de la seconde n'est pas moins explicite : *Campanula pyramidalis* atteint facilement deux mètres de hauteur... Dans certains jardins, les cam-

panules naines se plaisent si bien qu'elles s'instituent dans des endroits où aucune autre plante ne pousserait : à la jointure de deux dalles de ciment, entre un mur et un trottoir, dans un pot de fleurs oublié dans un coin, sans soin, depuis des années. Les campanules sont bleues, violettes, mauves. Il existe des blanches et plus rarement des variétés qui épandissent aussi des fleurs roses. Leur fleurs sont... campanulées — en forme de cloche —, ou étoilées et souvent si serrées qu'elles cachent le feuillage.

#### CLASSIQUE DE ROCAILLE

A part la campanule étolée — *Campanula isophylla* —, une espèce gelée que les grands-mères cultivaient autrefois, qui revient en force dans les jardineries car elle est facile à cultiver et fleurit longtemps dans une pièce fraîche, toutes les campanules qui suivent sont résistantes au gel et poussent sans résistance dans des pots de 10 cm de diamètre. A tout prendre, elles préfèrent le plein soleil, qui aide leur couleur, et la sécheresse — re-

latitude — plait aux variétés naines.

La campanule des Carpates (*Campanula carpatica*) est originale de la région dont elle porte le nom. Haute d'environ quinze à vingt centimètres, poussant en coussin, elle épandoit ses fleurs en même temps que les rosiers qu'elle bordure souvent. Solide, incroyable même, ce grand classique pousse en rocallie, en pot et en jardinière. L'hiver le feuillage disparaît, mais repousse très tôt au printemps. Elle est bleue, violette ou blanche et n'est pas aussi

envahissante que la campanule des murs (*Campanula portenschlagiana*), une adorable peste qui ne s'élève pas à plus de quinze centimètres de hauteur mais court au ras du sol en s'étalant sur environ quarante à soixante centimètres de diamètre. Quand elle est en fleur, son feuillage disparaît sous une multitude de petites fleurs violettes.

Plus haute, la *Campanula medium* est une plante bisannuelle qui fleurit au printemps, elle fleurit le printemps suivant. D'une rose de feuilles s'élève une grande tige

d'environ soixante centimètres, parsemée de feuilles étroites et velues qui l'accompagnent des fleurs en forme de cloches. C'est l'une des rares campanules qui existent aussi à fleurs rose. Autrefois présente dans tous les jardins, un temps abandonnée, elle revient en force. Il lui arrive d'être attaquée par la rouille et souffrant par les escargots quand elle est jeune.

#### ENDÉMIQUE RAIPONCE

Plus haute encore, la campanule pyramidale (*Campanula pyramidalis*) est plus spectaculaire que décorative : ses nombreuses fleurs minuscules s'épanouissent de façon désordonnée et séchent sur place. Elle n'est d'ailleurs guère cultivée, tandis que la campanule de pêcher (*Campanula persicifolia*) l'est toujours. Cette campanule dressée (50 centimètres de hauteur) a toutes les qualités. D'une touffe de feuilles vert foncé à la nervure centrale plus claire s'élèvent des tiges solides qui n'ont pas besoin d'être tuteeuses largement garnies de grandes fleurs blanches ou bleues.

Coupée au ras du sol juste après la floraison cette campanule re-

floue parfois à l'automne. Certains pieds ne fleurissent pas ou très peu après trois ou quatre années de culture au même endroit. Il en va de même avec la *Campanula glomerata* (elle n'a pas de nom vernaculaire), dont les rosettes de feuilles velues finissent aussi par ne pas produire de hampe florale. Ce qui est fort dommage, car cette campanule vivace produit des... globose de fleurs violettes accrochées à des tiges solides, il en existe une variété à fleurs blanches que l'on rencontre plus rarement dans les jardins. Tous les trois ans, ces deux espèces devront être divisées.

Il existe beaucoup d'autres campanules cultivables dans les jardins. Il en est une endémique en France : la raiponce, que l'on a longtemps cultivée pour la mangier : ses feuilles et ses racines trouvaient davantage grâce au plaisir que ses fleurs. Il est vrai peu nombreuses mais ravissantes aux yeux. Prenez garde, si vous l'introduisez dans votre jardin : elle se propage à une vitesse ahurissante et est quasi impossible à éliminer.

Alain Lompech

#### Planter un lis

Il est évidemment tentant de planter des brassées de lis, mais il vaut mieux éviter de succomber à la tentation, car les branches racinées ne refonduent pas l'an prochain. En revanche, il faut tailler sévèrement les lis quand la plante, même s'il est acheté en conteneur. Et attendre deux ou trois ans pour le voir croître et fleurir normalement.

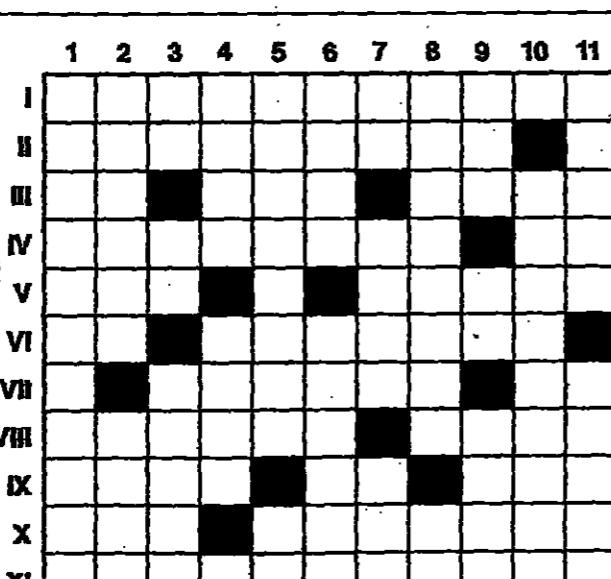
De nombreuses jardineries et pépinières vendent des lis en ce moment. « Ce n'est pas que la saison soit idéale pour installer ces arbustes au jardin », nous a confié Xavier Gastinel, un malicieux jardinier normand passé maître dans l'art de greffer le lis en écoutant Charlie Parker, mais au moins on est certain de la couleur de celui que l'on achète. » Le lis sera planté en plein soleil, dans un trou au fond duquel une bonne poignée d'engrais complet aura été jetée.

Autre chose : la floraison cette campanule re-

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99101

+ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



**HORIZONTALEMENT**  
I. Brasse pour rafraîchir. — II. Fort et savant. — III. Points. S'opposa à l'indépendance. Déjà là au départ. — IV. S'il est au courant, il pratique l'alternance. Inconnu populaire. — V. Elle devint démocratique en 1971. Protégés par en haut. — VI. Romains. Quittent la peau en miettes. — VII. Pour commencer le cours. Interjection. — VIII. Préparée pour être convertie. Paul et Georges font partie de ses enfants. — IX. Pièces de charme.

**nom. Sortie obligatoire. —**  
7. Voyelles. Reste à l'ombre. Donne du goût. — 8. Datent de l'époque de la marine à rames. Un peu d'éloquence. — 9. Rejeté à contresens. Négation. Auxiliaire. — 10. Amène à la source. — 11. Les petits sont importants. Travaille la terre.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99100

**HORIZONTALEMENT**

I. Conjoncture. — II. Ordure. Iran. — III. Ne. Navrante. — IV. Jingie. Rets. — V. El (le). Li. Dé. RC. — VI. Cl. Este. Mao. — VII. Tel. Eplap (palpée). — VIII. Usat. Climat. — IX. Séthi. Ibo. — X. Ems. Une. Ehu. — XI. Sponsoriser.

**VERTICALEMENT**

1. Conjecture. — 2. Oreilles. Mp. — 3. Nd. Lasso. — 4. Jungle. Te. — 5. Oralisé. Tus. — 6. Névé. Techno. — 7. Déplier. — 8. Thare. Li. — 9. Urne. Mamies. — 10. Ratrapable. — 11. Enesco. Tour.

**LE CROCHET**  
Le championnat d'Amérique le plus important est la Coupe Reisinger, et une belle donne de cette compétition a été jouée en 1992 par Larry Gould.

♦ RD 763 2  
▼ A 10 4  
—  
+ 10 72  
▲ 95  
▼ 9763  
○ 753  
+ R 865  
—  
♦ A 10 4  
▼ R 82  
○ A 4  
+ D 4  
—  
+ A 93  
Ann. : E. don. Pers. vuin.

Ouest Nord Est Sud  
 passe 2 □ 3 □ 1 SA  
 passe 6 □ passe 6 SA —

Sud devant avoir As et Dame à Carreau, Ouest a évité d'entamer cette couleur, et pour ne rien compromettre, attaqué Pique. Comment Larry Gould, en Sud, a-t-il

joué pour gagner ce PETIT CHELEM à SANS ATOUT contre toute défense ?

**Réponse**  
Bien que Ouest n'ait pas entamé Trèfle, le chelem paraissait infranchissable. Mais le déclarant savait qu'Est devait avoir sept Carreaux par le Roi et qu'il détenait sûrement le Roi ou l'As de Trèfle, car avec As et Roi il n'aurait pas passé d'entrée...

Gould avait la ressource de tirer tous les Piques et les Coeurs pour arriver à cette situation où Sud joue le Roi de Coeur :

Si Est avait défausé le 9 de Trèfle, le déclarant l'aurait mis en main avec l'As de Trèfle pour l'obliger à jouer Carreau dans la fourchette. Est comprit que sa seule chance de survie était de jeter l'As de Trèfle ! Gould avait alors deux façons de trouver sa douzième levée : 1° Sud tire l'As de Carreau puis joue la Dame de Trèfle ; Ouest doit prendre et donner le 10 de Trèfle (la douzième levée) ; 2° Sud ne tire pas l'As de Carreau mais joue la Dame de Trèfle ; Ouest doit prendre et rejeter Trèfle pour le 7 et le 10 ! C'est le fameux squeeze croche qui contraint l'adversaire à livrer des levées qui étaient hors de portée...

**MIRACLE AU CAP GEMINI**  
A La Haye, chaque année, a lieu un grand tournoi par paires avec seize des meilleures paire internationales. Voici une donne extraordinaire distribuée en 1993.

## CULTURE

LE MONDE / JEUDI 29 AVRIL 1999

**CINÉMA** Devenu « le » genre par excellence, le film noir a survécu en se renouvelant. Il est aujourd'hui abordé de trois manières différentes : maintien mélancolique des

codes établis, digression et jeu ironique sur les codes, critique subversive du genre. ● « NEW ROSE HOTEL », le nouveau film d'Abel Ferrara, est un exemple particulièrement réussi de cette troisième tendance.

A partir d'un scénario extrêmement classique – le dernier gros coup avant la retraite de deux aventureux, interprétés avec maestria

par Christopher Walken et Willem Dafoe – le cinéaste ébranle son récit jusqu'à le rendre presque incompréhensible, signant l'une de ses plus belles réussites. ● LA BANDE ORIGINALE du film, qui mêle hip-hop futuriste et rock dépressif, joue un rôle essentiel, amplifiant le trouble des émotions et le rythme étrange de l'action.

## Le film noir à l'épreuve des laboratoires de la création

Contrairement à d'autres genres cinématographiques, le polar a réussi à se renouveler. « New Rose Hotel », le nouveau film d'Abel Ferrara, est la dernière manifestation d'une tendance (Takeshi Kitano, Wong Kar-wai, Atom Egoyan) qui en contamine et parasite la forme

LE FILM de genre n'est pas mort, le film de genre se renouvelle. Le film noir, en particulier, se prête à d'audacieuses avancées de mise en scène, comme en témoigne le nouveau titre d'Abel Ferrara, *New Rose Hotel*. Mis à part le polar, la plupart des genres canons ont été soit rangés au placard de l'histoire (westerns, films de cape et d'épée, comédies musicales, péplums), soit reformatisés par la télévision (comédie), soit phagocytés par les effets spéciaux (aventure à grand spectacle et science-fiction). On peut classer à part le film d'horreur : par le nombre de productions et l'importance du public qu'elles attirent, il est bien vivant. Mais par ses choix narratifs et stylistiques, c'est un genre immobile, où qui pille les autres, un genre mort-vivant en quelque sorte.

Reste donc le polar, devenu « le » genre par excellence. Celui qui traduit le mieux les pressions et les attractions qui l'histoire actuelle (du cinéma, mais pas seulement) fait subir au spectacle sur grand écran. Ce spectacle-là n'est pas tout le cinéma : de nombreuses œuvres d'*auteur* sont dues à des réalisateurs construisant leur propre règle du jeu, indifférente aux genres. D'autres auteurs travaillent, eux, à l'intérieur des genres, en défendant, recyclant ou critiquant

### HYPERTENSION STYLISÉE

La deuxième approche, celle qui a le vent en poupe, consiste à foncer dans le moule des recettes à l'ancienne les doutes (sur le récit, la réalité, les personnages, l'action...) développés au temps du classicisme triomphant. Ainsi employées, jamais plus ces interrogations ne troubleront les spectateurs ni ne mettront en cause l'ordre du monde. Comptant sur la convivialité d'un public très averti, ces néo-polars misent sur les vertus de la digression, de l'hypertension stylisée ou du jeu ironique sur les codes pour engranger le double bénéfice de la nouveauté et du déjà connu.

Cette tendance a ses brillants témoins, de David Lynch à Brian De Palma, et ses valeurs montantes, comme Quentin Tarantino, Gus Van Sant et John Woo (et à sa suite les autres réalisateurs hongkongais importés en Californie, à l'exception de Tsui Hark, trop incontrôlable, renvoyé chez lui). Ils prospèrent dans le maniement, calibré pour ne faire de mal à personne, d'un second degré qui pimente les superproductions ayant souvent comme principales vedettes Arnold Schwarzenegger et Bruce Willis – virtuose de l'autodérision indolore.

Des frères Coen à *Men in Black*, les exemples ne manquent pas des réussites jubilatoires de cette tendance qui n'est évidemment pas dépourvue de charme. En France, elle est illustrée par cette nouvelle génération représentée par Matthieu Kassovitz, Jan Kounen ou Jacques Audiard, à laquelle le Bertrand Blier de *Buffet froid* et le Luc Besson de *Nikita* ont ouvert la voie.

Ce style de modernité peu compromettante fait également florès en Grande-Bretagne, et des émules en



« New Rose Hotel », d'Abel Ferrara, ou comment érotiser les jeux sur le genre policier.

Espagne, en Belgique ou en Allemagne.

Mais parmi ceux qui campent sur la frontière entre industrie et « auteurisme » et qu'on aurait attendus en pareille compagnie, tels Tim Burton ou Joe Dante, certains des plus audacieux se sont soigneusement tenus à l'écart du polar, néo ou pas.

Enfin, on trouve les films qui, au risque de perdre en chemin une grande partie du public, assument une véritable critique des genres. Ceux-là trahissent la *mise en crise* délibérée de ce qui les figurent : ils refusent d'emprisonner dans l'amidon de l'académisme (et de néo-académisme) cette liberté troublante qui, au temps des classiques, était à l'œuvre chez Hawks et chez Hitchcock, chez Walsh et chez Tournier (sans oublier la période américaine de Fritz Lang).

John Huston, Sam Fuller, Orson Welles, Robert Aldrich et Nicholas Ray, mais aussi Jean-Luc Godard (*A bout de souffle*) et François Truffaut (*Tirez sur le pianiste*), plus encore Jacques Rivette et Claude Chabrol, ont été les pionniers de ce second travail de sape. Il ne s'agit jamais en effet ni d'attaquer de front un genre (les genres ne sont pas des ennemis) ni de faire les malins avec eux (posture avantageuse qui dénonce bientôt le mépris du réalisateur pour l'art qu'il est censé servir), mais de les travailler à l'intérieur.

### UN ÉTAT DE LA LIBERTÉ

Le processus le plus intéressant et le plus efficace est celui de la contamination, du parasitage de la forte – processus dont Takeshi Kitano, Wong Kar-wai ou Atom Egoyan comptent aujourd'hui parmi les plus puissants agents infectieux, et dont *New Rose Hotel* offre un exemple particulièrement radical et réussi.

Cette manière de modifier peu à peu le « programme génétique » du genre, déstabilisant au passage tous les systèmes de référence dont dispose le spectateur, permet en effet de rompre avec les dispositifs de contrôle et de soumission toujours en germe dans le spectacle. Avec l'complicité du spectateur. En cela, les aventures contemporaines du polar sont un aspect important de l'état de la liberté aujourd'hui, et le film d'Abel Ferrara un objet critique particulièrement heureux.

Jean-Michel Frodon

## Dernier gros coup avant la catastrophe

New Rose Hotel. Abel Ferrara signe une de ses plus belles réussites

Film américain d'Abel Ferrara. Avec Asia Argento, Christopher Walken, Willem Dafoe, Yoshitaka Amano, Annabella Sciorra, Ryuchi Sakamoto. (1h 30).

D'emblée, les deux premières séquences installent les pôles entre lesquels va se jouer l'étrange affaire portant le nom de code « New Rose Hotel ». Première séquence, splendide, obscure, incompréhensible : dans une rue sombre, on devine une femme blonde très belle en manteau de fourrure blanche, des hommes, une agression, une voiture – est-ce un songe, une réminiscence, l'enregistrement défectueux d'une caméra de surveillance ? On ne sait pas, cela n'a aucune importance. Seuls comptent la beauté graphique et le mystère. Et puis, séquence suivante, très claire celle-là. Deux vedettes – Christopher Walken et Willem Dafoe – interprètent avec maestria une scène de genre : rencontre de deux loups solitaires prêts à se lancer dans un nouveau coup.

Aventuriers d'aujourd'hui, ils mettent leur talent au service des multinationales qui se livrent une guerre industrielle acharnée. Il s'agit de convaincre un savant japonais de changer d'employeur. Walken, tigre boiteux, et Dafoe, félin affamé, combinent le plus classique des pièges, avec une Mata-Hari de rencontre à l'abdomen angélique (tatoué – Asia Argento, magique de sensualité tour à tour fantôme et trouble, inquiète ou rieuse).

Abel Ferrara combine un scénario tout aussi classique, où l'un des manipulateurs tombe amoureux de sa créature, et où l'autre toujours recommencé le dernier gros coup avant de retrouver même à la catastrophe. Mais c'est une toute autre catastrophe que traîne l'autre pôle du film, celui annoncé par la séquence 1. Un séisme qui, insensiblement d'abord, puis de plus en plus violemment jusqu'à l'explosion finale, secoue le récit et en perturbe le déroulement jusqu'à rendre presque incompréhensible ce qui advient. Ferrara s'en moque, la résolution de l'intrigue est le cadet de ses soucis – mais pas les sentiments et les sensations de ses personnages, auxquels il sacrifie sans complexe narration et vraisemblance, lisibilité de l'image et caractère audible des dialogues, jusqu'à dessiner les mêmes plans ou imprimer d'improbables variations à des situations qu'on croyait connues.

Cette expérimentation pourrait se contenter d'augmenter la puissance hypnotique des images, remarquablement accompagnées par la bande musicale. Mais la présence physique des comédiens exalte *New Rose Hotel* du risque d'être seulement un superbe exercice formel.

Le troisième film du cinéaste de *King of New York* et de *Nos ferailles* ne rejouit pas seulement ces deux titres parmi les réussites majeures d'Abel Ferrara. C'est surtout son film plus émouvant. Outre le trio de tête d'affiche, le comédien japonais Yoshitaka Amano – interprétant le savant « cible » – ou Annabella Sciorra en une unique apparition de commanditaire désabusée offrent au film une chair humaine qui signe la qualité de regard que le réalisateur porte sur ses interprètes. Leur manière de hanter l'écran distille une séduction qui, non sans humour, érotise les yeux sur le genre policier, ouvrant la mise en scène à une totale liberté.

J.-M. F.

\* En même temps que sort *New Rose Hotel* paraît, chez K. Films Editions, *Le Destin d'Abel*, d'Elizabeth Henggott, 92 p., 60 F.

## Troublante mise en musique

Un hip-hop décalé côtoie un rock dépressif sous influence du Velvet Underground

PLUTÔT que de se contenter, comme beaucoup, d'empiler les titres de groupes branchés pour la bande originale de ses films, Abel Ferrara – à l'instar de David Lynch, Hal Hartley ou Jim Jarmusch – a fait de sa culture musicale un élément majeur de sa création cinématographique. Cet ancien aspirant guitariste (qu'on a vu monter sur scène, à Cannes, il y a deux ans, lors de la fête de lancement de *The Black Out*) choisit toujours avec soin ses partenaires compositeurs et leurs chansons de ses b.o., allant jusqu'à s'impliquer dans l'écriture de certaines d'entre elles, comme ce fut le cas dans *King of New York*, *The Black Out* ou *Nos ferailles*. Dans *New Rose Hotel*, film baigné par l'ombre, les spéculations et le non-dit, Abel Ferrara a pris soin d'amplifier par la musique le trouble des émotions, le rythme étrange de l'action.

Deux couleurs musicales bien distinctes se partagent les ambiances. L'une, fruit d'un hip-hop décalé, fournit la trame instrumentale principale du film, l'autre, aux références rock, s'égrenne en chansons. Ferrara a confié la première à Schoolly D. Vieux complice du réalisateur new-yorkais

et rappeur de Philadelphie (Jesse Weaver Jr pour l'état civil) a intégré l'univers de Ferrara en 1990. A

l'époque, le contexte du film – affrontements entre gangs, tueries entre dealers... – semblait convenir à ce pionnier du gangsta-rap des années 80. Ancien membre de gang lui-même (les Parkside Killers), Schoolly D, qui, à ses débuts, aimait être comparé à Martin Scorsese, avait joué un petit rôle dans le film et interprété une de ses chansons fétiches, *Am I Black Enough for You?* Depuis, l'auteur de *Smoke Some Kill* a laissé tomber les flingues pour des ambitions plus musicales.

### INNOCENCE ET PERVERSITÉ

Dans *New Rose Hotel*, le rap de l'asphalte a mué en un hip-hop futuriste (trip hop, dit-on parfois). A la tension urbaine inhérente au genre se greffe l'angoisse, paranoïaque d'un monde sous surveillance. Avec ce qu'il faut de grincement, de machinerie synthétique et de groove bizarroïde, la musique de Schoolly D marque de soudaines bouffées d'anxiété l'accélération de l'action et les conséquences de la trahison ; elle suggeré une violence rarement visible

mais toujours sous-jacente. Elle glisse, en même temps que le film, du polar vers drame psychologique d'anticipation.

L'intrigue « policière » se double d'une histoire de fascination sexuelle et amoureuse. Ce dédoublement des sens et des sentiments est illustré par une poignée de chansons, battes sur le même principe minimal : une voix féminine simplement accompagnée d'une guitare. Pas exactement le genre de musique qu'on s'attend à entendre en discothèque. C'est pourtant dans ce décor aux lumières rouges de tupaï que des femmes caressantes se passent micro et susurrent des mélodies aussi sensuelles que dépressives, ouvertement influencées par le Velvet Underground. Abel Ferrara utilise un morceau de la chanteuse américaine Cat Power (*In This Hole*), mais cosigne aussi (avec Echo & the Bunnymen) ces concentrés d'innocence et de perversité (*Black on Black*, *Falling in Love*, *Don't Kill Me*), qui décrivent le charme délicat de Sandil (Asia Argento), femme manipulée et fatale qui, sur le bas de son ventre, a fait tailler un ange.

Stéphane Davet

## L'interminable attente de Taïwan

Un temps pour vivre, un temps pour mourir.  
Une chronique familiale dans la lumière  
biseautée de Hou Hsiao-hsien

Film taïwanais de Hou Hsiao-hsien. Avec T'ien Feng, Mei Fang, Tang Ju-Yun. (2 h 17)

Une voix off ouvre et clôture *Un temps pour vivre, un temps pour mourir*. Celle d'A-Ha, jeune garçon élevé au sein d'une famille comprenant plusieurs enfants, le père, ronctionnaire tuberculeux, la mère et la grand-mère. A première vue, le film, réalisé en 1985, est une simple chronique de l'enfance puis de l'adolescence – au milieu, le scénario fait un bond temporel et A-Ha est devenu un collégien taciturne et rebelle.

Les faits anodins semblent s'enchaîner selon une logique arbitraire ou aléatoire ; le récit, comme dans *Possédées dans le vent*, que le cinéaste a réalisé un an après celui-ci, progresse par accumulation d'instantanés : parties de billes des gaudis, repas familiaux, escapades de la grand-mère, qui perd la tête. Petit à petit, pourtant, se dessine le destin d'individus déracinés, dans l'attente interminable d'un retour en Chine continentale.

Le poids de la grande histoire, celle qui déplace les êtres humains sans leur donner prise sur leur destin, est suggéré, dès le début, par les émissions de propagande que diffuse la radio, par les bruits nocturnes des canons militaires. *Un temps pour vivre...* fait partie de la première veine connue en France du cinéma de Hou Hsiao-hsien – sa période consacrée à l'évocation intime de souvenirs d'enfance et d'adolescence. Mais il annonce aussi ses productions ultérieures, et notamment *La Fille du Nô* (1987), dans les moments où il dépasse les bords de jeunes taïwaniens désœuvrés. Résultat d'une alchimie déficiente, le cinéma de Hou Hsiao-hsien repose sur une grande maîtrise formelle, qui tente de conjuguer construction des plans et authenticité, d'exprimer arbitraire de la vie et déterminisme historique et social et, surtout, de capter le temps dans ses dimensions multiples.

Les images donnent une étrange impression de très grande composition. Elles semblent sculptées par la lumière que découpent des fenêtres



Tang Ju-Yun dans « Un temps pour vivre, un temps pour mourir », la grand-mère qui perd la tête.

ou des portes, comme autant de trouées qui viennent suggerer l'existence d'un univers extérieur où la société, le monde imposent des lois différentes de celles de la maison. Les événements entraînent le charognard, la douleur, le deuil surgissent parfois brutallement, contredisant le principe d'une rigidité du cadre.

### LE TEMPS CIRCULAIRE

C'est essentiellement au temps qui passe que s'attache le cinéma de Hou Hsiao-hsien – ce temps pour vivre ou pour mourir qui suggère le titre, paraphrasant l'Ecclesiaste.

L'idée d'un mouvement temporel circulaire est rendue perceptible par la répétition de certains plans cadrés au même endroit et de certaines actions. Il est évidemment contredit par le temps linéaire, biologique, celui des disparitions successives (la mort du père, puis de la mère, puis de la grand-mère) et des deuils. Ce temps-là dit surtout le caractère inéuctable de l'installation des personnes à Taiwan et de l'impossibilité de leur retour en Chine.

Ce sont souvent les voix qui, au cours de longs récits d'une émotion

intense, injectent le souvenir dans l'architecture sans faille de la mise en scène.

Le passé resurgit ainsi par la transmission orale, et la beauté du film réside encore dans la manière dont l'impressionnante maîtrise de la mise en scène cède perpétuellement le pas à une proximité avec les personnages, partageable par chacun de nous.

*Un temps pour vivre* confirme bien que Hou Hsiao-hsien est un cinéaste de première magnitude.

Jean-François Rauger

## Les tourments du cinéma français sous l'Occupation

Le Plus Beau Pays du monde. Marcel Bluwal continue par les armes de la fiction sa méditation sur cette période de l'Histoire

Film français de Marcel Bluwal. Avec Claude Brasseur, Jean-Claude Adlin, Didier Bezace, Jacques Bonnaffé, Marianne Demoustier. (2 heures)

En 1942, la France occupée aspirait à se divertir. Ce goût pour l'oisiveté devait être conforme aux valeurs incarnées par le maréchal Pétain. Dans ce plus beau pays du monde, décrit par Marcel Bluwal, existait aussi un cinéma qui se voulait le plus exemplaire du monde. Un cinéma de qualité qui faisait croire si son histoire immédiate n'existaient pas, ou n'était qu'un mauvais rêve dont le spectateur se moquait.

*Le Plus Beau Pays du monde* raconte une histoire vraie : le tournage de *Mermoz*, d'Henri Vidal, en 1943. Ce film, dédié à la

gloire du héros de l'Aéropostale, intronisé bien malgré lui symbole de la France de Vichy, devait marquer les grands débuts à l'écran du comédien Robert-Hughes Lambert, choisi en raison de sa ressemblance avec l'aviateur français. Il sera incarcéré, huit jours avant la fin du tournage, au camp de Compiègne-Royallieu, puis déporté à Buchenwald. Les raisons de sa déportation restent mystérieuses, mais l'homosexualité de Lambert semble bien en être la cause : les autorités vichystes craignaient que l'image de Mermoz soit entachée par l'interprétation d'un homosexuel. Lorsque *Mermoz* sort en salle, et remporte un grand succès, aucun journaliste ne s'élonne de l'absence de Lambert ; son interprétation ne sera mentionnée par aucun journal de l'époque.

Tous les personnages du film, à l'exception de Lambert, sont de pure fiction. Ni Couperin (Jacques Bonnaffé), producteur veule qui réduira la ruine lorsque Lambert disparaît, ni Vignaux (Didier Bezace), réalisateur de documentaires sommé d'amasser les foules avec une histoire vraie, n'ont existé. Mais cette fiction permet à Marcel Bluwal de mettre le doigt sur l'état d'esprit du milieu du cinéma français de l'Occupation.

### UNE VOIX SINISTRE

Deux scènes expriment avec candeur la pourriture de ce milieu. Les récriminations d'un producteur devant les complications du tournage, déclarant que les juifs au cinéma avaient au moins l'avantage de contrôler leurs budgets ; la réponse de Couperin à un policier soupçonnant Lambert d'être juif : « Vous voyez le mal partout »...

*Mermoz* n'était sans doute pas un très bon film, car il passait à côté de l'essentiel. Dans la seule scène vérifiable du *Plus Beau Pays du monde*, l'équipe de tournage se rend au camp de Drancy et tend un micro à Lambert par-dessus la façade pour effectuer un record dialogue. C'est le seul moment où les personnages se rendent compte que l'histoire prend fatalement le pas sur le film qu'ils sont en train de réaliser, la voix sinistre de Lambert annonçant une tragédie qui rend aussi grotesques lesangoisses des producteurs. Le seul moment où le réel prend le pas sur l'atmosphère confinée du studio où était reconstituée l'épopée de Mermoz, devenue, en cet instant, totalement vainue.

S. Bd.

de Lambert, sont de pure fiction. Ni Couperin (Jacques Bonnaffé), producteur veule qui réduira la ruine lorsque Lambert disparaît, ni Vignaux (Didier Bezace), réalisateur de documentaires sommé d'amasser les foules avec une histoire vraie, n'ont existé. Mais cette fiction permet à Marcel Bluwal de mettre le doigt sur l'état d'esprit du milieu du cinéma français de l'Occupation.

*Mermoz* n'était sans doute pas un très bon film, car il passait à côté de l'essentiel. Dans la seule scène vérifiable du *Plus Beau Pays du monde*, l'équipe de tournage se rend au camp de Drancy et tend un micro à Lambert par-dessus la façade pour effectuer un record dialogue. C'est le seul moment où les personnages se rendent compte que l'histoire prend fatalement le pas sur le film qu'ils sont en train de réaliser, la voix sinistre de Lambert annonçant une tragédie qui rend aussi grotesques lesangoisses des producteurs. Le seul moment où le réel prend le pas sur l'atmosphère confinée du studio où était reconstituée l'épopée de Mermoz, devenue, en cet instant, totalement vainue.

dont l'intitulé serait, au choix : mère indigne ou femme exemplaire ? Responsable ou simple produit de la société esclavagiste blanche ? Beloved est-elle un rêve ou une réalité ? On comprend mieux pourquoi l'adaptation de Jonathan Demme reste aussi touffue. Elle est contrôlée par une productrice/actrice qui réalise le rêve de sa vie : être à la fois l'invitée et l'animateuse de son talk-show.

Samuel Blumenfeld

## « Rencontrez Sethe, qui cache un terrible secret »

*Beloved*. A partir de l'histoire d'une esclave qui préféra tuer son enfant plutôt que de s'en séparer, un film aux multiples sujets

Film américain de Jonathan Demme. Avec Oprah Winfrey, Dany Glover, Thandie Newton. (2 h 52)

Cinéaste conscientieux, défenseur des minorités – *Philadelphia* donnait une version louable mais peu crédible d'un homosexuel séropositif licencié à cause de sa maladie –, Jonathan Demme a vu trop grand avec *Beloved*. L'esclavage, la guerre de Sécession, l'anticléricalisme, le peuple noir... sujets trop nombreux et trop touffus pour ce film adapté du livre de Toni Morrison. *Beloved*, le roman, s'inspirait de l'histoire véritable d'une esclave qui avait préféré tuer son enfant plutôt que de s'en séparer. Autour du personnage de Sethe, l'esclave africaine, Morrison élaborait un

vortex terrifiant. Huit ans après la fin de la guerre civile, Sethe vit dans une maison hantée, avec sa fille Denver, lorsque le fantôme de sa fille tuée réapparaît sous les traits d'une mystérieuse jeune fille qui donne son nom au roman. Nom passe-partout, à la symbolique évidente, *Beloved* peut être tout à la fois : fille, sœur amante, retour du refoulé, et l'esclavage sous une forme nouvelle et insupportable.

Prévi du style de Toni Morrison et de la construction du roman, le film de Jonathan Demme ressemble dans ses plus mauvais moments à une sorte de synopsis. Rendant compte du roman, le critique de jazz Stanley Crouch avait tenté d'imaginer la présentation d'une adaptation télévisée du livre : « Rencontrez Sethe, une ancienne esclave qui cache un terrible

secret... » Demme a suivi en partie ses « conseils » et transformé la sensibilité gothique de Toni Morrison en film d'horreur. On n'attendait pas moins de la part d'un metteur en scène qui a débuté avec Roger Corman, et continue d'appliquer à tous ses films les recettes du Silence des agneaux.

Le problème de Demme n'est pas tant de simplifier le récit de Toni Morrison que de chercher à tout prix un équivalent visuel aux mots, et donc d'introduire du spectacle là où il n'y a que de l'imaginaire et du cauchemar (qui possède une signification métaphorique chez Morrison). Lorsque après des années d'errance, l'ancien esclave Paul D (Dany Glover) retrouve Sethe (Oprah Winfrey, star de la télévision et coproductrice du film) établie dans les fau-

bourg de Cincinnati, sa maison est meublée de visions à la *Shining*. La mystérieuse *Beloved* apparaît d'abord à la sortie d'un marais, la fille recouverte d'insectes et de boue, un peu comme Linda Blair dans *L'Exorciste*.

DES FLASH-BACK TERRIFIANTS

Le film de Jonathan Demme n'est pas tant pour simplifier le récit de Toni Morrison que de chercher à tout prix un équivalent visuel aux mots, et donc d'introduire du spectacle là où il n'y a que de l'imaginaire et du cauchemar (qui possède une signification métaphorique chez Morrison). Lorsque après des années d'errance, l'ancien esclave Paul D (Dany Glover) retrouve Sethe (Oprah Winfrey, star de la télévision et coproductrice du film) établie dans les fau-

bours de Cincinnati, sa maison est meublée de visions à la *Shining*. La mystérieuse *Beloved* apparaît d'abord à la sortie d'un marais, la fille recouverte d'insectes et de boue, un peu comme Linda Blair dans *L'Exorciste*.

Le bouche déformée, des yeux tout ronds perdus dans le vide, Thandie Newton en *Beloved* offre la performance la plus spectaculaire du film. Mais ce n'est rien à côté de l'omniprésence d'Oprah Winfrey qui incarne, avec une intensité très émouvante, un rôle qu'elle convoitait depuis dix ans. Le sujet de *Beloved* est celui d'une famille en crise, un sujet dont l'animatrice du talk-show le plus populaire de la télévision américaine est devenue spécialiste. Le spectacle d'une Oprah Winfrey non maquillée, les cheveux tenu, l'air sentencieux – dénuée de toute forme de glamour – renvoie à un psychodrame qui va au-delà d'une simple interprétation, par ailleurs remarquable.

Oprah Winfrey s'est taillé un film épique à sa mesure. On ne peut imaginer meilleure invitée que Sethe pour son émission télévisée

Les meilleures entrées en France

	Nombre de salles	Nombre d'entrées	Nombre de spectateurs	TOTAL
1 Jugé coupable	1	255 114	259	—
2 Les Ramoneurs	4	127 382	357	— 25 %
3 Quasi-modo	5	124 267	386	— 41 %
4 Play back	4	121 136	420	— 44 %
5 Existenz	2	119 258	252	— 44 %
6 Dr Patch	3	98 050	407	— 41 %
7 Shakespeare in Love	7	89 679	240	— 26 %
8 Arlington Road	1	81 580	247	—
9 Les Enfants du marais	8	80 315	248	— 26 %
10 Prémonitions	1	78 474	188	—

\* période du mercredi 21/4 au dimanche 25/4 inclus

## Le Monde de la MUSIQUE

Stanley Kubrick  
La musique était sa muse

Richard Strauss  
Un dompteur à corps

DVD, Super

Audio CD,

Internet...

le plaisir comparé

est au cœur de

le Programme

de Radio Classiques

et

Martha Argerich

لـ ١٥٠ من الأصل

## CULTURE

## Le festival international de documentaires de Nyon a fêté ses trente ans

Une forte présence germanophone a marqué la compétition

La trentième édition du Festival international du film documentaire de Nyon (canton de Vaud), confirmé le bien-fondé des choix éclectiques de son directeur, a eu lieu du 14 au

24 avril. Désormais baptisé *Visions du réel*, il a germanophone, deux rétrospectives américaines et la confirmation d'un grand cinéaste russe, Sergueï Dvortsevoy.

**NYON**  
de notre envoyé spécial  
Paisible bourgade jouxtant le lac Léman, Nyon se transforme, chaque mois d'avril, en plate-forme documentaire internationale. Le Festival international du film documentaire de Nyon, qui fêtait cette année ses trente ans, a longtemps été dirigé par l'actuel directeur du Festival de Berlin, Moritz de Hadeln. La manifestation connaît des difficultés grandissantes, elle a fallu sombrer en 1994 avant d'être reprise par Jean Perret sous la dénomination de *Visions du réel*, qui en est à sa cinquième édition. Abandonnant le militarisme et l'austérité qui étaient les signes de reconnaissance de ce festival, Jean Perret, activement soutenu par la municipalité, a opté pour la convivialité et l'éclatisme. La formule, plus en phase avec l'époque, séduit, puisque la fréquentation (12 000 spectateurs en 1998) a enregistré cette année une hausse de 25 %.

Si on peut reprocher à Nyon cette ligne conservatrice, il faut surtout y voir la volonté de montrer toute l'étendue du cinéma documentaire, depuis une production formatée pour la télévision jusqu'aux travaux les plus expérimentaux, en passant par le journal intime et l'essai cinématographique. Hors compétition, deux coups de projecteur ont témoigné de cette diversité. Le premier était l'atelier organisé, en sa présence, autour

du photographe et cinéaste d'origine zurichoise Robert Frank, dont l'œuvre cinématographique singulière s'étend du compagnonnage insolite et abrégé avec la Beat Génération (*Pull My Daisy*, 1959) jusqu'à une exploration introspective de plus en plus dououreusement marquée (*The Present*, 1996).

Le second était la projection, très suivie, du film en dix épisodes de Jennifer Fox, *An American Love Story*, fruit d'un tournage au long cours au sein d'une famille mixte (le père est noir, la mère blanche) qui, entre grand récit hollywoodien, feuilleton télé et document sociologique, promet quelques débats à venir (Arte programme la première à la rentrée).

Parmi les quelque cent films présentés, on attendait beaucoup de la rencontre entre deux Alexandre, Soljenitsyne et Sokourov, dans un film inédit du second consacré au premier, *Uzé*. Grosse déception, comme souvent dans ce genre de séisme annoncé : deux montagnes se sont rencontrées et ont accusé chacune d'un souris.

La compétition était riche de vingt-quatre films, dont une forte proportion issue de l'aile germanophone - Allemagne, Autriche, Suisse allemande. Sans soupçonner le jury d'avoir offert pour cette raison la consécration suprême à *Herr Zwilling und Frau Zuckerman*, de l'Allemand Volker Koepp (un film non dévoilé de cette diversité. Le premier était l'atelier

organisé, en sa présence, autour

communauté juive de Czernowitz), il reste que des œuvres d'une tout autre tenue l'eussent mérité davantage.

D'Italie par exemple, *Su tutte le vette è pace*, de Yervant Gianikian et Angela Ricci Lucchi, est un vrai travail d'archéologie de la mémoire, obtenu par la recomposition lyrique d'archives militaires de la première guerre mondiale.

**Sergueï Dvortsevoy,**  
dont le « Highway »  
était projeté en  
première mondiale,  
aura été le grand  
oublié du palmarès

Du Japon, *The Weald* (1997), au surdoué Naomi Kawase (auteur de *Suzaku* et de *Mange-Kyo*), son dernier documentaire en date montré au festival de Rotterdam (en janvier), attaque lui aussi l'image, et pas conséquemment le genre pour dépendre en touches impressionnistes et élégiaques l'approche de la mort chez des personnes âgées.

Au moins ces deux films ont reçu des mentions, alors que Sergueï Dvortsevoy, dont le *Highway* était projeté en première mondiale, au-

ra été le grand oublié du palmarès. Sans doute a-t-on voulu éviter l'impression d'un abonnement aux succès, puisque les deux premiers films (*Chastis*, 1995 ; *Broad Day*, 1998) de ce jeune cinéaste russe vivant au Kazakhstan ont été primés ici même. On a eu tort, car *Highway* constitue, sur le plan de la beauté et de la puissance du cinéma, une perle rare. Son sujet est désirable : la tournée d'une troupe de cirque misérable (un père et ses quatre mamans dans des numéros de basse voltige) le long des 2 000 kilomètres d'autoroute qui relient la Russie à l'Asie centrale. Sa manière est, elle, sidérante. Au point de persuader, comme souvent dans ce genre de séisme annoncé : deux montagnes se sont rencontrées et ont accusé chacune d'un souris.

La compétition était riche de vingt-quatre films, dont une forte proportion issue de l'aile germanophone - Allemagne, Autriche, Suisse allemande. Sans soupçonner le jury d'avoir offert pour cette raison la consécration suprême à *Herr Zwilling und Frau Zuckerman*, de l'Allemand Volker Koepp (un film non dévoilé de cette diversité. Le premier était l'atelier

organisé, en sa présence, autour

Jacques Mandelbaum

l'amour désespéré d'un père pour ses enfants et la révolte de l'individu contre un système absurde. Collages artistiques : une reconstitution archaïsante de la France profonde, un suspense psychologique complaisant, le plaisir modéré de découvrir Charles Beding en marcel, carabin à la main, vociférant sur un air d'harmonica. *J. M. E. Film français de Robert Enrico. Avec Charles Berling, Jean-François Stévenin, Michel Duchaussoy. (1 h 45)*

**LE DERRIÈRE**  
■ A la mort de sa mère. Frédérique (Valérie Lemercier), provinciale, brune chic bon genre, monte à Paris pour y retrouver son père, qu'elle n'a jamais connu. Elle le découvre sous les traits de Pierre Arroux, directeur de musée homosexuel, qui vit en compagnie de Francis (Dieudonné), protologue boulimique, grand amateur de cosmétiques. Afin de mieux l'attadouer, elle se fait passer pour son fils, l'exerce permettant à Valérie Lemercier et à ses partenaires des numéros d'acteur parfois amusants, mais insuffisants pour faire de ce pastiche du parisianisme autre chose qu'une suite lassante de sketches filmés. *J. M. E. Film français de Valérie Lemercier. Avec Claude Rich, Valérie Lemercier, Dieudonné. (1 h 42)*

**FEST UN SALAUD**  
■ Adapté du roman éponyme de Martin Frank, paru à la fin des années 70, *Fest un salaud* est l'histoire de la rencontre sulfureuse entre Benji, adolescent fan d'un groupe de rock, et Fogi, leader de ce groupe aux allures d'ange ténébreux. Les jeunes gens vivent une expérience amoureuse intense, avant que Fogi n'impose à leur relation une dimension sadomasochiste. Commence laborieusement sous la forme naïve du sitcom, le film finit par imposer son univers : celui d'un amour destructeur, d'une mystique du sexe comme en leur temps les sauvages romances de Fassbinder. Sous le signe du retour à la radicalité des années 70, une œuvre courageuse, qui aurait cependant troqué Douglas Sirk contre *Hélène et les Garçons*. La différence se fait sentir. *J. M. E. Film suisse de Marcel Gisler. Avec Frédéric Andrau, Vincent Branchet, Urs Peter Haltier. (1 h 32)*

**FAIT D'HIVER**  
■ L'affaire avait fait grand bruit à la fin des années 60. Un homme divorcé, dont les enfants avaient été confiés à la garde de la mère, avait séquestré ces derniers pour qu'ils lui soient rendus et l'affaire avait tourné au drame. Trente ans plus tard, Robert Enrico et son coscenariste, Jean-Claude Grumberg, s'emparent de ce fait divers tragique. Sujets principaux de réflexion :

l'amour désespéré d'un père pour ses enfants et la révolte de l'individu contre un système absurde. Collages artistiques : une reconstitution archaïsante de la France profonde, un suspense psychologique complaisant, le plaisir modéré de découvrir Charles Beding en marcel, carabin à la main, vociférant sur un air d'harmonica. *J. M. E. Film français de Robert Enrico. Avec Charles Berling, Jean-François Stévenin, Michel Duchaussoy. (1 h 45)*

**ILLUMINATA**  
■ Pour son deuxième film en tant que réalisateur, John Turturro adapte *Imperfect Love*, pièce de Brandon Cole (coscenariste de *Mac* en 1992), et s'installe sur les planches d'un théâtre new-yorkais du début du siècle. Tuccio vient d'écrire une pièce dédiée à sa femme, Rachel, l'actrice vedette du théâtre. Entre amour et vanité, scène et coulisses, mensonge et vérité, on ne voit que trop rapidement où Turturro veut nous entraîner : dans l'ambitieux village d'un Jacques Rivette ou d'un Ingmar Bergman. En dépôt d'une photographie soignée et d'une pléiade d'acteurs prestigieux, *Iluminata* ne trouve pas la recette, et se contente, faute de mieux, d'appliquer le programme. *J. M. E. Film américain de John Turturro. Avec John Turturro, Katherine Borowitz, Susan Sarandon, Ben Gazzara. (1 h 50)*

**PRÉJUDICE**  
■ Il faudrait inventer, pour ce film, une variante de l'expression « l'hôpital qui se fout de la charité ». La riante dont Hollywood, ici dans sa version la plus cynique d'industrie du sentimentalisme spectaculaire, fait mine de dénoncer l'avidité des hommes d'affaires et des avocats pour engranger les dividendes du box-office à de quoi mettre en joie si on goûte l'humour très noir, et en rigole dans tous autres cas. Porté de bout en bout par un Travolta « habillé » (mais par qui ?), le film conte une histoire de sautante un peu comme si *Al hazzard Balthazar* avait été filmé par le propriétaire d'une boucherie chevaline. *J. M. E. Film américain de Steven Zaillian. Avec Mekhala Diop, Al Hamoud Traore, Joséphine Mboup, Bernard Giraudeau, Philippine Leroy-Beaurepaire. (1 h 35)*

**OS MUTANTES**  
■ Ces « mutants » sont ces adolescents qui, à Lisbonne comme dans toutes les grandes villes, survivent en marge. Ici Andreia, la jeune re-

belle enceinte ; là Pedro et Ricardo, évadés du centre de redressement pour un système absurde. Collages artistiques : une reconstitution archaïsante de la France profonde, un suspense psychologique complaisant, le plaisir modéré de découvrir Charles Beding en marcel, carabin à la main, vociférant sur un air d'harmonica. *J. M. E. Film français de Robert Enrico. Avec Charles Berling, Jean-François Stévenin, Michel Duchaussoy. (1 h 45)*

**FAIT DE SPASMES**  
■ Un voisin, attiré par Julia, va dévoiler l'enjeu d'une lutte où le bien triomphera du mal, ce qui provoque une ovation au Festival de Cannes 1998. *Dance me to my Song* rejoint les précédents ouvrages de Rolf de Heer dans l'apologie d'une improbable pureté primitive. Rhétorique écologico-fasciste qui rend ce cinéaste infréquentable.

Le festival international de documentaires de Nyon a fêté ses trente ans

Une forte présence germanophone a marqué la compétition

La trentième édition du Festival international du film documentaire de Nyon (canton de Vaud) a eu lieu du 14 au

24 avril. Désormais baptisé *Visions du réel*, il a

confirmé le bien-fondé des choix éclectiques de son directeur, marqués par une forte présence

germanophone, deux rétrospectives américaines et la confirmation d'un grand cinéaste russe, Sergueï Dvortsevoy.

## CULTURE

## SORTIR

## PARIS

Rétrospective Douglas Sirk

En attendant la réédition (le 5 mai) du film *Le Temps de mourir*, réalisé en 1958, les cinémas Mac-Mahon et Action Ecoles proposent une rétrospective en cinq films de Douglas Sirk (1937-1987). D'origine danoise, ce cinéaste a fait de la déchéance le thème majeur de son cinéma. Ses mélodrames reflétaient alors l'état de décomposition avancé d'une société américaine perdant tous ses repères. Au programme : *Le Secret magnifique* (1953), *Demain est un autre jour* (1955), *Ecrit sur le vent* (1956), *La Ronde de l'aube* (1957), *Mirage de la vie* (1958). Mac-Mahon, 5, avenue

Mac-Mahon, Paris 17<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-80-24-31. Action Ecoles, 23, rue des Ecoles, Paris 5<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-29-79-89.

Laurent de Wilde Quintet Laurent de Wilde est l'un des pianistes les mieux en vue, par son énergie, ses qualités intrinsèques et ce sourire rayonnant sous lequel il plane ses angoisses. On le dit en partance pour d'autres voies, d'autres formules, d'autres courants (en particulier, le courant électrique). A vérifier sur place : d'autant que le Sunset lui va comme un gant. Il en a la taille, d'ailleurs. Public très chaud et branché. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtellet. Les 28 et 29 avril et le 1<sup>er</sup> mai, à 22 h 30. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

## GUIDE

## RÉTROSPECTIVES

Catherine Bréillat

*Une vraie jeune fille* (1976, inédit), *La page nocturne* (1979), *36 Fillette* (1987), *Sale comme un ange* (1991), *Aux Niçois qui mal y pensent* (1995), *Parfait amour* (1996). Romance (Le Monde du 15 avril).

Le Républicain, 18, rue du Faubourg du Temple, Paris 1<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> République. Du 28 avril au 18 mai. Tél. : 01-42-03-57-33.

Jean Grémillon (1901-1959)

*Gueule d'amour* (1937), *L'Etrange M. Victor* (1938), *Remorques* (1939-41), *Lumières d'été* (1942), *Le ciel est à vous* (1943), *Parties blanches* (1948), *L'Amour d'une femme* (1953) et (sous réserve) *Le documentaire Masson et les quatre éléments* (1957-58).

Reflet Médicis, Paris 5<sup>e</sup>, 3, rue Chappillon; Paris 5<sup>e</sup>, M<sup>e</sup> Cluny. A partir du 28 avril. Tél. : 01-43-54-22-34. 35 F et 45 F.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le site Internet, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-58-68-02-78 (2,23 Fmn).

## VERNISAGES

Georges Malraux

Pavillon des Arts, Les Halles, porte de la Bataille, terrasse Lafrançaise, Paris 1<sup>e</sup>, M<sup>e</sup> Châtelet-Les-Halles. Tél. : 01-43-82-50-30. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi et fêtes. Tél. : 08-28-04-04-04 à 20 h 30. Casse-Pipe, Le Soldat inconnu, Element of Crime

Le Cabaret Sauvage, 211, avenue Jean Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Vincennes. Tél. : 01-40-03-75-15. 70 F et 90 F.

Les Ogres de Barback

1<sup>re</sup> partie : Charlotte Etc.

La Maroquinerie, 23, rue Boyer, Paris 20<sup>e</sup>, M<sup>e</sup> Gambetta. Le 28, à 20 h 30. Fermé lundi et fêtes. Tél. : 01-43-82-30-60. 60 F.

RÉSERVATIONS

Rufus Wainwright

New Morning, 7-9, rue des Petites Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. Le 4 mai, à 19 h 30 de commission par place. Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Les Fourberies de Scapin

de Moléïre, mise en scène de Belkacem Tatam, avec l'Eda-Théâtre.

Théâtre de la Porte Saint-Martin, 16, boulevard Saint-Martin, Paris 10<sup>e</sup>.

M<sup>e</sup> Strasbourg-Saint-Denis. Les 29 et 30, à 14 h 30. Tél. : 01-40-27-02-05. 95 F et 145 F. Jusqu'au 9 juin.

Platane

de Rameau. Jean-Paul Foucheux, Tracey Wilemon (Matte), Vincent Le Texier (Jupiter), Annick Massis, Mireille Delunsch (la folle, Thalia), Laurent Naouri (Chérone), Norbert Gubisch (Uran), Paul Agnew (Théspis), Yann Beaumont (Mercure), Franck Leguérinel (Momo), Cassandra Berthon (l'Amour, Clarine), Chœur et orchestre les Musiciens du Louvre-Grenoble. Marc Minkowski (direction), Laurent Petit (mise en scène), Laura Scözzi (chorégraphie).

Opéra de Paris, Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Opéra. Le 28, à 19 h 30. Tél. : 09-36-69-78-68. De 60 F à 650 F. Jusqu'au 10 mai.

Chœur et orchestre de Paris

Schoenberg : *Un survivant de Varsovie*.

Brahms :

## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

21.15 Terrorisme, qui tire les ficelles ? Forum Planète

23.30 Stan Getz, du jazz à la bossa nova. Forum Planète

## MAGAZINES

19.10 Nulle part ailleurs. Invité : Jean Sénac. Canal +

20.00 Le Paris des autres. Richard Cognat. Paris Première

20.40 Les Mercredis de l'histoire. Offre XVI : Des Français en dévoile. Arte

20.50 Des voies de l'autre. Le roi des voyages. TF 1

20.55 Hors série. La Chambre d'Auschwitz. France 3

21.05 L'Hebdo. Séries et Almanach. TV 5

22.40 Ce ce n'est pas. Directives privées. Journalistes ? Comment mènent-ils l'enquête ? France 2

23.10 Le Droit de savoir. Voyage. TF 1

23.20 Un siècle d'écrivains. Nadine Gordimer. France 3

## DOCUMENTAIRES

19.00 Connaisance. Les Aventuriers de l'archéologie moderne. D. et J. G. Leyendecker. Arte

19.00 Lieux mythiques. D. et J. Thébaud. Histoire

19.30 Conférences de presse. 9 septembre 1968 [2/3]. Histoire

## TELEVISION

M 6

20.50 Prise au piège

Dès les premières images — une femme et sa fille enterrant leur mari et père, tué par un chauffard —, on plonge dans le drame et le thriller. Ce téléfilm de la collection « Vertiges » promet beaucoup : excellente réalisation, bons acteurs, musiques lancinantes et plans camébaudiques. Malheureusement, le scénario s'enlise, l'action traîne et le dénouement est d'une platitudine à pleurer.

## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

21.20 La Vache folle. Invité : Arnaud Alperovitch, Guy Chazot, Luc Goettsch, Nicolas Kopp, Marc Steeg. Forum Planète

## MAGAZINES

10.40 Arrêt sur images. Nudiste : un si long silence. Invité : Pierre Ménard, Dominique Voynet, Daniel Clément, Quelques, Louis Mermaz, Jean-François Lacroix, André-Claude Lacoste, Marcel Bouleau, Hélène Cré, Michel Creton, Nathalie Fontaine, Marc-Antoine Renda. La Cinquième

13.05 L'Hebdo. Séries et Almanach de Belgique. TV 5

14.30 La Cinquième rencontre. Six millions d'histoires. Invité : Alain Bentolila, professeur de littérature à l'univ. de V. La Cinquième

16.10 et 20.10 Le Talk Show. Invité : Michel Drucker, de la Porte du Théâtre ; Laurent Ruquier. LCI

17.00 Les Lumines du music-hall. Joséphine Baker. Sadi Diaz. Paris Première

17.15 Le Débat de Pierre-Luc Séguin. Les retrouvailles. LCI

18.00 Stars en stock. Glenn Ford, Kim Novak. Paris Première

18.30 La Semaine d'Histoire. Histoire

19.10 Nulle part ailleurs. Invité : Patrick Dupond, Murakami Ryu. Canal +

19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. Raymond Souplex. LCI

20.20 à 20 h Paris Première. Invité : Pierre Verbeck. Paris Première

20.05 Temps présent. Combattants de FUK : Retour au Kosovo. Enquête Sud-Ouest du Sud : sur la piste russe de l'origine de l'appartheid. Le siècle en images. Mussolini, c'est fini. TSR

20.55 Envoyé spécial. Cancer, la bête alimentaire. L'entretien avec Daniel Demain. Je t'en chante une de monde. France 2

21.05 Nulle part sans. Les musiques de la Seconde. TV 5

22.20 Les Années folles. Le chemin de fer à vapeur : « la reine vaapeur ». RTBF 1

22.35 Facultaire, quand le cinéma divise. TSR

23.00 Le Magazine de l'histoire. Hôte : Édouard Husson, Christian Delage, Nadine Fresco, Rony Brauman. Histoire

23.10 Questions d'identité. Immigration. France 3

0.30 Hors-série. La Chambre d'Auschwitz. France 3

## TELEVISION

## ODYSSEE

20.50 La Flaca Alejandra

En 1974 au Chili, la réalisatrice Carmen Castillo est arrêtée. Son compagnon, dirigeant du Mouvement de la gauche révolutionnaire, est tué. Marisa Merino, la Flaca Alejandra, commence à parler sous la torture... En 1992, Carmen Castillo apprend que la Flaca demande pardon et accepte de se confronter aux victimes. Le film est l'histoire de la réconciliation des deux femmes. Un film-flamme.

## PARIS PREMIÈRE

21.00 Spécial première

Un portrait à charge de la presse à gros tirage et à sensation. Interprété avec brio par deux comédiens retournés de Billy Wilder, le trépidant Jack Lemmon et le goguenard Walter Matthau, tous deux baratineurs emblématiques et friomeurs que leur metteur en scène s'attache à ne pas rendre trop antipathiques, Spéciale première est un spectacle à la mécanique bien huilée, au rythme soutenu. En v.o.

## ARTÉ

23.15 Les Feux de Bakou

Un

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

à

مكتبة عن الأصل

# Le Monde

JEUDI 29 AVRIL 1999

## Bill Clinton veut renforcer la législation sur la vente et la détention d'armes aux Etats-Unis

Les mesures proposées après le massacre de Littleton devront contourner l'opposition du Congrès

**WASHINGTON**  
de notre correspondant

Une semaine après le massacre de Littleton (Colorado), où quinze lycéens sont morts, le président Clinton a annoncé, mardi 27 avril, une série de mesures pour renforcer le contrôle des armes qu'il entend soumettre au Congrès. Dans un pays où circulent plus de 200 millions d'armes à feu, ob celles-ci tuent tous les deux jours l'équivalent d'une classe d'enfants et où 6 000 élèves ont été exclus en 1998 pour avoir apporté un pistolet à l'école, les partisans d'une réglementation plus stricte entendent profiter de l'émotion et de l'indignation provoquée par cette tragédie dont les responsables avaient dix-sept et dix-huit ans.

Les mesures proposées par Bill Clinton sont les suivantes :

- renforcer la loi Brady en rendant obligatoire un délai de trois jours – pouvant être prolongé à cinq – entre l'achat d'une arme et sa prise de possession, en interdisant la possession à vie d'une arme aux mineurs coupables de crimes et en contrôlant la vente d'armes dans les gun shows populaires en zones rurales ;
- renforcer l'interdiction des fusils d'assaut et limiter les charges à dix balles ;
- élire l'âge légal pour posséder une arme de dix-huit à vingt et un ans et renforcer les contrôles sur les armes à l'école ;
- lutter contre le trafic d'armes et interdire l'achat de plus d'une arme par mois ;
- punir de peines de prison de trois à dix ans et d'une amende tous ceux – y compris les parents –

qui laissent les enfants avoir accès à des armes, « sciemment ou par imprudence ».

Connaissant la puissance du groupe de pression des détenteurs et des fabricants d'armes – au sein de la National Rifle Association (NRA) –, Bill Clinton a déclaré : « Nous savons que ce sera une gêne, mais cela en vaut la peine. La vie d'enfants est en jeu. (...) Je pense, qu'en fin de compte, on en revient à notre conception de l'Amérique en tant que communauté et à nos responsabilités les uns envers les autres. » Eleve dans la culture des armes de chasse dans son Arkansas natal, le président a conscience de l'importance qu'elles ont dans un pays où leur possession est garantie par le second amendement de la Constitution. Loin de vouloir en diaboliser les possesseurs, il a

demandé qu'on les comprenne et qu'on les convainque de faire un geste afin d'épargner des vies humaines.

Car, en politicien habile, Bill Clinton sait que le Congrès, dominé par les républicains, est hostile à toute réglementation sur les armes à feu. Certaines de ses propositions ont été repoussées lors de la précédente législature. C'est pourquoi, en dépit de l'effet d'annonce, ces mesures restent modestes. Cela n'a pas empêché le chef de la minorité démocrate au Sénat, Tom Daschle, élu d'un Etat rural du Middle West, d'afficher son scepticisme sur leur utilité. Mal à l'aise face à une opinion traumatisée, les républicains ont préféré botter en touche plutôt que de s'opposer ouvertement au président. Ils ont réclamé la convocation d'une conférence nationale sur la jeunesse et la culture pour « examiner les problèmes importants auxquels les étudiants et la société font face, y compris les jeux vidéo, la drogue à l'école, Hollywood, la prière à l'école, l'implication des parents à l'école et leur contrôle par les autorités locales ».

Pendant ce temps, de nouvelles informations ont été données sur le massacre de Littleton. Selon la police, les deux meurtriers avaient prévu de tuer au moins 500 de leurs camarades dans les rues de leur école et de détourné un avion pour s'écraser avec lui sur New York. L'amie de l'un d'eux a reconnu avoir acheté trois fusils à leur intention. Trois autres lycéens arrêtés le jour du drame sont encore incarcérés.

## Les députés japonais approuvent la réorientation de l'alliance militaire avec Washington

**TOKYO**  
de notre correspondant

La chambre basse de la Diète a adopté, mardi 27 avril, les lois sur les nouvelles dispositions de l'alliance américano-japonaise qui renforcent la coopération militaire entre les deux grands alliés du Pacifique en élargissant les possibilités d'intervention et de soutien logistique des forces d'autodéfense (armée) japonaises.

La réorientation de l'alliance avec les Etats-Unis, piétre angulaire du système de défense nippon dont l'objectif a été réaffirmé dans une déclaration commune du président Clinton et du premier ministre japonais de l'époque Ryutaro Hashimoto en 1996, vise à adapter le traité de sécurité de 1951 (révisé en 1960 et en 1978) à la nouvelle donne stratégique de l'après-guerre froide en intégrant davantage le Japon à la stratégie américaine.

Votées par le bloc conservateur (Parti libéral démocratique et Parti libéral) et avec quelques résistances par les centristes du nouveau Koizumi (parti bouddhiste), les nouvelles directives de l'alliance suscitent l'opposition du Parti démocrate, qui estime trop imprécise la clause de défense du territoire ayant en revanche empêché le Japon d'apporter un soutien logistique aux forces américaines lors de la guerre du Golfe en 1991. L'élargissement des possibilités d'intervention des forces d'autodéfense va beaucoup plus loin qu'un simple soutien logistique. Le Japon paraît appelé à participer plus activement aux opérations de « gendarmerie » que les Américains entendent mener dans cette partie du monde.

Philippe Pons

## Le tabac devrait n'être délivré que sur ordonnance, préconise l'Organisation mondiale de la santé

UNE NOUVELLE ÉTAPE dans la guerre contre les multinationales du tabac que même depuis près d'un an le docteur Gro Harlem Brundtland, directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a été franchie mardi 27 avril à Berlin. Celle qui ne cesse de manifester sa volonté d'obtenir, au plus vite, une baisse notable de la consommation mondiale de cigarettes et de tous les produits dérivés du tabac a publiquement réclamé que cette substance soit dorénavant placée sous le contrôle des autorités sanitaires nationales et internationales.

Le docteur Brundtland juge totalement aberrante la situation qui voit les produits de substitution contenant de la nicotine (timbres cutanés ou gommes à mâcher) prescrits par le corps médical dans les tentatives de sevrage alors même que les produits du tabac sont en vente libre tout en étant largement taxés. « Une telle situation est absurde. Soit les produits de substitution de la consommation de nicotine sont totalement libres d'accès, soit les cigarettes ne doivent être disponibles que sur ordonnance », a fait valoir, mardi à Genève, le porte-parole de l'OMS.

L'affaire pourrait paraître paradoxale si elle ne s'inscrivait dans le contexte plus général de la prise de conscience croissante de la très forte dépendance que peut induire la nicotine chez les consommateurs de tabac. Les dernières études scientifiques conduites sur ce thème sont à cet égard sans équivoque. Elles concluent au caractère homogène de l'ensemble des mécanismes biologiques de dépendance, que celle-ci soit induite par des produits légaux – tabac et alcool – ou par des drogues

prohibées. On peut dès lors aujourd'hui, dans cette logique, soutenir que les produits dérivés du tabac, compris dans le menu nocturne de la santé qui réunira à Genève, en mai, les Etats membres de l'organisation. En France, Lionel Jospin hésite encore pour sa part, en dépit des prises de position de nombreux spécialistes de la dépendance, à élargir le champ de compétence de la mission interministérielle de lutte contre les toxicomanies aux consommations d'alcool et de tabac.

Jean-Yves Nau

Patrice de Beer

### AFFRONTEMENT PROGRAMMÉ

La directrice générale de l'OMS est sur ce thème d'autant plus certaine de la justesse de son combat que, soutenue dès son élection par les autorités américaines qui luttent également contre les multinationales du tabac, elle fait valoir que la cigarette, à la différence des boissons alcoolisées, est l'un des rares produits dont la consommation sans excès fait courir un risque mortel. « La cigarette est un produit ingénierement fabriqué pour délivrer la juste quantité de nicotine nécessaire pour être taxicomagène, et ce même si le consommateur finit par en mourir », explique-t-on auprès de l'OMS. On rappelle aussi à Genève, qu'il y a un siècle, le tabac avait été incorporé au sein de la pharmacopée américaine avant que le puissant lobby des fabricants parvienne à extraire la cigarette des compétences de la Food and Drug Administration afin d'en faire une substance librement commercialisée. « Nous appelons dorénavant à recréer cette omission », explique-t-on à l'OMS.

Le futur affrontement est d'ores

## Football : Sedan qualifié pour la finale de la Coupe de France

LE CS SEDAN-ARDENNES s'est qualifié, pour la quatrième fois de son histoire, pour la finale de la Coupe de France de football, éprouve qu'il a remporté deux fois, en 1956 et 1961 (Le Monde du 27 avril). Le club de deuxième division a battu mardi 27 avril, à domicile, une autre équipe de D 2, Le Mans, par 4 buts à 3 après prolongation. Cinq buts ont été marqués dans les trente minutes de jeu supplémentaires, les Sedanais prenant l'avantage grâce, notamment, à deux réalisations de leur avant-centre d'origine camerounaise. Plus N'Diéfi. Les joueurs de l'entraîneur Patrick Rémy affronteront en finale, le 15 mai au Stade de France, le vainqueur de la rencontre entre le FC Nantes (D 1) et le Nîmes Olympique qui devait avoir lieu mercredi.

**DÉPÊCHE**

■ CLONAGE : la firme américaine Genzyme Transgenics corp. est parvenue à cloner trois chèvres transgéniques capables de produire du lait contenant un anticoagulant humain, l'antithrombine 3, selon une étude parue dans la revue *Nature Biotechnology* de mai. La technique du clonage permet de sélectionner les lignées les plus robustes et les plus productives dans une optique de commercialisation de l'anticoagulant. D'autre part, trois chèvres ont été clonées au Canada par Nextra Biotechnologies Inc. Le but de la compagnie est de leur faire produire de la soie d'araignée et de faire libérer ces molécules dans le lait. La soie d'araignée, plus légère et plus résistante que l'acier, pourrait être compatible avec le corps humain et donc permettre la fabrication de ligaments, de tendons et de prothèses de toutes sortes.

Tirage du Monde daté mercredi 28 avril 1999 : 517 617 exemplaires.

1-3

Breveté par le maître horloger en 1791, ce mouvement est l'un des plus ingénieux de l'horlogerie d'aujourd'hui. Il associe un calendrier perpétuel à l'indication perpétuelle de l'équation du temps, soit l'écart entre le temps civil et le temps solaire vrai.

Propriété privée de la famille Breguet depuis plus de deux siècles, leur style intemporel. En 1786, Abraham-Louis Breguet inventa le guidonage de ses horloges : d'or ou d'argent, avec une technique que de rares artisans pratiquent de nos jours.

## A votre intention

Conçue par Abraham-Louis Breguet en 1780, la première montre automatique comportait une masse oscillante armée le ressort-moteur. Celle-ci arbore aujourd'hui un fin galochage réalisé à la main, ajoutant à l'art巧巧 d'élégance à la beauté du mouvement.

C'est en 1783 qu'Abraham-Louis Breguet crée ses célèbres aiguilles "à pousser". Universellement appelées "aiguilles Breguet", elles soulignent le travail artisanal et l'excellence esthétique de la Breguet que vous choisissez.

**Breguet**  
Depuis 1775

Notre catalogue vous sera adressé sur simple envoi de vos nom et adresse au numéro 01 30 70 70 70 ou par e-mail à la référence 923.  
BREGUET SA - 7, Place Vendôme 75001 PARIS - TEL. 01 42 60 69 34 - [www.breguet.com](http://www.breguet.com)

S T Y L E S

LE MONDE JEUDI 29 AVRIL 1999

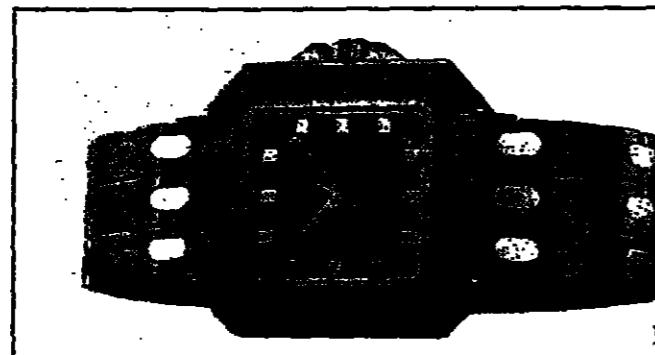
s députés japonais approuvent la réorientation de l'alliance militaire avec Washington

**i**nventé par les Suisses, le mot garde-temps serait-il en passe d'imploser ? Au royaume de la prudence, l'éternité prend un virage à 180 degrés, et fait bouger les aiguilles des cadans, à un rythme accéléré. Sur fond d'instabilité et de défi économique à relever, la mode s'empare des montres, et le temps se mesure désormais en saisons, en cahier de tendances pour des cadans qui s'offrent comme les ultimes grigris du millénaire, lancés sur l'échiquier mondial. Pour 1999, le créateur Frank Müller a même poussé l'imagination jusqu'à associer la précision et l'aléatoire, à breveter une technique d'aiguille inspirée des jeux de hasard. Plus généralement, fonds noirs et gris, bracelets d'acier, formes graphiques s'imposent comme les nouveaux signes de reconnaissance d'un monde où l'ultramini fait la différence, codifiant une allure à l'extrême : masculin et féminin se confondent, alors que se multiplient carrés et cercles tour à tour dépouillés, et sertis de diamants. A l'occasion des Salons internationaux d'horlogerie organisés à Genève du 22 au 29 avril 1999 et à Bâle du 29 avril au 6 mai 1999, *Le Monde* publie un nouveau cahier « Styles », consacré au « Temps des montres et des bijoux ». Le moment de découvrir les nouvelles donnes d'un marché en pleine évolution, alliant le minimalisme et l'extravagance, le savoir-faire européen, et les caprices de la demande américaine, à l'heure d'un anniversaire qui fait date, le centenaire de la montre-bracelet, expérimentée par les soldats pendant la guerre des Boers, de 1899 à 1902... L'occasion également, de rêver, là où pierres fines, précieuses, hier assemblées dans des parures-investissement, retrouvent sur un fil d'or le chemin du luxe et l'appel du désir.

Laurence Benaim

## votre intention

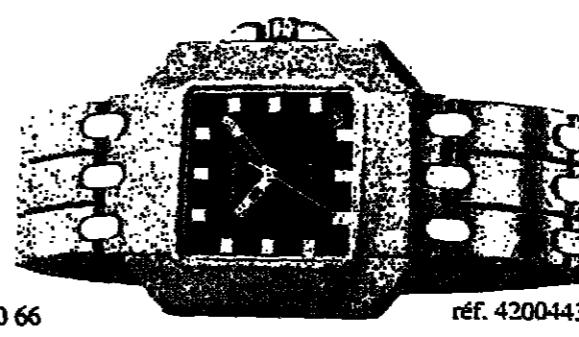
# des montres



EP  
PEQUIGNET

Montre MOOREA "auto-quartz",  
la technologie du prochain millénaire

Informations et liste des points de vente : Montres PEQUIGNET : 03 81 67 30 66



مكذا من الأصل

II / LE MONDE / JEUDI 29 AVRIL 1999

TENDANCE

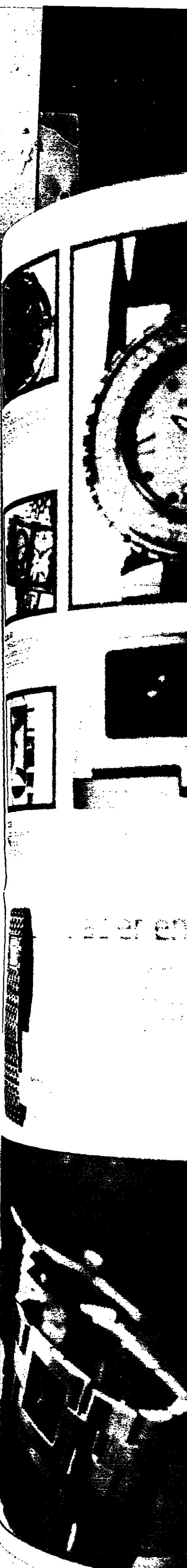
CALIBRES

Pour elle, montre Chopard « Dame Impériale » or jaune, cadran brillants et saphirs, maillet à paillettes Givenchy. Pour lui, montre Chopard « Classique homme », or jaune, cadran nacré et diamants, tee-shirt noir APC.

Photo Nicolai Lo Russo.  
Réalisation Martine de Menthon  
assistée de Charlotte Reynard.

# luxe, sport et géométrie

à la veille du troisième millénaire, jamais la mode n'aura autant marqué de son emprise les cadrans qui affichent les tendances chères aux silhouettes rectilignes des podiums : dépouillement, mixité, fonctions et raffinement des détails sous haute influence high-tech. Les Salons de Bâle et de Genève révèlent les créations horlogères de 1999 sous le signe d'un style très architecturé, qui oublie cuir et ornements au profit de la ligne et renoue avec une élégance sans concession



De toutes les tendances émergent cette année, au travers des deux salons, la plus notable réside dans l'impact croissant de la mode qui, poursuivant sa conquête globale de la consommation, fait souffrir l'air du temps sur les plus vénérables. Venue des parfums et de l'habillement, la vogue de la mixité inspire des modèles qui, selon leurs tailles, garnissent les poignets de l'un ou l'autre sexe. Et si chacun élargit ses propositions - le joaillier Chaumet signant une montre de plongée, Patek-Philippe un produit « d'appel » sur bracelet caoutchouc... -, la plupart se retrouvent dans une déclinaison sans faille - mais un peu différée - des tons du prêt-à-porter.

L'avènement de l'acier - et des métaux blancs, comme l'or gris - peuple les cadrans de nouveaux accords, sous le signe du noir « qui va avec tout » : de la Hampton (Baume & Mercier) à la Bodyguard (Tissot), en passant par la Lady M (Mauboussin), Ebel, Gucci, Zenith et Hugo Boss, il en est peu qui n'y sacrifient. Dans le même esprit minimaliste, les gris dégradés envahissent des cadans (4857 de Patek-Philippe, Worldtimer de Oris...) qui, l'an passé, jouaient encore le multicolore. D'autres, plus audacieux, préfèrent y recycler - sur fond bien noir, noir ou blanc - les reflets métalliques promus par l'habillement masculin de l'hiver (Chaumet, Piaget, Jaeger-LeCoultre, Hublot, Eterna, Storm, Aktee...).

Ce vent nouveau souffle aussi sur les formes. A défaut de s'évader du carré et du rond, les fabricants en accentuent la géométrie, jusqu'à obtenir parfois (notamment dans les montres sportives) des constructions très architecturées. L'extra-plat est à la hausse chez Hermès, Piaget, Vacheron-Constantin... Quant aux bracelets, ils oublient de plus en plus le cuir au profit du métal, lequel peut enrouler la boîte (Ebel), s'enrichir de caoutchouc (Baume & Mercier) ou s'articuler en gros maillons (Fred). Enfin, le double affichage (analogique et digital), hier encore cantonné aux « sportives » (Omega), accède à des marques privilégiant avant tout l'élégance (Hermès). Ici comme ailleurs, le sport se civilise, et l'esprit « ville » n'exclut plus la décontraction...

CARRÉ  
Montre Emporio Armani,  
bracelet de caoutchouc  
et boîtier en acier,  
étanche à 30 mètres, 2 000 F (305 €).



Modèle R.F. J283/B.L. et J286/B.L.

JAGUAR  
SWISS MADE

33, avenue de la République - 75011 PARIS Tél. 01 40.21.17.00

Jacques Brunel

## rendez-vous de plongée

pavée de diamants ou digitale en caoutchouc, la montre de plongée prend le large

**HIGH-TECH**  
La Type E Senior acier, trois aiguilles, cadran vernis noir ou blanc, entre 10 080 et 12 000 F (1 524 € et 1 829 €), Ebel.

**POUR TOUS**  
Montre de sport, première avancée de Jaeger-LeCoultre, étanche à 50 mètres, prix de 29 000 F (4 424 €).

**COUPE**  
Cadran avec pans coupés, noir ou blanc, étanche à 30 mètres, 14 700 F (2 100 €), Cartier.

**CLIN D'OEIL**  
La Class One est étanche à 100 mètres : bracelet en caoutchouc noir et lunette tournante en acier pavée de diamants, 46 000 € (7 013 €), à partir de 9 500 F (1 448 €), Chaumet.

**SECRET**  
Montre cadenas en or blanc et diamants, réédition d'un modèle de 1935, Van Cleef & Arpels.

**RÉVEIL**  
Modèle de voyage en nickel, 2 250 F (345 €), Gucci.

**PION**, Technomarine, lancée en décembre 1997, profite de la vogue des sports d'eau avec ses modèles Technoraft, TechnoYacht ou Apnea, qui plonge à 300 mètres. En 1998, la jeune marque bon marché a vendu 30 000 pièces.

Les plus classiques sont rentrés dans la compétition comme Patek Philippe et son Aquanaut au boîtier en forme de hublot et au bracelet en composite noir. L'horloger Blancpain fonde en 1735 a aussi choisi le pavage diamants et l'or gris pour la version féminine de son chronographe « Fly Back » initialement réservé aux navigateurs. « Les montres militaires avec des cadans noirs et de gros chiffres lumineux ont laissé la place aux modèles de plongée et au digital, complètement délaissé il y a encore trois ans », constate Jean-Claude Lambert, directeur des boutiques Royal Quartz et fondateur de la marque Louis

A.-L. Q.

### guide

● **Musée**. Vacheron-Constantin applique au bracelet de sa nouvelle Krys le brossage en « pointe de diamant » du XVII<sup>e</sup> siècle – qui évoque plutôt, de nos jours, un bracelet de force à clous. Boîte et bracelet or, lunette en série de diamants, mouvement quartz. A partir de 95 100 F (14 498 €).

● **Mini-tourbillon**. Avec le nouveau calibre 2871, Audemars-Piguet offre aux collectionneurs (série limitée à 25 exemplaires) le plus gros mécanisme jamais logé dans une petite montre.

● **Extra-plat**. Cadran gris dans un carré d'or, la nouvelle montre homme mécanique de Piaget se tanque d'une épaisseur de 4,2 millimètres, et d'une étanchéité totale. A partir de 24 300 F (3 704 €).

● **XXL**. Patek-Philippe ressort son boîtier géant Nautilus (44,5 millimètres) étanche en acier, pour y loger une complication unique : l'indication de zone de remontage. A partir de 52 800 F (8 049 €).

● **Allure**. Chronographe automatique Vintage 126, nouveau modèle de Bell & Ross étanche à 200 mètres, à partir de 12 500 F (1 906 €) pour la version acier. Existe en or jaune ou blanc.

● **Chic**. Intégré dans un bracelet à gros maillons, la montre Babyfacettes à quartz de Dunhill est une quasi-manchette au gabarit élégant, 6 950 F (1 059 €).

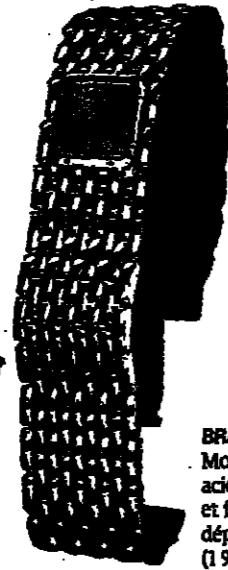
● **Baroudeur**. Un bracelet en résine et acier donne au chrono Hamilton, Khaki Action, un parfum de chic tout-terrain, 2 450 F (375 €).

● **Siglé**. « Chaumet, place Vendôme ». L'inscription occupe une bonne partie du cadran de la nouvelle « 12 » en acier, d'une grande délicatesse de formes et de tons, mouvement quartz, 6 400 F (975 €).

● **Mixte**. Pour sa montre d'homme Espace, très ergonomique, Hermès mène l'analogique au numérique. Date, second fuseau, chrono, réveil, etc., fonctionnement à quartz. Environ 10 000 F (1 524 €) avec deux bracelets cuir.

## l'acier en pointe

plus résistant et secret, l'acier conquiert les montres, après les bijoux. Aux dépens de l'or jaune, il s'impose jusque dans les sertis.



**BRACELET**  
Montre Panthere Ruban acier avec cadran en nacre et fermoir triple déployant, 12 900 F (1 966 €), Cartier.



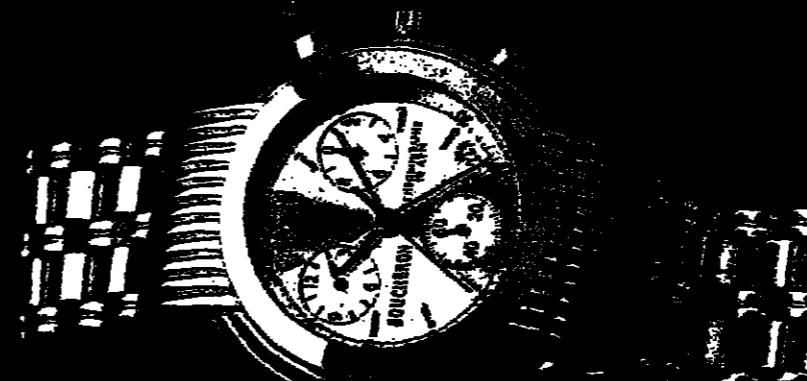
**I**e gris aux reflets acier domine sur des créations monochromes qui explorent les variations du blanc et du noir». Il est dans les cahiers de tendances du Salon de Bâle, après l'incroyable succès de la ligne Irony de chez Swatch. Jusque dans l'empire du luxe, montres et bijoux abandonnent les ors et les métaux précieux. L'acier, longtemps réservé aux modèles sportifs, accède aux montres joaillières, grâce à de nouvelles techniques de sertis qui n'engagent plus la mollesse de l'or. Le blanc conforte les formes épurées du moment comme dans la montre Panthere Ruban de Cartier, en or gris, ou la géométrique Cut de Fred aux pans coupés en acier. Manchette minimalisté en acier poli, la nouvelle version de la Beluga d'Ebel enchaîne deux rangs de diamants.

L'engouement pour le design sportif encourage la vogue des métaux gris. En témoigne le succès de Tag Heuer – 600 000 pièces par an vendues dans le monde –, qui vient de lancer son premier chronographe pour femme, Kirium Lady, en acier. « 85% de nos produits sont en acier et ce chiffre devrait encore progresser avec les nouvelles gammes. L'acier est le matériau qui convient le mieux à nos montres sportives de prestige », explique Gilles Cirouge, directeur général de Tag Heuer France. Pendant que IWC travaille l'acier chirurgical utilisé dans les implants ou le titane poids plume dans son chronographe GST, le joaillier italien Bulgari, toujours novateur, ose un modèle coulé dans l'aluminium avec bracelet de caoutchouc. Adepte du plastique, les marques junior ajoutent des pointes de métal. Spécialisée dans les importations nippones et la technologie digitale, la boutique Kyo enregistre un beau succès avec l'indépendant de Citizen en version chronomètre comme une carrosserie de voiture.

A.-L. Q.

**GALBEE**  
La Kalatis acier inoxydable, cadran noir ou blanc, deux tailles, étanche jusqu'à 50 mètres, 3 500 F (534 €), Calvin Klein.

VOTRE TEMPS EST PRÉCIEUX.



# BOUCHERON

JOAILLERIE PARIS PARIS PARIS PARIS

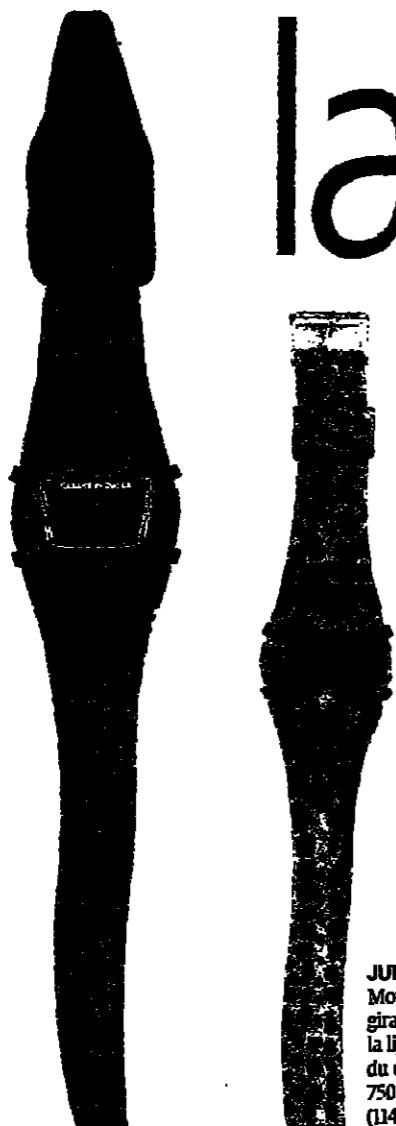
هذا من الأصل

هذا من الأصل

IV / LE MONDE / JEUDI 29 AVRIL 1999

PHENOMENE

# la folie plastique



JUNGLE  
Montres en gomme crocodile et  
girafe dans la ligne Safari Zoo  
du créateur japonais Zucca, de  
750 F à 920 F (114 € à 140 €).

## O

u oubliez presque de lire l'heure. Sur la dernière montre de TTC - qui semble sortie d'un manga japonais avec son plastique acide - il faut jongler entre trois cadans différents pour les secondes, les heures et les minutes. Comme un miroir, le cadran de l'Independent de Citi-

zen donne le décompte du temps par simple pression, grâce au système LED (Light Emitting Diode), déjà en vogue à la fin des années 60. Une gymnastique oculaire récurrente sur ces mastodontes de plastique.

Installée à Saint-Germain-des-Prés depuis juin dernier, la boutique

ergonomie techno et design en courbe habillent des montres que l'on croirait sorties d'un manga japonais. D'autres affichent dans la rue leur inspiration sportive



MATCH  
Montre étanche à 200 mètres, élue parmi les meilleures de l'année 1999 aux Cadans d'or, 595 F (91 €), Adidas.

Match

Carrossée comme un tableau de bord, la nouvelle montre Transcontinent Transcoopérative (TTC) possède deux chronos et deux alarmes, 1 690 F (258 €).

Kyo propose - souvent en exclusivité française - une sélection de modèles créés par la jeunesse tokyoïte. Ici pas de cuir ni de tissus, mais du chrome et de la gomme. « A la différence des horlogers traditionnels, j'ai rassemblé un seul type de montres, inspirées du sport et de la mode de rue », explique la fondatrice franco-japonaise Emika Ravé. Comme dans la mode et le design, l'esthétique plastique de la fin des années 60, à la 2001 Odyssée de l'espace, est de retour. Sur ces « technico-urban-watches » ergonomiques, les boutons de commande glissent sur le poignet. Le design en courbe colle au corps et les fermoirs se cachent. La dernière Spoon de Pulsar en urethane s'ouvre comme un coffre de voiture, par pression d'un bouton. Les matières tactiles ont la cote, dans la lignée des modèles de gomme du japonais Zucca, dont la dernière collection Safari Zoo reprend les aspérités de peaux d'an-

maux. Autre succès, la Color Time d'Emporio Armani est le best-seller des montres maison avec son bracelet en épais silicone. Massives et plastifiées, les montres sportives sont détournées par la rue. Plus de 100 000 exemplaires de la Nike Triax pour la course à pied ont été vendues en France en 1998. Destinée aux sports aquatiques, la Typhoon donne les horaires des marées de cent cinquante plages. Elue montre de l'année 1999 par le jury des Cadans d'or, la montre Adidas des arbitres de la Coupe du monde triomphe en dehors des stades. La course au gadget technologique est engagée. Toujours au sommet, la G-Shock de Casio, montée sur amortisseurs (25 000 vendues par jour dans le monde en 1998), s'enrichit ce printemps d'un modèle, Baby-G Phys, doté d'un compteur de calories.

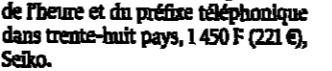
Anne-Laure Quilleret

## cadrans de choc

● Tableau de bord. La dernière de TTC avec cadans à aiguilles et à cristaux liquides, existe en indigo, vert canard, violine, blanc et noir, 1 690 F (258 €).



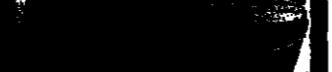
● Volcan. Avec son cadran bombé et son affichage grossissant, la Volcan de Pulsar se décline en rouge, turquoise, vert, noir et blanc, 790 F (120 €). En exclusivité au Printemps Haussmann.



● Avant-première. La boutique Kyo regroupe des modèles souvent en exclusivité européenne de Casio, Citizen, Nike, Seiko, les éditions rares de GST ou les montres Ikonod dessinées par Marc Newson.



● Digitale. La Swatch Beat, première montre digitale du spécialiste suisse du plastique, marche à l'heure d'Internet avec des modèles appelés Net Surfer ou Provider ; compte à rebours jusqu'à l'an 2000, chronomètre et alarme, 400 F (61 €).



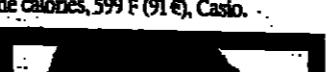
● High-tech. Par un vibrer intégré dans son boîtier, la montre Vivac vibre au rythme du téléphone portable auquel elle est reliée. Elle donne aussi l'heure dans vingt-sept pays, 1 195 F (182 €) avec un bracelet en résine, Casio.



● Lumineuse. Montre torche à bracelet caoutchouc, existe en bleu, noir et chrome, 198 F (30 €), Louis Pion.



● Kitsch. Chez Alexis Lahellec, spécialiste du mobilier gonflable et des accessoires en poils, une montre en gomme ou un modèle géant au cadran de 6 centimètres dans des couleurs acidees, 89 F (13,5 €) et 99 F (15 €).



● Silicone. Montre digitale bicolore agnès b., 850 F (130 €) et modèle Color Time d'Emporio Armani, huit couleurs, 1 100 F (168 €).



● Sportive. La Tempest de Nike avec bracelet en polyuréthane, éclairage à contre-jour, étanche à 100 mètres, quatre coloris, 449 F (68 €). Résistante aux chocs avec son bracelet sans attache, la Typhoon de Nike est destinée aux surfeurs, 949 F (145 €).

## Longines DolceVita

LONGINES

L'ELEGANCE DU TEMPS DEPUIS 1832

Collection Homme et Dame à partir de 3900 F  
prix public maximum conseillé.

# cadrans

un siècle après sa création, la montre-bracelet continue d'aimanter de nouvelles passions, séduisant hommes et femmes également pressés. A l'heure des extrêmes, la tendance est à la fois aux mini-montres bijoux et aux gros calibres déclinés dans des tailles et des couleurs adaptées.

Même si le Tourbillon féminin n'est pas encore pour demain

## à

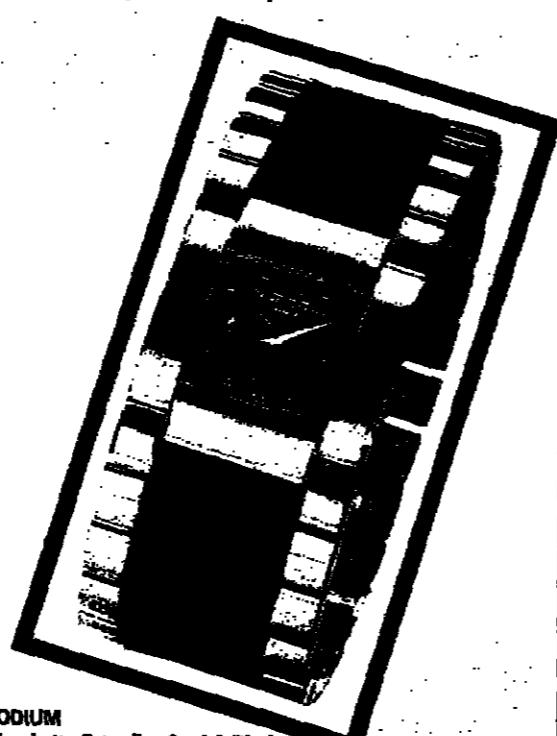
la Belle

Epoque, les belles languissantes consultaient l'heure au bout d'un long collier-chaine, baptisé châtelaine. C'est dire combien le temps restait une activité masculine... Mais le siècle allait tout changer. Les garçons des années 20 ayant adopté avec joie la montre-bracelet, les modèles dame allaient stimuler la création horlogère. Soit pour féminiser des modèles masculins - en miniaturisant les mécanismes à l'intention des poignets fins -, soit pour créer des parures, où le bracelet primait largement sur la montre. Étant admis qu'une femme ne s'intéressait à la mécanique... L'arrivée du quartz allait libérer les « frivoles créatures » de la corvée du remontage, et réduire le nombre des tiges et rouages pour le plus grand profit des joailliers. La montre mécanique pour dame est devenue, aujourd'hui, une curiosité rarissime... En 1999, la tendance des montres bijoux est à l'exploration des extrêmes. Outre les bracelets interchangeables - « Graal » des fashion victims, auquel Hermès, après tant d'autres, sacrifie cette année - la saison promeut les mini-montres aux lignes sobres - quelques volontiers empierrées - presque invisibles sous leur fin bracelet. C'est la Mini-Baignoire de Cartier, pavée de diamants ronds, ou la Double-Tour d'Hermès, dont la lunette en cuir à bride se noue après s'être enroulée deux fois... Le contraste est grand avec le retour des manchettes déjà sensible dans les bijoux, et qui s'annexent aujourd'hui des montres chez Ebel (Beluga Manchette aux bracelets acier pavés de diamants, sur bracelet articulé), Baume & Mercier (Catwalk) ou bracelet mêlant acier et caoutchouc), Boucheron (les carrées de la nouvelle ligne Diamant, sur bracelet en maille milanaise), Fred, Poiray, Marboussin, Pequignet...

Cette soif de grandeur n'est pas venue. En 1985, Cartier lançait la Pasha. Contre toute attente, cette montre de luxe ronde aux dimensions très masculines conquiert d'emblée le cœur des femmes. Elles l'abordeant dans un esprit très sport, sur de gros pulls (en chemise), des vestes de tailleur, voire - pour les plus jeunes - des treillis taille basse. Toujours plus empierrée, la Pasha allait confirmer ses succès féminins - avant même la sortie, l'an dernier, d'un modèle pour poignet fin. Après le pantalon, les femmes s'annexent la montre pour homme - et jusqu'aux plus imposantes, comme les Breitling et les Panerai. Au point que bien des marques ont élargi leur choix de tailles, quand elles ne proposent pas des modèles mixtes. L'ultra-sportif Tag Heuer ose même, cette année, un chronographe féminin - le Kirium Ladies - de 35 millimètres de diamètre, très ergonomique et proposé dans les tons prune ou printemps...

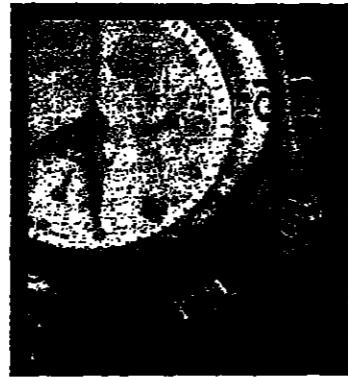
Si elles gardent au style sa primeur, certaines femmes ne sont plus allergiques à la mécanique. Sensibles à la complexité luxueuse d'une Patek-Philippe, elles ont inspiré à Franck Muller, le haut horloger genevois, de très nombreux modèles. Certains sont même équipés d'une complication. Un chronographe, l'Occurrence. Car le Tourbillon féminin n'est pas pour demain...

J. B.



**PODIUM**  
Manchette Catwalk « Steel & Black »  
en acier et caoutchouc de Baume & Mercier,  
à partir de 7 500 F (1 143 €).

**DÉTOURNEMENT**  
De haut en bas, modèle aviateur UTC en acier, IWC ; montre Ebel type E senior acier ; montre en or gris Vacheron Constantin ; montre Van Cleef & Arpels Roma acier et la « Class One » de Chaumet. Bagues Chanel joaillerie. Tee-shirt et culotte de tulle, Ocimar Versolato, chaussures Manolo Blahnik chez Maria Luisa. Photo : Niccolò Lo Russo. Réalisation : Martine de Menthon assistée de Charlotte Renaud. Maquillage : Brenda Abrial.



**BATTANTE**  
Lady Kirium, premier chronographe féminin de Tag Heuer, 11 000 F (1 677 €).

**RÉTRO**  
La Port-Royal V de Zénith en acier, mouvement automatique extra-plat, étanche à 30 mètres.



**LACET**  
Montre mini-tonneau pavée de 105 diamants baguette 13,80 carats, boîtier en or gris et fermoir invisible, Cartier.



J. B.



## guide

● **Masque.** Décidément plus féminine, la Pasha (Cartier) de l'année mesure 32 millimètres et « protège » son cadran d'une grille amovible de diamants. Bracelet en cuir vernis noir, 11 000 F (1 684 €) pour la version or.

● **Ruban.** La montre Khésis de Chaumet en acier avec bracelets diamants et cadran de nacre rose ou bleu, 21 000 F (3 201 €) la version « Classic Lady ».

● **Best-seller.** La Catwalk, qui représente depuis l'an dernier 40 % des ventes de Baume & Mercier se décline en version caoutchouc et acier, 7 500 F (1 143 €).

● **Cha-cha-cha.** Trois temps suffisent sur la Master Chronograph du virtuose Franck Müller, correspondant à trois fuseaux horaires. Vue l'ergonomie du boîtier courbe (il existe en sept tailles), les battantes adorent.

● **Lien.** La Cape-Cod d'Hermès se balance sur un bracelet double-tour en cuir de 40 centimètres imaginé par Martin Margiel, 9 450 F (1 441 €).

● **Sportive.** Le chronographe Kirium Ladies en acier, quatre cadans (prune, argent bleu et noir), étanche à 200 mètres, 11 000 F (1 677 €), Tag Heuer.

● **Tendance.** Fred lance une montre-manchette sur bracelet d'acier aux pans biseautés qui semble un hommage à l'esthétique futuriste des années 60, 13 800 F (2 104 €).

● **Martiale.** Panerai donnait l'heure aux militaires italiens sur des cadans de 44 millimètres - et recueillait un grand succès chez les dames. Rachetée par le Groupe Vendôme (Cartier, etc.), le modèle réduit son diamètre à 40 millimètres dans le Luminor automatique, étanche à 400 mètres, à partir de 16 500 F (2 515 €).

● **Dentelle.** Une montre squelette - fait surprenant - destinée aux dames, mouvement entièrement réalisé à la main, boîtier en or jaune 18 carats, lunettes et cornes sertis diamants, Jaquet Droz.



Collection "ROMA"  
à partir de 14 300 FF.

## Van Cleef & Arpels

PARIS 22, PLACE VENDÔME • GENÈVE 31, RUE DU RHÔNE

CAPRI, MONTE-CARLO, LONDRES, NEW YORK, PALM BEACH, BEVERLY HILLS, HONOLULU, MOSCOU, KOWTI, SINGAPORE, TOKYO, OSAKA, HONG-KONG

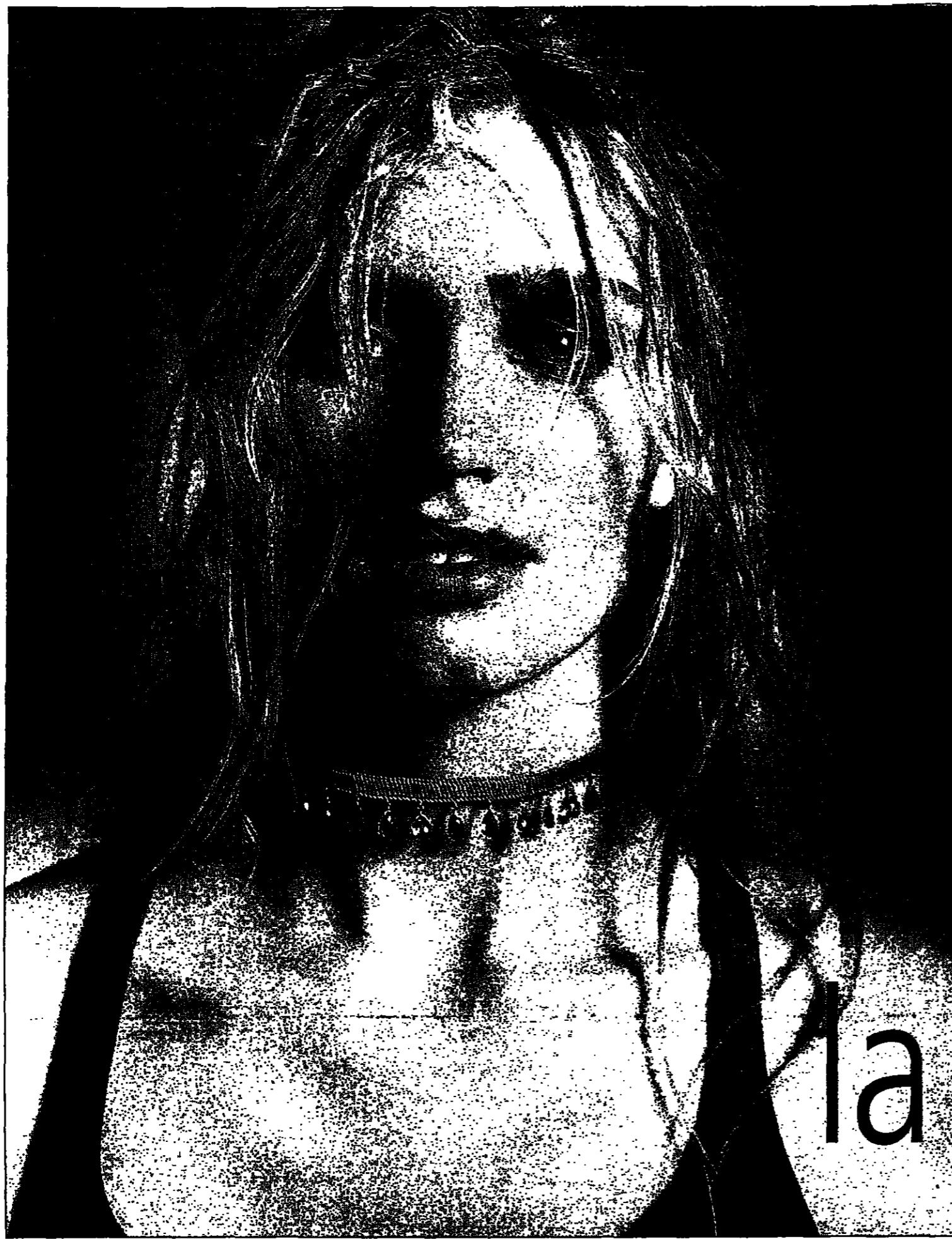
Liste des dépositaires agréés au 01 42 65 80 69

هذا من الأصل

هكذا من الأصل

VI / LE MONDE / JEUDI 29 AVRIL 1999

TENDANCE



**MAUBOUSSIN**

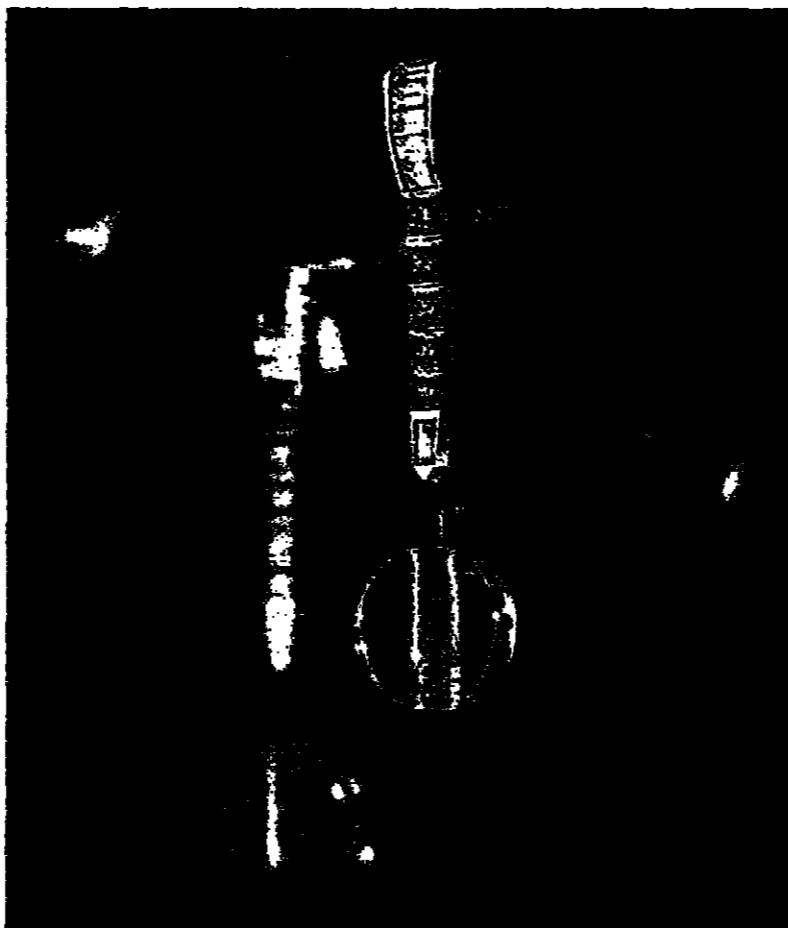
Montre Coeur Ouvert  
Mouvement mécanique à remontage manuel

Foudre de Beauté

**GOUTTES**  
Collier ruban en or 22 carats tissé main et pierres facettées, tourmaline rose, grenat rhodolite et grenat, Marie-Hélène de Taillac 40 000 F (6 096 €), sur commande chez Colette.

Photo ci-dessus et en haut à droite : Nicolaï Lo Russo. Maquillage : Elsa Aubert pour Amélie. Coiffure : Madeleine Cofano pour Corps et Âme. Réalisation Martine de Menthon, assistée de Charlotte Renard.

**CRISTAL**  
Pendants d'oreilles en diamants et boules de cristal de roche, disponible à partir de septembre 1999 (prix non déterminé), Mauboussin.



formes graphiques, tissages de métal et pierres imposantes travaillées dans la masse signent une nouvelle allure. Mini-bijoux, tours de cou arachnéens et bracelets-plume ouvrent à la sobriété les portes de la poésie

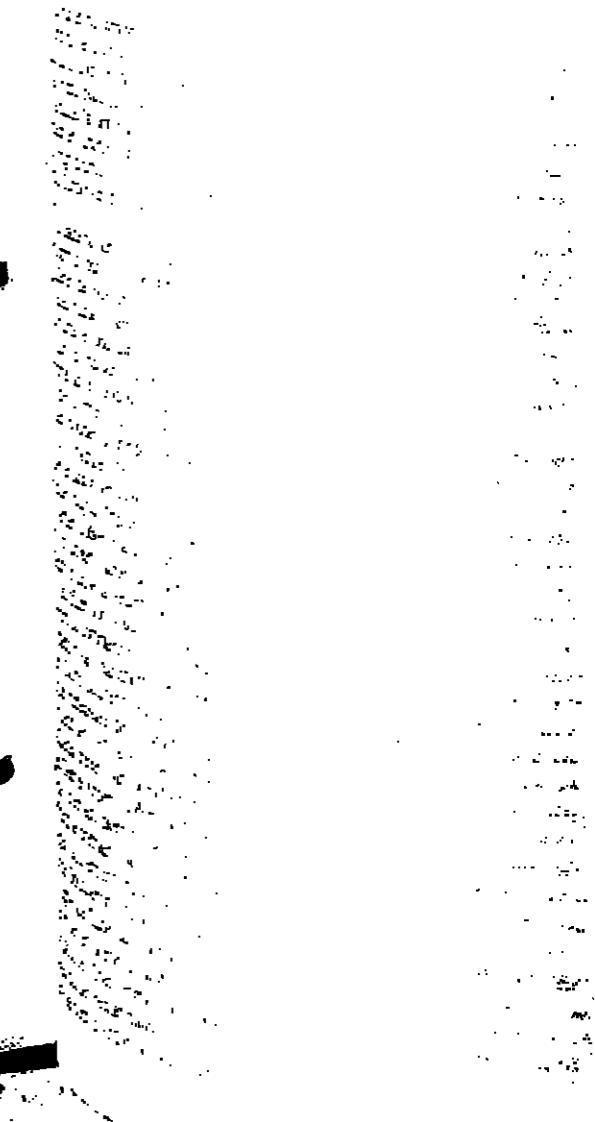


**ONDÉE**  
Nœf aigues-marines posées sur un jonc d'or 18 carats, modèle Mosaïco, 27 500 F (4 192 €), Pomellato.

la griffe de l'épure

### guide

- Couleurs. Améthyste, citrine, aigue-marine, en duo ou en solo, les nouvelles bagues Tank de Cartier en or jaune ou gris, à partir de 7 300 F (1 113 €), Cartier. Ponctuée d'un diamant, une topaze bleue, un péridot ou une iolite montée sur or blanc 18 carats, 9 800 F (1 494 €). Piaget Bague « Diane » cabochon calcedoine et griffes saphir, 19 800 F (3 018 €), Fred.
- Petit prix. Spito tube or, fermoir olive inspiré de ceux des colliers de perles fines, collier et bracelet en or 18 carats, 699 F (107 €), Monoprix et Prisme.
- Nacre. Bagues Aloha, nacre blanche sur or jaune, améthyste, tourmaline rose, petit et grand modèle, de 13 500 F à 16 500 F (2 058 € à 2 515 €) Mauboussin. Pendentif « Sensation », en or blanc, diamants et nacre, à l'effigie de la renoncule, la fleur maison, 28 000 F (4 269 €), Van Cleef & Arpels.
- Jones. Deux ors, tourmaline rose, verte, aigue-marine « nuage », tanzanite, de 4 200 F (640 €) à 4 500 F (686 €). Didier Guérin. Bague bombée en or jaune, 1 149 F (175 €), en or blanc et diamants, 5 699 F (869 €), Tati Or.
- Love. Pendentif en or blanc 18 carats, serti de 39 diamants, à partir de 25 360 F (3 866 €), Chopard.
- Etoile. Bague chevalière, Challenger en or jaune, argent et saphir étoilé, 8 250 F (1 257 €), bague étoilée en or blanc et éclats de diamants, 27 200 F (4 192 €), Hermès.
- Amour. Pendentif Naccara en or jaune ou or gris et nacre blanche, à partir de 3 800 F (579 €), Mauboussin.
- Mouvement. Bague en forme de vague en or gris ou jaune, 6 900 F (1 051 €), Fred.
- Griffe. Pendentif en or blanc gravé Bulgari et pavé de diamants sur une chaîne en or blanc, à partir de 12 800 F (1 829 €).





LIGNE  
Pendentif lame argent Yves Saint Laurent, bagues (de gauche à droite) : « Babylone » en or blanc et nacre, 13 000 F (1 982 €), Van Cleef & Arpels, en argent massif, Arthur Bertrand, 1 700 F (259 €), Tank Max en or gris et onyx, Cartier, 14 700 F (2 241 €). Deux bracelets, l'un en argent 250 F (38 €), Johnny Rocket chez Colette, l'autre en caoutchouc, 450 F (69 €), Lara Boeing chez Colette, tee-shirt en coton noir APC.



ARCHE  
Bagues en or jaune et citrine, aigue-marine ou quartz rose, à partir de 10 400 F (1 583 €), Potray.



CERCLE  
Boucles d'oreilles « Boréal » en or gris et diamant, 29 500 F (4 497 €), Chaumet.



COMÈTES  
Puces d'oreilles « étoiles » en or blanc et diamants, à partir de 14 500 F (2 210 €), Chanel.

# griffe de l'épure

**d**ès que chutent les prix du pétrole, la place Vendôme refait ses virines. Depuis trois ans, là-bas, l'opulence joaillière céde au minimalisme du goût nord-américain - et, plus généralement, occidental. Il ne suffit plus qu'un bijou soit beau, encore faut-il qu'il soit confortable, c'est-à-dire portable à toute heure, en coulant son éclat dans une vertueuse sobriété. D'où le succès du blanc, paranoïaque

tradition qui fait de l'arche « le vase alchimique de la transmutation des métaux ». Arc-boutées autour d'une grosse pierre fine, les bagues en or que Marie-Hélène de Taillac confectionne au Rajasthan participent, dans leur côté brut, de la même « héroïsation ».

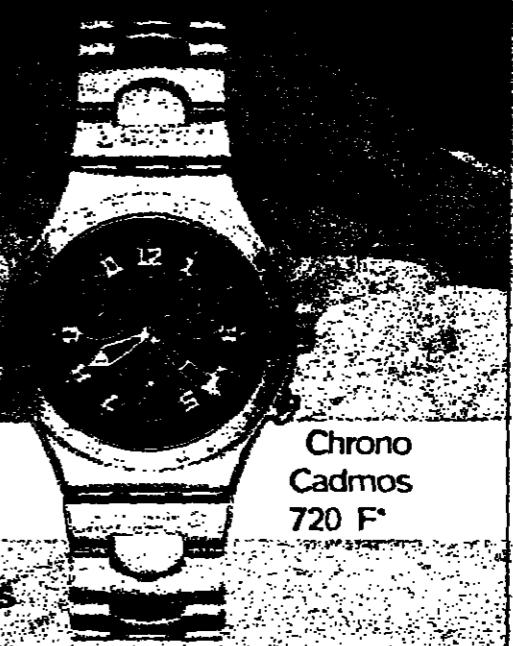
A l'inverse, d'autres bijoux de cette créatrice poussent la discrétion jusqu'à devenir presque invisibles, telle cette mince chaîne en or qui, saupoudrant le cou d'une myriade de petites pierres précieuses, rappelle les fins colliers articulés d'un Fred et d'un Van Cleef & Arpels. Chez Chanel, auteur d'une importante collection de « petite joaillerie » - dont

gon du pur et du simple. Cette année encore, le diamant trône au milieu de sa cour (perles, cristal de roche, or gris, platine...). A ceci près que, le succès l'ayant banalisé, on en promeut les variétés rares - tels les cent vingt diamants canari de la montre Sunflower de Harry Winston... La nouveauté ne tient donc pas tant à cet esprit d'épure - inspirateur des chevaliers de Bulgari comme des nouvelles bagues Tank de Cartier, où la pierre se fond dans l'améneau - que dans la manière dont chacun l'exprime. Ici, il conduit à l'abstraction des formes, tantôt géométriques (bagues d'oreille de Moussette) et tantôt sensuelles, voire organiques (bagues Précieuse et Sacha de Cartier, collier Nacara de Moussette, collier Vague de Cartier...). Ailleurs, il laisse la verditre au matin-tan, gonflant son volume ou développant sa complexité. Si les effets de métal déssé (manchette et collier Yves Saint Laurent Accessoires, bagues matelassée de Chanel...) annoncent les véritables dentelles joaillères créées par Boucheron et Van Cleef & Arpels (collier Shéhézade), c'est aux pierres que d'autres offrent le premier rôle, via des pavages faussement rustiques - alliance Boucheron (rubis baguette) ou ligne Ice Cube de Chopard - ou des mises en scène à haute tenue symbolique. Chez Poiray, les nouvelles bagues rectangulaires portent ainsi le nom d'Arche, à cause de la

J.B.

A cet instant million partagent leur lit avec un Suisse.

swatch®



Chrono  
Cadmos  
720 F\*

en vente

SWATCH MEGASTORE - PARIS : 104, avenue des Champs-Elysées. SWATCH STORE - PARIS : 10, rue Royale - 2, rue du Chêne-Midi  
- NICE : 10, avenue de Verdun - LYON : 105, rue Président E. Herriot - LILLE : 9/11, rue Lepelleter - STRASBOURG : 12/14, rue des Halles  
- MARSEILLE : 51, rue St-Ferréol - BORDEAUX : 40, rue Porte Dijeaux - AIX-EN-PROVENCE : 15, rue Fabrot - TOULOUSE : 38, rue de la Pomme

\* Centres Commerciaux : Cap 3000 - Parc II - Polygone.

مكتبة من الأوصاف

مكذا عن الأصل

VIII / LE MONDE / JEUDI 29 AVRIL 1999

VILLE

## les minutes brillantes de

# Las Vegas

dans la ville des diamants,  
où un jour entier  
peut tenir en une heure,  
le temps n'existe pas.  
Pourtant, les montres  
s'y parent de joyaux  
et se vendent à prix d'or

a vez-vous l'heure? Quel jour sommes-nous? Jeudi ou samedi? Dehors, il fait nuit ou soleil? » Avril 1999. A l'intérieur de l'hôtel Caesar de Las Vegas, dont le Forum Shops ne compte pas moins de cent cinq boutiques et restaurants ouverts trois cent soixante-cinq jours par an, le temps est comme trafiqué. Les horloges, confisquées. Les fenêtres occultées,

la lumière tamisée, la ventilation printanière. La ville insoumisible avale trente millions de touristes chaque année. Bienvenue à Cash City, au Truman Show Live, à Disneyland électronique grouillant de joueurs sans mémoire et de show-girls blond platine, liftées, pailletées. Comme il fait bon vivre dans les casinos de Las Vegas. Lorsque les lampadaires s'allument, le soleil se couche. « Notre système d'éclairage sophistiqué nous permet de simuler une journée entière, avec lever et coucher de soleil, en l'espace d'une heure », explique-t-on à la direction marketing du Forum Shops Caesar's. « Histoire de créer une am-

MUSE  
Sur Erica en maillot de bain à paillettes Givenchy, montre « quadri » en or jaune pavé de brillants, baume joaillerie Bulgari et boucles d'oreilles « Planète » en or jaune, diamants jonquille et perles des mers du Sud, Chanel.  
Photo : Nicolai Lo Russo

Réalisation : Martine de Menthon assistée de Charlotte Renard

biance plus propice à nos clients. » Surrenaliste. Dans cette métropole, le temps n'existe pas, joailliers et horlogers font des affaires en or, voire en diamants. Chez Fred, une montre pavée de diamants jaunes et blancs (200 000 dollars, 212 890 euros), sera en rupture de stock jusqu'en octobre 1999. « N'oubliez pas, nous sommes dans la ville des diamants, affirme le directeur de la boutique. Il y a beaucoup, beaucoup d'argent ici. Vite gagné. La moitié des gens qui entrent et qui achètent viennent de gagner gros. Et ils exigent quelque chose de différent. D'extravagant. Comme des diamants. » Les goûts évolueront-ils? Chez Tesorini, un joaillier du Bellagio — réplique d'une villa méditerranéenne plantée (pour 1,6 milliard de dollars) sur le Strip (Las Vegas Boulevard) depuis 1998 —, l'heure est au « BBB » (« Big, Bold and Beautiful » — grand, audacieux et beau). Les imposants cadans (39 millimètres de diamètre) griffés Frank Muller, les Rolex GMT-Master (12 millimètres d'épaisseur) et les Panera (distribués par Cartier) continuent d'attirer les curieux. Frank Muller lance même cette année la montre Vegas dont le mécanisme complexe et le design s'inspire d'un jeu de roulette... « C'est la folie ! », avoue un vendeur au sourire à deux mille watts, « Ici les diamants sont plus prisés qu'en Europe », concède Marwan Asbil devant son comptoir de montres Tank et Pasha scintillantes. La directrice de la boutique Cartier précise : « En réalité, les visiteurs de Las Vegas font et s'offrent ce qu'ils n'ont pas le temps de faire chez eux ! »

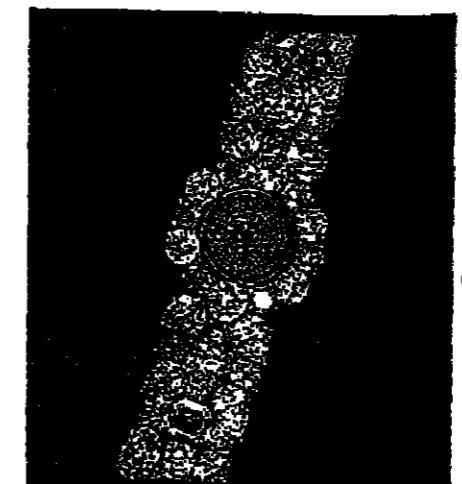
Mais les heures brillantes se parent d'une certaine affinité pour la pièce unique, le « vintage ». Car Las Vegas magnétise une nouvelle clientèle : les nostalgiques des bijoux fabuleux, façon Titanic. « Les gens viennent ici pour s'acheter une montre d'époque victorienne ou Art déco qu'ils portent à l'extérieur de Las Vegas », affirme Carissa Baldoni de la boutique très cossue Fred Leighton, spécialisée dans les montres et les bijoux anciens. Nichée au cœur du Bellagio, la boutique a été assaillie par les clients : une heure après son ouverture, plus de 100 000 dollars (106 445 euros) de bijoux s'étaient envolés. Fred Leighton a même fait scintiller les cors d'Uma Thurman, de Liv Tyler et d'Andie Mac Dowell lors de la dernière édition des Oscars à Hollywood. Les extrêmes sont au rendez-vous. A la table de mini-baccarat du Bel-

lagio, un homme — complet Hugo Boss, verre de Baileys dans le regard — vient de perdre 800 dollars (851 euros) en deux secondes et quart. Boulevard Las Vegas. Dehors, des ouvriers s'affairent à patiner la tour Eiffel du Paris-Las Vegas, qui aura coûté 760 millions de dollars (809 millions d'euros). Le temps presse. Top chrono. La construction de ce casino, avec simili Louvre, Opéra, Hôtel de Ville et rue de la Paix, doit être terminée d'ici à septembre 1999.

Tout près, quelques touristes photographe la fausse place Saint-Marc et les gondoles du resort-hôtel-casino The Venetian, 1 200 millions de dollars (1 277 millions d'euros). Une réplique de Venise imaginée par les entrepreneurs de la ville mégalomane du Nevada. L'ouverture est prévue le 2 mai 1999. Tout a été prévu : restaurants pour « gourmets », spa et, bien sûr, boutiques scintillantes de trésors, de Chopard à Movado. Côté casino, les revenus devraient atteindre 14 millions de dollars (14,9 millions d'euros) d'ici à l'an 2000. A Las Vegas, le temps n'est que de l'argent.

Lucie Lavigne

JACKPOT!  
« Sunflower », d'Harry Winston en platine, avec un cadran de 2,2 centimètres setti de 120 diamants canari. Cette pièce unique sera présentée lors de l'exposition de prestige sur les bijoux du Millénium à la Foire de Bâle.



GUCCI  
timepieces

pour information  
gucci montres 23, rue de la paix, paris, tel. 01 53 43 34 33



cadrans de

## *guide*

- **Hôtels.** Bellagio, tél. : 702-693-8546. Caesars Palace, tél. : 702-731-7110. The Venetian, tél. : 702-733-5000. Paris-Las Vegas, tél. : 702-739-4111. MGM Grand, tél. : 702-891-1111. Mandalay Bay, tél. : 702-632-7777.
- **Restaurants.** Le Cirque, un clone du célèbre et très couru Cirque de New York, tél. : 702-693-8100. Osteria del Circo, saveurs, couleurs, exquise révélation, tél. : 702-693-8150. Picasso, un restaurant aux murs tapissés de véritables Picasso, tél. : 702-693-7223. Coyote Café, le frère de celui de Santa Fe. Parfums sublimes du Nouveau-Mexique, tél. : 702-891-7349. Trattoria del Lupo, le dernier de Wolfgang Puck, THE chef révolutionnaire qui a fait passer Las Vegas du hot-dog à la nouvelle cuisine, tél. : 702-652-7401. Andre's, le best French food au monde selon les fins palais qui n'ont pas peur des superlatifs, tél. : 702-730-7955. Spago, tél. : 702-369-6300.
- **Bars.** Red Square, 100 % russe, le plus branché, au casino Mandalay Bay, tél. : 702-632-4107.
- **Montres.** Fred Joaillier, tél. : 702-650-0090. Fred Leighton Rare Collectible Jewels, tél. : 702-693-7050. Roman Times, tél. : 702-733-8687. Cartier, tél. : 702-733-3864. Tesorini (Bellagio), tél. : 702-693-7924.
- **Boutiques.** Les fanatiques de griffes courront au Bellagio qui propose Chanel, Prada, Giorgio Armani, Tiffany & Co., Hermès et Gucci. Banana République, pour la version Grace Kelly de Gap, tél. : 702-874-1295. DKNY, tél. : 702-874-1950. Kenneth Cole, tél. : 702-794-2653 et Victoria's Secret, tél. : 702-737-1313.
- **Kitsch et paillettes.** Musée Liberace. A voir une fois dans sa vie : une Rolls convertie de miroirs ou un piano à queue tapissé de pierres du Rhin, tél. : 702-798-5595. The Attic est l'incontournable friperie du coin avec fringues défilantes et meubles en forme de la bouche de Marilyn. Réel voyage psychédélique au pays du kitsch, tél. : 702-388-4088. Show chic : O du Cirque du Soleil, au Bellagio, tél. : 702-693-7722.
- **Néons.** Fremont Street Experience. La rue mythique de Las Vegas. Celle qui a flashé dans tous les films avec son enseigne lumineuse en forme de show-girl et de cow-boy. En prime, un toit clignotant de 2,1 millions de lumières. Les fanatiques déposent leurs valises au Golden Nugget, célèbre pour son buffet « all-you-can-eat », tél. : 702-386-8121.

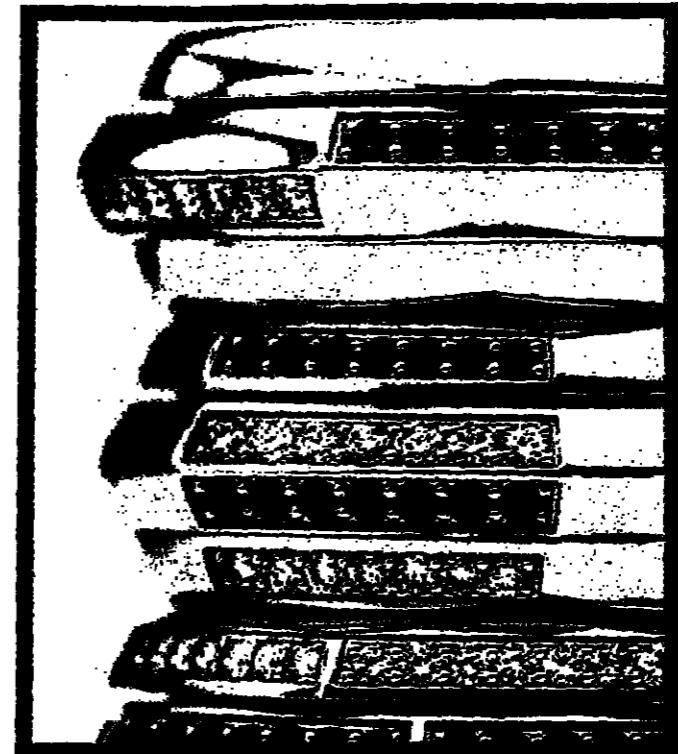


VILLAGE

LE MONDE / JEUDI 29 AVRIL 1999 / IX



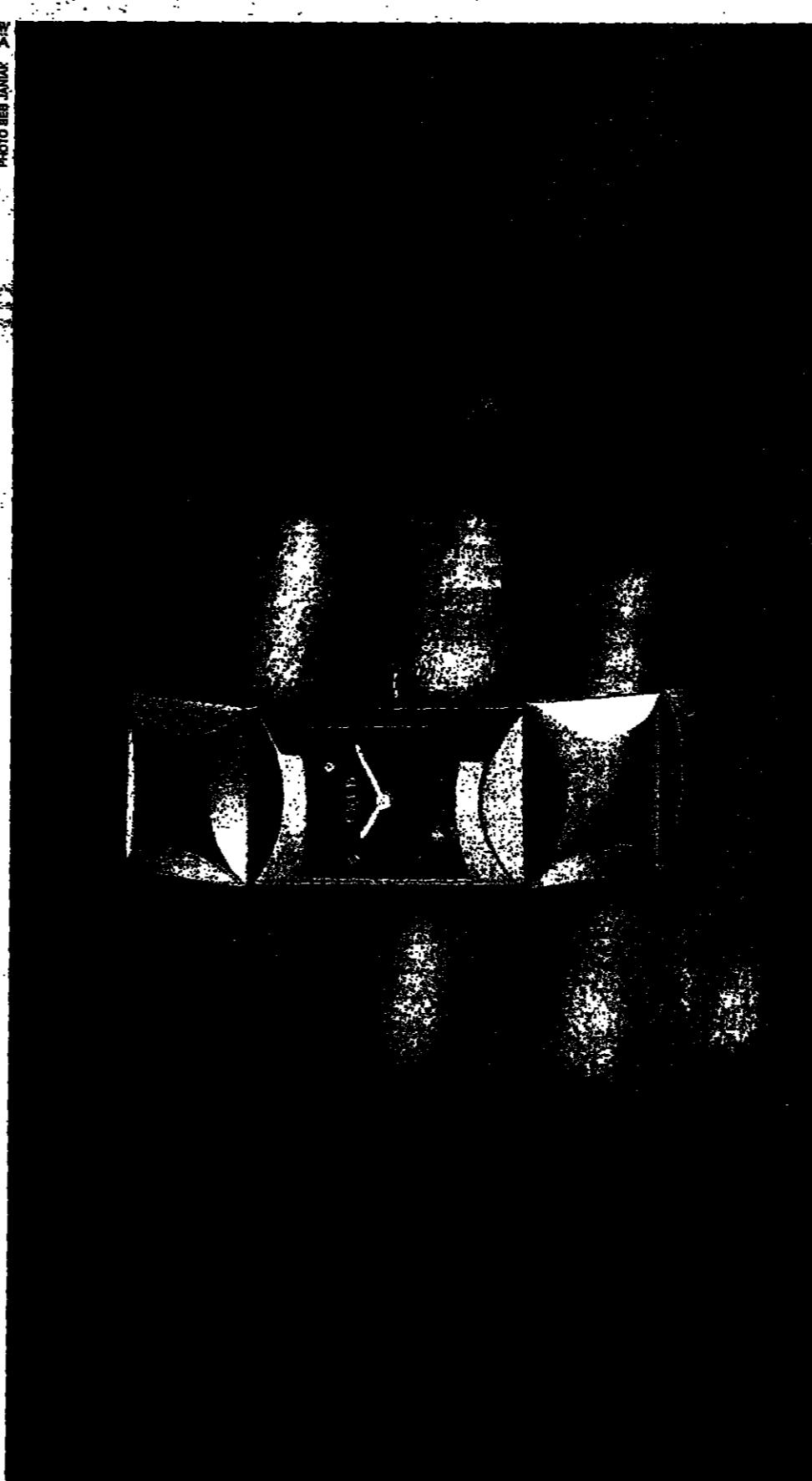
BRELAN



**CHEMIN DE FER**  
**Bagues Possession hexagonales**  
**en or gris avec barres de diamants,**  
**de rubis et de saphir, Piaget.**



**BANCO**  
Sur la belle Monica Belluci,  
les nouvelles bagues précieuses  
de Cartier en or gris.



**FRED**  
Joaillier

**6 RUE ROYALE PARIS**

هكذا من الأرض

مكتبة من الأصل

X / LE MONDE / JEUDI 29 AVRIL 1999

VILLE

# l'heure du renouveau besançon

**PARURE**  
Accrochée à un bikini de Thomas Maier, la montre « *wim* » (World in modernity) d'Akteeo avec bracelet cuir et boîtier, 450 F (69 €).  
Photo : Nicolai Lo Russo.  
Réalisation : Martine de Menthon assistée de Charlotte Renard.

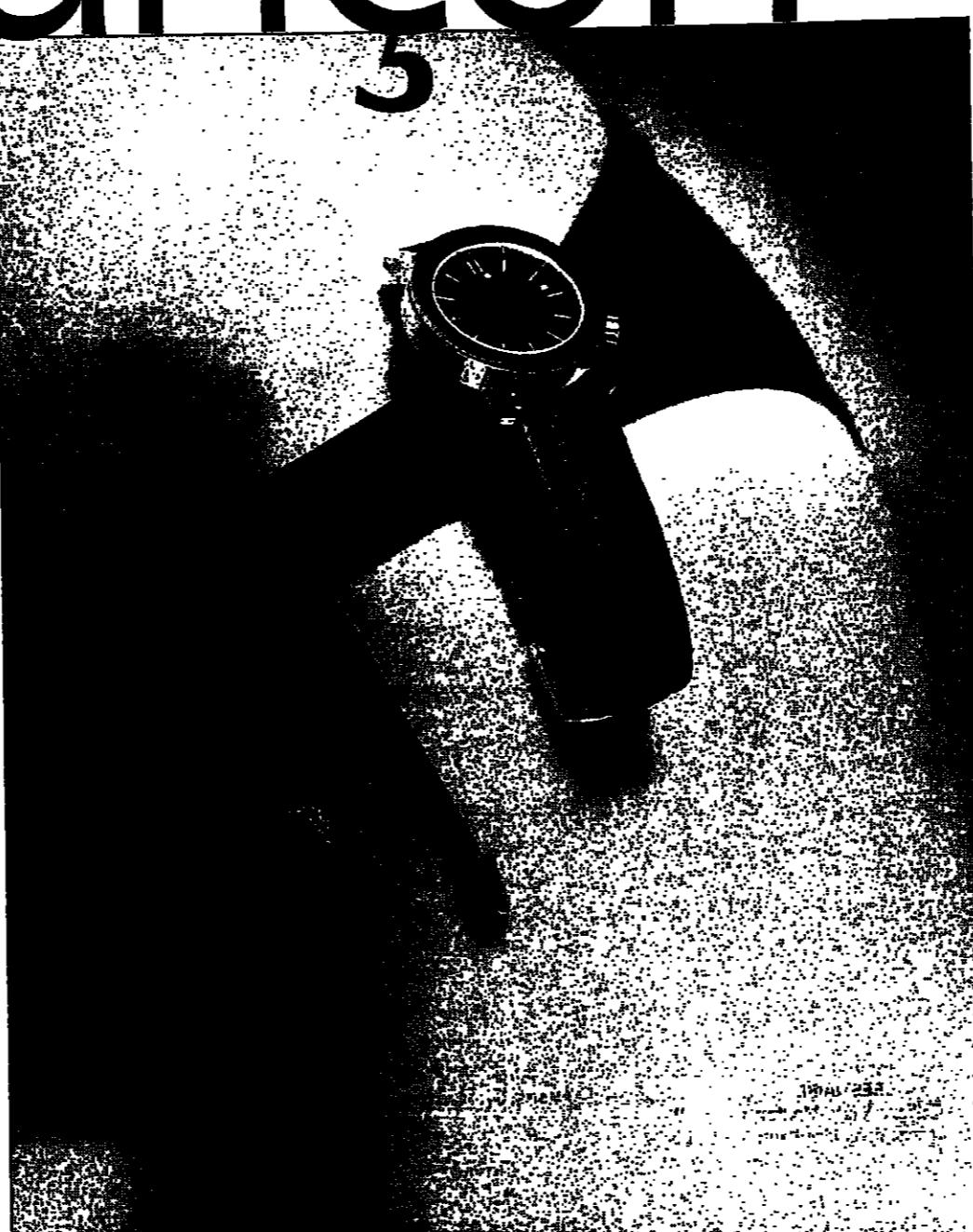
La vallée du Doubs sépare le Jura en deux nations, où tout est identique : les paysages – plateaux plantés de hauts sapins –, les populations et l'activité horlogère. Mais la vallée (suisse) de Joux, siège de Jaeger-LeCoultre, jouit d'une aura qui manque au plateau comtois. Protestants laboureurs contre catholiques frivoles ? C'est oublié que le personnel des entreprises horlogères du Jura suisse est pour moitié français... Un horloger explique : « *Le malheur de la France est d'avoir possédé un empire où exporter les qualités basses. Alors que les Suisses, confinés dans leurs montagnes, ont du se battre...* » Genève envoyait ses « commerciaux » dans les cours d'Europe, scellant ainsi avec Paris, phare du luxe, une alliance durable. Aujourd'hui, la montre a deux pôles : Paris pour le style, le Jura suisse pour le contenu horloger. Que reste-t-il à la Franche-Comté ?

Besançon a vécu ses grandes heures en 1973, lorsque 100 000 personnes défilent dans ses rues paisibles : Lip, la plus prestigieuse marque française – auteur de la première montre électrique –, licencie plus du tiers de ses effectifs. Si la tentative autogestionnaire des « Lip » fait couler beaucoup d'encre, elle entre aussi l'horlogerie *made in France*. Matra s'est saillie à en fédérer les débris. Sans conviction : Yema (dont le slogan « Yema me va » fit date) s'effondre à son tour... La concurrence japonaise, qui repoussait les Suisses vers les sphères « nobles » de la montre mécanique, l'arracha notre production courante, que l'imperialité des décideurs privés, l'une après l'autre, des marques qui auraient

pu la défendre. La France reste le second pays horloger d'Europe. Mais si son chiffre d'affaires a augmenté de 7,2 % en 1998 (au total, 3 213 milliards de francs), c'est au prix, souvent, de délocalisations qui ont réduit les effectifs à 6 519 emplois.

En 1999, les ateliers de Lip sont occupés par Akteeo, fondé voici sept ans par un designer industriel, Jean-Christophe Maréchal. Il dessine ses modèles d'aiguilles et de boîtes en acier, abritant des mouvements à quartz (souvent) suisses. Ce patron en tee-shirt, Tommy Hüfiger raconte : « *A ma sortie de l'école, on m'a dit : la montre, c'est foutu.* » Il a pourtant vendu par millions ses montres « ludiques » (modèles « sorcière » ou « plombier ») à moins de 500 francs (76,22 euros), où le décor – le cadran, mais surtout les aiguilles – joue les premiers rôles. Fabriquant pour Morgan et Adidas, Akteeo sacrifie à l'esprit du temps avec une ligne « sobre et baptisée Modernity ».

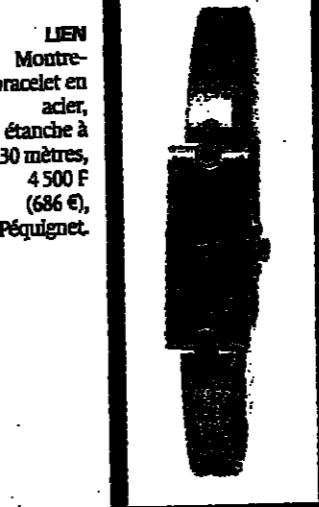
« *Je ne suis pas horloger* », affirme également l'autre grand Bison, Alain Syberstein. Sans doute cet architecte est-il « *celui qui a ouvert à la haute horlogerie les portes de la couleur* » – via les aiguilles et certains rouges –, dans un style influencé par Memphis, mais il reste avant tout le Frank Muller français : un horloger virtuose. Se détournant du marché saturé de la haute complication, Alain Syberstein rêve de complications utiles, à porter tous les jours, telle cette « grande date » à ne régler qu'une seule fois. Il fabrique quelque deux mille montres par an – du chronographe à 25 000 francs (3 811 euros) au tourbillon à 500 000 francs (76 224 euros) –, achetées pour un



tiers par des collectionneurs – et ne tient pas à grandir. L'horlogerie comtoise n'a donc pas disparu. En revanche, elle a souvent changé de forme, recyclant sa minutie dans un secteur de pointe : les microtechniques. A Be-

sançon, la prospère entreprise Cheval fabrique des couronnes de montre pour Cartier, Breitling et les autres, mais cette activité – 7 000 modèles différents, et presque sur mesure – se juxtapose à l'usinage de matériaux durs

au sortir d'un long naufrage, le Jura horloger français fait à nouveau valoir l'excellence de sa main-d'œuvre et le goût de ses habilleurs. Souvent pour le plus grand profit des Suisses



**COSU**  
Modèle à bracelet acier et cadran en argent, série limitée à 250 exemplaires, 20 000 F (3 049 €). Piquinet.



**guide**

● **Musées.** Sis dans un château, le Musée de l'horlogerie du Haut-Doubs raconte l'ancienne capitale horlogère à travers une belle collection de machines et de pendules astronomiques pay-sans (17, rue Glapiney, 25500 Moreau, tél. : 03-81-67-40-88).

Très visitée par les Suisses, cette remarquable galerie de montres présente nombre de pièces rares, notamment du XVIII<sup>e</sup> siècle (Musée de la montre, rue Berçot, 25130 Villers-le-Lac, tél. : 03-81-68-08-00).

● **Gastronomie.** Excellente cuisine patronnée par un amateur érudit de montres (Hôtel de France, 8, place Cupillard, 25130 Villers-le-Lac, tél. : 03-81-68-00-06).

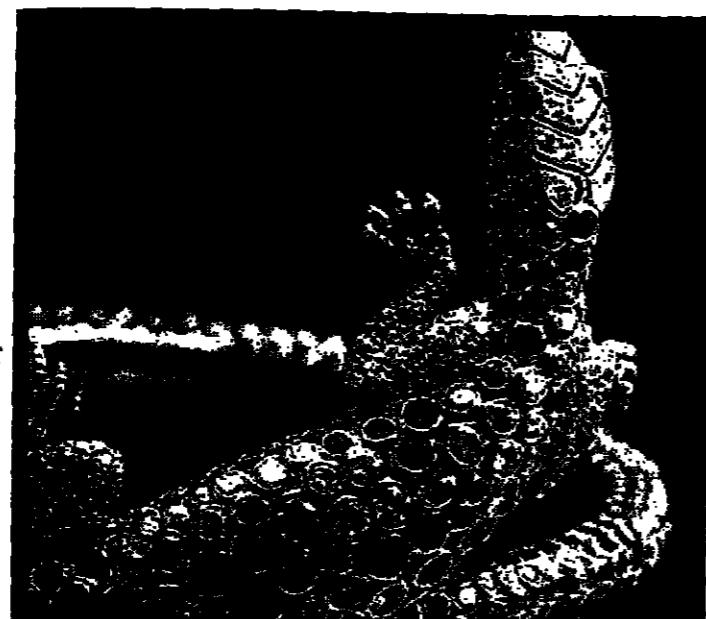


Clio blue sur internet : [www.clioblu.com](http://www.clioblu.com)

Clio Blue Paris - 16, rue du Commerce Mid - 75036 Paris - tél. : 01 42 22 57 55 - 8, place des Victoires - 75002 Paris - tél. : 01 42 51 31 13 - Liste des dépositaires : 01 42 74 34 93 / Clio Blue Saint-Tropez - Place de la Garonne - 83990 Saint-Tropez - tél. : 04 94 97 74 71 / Galeries Lafayette / Printemps.

J. B.

**LÉZARD**  
Bracelet collection l'Art de Cartier en diamants, saphirs, émeraudes et rubis sur or jaune, créé pour l'actrice française Josette Day. Photo L. Trilly, Cartier.



**SERPENT**  
Broche pendentif collection l'Art de Cartier, en lapis-lazuli et diamants montés sur platine et or jaune, yeux d'émeraude, Cartier. Photo Mary Hilliard, Cartier.

## agenda

**EXPOS**  
● *Secrets de bijoux.* « Je suis ce qu'on appelle autrefois une porcelaine, un de ces mètres faits de petits mètres qui ressemblent à l'air du temps », affirme Line Vautrin (1913-1963). Du cendrier « Je suis fou de vous » à la broche « Barberousse », cinquante de ses objets et bijoux, comme des petits poèmes sculptés, s'exposent au Musée des arts décoratifs. Onze créateurs contemporains participent à cette exposition collective. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, 75001, tél. : 01-44-55-57-50. Jusqu'au 30 mai.

● Cartier. Dans un écrin art déco situé au cœur de Mexico, une rétrospective de trois cents pièces Cartier, illustrant l'ensemble des époques depuis la création de la maison en 1847 : des colliers de Maria Félix - l'un en forme de serpent serti de 273 diamants, l'autre aux crocodiles d'émeraude entrelacés - aux pendules dites « mystérieuses », un parcours précieux semé de trésors. « El Arte de Cartier », Museo del Palacio de Bellas Artes, Mexico, jusqu'au 18 juillet.

**LIVRES**  
● Encyclopédie. *Dictionnaire du bijou*, Editions du Regard, 750 F (14 €). Du diadème égyptien à la fibule du Maghreb, de la technique du filage - opération qui consiste à allonger une masse métallique - au clip à l'ivoire cachalot et au collier de Toutankhamon en forme de faucon sacré, une véritable encyclopédie en images, à travers deux mille cinq cents entrées.

● Perles. *Le Monde des perles*, Annette Green et Linda Dyett, 169 F (28 €), Flammarion. Un tour du



monde des perles en plus de cent cinquante pages, agrémentées d'images et de dessins, pour réaliser sur son tapis volant collier berbere ou collier éthiopien de verre et d'argent.

● Bracelets-flacons. *Quand le parfum se fait bijou*, Amnette Green et Linda Dyett, 249 F (38 €), Flammarion. Baguette à monture en forme de masque, boîtes à senteur, serpents, bague de soirée pour homme avec vaporiseurs, mille et une curiosités jaillissent de ce livre qui flétrit tous les bijoux aromatiques.

● Et aussi *Extraction, taille, cotes*, une technique : un ouvrage de vulgarisation raconte en cent soixante pages et deux cents illustrations cette pierre inrayable qui raye toutes les autres, le diamant, par Jacques Mercier, La Renaissance du livre, 125 F (19 €).



**PHILTRE**  
Bracelet-flacon créé pour le parfum Poison de Christian Dior, in *Le parfum se fait bijou* (Flammarion).

## A D R E S S E S

**Adidas**  
Renseignements  
au 03-51-40-18-18.

**Agnès b.**  
Renseignements chez Yema  
au 03-51-54-24-50.

**Akito**  
Rens. au 03-51-40-18-18.

**APC**  
3, rue de Fleurus, 75006,  
tél. : 01-42-22-12-77,  
et [www.apc.fr](http://www.apc.fr)

**Emporio Armani**  
149, bd Saint-Germain, 75006,  
tél. : 01-53-63-33-50,  
25, place Vendôme, 75001,  
tél. : 01-42-61-02-94.

**Baume & Mercier**  
Points de vente au 01-42-18-56-83.

**Bell & Ross**

Rens. au 0155.35.36.00.

**Arthur Bertrand**  
6, place Saint-Germain-des-Prés, 75006,  
tél. : 01-49-54-72-10.  
Rens. province au 01-59-93-69-91.

**Manolo Blahnik**  
Chez Maria Luisa,  
4, rue Cambon, 75001,  
tél. : 01-47-03-96-15.

**Blancpain**  
Chez Royal Quartz.

**Boucheron**  
26, place Vendôme, 75001,  
tél. : 01-42-61-58-16.

**Breguet**  
Chez Chronopassion,

**Breitling**

Chez Royal Quartz.

**Bulgari**  
10, place Vendôme, 75001,  
tél. : 01-42-44-13-44.

**Calvin Klein**

Renseignements

au 03-51-48-14-15.

**Cartier**  
51, rue François-I<sup>e</sup>, 75008,  
tél. : 01-52-93-95-20,  
57, la Croisette, 06400 Cannes, tél. : 04-92-59-28-20

**Chanel Joaillerie**

18, place Vendôme, 75001,

tél. : 01-55-35-50-05.

**Chaumet**

56, rue François-I<sup>e</sup>, 75008,

tél. : 01-56-88-50-20.

12, place Vendôme, 75001,

tél. : 01-44-77-24-00.

**Chopard**

72, rue du Fa-Saint-Honoré, 75008,

tél. : 01-42-66-67-30.

9, la Croisette, 06400 Cannes,

tél. : 04-92-98-07-07.

**Colomb**

(Lara Boeing 747, Johny Rocket,

Marie-Hélène de Taillac, Yves Saint Laurent)

213, rue Saint-Honoré, 75001,

tél. : 01-55-35-39-30.

**Christian Dior Joaillerie**

30, avenue Montaigne, 75008,

tél. : 01-47-23-52-39.

**Chronopassion**

271, rue Saint-Honoré, 75001,

tél. : 01-42-60-50-72.

**Dunhill**

15, rue de la Paix, 75001,

tél. : 01-42-61-57-58.

**Ebel**

Royal Quartz, 10, rue Royale, 75008,

tél. : 01-42-60-58-58.

Sasha Kev, 50, la Croisette,

06400 Cannes,

tél. : 04-92-98-07-07.

**Fred Joaillerie**

6, rue Royale, 75008,

tél. : 01-53-45-15-36.

**GivENCHY**

3, rue George-V, 75008,

tél. : 01-44-51-50-00.

**Gucci**

2, rue du Fa-Saint-Honoré,

75001, tél. : 01-44-94-14-70.

**Didier Guérin**

Points de vente au 0800-505-900.

**Hamilton**

tél. : 03-51-48-14-29.

**Hermès**

24, rue du Fa-Saint-Honoré, 75008,

tél. : 01-40-17-47-17.

**IWC**

Points de vente au

01-42-89-65-51.

Chez Les Montres

58, rue Bonaparte, 75006,

tél. : 01-46-34-71-38.

Sasha Kev, 50, la Croisette,

06400 Cannes.

**Jacques-Droz**

Jaquet Droz Gallopin,

1, place de Bergues, 1211 Genève,

tél. : (41) 22-716-27-16.

**Kyo**

32, rue du Dragon, 75006,

tél. : 01-42-22-76-76.

**Alexis Lahellec**

14-16, rue Jean-Jacques-Rousseau,

75001, tél. : 01-42-33-40-33.

**Thomas Maier**

Au Bon Marché

et chez Maria Luisa

2, rue Cambon 75001

tél. : 01-42-33-96-15.

**Péquignet**

Points de vente au

03-81-67-30-66

**Plaget**

16, place Vendôme, 75001,

tél. : 01-55-35-32-80.

**Louis Pion**

63, rue de Rivoli, 75001,

tél. : 01-42-33-39-95.

**Zénith**

Points de vente au : 03-81-68-12-22.

**Zucca**

Chez Cabane de Zucca

8, rue Saint-Roch, 75001,

tél. : 01-44-58-98-88.

**Polay**  
46, avenue George-V, 75008,  
tél. : 01-47-23-07-41.

**Pomellato**  
66, rue du Fa-Saint-Honoré,  
75008,  
tél. : 01-42-65-62-07.

**Printemps Haussmann**  
60-68, bd Haussmann, 75009,  
tél. : 01-42-82-50-00.

**Rolex**  
Chez Royal Quartz.

**Daniel Roth**  
Chez Chronopassion.

**Royal Quartz**  
10, rue Royale, 75008,  
tél. : 01-42-60-58-58.

**Seiko**  
3613 Seiko

**Swatch**  
tél. : 03-81-48-14-15.

**Tag Heuer**  
Points de vente  
au 01-47-23-41-60  
et sur Internet [www.tagheuer.com](http://www.tagheuer.com)

**Marie-Hélène de Taillac**

Chez Colette.

مكتبة من الأصل

SI NOS PRINCIPAUX CLIENTS  
SONT INTRAITABLES SUR LA QUALITÉ,  
CE N'EST PAS PAR CAPRICE.

L'ESPRIT DE  
L'AÉRONAUTIQUE

En aéronautique, on est infatigable sur la qualité. Chaque composant doit être officiellement certifié, chaque pièce répondre aux plus hautes exigences. Cet esprit, nous l'appliquons depuis toujours à la conception et à la fabrication de nos montres-instruments.

Nos mouvements remplissent tous les critères de précision et de fiabilité requis pour l'obtention du certificat de chronomètre. Et chaque détail de nos montres est conçu pour une utilisation intensive. On ne devient pas le fournisseur attitré de l'aviation par hasard.



ESPRIT BREITLING

OLD NAVITIMER. Chronographe automatique. La montre-instrument préférée des aviateurs depuis 1952, avec sa fameuse règle à calcul circulaire.



**BREITLING**  
1884

INSTRUMENTS POUR PROFESSIONNELS

[www.breitling.com](http://www.breitling.com)

